103e ANNÉE
VOL. 103

N° 8
1783

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 20 février 1971

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

Québec, Saturday, February 20, 1971

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday***, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

PUBLICATIONS OFFICIELLES

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969 37883—1-52-o

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.—Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969 37883—1-52-o

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

Lettres patentes

A. & F. Investment Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1970, constituant en corporation: David H. Sohmer, 5501, Adalbert, Côte Saint-Luc, Murray B. Spiegel, 44, Roxborough, Westmount, tous deux avocats, et Brenda Mulvihill, secrétaire, épouse de Lawrence R. Mulvihill, 11955, Lachapelle, Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement, sous le nom de « A. & F. Investment Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 37,000 actions classe « A » de $1 chacune et 2,000 actions classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5306-1970

A. T. V. distributions inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Hertel-Réal Fournier, distributeur, Denise Lemay, ménagère, épouse dudit Hertel-Réal Fournier, tous deux de 551, 4e Avenue, Malartic, et Claudette Tremblay, secrétaire, épouse de Antoine Perron, 851, avenue Brébeuf, Val d'Or, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la distribution de véhicules de toutes sortes et d'articles de sport et accessoires, sous le nom de « A. T. V. distributions inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 551, 4e Avenue, Malartic, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5716-1970

Acoust-Iso inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Clément Fortier, 765, Genest, Roger Marceau, 470, Beaumont, tous deux hommes d'affaires, et André Goulet, comptable, 1349, Place Cherbourg, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Acoust-Iso inc. », avec un

Letters Patent

A. & F. Investment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David H. Sohmer, 5501 Adalbert, Côte Saint-Luc, Murray B. Spiegel, 44 Roxborough, Westmount, both advocates, and Brenda Mulvihill, secretary, wife of Lawrence R. Mulvihill, 11955 Lachapelle, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "A. & F. Investment Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 37,000 class "A" shares of $1 each and 2,000 class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 5306-1970

A. T. V. distributions inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hertel-Réal Fournier, distributor, Denise Lemay, housewife, wife of said Hertel-Réal Fournier, both of 551, 4th Avenue, Malartic, and Claudette Tremblay, secretary, wife of Antoine Perron, 851 Brébeuf Avenue, Val d'Or, for the following purposes:

To carry on the business and distribution of all kinds of vehicles and sport articles and accessories, under the name of "A. T. V. distributions inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of $10 each and 1,000 preferred shares of nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 551, 4th Avenue, Malartic, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5716-1970

Acoust-Iso inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Clément Fortier, 765 Genest, Roger Marceau, 470 Beaumont, both businessmen, and André Goulet, accountant, 1349 Cherbourg Place, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and to deal in merchandise and articles made wholly or partially of metals or of wood, under the name of "Acoust-Iso inc.", with a total capital

capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5329-1970

Les aliments congelés Surgelex inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Marcelle Durette, épouse de Claude Parent, 1622, Montcalm, Louise Desjardins, 500, Place d'Armes, suite 1814, toutes deux de Montréal, et Sylvia Paradis, 555, Cousineau, Laval, ces deux dernières filles majeures, toutes trois secrétaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits congelés, sous le nom de « Les aliments congelés Surgelex inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 385, rue Eugène, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5128-1970

Anglo-Canadian Investment Group Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Gérard Latulippe, 8147, d'Aunis, Saint-Léonard, Claude Boyer, 11754, de Poutrincourt, Montréal, et Pierre Larue, 227, Monseigneur Charbonneau, Boucherville, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « Anglo-Canadian Investment Group Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 640, rue Cathcart, suite 205, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5188-1970

Les As de Noranda inc.
Noranda Aces Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième

stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5329-1970

Les aliments congelés Surgelex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcelle Durette, wife of Claude Parent, 1622 Montcalm, Louise Desjardins, 500 Place d'Armes, suite 1814, both of Montreal, and Sylvia Paradis, 555 Cousineau, Laval, the latter two spinsters of the full age of majority, all three secretaries, for the following purposes:

To deal in frozen goods, under the name of "Les aliments congelés Surgelex inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 385 Eugène Street, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5128-1970

Anglo-Canadian Investment Group Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Latulippe, 8147 d'Aunis, Saint-Léonard, Claude Boyer, 11754 de Poutrincourt, Montreal, and Pierre Larue, 227 Monseigneur Charbonneau, Boucherville, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Anglo-Canadian Investment Group Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 640 Cathcart Street, Suite 205, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5188-1970

Les As de Noranda inc.
Noranda Aces Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Lessard, marchand, 178, avenue Champlain, Nick Chomick, mineur, 466, avenue Murdoch, Gerry Bertrand, gérant de banque, 541, avenue Murdoch, Bernard Armstrong, maître-mécanicien, 60, avenue Saint-Charles, Charles Bourgeois, préposé aux relations extérieures, 156, avenue Saint-Maurice, Antoine Portelance, garagiste, 76, avenue Georges, et Guy Larouche, notaire, 554, avenue Murdoch, tous de Noranda, pour les objets suivants:

Diriger, promouvoir, développer et encourager les intérêts généraux du hockey, sous le nom de « Les As de Noranda inc.— Noranda Aces Inc. ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de $10,000.

Le siège social de la corporation est au Centre récréatif de Noranda, Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5232-1970

Assurances Brazeau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Yves Sauvé, typographe, Claire Brazeau, épouse dudit Yves Sauvé, tous deux de 140, Principale, Coteau-Landing, et Wilfrid Brazeau, 64, Ellice, Salaberry-de-Valleyfield, ces deux derniers courtiers d'assurance, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Assurances Brazeau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 4968-1970

Les assurances Leblanc-Duclos inc.
Leblanc-Duclos Insurance Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Aimé Duclos, 815, Bourgeois, Laurie Leblanc, tous deux courtiers en assurance, et Claudette Gagnon, infirmière, épouse dudit Laurie Leblanc, ces deux derniers de 179, rue Papineau, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Les assurances Leblanc-Duclos inc.— Leblanc-Duclos Insurance Inc. », avec un capital total

November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Pierre Lessard, merchant, 178 Champlain Avenue, Nick Chomick, minor, 466 Murdoch Avenue, Gerry Bertrand, bank manager, 541 Murdoch Avenue, Bernard Armstrong, master mechanic, 60 St-Charles Avenue, Charles Bourgeois, public relation officer, 156 St-Maurice Avenue, Antoine Portelance, garage keeper, 76 Georges Avenue, and Guy Larouche, notary, 554 Murdoch Avenue, all of Noranda, for the following purposes:

To conduct, encourage, develop and promote the general interests of hockey, under the name of "Les As de Noranda inc.— Noranda Aces Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess, is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation is at Noranda Recreation Center, Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 5232-1970

Assurances Brazeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Sauvé, typographe, Claire Brazeau, wife of the said Yves Sauvé, both of 140 Principale, Coteau-Landing, and Wilfrid Brazeau, 64 Ellice, Salaberry-de-Valleyfield, the latter insurance brokers, for the following purposes:

To do business as insurance agents and brokers, under the name of "Assurances Brazeau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 4968-1970

Les assurances Leblanc-Duclos inc.
Leblanc-Duclos Insurance Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Aimé Duclos, 815 Bourgeois, Laurie Leblanc, both insurance brokers, and Claudette Gagnon, nurse, wife of said Laurie Leblanc, the latter two of 179 Papineau Street, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Les assurances Leblanc-Duclos inc.— Leblanc-Duclos Insurance Inc.", with a total

de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5652-1970

Les assurances Tremblay & Levesque inc.
Tremblay & Levesque Insurance Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jean-Claude Levesque, 119, Fénelon, Chicoutimi-Nord, Robert Tremblay, tous deux courtiers en assurance, et Angéline T. Tremblay, ménagère, épouse dudit Robert Tremblay, ces deux derniers de 486, boulevard St-Sacrement, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Les assurances Tremblay & Levesque inc. — Tremblay & Levesque Insurances Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 110, Racine est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5455-1970

Aubel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Jean-Marc Audet, notaire, Francine Tremblay, ménagère, épouse dudit Jean-Marc Audet, tous deux de 1575, Caron, Gaétan Bellefeuille, notaire, et Carmen Guillemette, ménagère, épouse dudit Gaétan Bellefeuille, ces deux derniers de 948, Place des Muguets, tous quatre de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Aubel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5416-1970

R. Baronet Enterprises Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5652-1970

Les assurances Tremblay & Levesque inc.
Tremblay & Levesque Insurance Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Lévesque, 119 Fénelon, Chicoutimi-North, Robert Tremblay, both insurance brokers, and Angéline T. Tremblay housewife, wife of said Robert Tremblay, the latter two of 486 St-Sacrement Boulevard, Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Les assurances Tremblay & Levesque inc. — Tremblay & Levesque Insurances Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 110 Racine East, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5455-1970

Aubel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Marc Audet, notary, Francine Tremblay, housewife, wife of the said Jean-Marc Audet, both of 1575 Caron, Gaétan Bellefeuille, notary, and Carmen Guillemette, housewife, wife of the said Gaétan Bellefeuille, the latter two of 948 Place des Muguets, all four of Sherbrooke, for the following purposes:

To do business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Aubel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5416-1970

R. Baronet Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of De-

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Robert-Paul Baronet, ingénieur-conseil, 114, carré Saint Patrice, Châteauguay-Centre, Avrom Podbere, notaire, 6526, chemin Merton, Côte Saint-Luc, et Béatrice Beaulieu, secrétaire, fille majeure, 2037, boulevard Décarie, app. 4, Montréal, pour les objets suivants:

Diriger des projets de toutes sortes de produits ou objets, à titre de directeurs ou agents auprès des individus, des entreprises commerciales, des établissements industriels ou des agences gouvernementales, particulièrement, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, dans le domaine du génie mécanique, sous le nom de « R. Baronet Enterprises Ltd. », avec un capital divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 114, carré Saint-Patrice, Châteauguay-Centre, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5578-1970

Beaulac automobile inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Pierre Massé, 201, Corot Rive, Ile-aux-Soeurs, Guy Ferland, 6992, d'Abancourt, Saint-Léonard, tous deux avocats, Pierre Laberge, stagiaire, 65, Sherbrooke est, et Jeannine Lamothe, secrétaire, fille majeure, 2781, Cadillac, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, camions, tracteurs, motos-neige, machines et autres véhicules à moteur, et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Beaulac automobile inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 518, boulevard des Laurentides, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5660-1970

Beaulieu & Gladu (1970) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Charles Thenière, 11751, Poutrincourt, Montréal, Joseph Lanthier, tous deux vendeurs, et Kathleen Betsy Gagnon, ménagère, épouse dudit Joseph Lanthier, ces deux derniers du 835, Connaught Circle, Laval, pour les objets suivants:

cember, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert-Paul Baronet, consulting engineer, 114 St. Patrick Square, Châteauguay-Centre, Avrom Podbere, notary, 6525 Merton Road, Côte Saint-Luc, and Béatrice Beaulieu, secretary, spinster, 2037 Decarie Boulevard, Apt. 4, Montreal, for the following purposes:

To conduct the design of any product or object either as principals or agents for any individual, commercial enterprise, industrial organization or government agency, particularly, but without limiting the generally of the foregoing, in the mechanical engineering field, under the name of "R. Baronet Enterprises Ltd.", with a capital stock divided into 20,000 common shares without par value and 20,000 preferred shares having a par value of $1 each.

The head office of the company is at 114 St. Patrick Square, Châteauguay-Centre, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 5578-1970

Beaulac automobile inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Massé, 201 Carot Rive, Ile-aux-Soeurs, Guy Ferland, 6992 d'Abancourt, Saint-Léonard, both advocates, Pierre Laberge, articled student, 65 Sherbrooke East, and Jeannine Lamothe, secretary, spinster of the full age of majority, 2781 Cadillac, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, motors, trucks, tractors, snowmobiles, machines and other motor vehicles, and all their accessories and parts, under the name of "Beaulac automobile inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 318 Laurentides Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooberatives:

38737 5660-1970

Beaulieu & Gladu (1970) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Thenière, 11751 Poutrincourt, Montreal, Joseph Lanthier, both salesmen, and Kathleen Betsy Gagnon, housewife, wife of the said Joseph Lanthier, the latter two of 835 Connaught Circle, Laval, for the following purposes:

L'industrie et le commerce de meubles et de fantaisies d'ameublement de toute description, sous le nom de « Beaulieu & Gladu (1970) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4589 est, rue Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5381-1970

Bell Auto Electric Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Georges Bell, garagiste, 2385, Cloutier, Réal Girard, opérateur, 1433, Champlain, et Rosaire Drolet, comptable, 103, 5e Rue, tous trois de Shawinigan, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, plus spécialement pour l'automobile, camions, ou tous véhicules motorisés, sous le nom de « Bell Auto Electric Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2563, St-Marc, Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5266-1970

Gérard Blanchet inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Gérard Blanchet, commerçant, Marianne Blanchet, ménagère, épouse dudit Gérard Blanchet, et Georgette Blanchet, étudiante, fille majeure, tous trois de 429, 3e Avenue, Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer, réparer, et faire le commerce d'automobiles, camions, tracteurs, machines agricoles, instruments aratoires, bateaux, appareils de vol, motos-neige, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Gérard Blanchet inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 129, 3e Avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5728-1970

Boutique Bruno-Laurent ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

To manufacture and deal in furniture and furniture novelties of every description, under the name of "Beaulieu & Gladu (1970) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 4589 St. Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737-o 5381-1970

Bell Auto Electric Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Bell, garage keeper, 2385 Cloutier, Réal Girard, operator, 1433 Champlain, and Rosaire Drolet, accountant, 103, 5th Street, all three of Shawinigan, for the following purposes:

To carry on busines as electricians, more particularly for automobiles, trucks, or any motorized vehicles, under the name of "Bell Auto Electric Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 2563 St-Marc, Shawinigan, judicial district of Saint-Maurice.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 5266-1970

Gérard Blanchet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Blanchet, merchant, Marianne Blanchet, housewife, wife of the said Gérard Blanchet, and Georgette Blanchet, student, spinster of the full age of majority, all three of 429, 3rd Avenue, Québec, for the following purposes:

To manufacture, repair and to deal in automobiles, trucks, tractors, agricultural machinery, farm implements, boats, aircraft, snowmobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Gérard Blanchet inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 129, 3rd Avenue, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 5728-1970

Boutique Bruno-Laurent ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Armand Perez, Anna Perez, épouse dudit Armand Perez, tous deux marchands, du 2450, rue Athlone, app. 505, et Emile Bensabat, importateur de textiles, 2450, rue Athlone, app. 407, tous trois de Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et accessoires de toutes sortes, sous le nom de « Boutique Bruno-Laurent ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2070, rue Crescent, 1er étage, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5522-1970

Boutique La Galère III inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Otto Bengle, orthodontiste, 60, Maplewood, Thérèse Ferland, artiste, épouse de Pothier Ferland, Yseult Ferland, étudiante, et Michelle Ferland, professeur, ces deux dernières filles majeures, ces trois dernières de 735, Wilder, tous quatre d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de nouveautés, et exploiter dans toutes ses spécialités une boutique artisanale, sous le nom de « Boutique La Galère III inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5751-1970

La boutique Lorne Pelletier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Lorne Pelletier, gérant, Louisette Lauzer, ménagère, épouse dudit Lorne Pelletier, tous deux de 65, de l'Ormier, Trois-Rivières-Ouest, et François St-Arnaud, notaire, 106, Michener, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de robes, manteaux, chapeaux, habits, vêtements ou sous-vêtements de toutes descriptions, tissus à la verge, gants, chaussures et tous autres articles, sous le nom de « La boutique Lorne Pelletier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune, 200 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 190 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Armand Perez, Anna Perez, wife of the said Armand Perez, both merchants, of 2450 Athlone Street, Apt. 505, and Emile Bensabat, importer of textiles, 2450 Athlone Street, Apt. 407, all three of Mount Royal, for the following purposes:

To deal in clothing and accessories of all kinds, under the name of "Boutique Bruno-Laurent ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2070 Crescent Street, 1st Floor, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 5522-1970

Boutique La Galère III inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Otto Bengle, orthodontist, 60 Maplewood, Thérèse Ferland, artist, wife of Pothier Ferland, Yseult Ferland, student, and Michelle Ferland, professor, the latter two spinsters, the latter three of 735 Wilder, all four Outremont, for the following purposes:

To deal in novelties and operate an handicraft shop in all its specialties, under the name of "Boutique La Galère III inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5751-1970

La boutique Lorne Pelletier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lorne Pelletier, manager, Louisette Lauzer, housewife, wife of said Lorne Pelletier, both of 65 de l'Ormier, Trois-Rivières West, and François St-Arnaud, notary, 106 Michener, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To manufacture and deal in dresses, cloaks, hats, coats, garments or undergarments of all descriptions, dry-goods, gloves, shoes and all other articles, under the name of "La boutique Lorne Pelletier inc.", with a total capital stock of $40,000 common shares of divided into 100 common shares of $10 each, 200 class "A" preferred shares of $100 each and 190 class "B" preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières,

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5559-1970

Bright Cleaners Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Antal Puncsak, tailleur, Szuszanna Puncsak, ménagère, épouse dudit Antal Puncsak, tous deux du 6220 ouest, Sherbrooke, app. 704, Montréal, et Laszlo Krifaton, vendeur, 349, Gratton, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Établir et diriger une entreprise de nettoyage, lavage et buanderie, sous le nom de « Bright Cleaners Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5475 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5223-1970

C.C. électric inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Claude Couvrette, électricien, route rurale #3, Denise Tessier, secrétaire, fille majeure, 232, rue Hamford, et Jean-Claude Paquin, avocat, 616 boulevard Bédard, tous trois de Lachute, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « C.C. électric inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 70, rue Clyde, Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5473-1970

Les campings Solair ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Bernard Landry, avocat, Lorraine Landry, ménagère, épouse dudit Bernard Landry, tous deux de 34, des Sapins, et Gilles Rouleau, agent d'assurances, 145, 1re avenue, tous trois de Notre-Dame-des-Prairies, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 5559-1970

Bright Cleaners Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Antal Puncsak, tailor, Szuszanna Puncsak, housewife, wife of the said Antal Puncsak, both of 6220 Sherbrooke West, Apt. 704, Montreal, and Laszlo Krifaton, salesman, 349 Gratton, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of cleaning, washing and laundering, under the name of "Bright Cleaners Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5475 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737-o 5223-1970

C.C. électric inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Couvrette, electrician, Rural Route #3, Denise Tessier, secretary, spinster of the full age of majority, 232 Hamford Street, and Jean-Claude Paquin, adocate, 616 Bédard Boulevard, all three of Lachute, for the following purposes:

To carry on business as electricians; to manufacture and deal in all kinds of electric appliances and electrical accessories, under the name of "C.C. électric inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 70 Clyde Street, Lachute, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 5473-1970

Les campings Solair ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Landry, advocate, Lorraine Landry, housewife, wife of said Bernard Landry, both of 34 des Sapins, and Gilles Rouleau, insurance agent, 145, 1st Avenue, all three of Notre-Dame-des-Prairies, for the following purposes:

Exploiter des terrains de camping, sous le nom de « Les campings Solair ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 37, St-Charles-Borromée sud, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5191-1970

Carnival Popcorn Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Joan Menary, ménagère, épouse de Chris Picoulas, 397, Hyman Drive, Dollard-des-Ormeaux, Shirley Hughes, secrétaire, fille majeure, 3435, Lafontaine, app. 6, et Barry J. Somervail, vendeur, 3455, rue Redpath, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de sucreries, bonbons, gâteaux, chocolats, extraits, huiles et aliments pour goûters, sous le nom de « Carnival Popcorn Inc. », avec un capital divisé en 3,900 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5213-1970

Marc Cayer inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Marc Cayer, homme d'affaires, 16, Front, Hull, Léo Cayer, estimateur, 58, Garden Road, Lucerne, et Donat Fuoco, représentant, 86, St-Rosaire, Pointe-Gatineau, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Marc Cayer inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5413-1970

Centre de santé mentale communautaire de Montréal
Montreal Community Mental Health Centre

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To operate camping grounds, under the name of "Les campings Solair ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 37 St-Charles-Borromée South, Joliette, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5191-1970

Carnival Popcorn Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joan Menary, housewife, wife of Chris Picoulas, 397 Hyman Drive, Dollard-des-Ormeaux, Shirley Hughes, secretary, spinster, 3435 Lafontaine, Apt. 6, and Barry J. Somervail, salesman, 3455 Redpath Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of confections, candies, cakes, chocolates, extracts, essential oils and snack foods, under the name of "Carnival Popcorn Inc.", with a capital stock divided into 3,900 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 5213-1970

Marc Cayer inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Cayer, businessman, 16 Front, Hull, Léo Cayer, estimator, 58 Garden Road, Lucerne, and Donat Fuoco, representative, 86 St-Rosaire, Pointe-Gatineau, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Marc Cayer inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 3,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5413-1970

Centre de santé mentale communautaire de Montréal
Montreal Community Mental Health Centre

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 2e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Antoine Lepage, 954, chemin Dunsmuir, Mont-Royal, Alastair William MacLeod, 3787, Côte des Neiges, Raymond Prince, 4453, de Maisonneuve, tous trois médecins, Patricia Morrison, fille majeure, 250, Kensington, app. 203, Joan C. Carter, épouse de Goodridge Roberts, 355, Lansdown, tous les quatre de Montréal, et David E. Woodsworth, 14, Fairfield Crescent, Montréal-Ouest, ces trois derniers travailleurs sociaux professionnels, pour les objets suivants:

Faire du « counselling » en hygiène mentale auprès d'individus, groupements et organisations, sous le nom de « Centre de santé mentale communautaire de Montréal — Montreal Community Mental Health Center ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de $200,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 1832-1970

Le cercle des cadres de la publicité (du Québec)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Gaston Lebarbé, 250, Dauzat, Boucherville, Marcel Provost, 939, Hartland, Outremont, et Maurice Watier, 237, Thorncrest, Dorval, tous trois publicitaires, pour les objets suivants:

Servir la profession publicitaire, les publicitaires francophones, la société et le public par l'étude et l'enseignement de la publicité aux niveaux supérieurs en vue d'assurer son amélioration constante, sous le nom de « Le cercle des cadres de la publicité (du Québec) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 2055, rue Peel, bureau 150, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5528-1970

Champion Recreation Equipment Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Gerald G. Freed, 1826, chemin Norway, Mont-Royal, Morden Lazarus, 5554, Earle Road, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et

Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Antoine Lepage, 954 Dunsmuir Road, Mount Royal, Alastair William MacLeod, 3787 Côte des Neiges, Raymond Prince, 4453 de Maisonneuve, all three doctors, Patricia Morrison, spinster, 250 Kensington, Apt. 203, Joan C. Carter, wife of Goodridge Roberts, 355 Lansdowne, all four of Montreal, and David E. Woodsworth, 15 Fairfield Crescent, Montreal West, the latter three professional social workers, for the following purposes:

To provide mental health counselling to individuals, groups and organizations, under the name of "Centre de santé mentale communautaire de Montréal — Montreal Community Mental Health Center".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 1832-1970

Le cercle des cadres de la publicité (du Québec)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gaston Lebarbé, 250 Dauzat, Boucherville, Marcel Provost, 939 Hartland, Outremont, and Maurice Watier, 237 Thorncrest, Dorval, all three publicists, for the following purposes:

To foster professionalism advertising, the french-speaking publicists, the society and the public by the study and teaching of advertising at higher levels for the purposes of assuring steady improvement in this field, under the name of "Le cercle des cadres de la publicité (du Québec)".

The amount to which is limited the value of immoveable property that the corporation may acquire and hold is $100,000.

The head office of the corporation is at 2055 Peel Street, office 150, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5528-1970

Champion Recreation Equipment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gerald G. Freed, 1826 Norway Road, Mount Royal, Morden Lazarus, 5554 Earle Road, Côte Saint-Luc, both advocates, and Rachel R. Sands,

Rachel R. Sands, secrétaire, veuve de feu Samuel Sands, 8659, terrasse des Rapides, Lasalle, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'articles de sports, vêtements et équipement pour le sport, sous le nom de « Champion Recreation Equipment Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6605, chemin de la côte de Liesse, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5605-1970

Cima Leather Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Mala Syna, secrétaire, épouse d'Isaac Bobrow, 11584, Alfred-Laliberté, Fany Reis, ménagère, veuve de Hyman Sine, et Cila Syna, vendeuse, épouse de Max Sine, ces deux dernières du 11530, Alfred-Laliberté, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Cima Leather Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'un valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4385, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 4806-1970

Club Courcelles Frontenac Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Benoit Rouillard, dépositaire, Gérard Poulin, Gilles Goulet, Firmin Goulet, tous trois journaliers, Gilles Gosselin, professeur, J.-Claude Blanchet, Dominique Couture, tous deux mécaniciens, et Paul Patry, vendeur, tous de Courcelles, pour les objets suivants:

Établir, former et administrer un club de motoneige, sous le nom de « Club Courcelles Frontenac Québec inc. »

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

secretary, widow of the late Samuel Sands, 8659 Des Rapides Terrace, Lasalle, for the following purposes:

To manufacture and deal in sports goods, sports clothing and sporting equipment of all kinds, under the name of "Champion Recreation Equipment Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at 6605 Côte de Liesse Road, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 5605-1970

Cima Leather Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mala Syna, secretary, wife of Isaac Bobrow 11584 Alfred Laliberté, Fany Reis, housewife, widow of Hyman Sine, and Cila Syna, saleslady, wife of Max Sine, the latter two of 11530 Alfred-Laliberté, all three of Montréal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Cima Leather Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 4385 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 4806-1970

Club Courcelles Frontenac Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Benoit Rouillard, representative, Gérard Poulin, Gilles Goulet, Firmin Goulet, all three labourers, Gilles Gosselin, professor, J.-Claude Blanchet, dominique Couture, both mechanics, and Paul Patry, salesman, all of Courcelles, for the following purposes:

To establish, form and administer a snow-mobile club, under the name of "Club Courcelles Frontenac Québec inc.".

The amount to which is limited the value of the immoveable property that the corporation may acquire and hold is $100,000.

Le siège social de la corporation est à Courcelles, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 101-1971

Club d'Auto-neige St-Colomban inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques St-Jacques, opérateur, Léo St-Hilaire, poseur, tous deux de Lac Légaré, Roméo De Carufel, électricien, Fernand Legault, fonctionnaire, tous deux de Lac Gauthier, tous quatre de Saint-Colomban, Claude Hamel, chauffeur, 3581, Jean-Talon, Montréal, Jean-Paul Dufour, constructeur de décors, 6000, rue Arthur, Brossard, Maurice Dufour, vendeur, 670, Terrasse Dufresne, Jean Moreau, mécanicien, 672, Terrasse Dufresne, et André Chénier, agent de réclamation, 68, 15e Rue, ces trois derniers de Laval, pour les objets suivants:

Promouvoir en particulier le sport de l'auto-neige, sous le nom de « Club d'Auto-neige St-Colomban inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Colomban, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5630-1970

Club d'auto-neige La Grande Vallée inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Bernier, garagiste, Benoit Campeau, agriculteur, Joseph Dawns, Léo Felx, tous deux cultivateurs, Rémi Marcoux, camionneur, et Claudette Poirier, ménagère, épouse de Gaétan Vachon, tous de Sainte-Marthe, pour les objets suivants:

Former et administrer un club sportif et promouvoir en particulier le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club d'auto-neige La Grande Vallée inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Marthe, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5626-1970

The head office of the corporation is at Courcelles, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 101-1971

Club d'Auto-neige St-Colomban inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jacques St-Jacques, operator, Léo St-Hilaire, layer, both of Légaré Lake, Roméo De Carufel, electrician, Fernand Legault, functionary, both of Gauthier Lake, all four of Saint-Colomban, Claude Hamel, chauffeur, 3581 Jean-Talon, Montreal, Jean-Paul Dufour, décor builder, 6000 Arthur Street, Brossard, Maurice Dufour, salesman, 670 Dufresne Terrace, Jean Moreau, mechanic, 672 Dufresne Terrace, and André Chénier, claims agent, 68, 15th Street, the latter three of Laval, for the following purposes:

To promote snowmobiling in particular, under the name of "Club d'Auto-neige St-Colomban inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $50,000.

The head office of the corporation is at Saint-Colomban, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 5630-1970

Club d'auto-neige La Grande Vallée inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Lucien Bernier, garage keeper, Benoit Campeau, agriculturist, Joseph Dawns, Léo Felx, both farmers, Rémi Marcoux, trucker, and Claudette Poirier, housewife, wife of Gaétan Vachon, both of Sainte-Marthe, for the following purposes:

To form and administer a sport club and to promote in particular snow-mobile sport, under the name of "Club d'auto-neige La Grande Vallée inc.".

The amount to which is limited the value of the immoveable property that the corporation may acquire and hold is $50,000.

The head office of the corporation is at Sainte-Marthe, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 5626-1970

Club Guillaume-Tell inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Houde, gérant, 5261, Principale, Claude Deilgat, aviculteur, 6670, chemin St-Jean, et Florian Roberge, infirmier, 4564, rang Castle d'Autray, tous trois de Saint-Félix-de-Valois, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Club Guillaume-Tell inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Félix-de-Valois, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 4-1971

Club optimiste La Prairie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Godin, agent d'assurances, 754, rue Gouin, Guy Dupré, employé civique, 268, rue St-Ignace, et Jean-Marie Lamoureux, commerçant, 60, Place Henri-Dunant, tous trois de La Prairie, pour les objets suivants:

Développer l'optimisme comme philosophie de la vie, sous le nom de « Club optimiste La Prairie inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à La Prairie, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5247-1970

Le club 406
The 406 Club

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Mark A. Harwood, 2715, place Darlington, app. 107, Maurice Pleau, 2098, Saint-André, Basil Gresko, 10715, Waverly, Maurice Meerte, 5046-B, de la Roche, A. Bob Barbieri, 7771, rue Bordeaux, Carlo Gentile, 7175, Michelet, app. 1, Joe Christie, père, 57 est, avenue Mozart, tous les sept de Montréal, Gordon A. Marsh, 362, Duke of Kent, Pointe-Claire, Rodolfo Masella, 366, chemin de Tournelle, Jacques Brunelle, 1866, avenue Barke, tous deux de Laval, et Claude Landry,

Club Guillaume-Tell inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Albert Houde, manager, 5261 Main, Claude Deilgat, breeder of fowls, 6670 St-Jean Road, and Florian Roberge, male nurse, 4564 Castle d'Autray Range, all three of Saint-Félix de Valois, for the following purposes:

Organization of recreational activities, under the name of "Club Guillaume-Tell inc.".

The amount to which is limited the value of the immoveable property that the corporation may acquire and hold is $10,000.

The head office of the corporation is at Saint-Félix-de-Valois, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 4-1971

Club optimiste La Prairie inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Paul Godin, insurance agent, 754 Gouin Street, Guy Dupré, civil employee, 268 St-Ignace Street, and Jean-Marie Lamoureux, merchant, 60 Place Henri-Dunant, all three of La Prairie, for the following purposes:

To develop optimism as a philosophy, under the name of "Club optimiste La Prairie inc.".

The amount to which is to be limited the value of the immovable property which the corporation may acquire or possess is $50,000.

The head office of the corporation is at La Prairie, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5247-1970

Le club 406
The 406 Club

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Mark A. Harwood, 2715 Darlington Place, Apt. 107, Maurice Pleau, 2098 St. André, Basil Gresko, 10715 Waverly, Maurice Meerte, 5046-B de la Roche, A. Bob Barbieri, 7771 Bordeaux Street, Carlo Gentile, 7175 Michelet, Apt. 1, Joe Christie Senior, 57 Mozart Avenue East, all seven of Montreal, Gordon A. Marsh, 362 Duke of Kent, Pointe Claire, Rodolfo Masella, 366 chemin de Tournelle, Jacques Brunelle, 1866 Barke Avenue, both of Laval, and Claude Landry, 3845 Beaufort, Brossard,

3845, Beaufort, Brossard, tous musiciens, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et diriger un club offrant à ses membres des facilités de logement, de récréation et de confort, sous le nom de « Le club 406 — The 406 Club ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 1500 est, boulevard Maisonneuve, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 2977-1970

La compagnie Arisnet ltée
Arisnet Company Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Cécile Péloquin, secrétaire, épouse de Gérald Péloquin, Jean Frappier, et Pierre Salvail, ces deux derniers avocats, tous trois de 70, Roi, Sorel, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyage et de conciergerie, sous le nom de « La compagnie Arisnet ltée — Arisnet Company Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5325-1970

La compagnie Cha-Ric inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Marcel Dorion, technicien en chauffage, 7852, avenue Royale, Francine Huot, 2B, rue Lasalle, tous deux de Château-Richer, et Marthe Filion, 2658, rue Wilbrod, Giffard, ces deux dernières infirmières, filles majeures, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « La compagnie Cha-Ric inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 8,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7, rue de l'Église, Château-Richer, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 4979-1970

Comptamatic inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

all musicians, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a club for the accomodation, recreation and convenience of the members, under the name of "Le club 406 — The 406 Club".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess is to be limited is $100,000.

The head office of the corporation is at 1500 Maisonneuve Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 2977-1970

La compagnie Arisnet ltée
Arisnet Company Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Cécile Péloquin, secretary, wife of Gérald Péloquin, Jean Frappier, and Pierre Salvail, the latter two advocates, all three of 70 Roi, Sorel, for the following purposes:

To operate a cleaning and janitorial business, under the name of "La compagnie Arisnet ltée — Arisnet Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Sorel, judicial district of Richelieu.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5325-1970

La compagnie Cha-Ric inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Dorion, technician in heating, 7852 Royale Avenue, Francine Huot, 2B Lasalle Street, both of Château-Richer, and Marthe Filion, 2658 Wilbrod Street, Giffard, the latter two nurses, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To deal in the lumber trade, under the name of "La compagnie Cha-Ric inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 8,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 7 rue de l'Église, Château-Richer, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 4979-1970

Comptamatic inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jean-Louis Dugal, 201, 4e Avenue, Justin Dugal, tous deux comptables, et Fleurette Lambert, ménagère, épouse dudit Justin Dugal, ces deux derniers de 190, avenue du Plateau, tous trois de Grand'Mère, pour les objets suivants:

Acquérir de toutes façons, établir, louer, exploiter, administrer, mettre en valeur, vendre, échanger ou autrement disposer d'appareils électroniques, optiques ou autres servant à la compilation, analyse ou transformation de données comptables, sous le nom de « Comptamatic inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Grand'Mère, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 4603-1970

Le conseil de la famille du diocèse de Saint-Hyacinthe

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Messier, commis-boucher, 491, St-Hubert, Granby, Jean-Paul Gagné, analyste, 410, St-Clément, La Providence, André Martel, prêtre, 2200, Pratte, Saint-Hyacinthe, Jean-Louis Carufel, directeur, et Louise Carufel, ménagère, épouse dudit Jean-Louis Carufel, ces deux derniers de 1045, rue Boullé, Douville, pour les objets suivants:

Favoriser la connaissance mutuelle, l'échange, l'action commune et la collaboration entre les différents organismes qui s'occupent de la famille, sous le nom de « Le conseil de la famille du diocèse de Saint-Hyacinthe ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5736-1970

Continental Baths (Montreal) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Stephen Ostrow, administrateur, 316, 71st Street West, Jorge La Torre, 243 West End Avenue, Suite 206, tous deux de New York, Carmen Russo, 695 St. George Avenue, Woodbridge, tous deux gérants, et Helen Baeringer, comptable, épouse divorcée de Joseph Herschorn, 97-11 Horace Harding Expressway, Corona, pour les objets suivants:

December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Louis Dugal, 201, 4th Avenue, Justin Dugal, both accountants, and Fleurette Lambert, housewife, wife of said Justin Dugal, the latter two of 190 Plateau Avenue, all three of Grand'Mère, for the following purposes:

To obtain in any way, establish, rent, exploit, manage, exhibit, sell, exchange or otherwise dispose of electronic, optical or other apparatus used for the compiling, analysis or transformation of accounting data, under the name of "Comptamatic inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Grand'Mère, judicial district of Saint-Maurice.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 4603-1970

Le conseil de la famille du diocèse de Saint-Hyacinthe

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Claude Messier, butcher-clerk, 491 St-Hubert, Granby, Jean-Paul Gagné, analyst, 410 St-Clément, La Providence, André Martel, priest, 2200 Pratte, Saint-Hyacinthe, Jean-Louis Carufel, director, and Louise Carufel, housewife, wife of said Jean-Louis Carufel, the latter two of 1045 Boullé Street, Douville, for the following purposes:

To foster mutual knowledge, exchange, joint action and co-operation between different organizations engaged in family concerns, under the name of "Le conseil de la famille du diocèse de Saint-Hyacinthe".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $100,000.

The head office of the corporation is at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5736-1970

Continental Baths (Montreal) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stephen Ostrow, executive, 316, 71st Street West, Jorge La Torre, 243 West End Avenue, Suite 206, both of New York, Carmen Russo, 695 St. George Avenue, Woodbridge, both managers, and Helen Baeringer, accountant, divorced wife of Joseph Herschorn, 97-11 Horace Harding Expressway, Corona, for the following purposes:

Établir, maintenir et diriger un établissement de bains turcs, sous le nom de « Continental Baths (Montreal) Ltd. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5456-1970

Cowansville Dactylo Service Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Paul Houle, 113, Paul Sauvé, Denis Houle, 134, J. Cartier, tous deux marchands, et Lauréat Tardif, comptable, 633, Bell, tous trois de Cowansville, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le service et le commerce d'articles, fournitures, meubles et appareils, de bureaux, de magasins, d'industries et autres commerces, sous le nom de « Cowansville Dactylo Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5663-1970

Créations Ava inc.
Ava Creations Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Gilles Dupras, vendeur, 3125, Barclay, Montréal, André Valade, et Léopold Valade, ces deux derniers industriels, de Saint-Calixte, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Créations Ava inc.— Ava Creations Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Calixte, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5169-1970

J.E. Dallaire auto inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Eugène Dallaire, vendeur, Su-

To establish, maintain and conduct a Turkish Bath, under the name of "Continental Baths (Montreal) Ltd.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 5456-1970

Cowansville Dactylo Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Houle, 113 Paul Sauvé, Denis Houle, 134 J. Cartier, both traders, and Lauréat Tardif, accountant, 633 Bell, all three of Cowansville, for the following purposes:

To manufacture, attend to and deal in articles, furnishings, furniture and appliances for offices, stores, industries and other businesses, under the name of "Cowansville Dactylo Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Cowansville, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5663-1970

Créations Ava inc.
Ava Creations Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Dupras, salesman, 3125 Barclay, Montreal, André Valade, and Léopold Valade, the latter two industrialists, of Saint-Calixte, for the following purposes:

To manufacture and deal in furnitures and novelties of all kinds under the name of "Créations Ava inc.— Ava Creations Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Calixte, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5169-1970

J.E. Dallaire auto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Eugène Dallaire, salesman, Suzanne

zanne Roy, maîtresse de maison, épouse dudit Eugène Dallaire, tous deux de 75, boulevard Kennedy, et Jacques Auger, notaire, 35, de Salaberry, tous trois de Lévis, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « J.E. Dallaire auto inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 75, boulevard Kennedy, Lévis, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5518-1970

De Lyon Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Meta Csirinyi, secrétaire, épouse de Julius Csirinyi, 6940, Wiseman, Montréal, Abraham Shuster, 5710, Wolseley, Arthur Marcovitch, 5887, Centennial, et Lawrence Glazer, 5753, Westminster, ces trois derniers avocats, de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

S'établir entrepreneurs généraux, sous le nom de « De Lyon Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 4748-1970

Dessins de structures de Québec inc.
Québec Structural Draftings Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Pierre Métivier, dessinateur, Céline Rousseau, ménagère, épouse dudit Pierre Métivier, tous deux de 1480, De Longueuil, et Jacques Métivier, gérant, 152½, Lebouthillier, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter dans toutes ses spécialités des bureaux de dessin industriel, sous le nom de « Dessins de structures de Québec inc.— Québec Structural Draftings Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1480, De Longueuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5614-1970

Roy, housewife, wife of the said Eugène Dallaire, both of 75 Kennedy Boulevard, and Jacques Auger, notary, 35 de Salaberry, all three of Lévis, for the following purposes:

To do business as garage-owners and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "J.E. Dallaire auto inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 75 Kennedy boulevard, Lévis, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5518-1970

De Lyon Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Meta Csirinyi, secretary, wife of Julius Csirinyi, 6940 Wiseman, Montreal, Abraham Shuster, 5710 Wolseley, Arthur Marcovitch, 5887 Centennial, and Lawrence Glazer, 5753 Westminster, the latter three advocates, of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "De Lyon Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 4748-1970

Dessins de structures de Québec inc.
Québec Structural Draftings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Métivier, designer, Céline Rousseau, housewife, wife of the said Pierre Métivier, both of 1480 De Longueuil, and Jacques Métivier, manager, 152½ Lebouthillier, all three of Québec, for the following purposes:

To organize industrial design offices in all their specialities, under the name of "Dessins de structures de Québec inc.— Québec Structural Draftings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1480 De Longueuil, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5614-1970

Dolyn ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Bernard Ranger, 86, Bord du Lac, Pointe Claire, Jean Blain, 298, Jeanné-Petit, Boucherville, et Patrick Long, 1425, Jacques Lemaistre, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Dolyn ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4325, chemin Chambly, Saint-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5469-1970

Dolyn ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Ranger, 86 Bord du Lac, Pointe Claire, Jean Blain, 298 Jeanne-Petit, Boucherville, and Patrick Long, 1425 Jacques Lemaistre, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Dolyn ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and into 10,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 4325 Chambly Road, Saint-Hubert, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5469-1970

Dorbeau Diamond Drilling Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Guy Dorval, commerçant, 791, 4e Rue, Fernand Beauregard, entrepreneur, et Fleur-Ange Bérubé, maîtresse de maison, épouse dudit Fernand Beauregard, ces deux derniers de 196, Henderson, tous trois de Chibougamau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de foreurs et chercheurs de mines, sous le nom de « Dorbeau Diamond Drilling Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chibougamau, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 99-1971

Dorbeau Diamond Drilling Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Dorval, trader, 791, 4th Street, Fernand Beauregard, contractor, and Fleur-Ange Bérubé, housewife, wife of said Fernand Beauregard, the latter two of 196 Henderson, all three of Chibougamau, for the following purposes:

To carry on the business as drillers and mine locators, under the name of "Dorbeau Diamond Drilling Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Chibougamau, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 99-1971

Dorgard Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Fernand Beauregard, entrepreneur, 196, Henderson, Guy Dorval, commerçant, et Rita Lebrasseur, maîtresse de maison, épouse dudit Guy Dorval, ces deux derniers de 791, 4e Rue, tous trois de Chibougamau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Dorgard Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Dorgard Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Beauregard, contractor, 196 Henderson, Guy Dorval trader, and Rita Lebrasseur, housewife, wife of said Guy Dorval, the latter two of 791, 4th Street, all three of Chibougamau, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Dorgard Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Chibougamau, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 98-1971

Edelweiss Lounge Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1970, constituant en corporation: Gilbert Lamoureux, notaire, 10842, Wilfrid St-Louis, Montréal-Nord, Hélène Lamoureux, 10610, Verville, Montréal, et Andrée Demers, 4848, boulevard Ste-Rose, Laval, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Edelweiss Lounge Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 39, rue Beauharnois, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 2558-1970

Les éditions Berima inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Gil Ste-Marie, éditeur, Jeannine Létourneau, ménagère, épouse dudit Gil Ste-Marie, tous deux de 305, St-Philippe, et Gérard Proulx, maquettiste, 570A, Ste-Rose, tous trois de La Prairie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographes et autres commerces connexes, sous le nom de « Les éditions Berima inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de 10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 182, rue St-Charles, La Prairie, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5749-1970

Entreprises Henri Richard inc.
Henri Richard Enterprises Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Henri Richard, industriel, 2000, boulevard de la Concorde, Laval, Nicole Charron, secrétaire, épouse de Guy Charron, 5132, Rimbaud,

The head office of the company is at Chibougamau, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 98-1971

Edelweiss Lounge Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilbert Lamoureux, notary, 10842 Wilfrid St-Louis, Montreal-North, Hélène Lamoureux, 10610 Verville, Montreal, and Andrée Demers, 4848 Ste-Rose boulevard, Laval, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To do business as restaurant-owners, under the name of "Edelweiss Lounge Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of $10 each 1,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 39 Beauharnois street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 2558-1970

Les éditions Berima inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gil Ste-Marie, publisher, Jeannine Létourneau, housewife, wife of said Gil Ste-Marie, both of 305 St-Philippe, and Gérard Proulx, layout-man, 570A Ste-Rose, all three of La Prairie, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers stationers, lithographers, engravers, bookbinders, booksellers, type founders and to deal in other similar businesses, under the name of "Les éditions Berima inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 182 St-Charles Street, La Prairie, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 5749-1970

Entreprises Henri Richard inc.
Henri Richard Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri Richard, industrialist, 2000 De la Concorde Boulevard, Laval, Nicole Charron, secretary, wife of Guy Charron, 5132 Rimbaud, Saint-Léonard,

Saint-Léonard, et Fernand Beauregard, avocat, 6437, boulevard Pie IX, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et poursuivre les activités d'une compagnie de publicité dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Entreprises Henri Richard inc. — Henri Richard Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5591-1970

Les entreprises Jean-Paul Roberge inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1970, constituant en corporation: Michel Roberge, commis, Jean-Paul Roberge, entrepreneur, et Mariette Létourneau, ménagère, épouse dudit Jean-Paul Roberge, tous trois de 252, avenue Royale, Saint-Pierre, I.O., pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les entreprises Jean-Paul Roberge inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Pierre, Ile d'Orléans, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 2467-1970

Les entreprises L.H.R. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Henry Gordon Power, industriel, 632, 40e Avenue, Lasalle, Réjean Grenier, constructeur, 1791, Radisson, et Guy Langelier, représentant de vente, 1880, Principale, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, discothèques et restaurants, sous le nom de « Les entreprises L.H.R. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 446, Place Jacques-Cartier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5712-1970

and Fernand Beauregard, advocate, 6437 Pie IX Boulevard, Montréal, for the following purposes:

To carry on the business and to proceed with the activities of a publicity company in all its specialties, under the name of "Entreprises Henri Richard inc. — Henri Richard Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5591-1970

Les entreprises Jean-Paul Roberge inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Roberge, clerk, Jean-Paul Roberge, contractor, and Mariette Létourneau, housewife, wife of said Jean-Paul Roberge, all three of 252 Royale Avenue, Saint-Pierre, I.O., for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Les entreprises Jean-Paul Roberge inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Pierre, Ile d'Orléans, judicial district of Québec.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 2467-1970

Les entreprises L.H.R. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henry Gordon Power, industrialist, 632, 40th Avenue, Lasalle, Réjean Grenier, builder, 1791 Radisson, and Guy Langelier, sales representative, 1880 Principale, the latter two of Laval, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, discothèques and restaurants, under the name of "Les entreprises L.H.R. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 446 Jacques-Cartier Square, Montreal, judicial district of Montreal.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5712-1970

Entreprises Raicek limitée
Raicek's Enterprises Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Edward H. Bernfeld, 6240, avenue Westbury, Mac Bernfeld, 4635, avenue Clanranald, tous deux de Montréal, Jack B. Bobrove, 5615, avenue Cork, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, et Anne Caesar, secrétaire, fille majeure, 1677, avenue Millar, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire l'enlèvement des déchets, remplir des terrains de façon hygiénique et faire le commerce de rebuts solides de toutes sortes, sous le nom de « Entreprises Raicek limitée — Raicek's Enterprises Limited », avec un capital total de $1,000,000, divisé en 350,000 actions classe « A » d'une valeur au pair de $1 chacune, 250,000 actions classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune et 40,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5267-1970

Entreprises Raicek limitée
Raicek's Enterprises Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edward H. Bernfeld, 6240 Westbury Avenue, Max Bernfeld, 4635 Clanranald Avenue, both of Montreal, Jack B. Bobrove, 5615 Cork Avenue, Côte Saint-Luc, all three advocates, and Anne Caesar, secretary, spinster, 1677 Millar Avenue,Saint-Laurent, for the following purposes:

To deal in refuse removal, sanitary land fill and solid waste, under the name of "Entreprises Raicek limitée — Raicek's Enterprises Limited", with a total capital stock of $1,000,000, divided into 250,000 class "A" shares at a par value of $1 each, 250,000 class "B" shares at a par value of $1 each and 40,000 preferred shares at a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 5267-1970

Les entreprises Trixie inc.
Trixie Enterprises Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de novembre 1970, constituant en corporation: François Ouellette, vendeur, 194, rue Pasteur, Aimé Meunier, administrateur, et Elizabeth MacCannell, ménagère, épouse dudit Aimé Meunier, ces deux derniers du 435, rue Elizabeth, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Tenir hôtel, taverne, cabaret et/ou restaurant ou toute combinaison de ces commerces, sous le nom de « Les entreprises Trixie inc.— Trixie Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4910, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 4915-1970

Les entreprises Trixie inc.
Trixie Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François Ouellette, salesman, 194 Pasteur Street, Aimé Meunier, executive, and Elizabeth MacCannell, housewife, wife of the said Aimé Meunier, the latter two of 435 Elizabeth Street, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, tavern, public house and/or restaurant or any combination thereof, under the name of "Les entreprises Trixie inc.— Trixie Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4910 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 4915-1970

Estoptic inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 15e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Marc Bolduc, optométriste, Madeleine Bolduc, ménagère, épouse dudit Marc Bolduc, tous deux de 76, Principale nord, Richmond, et

Estoptic inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Bolduc, optometrist, Madeleine Bolduc, housewife, wife of said Marc Bolduc, both of 76 Main North, Richmond, and Alice Tremblay, annui-

Alice Tremblay, rentière, veuve de Alphonse Bolduc, 136, St-Jean-Baptiste, Asbestos, pour les objets suivants:

Faire affaires comme polisseurs de verre et fabricants de lentilles de toutes sortes, sous le nom de « Estoptic inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Richmond, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5056-1970

Etmo Catering Services Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour décembre 1970, constituant en corporation: Nicole Lefebvre, secrétaire, fille majeure, 74A, rue Sainte-Anne, Sainte-Anne-de-Bellevue, Irwin Schnaiberg, 6550, rue Sherbrooke, Montréal, et Hyman Laddie Schnaiberg, 7460, Kingsley, Côte Saint-Luc, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

S'établir traiteurs en nourriture et en boissons, sous le nom de « Etmo Catering Services Ltd. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5450-1970

Fashion Wig Designs of Québec Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Justina Sanders Zazulak, marchande publique, veuve de feu Philip Sanders, 9024, rue Godbout, Lasalle, Maurice Handman, comptable public accrédité, 6607, rue Regal, Côte Saint-Luc, et Jeannine Tellier, secrétaire, épouse de Fernand Tellier, 6626, rue Hurteau, Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de perruques, postiches, franges et prothèses capillaires, en cheveux naturels ou artificiels, et toutes autres créations pour couvrir la tête, sous le nom de « Fashion Wig Designs of Québec Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 4188-1970

tant, widow of Alphonse Bolduc, 136 St-Jean-Baptiste, Asbestos, for the following purposes:

To carry on business as glass polishers and lens manufacturers of all kinds, under the name of "Estoptic inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Richmond, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 5056-1970

Etmo Catering Services Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nicole Lefebvre, secretary, spinster, 74A St. Ann Street, Sainte-Anne-de-Bellevue, Irwin Schnaiberg, 6550 Sherbrooke Street, Montreal, and Hyman Laddie Schnaiberg, 7460 Kingsley, Côte Saint-Luc, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on business as food and refreshment caterers, under the name of "Etmo Catering Services Ltd.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737-o 5450-1970

Fashion Wig Designs of Québec Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Justina Sanders Zazulak, marchande publique, widow of the late Philip Sanders, 9024 Godbout Street, Lasalle, Maurice Handman, accredited public accountant, 6607 Regal Street, Côte Saint-Luc, and Jeannine Tellier, secretary, wife of Fernand Tellier, 6626 Hurteau Street, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wigs, hair-pieces, perukes, periwigs, fronts and false hair, whether made of natural hair or artificial hair, and any and all creations to cover the head, under the name of "Fashion Wig Designs of Québec Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737-o 4188-1970

Armand Fecteau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Armand Fecteau, commerçant, Thérèse Nadeau, ménagère, épouse dudit Armand Fecteau, et Jules Fecteau, commis, tous trois de Sainte-Marie, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'instruments aratoires, de machinerie de ferme, véhicules motorisés et autres, appareils à vapeur et de toutes sortes, moteurs, engins, appareils, électriques, réfrigérateurs, accessoires de plomberie et de chauffage, appareils à gaz, quincaillerie, toitures, et de matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de « Armand Fecteau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Marie, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5540-1970

Ferronnerie du Saguenay inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Bertrand Gagnon, 962, boulevard St-François, Yvan Grenon, tous deux commerçants, et Lucienne Larouche, ménagère, épouse dudit Yvan Grenon, ces deux derniers de 187, Régina, tous trois d'Arvida, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, fournitures pour maisons, de ferronnerie, quincaillerie, vaisselle, jouets, vêtements pour dames et messieurs, sous le nom de « Ferronnerie du Saguenay inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 118-1971

Festival international de cinéma amateur St-Jean, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Lisette Rainville, secrétaire, fille majeure, case postale 120, Iberville, René Gamache, optométriste, 228, Champlain, et Jacques McNulty, notaire, 112, St-Jacques, ces deux derniers de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Armand Fecteau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Armand Fecteau, trader, Thérèse Nadeau, housewife, wife of said Armand Fecteau, and Jules Fecteau, clerk, all three of Sainte-Marie, for the following purposes:

To manufacture and deal in farm implements, farm machinery, motorized vehicles and others, steam and all kinds of apparatus, motors, engines, electric appliances, refrigerators, plumbing and heating accessories, gas apparatus, hardware, roofs, and construction materials of all kinds, under the name of "Armand Fecteau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Marie, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5540-1970

Ferronnerie du Saguenay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bertrand Gagnon, 962 St-François Boulevard, Yvan Grenon, both traders, and Lucienne Larouche, housewife, wife of said Yvan Grenon, the latter two of 187 Régina, all three of Arvida, for the following purposes:

To deal in furniture, house furnishings, iron works, hardware, dishes, toys, ladies' and men's clothing, under the name of "Ferronnerie du Saguenay inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 118-1971

Festival international de cinéma amateur St-Jean, inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Lisette Rainville, secretary, spinster, P.O. Box 120, Iberville, René Gamache, optometrist, 228 Champlain, and Jacques McNulty, notary, 112 St-Jacques, the latter two of St-John's, for the following purposes:

Échanges culturels entre jeunes gens de différentes villes et promotion du cinéma amateur, organisation de rencontres et visionnement de films, sous le nom de « Festival international de cinéma amateur St-Jean, inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est 112, St-Jacques, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5513-1970

Cultural exchanges between young peoples of different towns and of different amateur cinema promotions, organization of meetings and the viewing of films, under the name of "Festival international de cinéma amateur St-Jean, inc. ».

The amount to which is limited the value of the immoveable property that the corporation may acquire and hold is $200,000.

The head office of the corporation is at 112 St-Jacques, Saint-John's, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 5513-1970

First-Capital Securities Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Louise Delorme, 350, avenue des Pins, Saint-Lambert, Denyse Marcoux, 1488, Golt, toutes deux secrétaires, et Yolande Poliseno, réceptionniste, 7928, Durocher, ces deux dernières de Montréal, toutes trois filles majeures, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement, sous le nom de « First-Capital Securities Inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 500,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Place du Canada, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5308-1970

First-Capital Securities Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louise Delorme, 350 Pine Avenue, Saint-Lambert, Denyse Marcoux, 1488 Galt, both secretaries, and Yolande Poliseno, receptionist, 7928 Durocher, the latter two of Montreal, all three spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "First-Capital Securities Inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 500,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Place du Canada, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737-o 5308-1970

Léon Fleurent inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Irené Fleurent, cultivateur, Léon Fleurent, garagiste, et Gertrude Landry, ménagère, épouse dudit Léon Fleurent, tous trois de Nicolet-Sud, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Léon Fleurent inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 2,400 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Nicolet-Sud, district judiciaire de Nicolet.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5566-1970

Léon Fleurent inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irené Fleurent, farmer, Léon Fleurent, garage keeper, and Gertrude Landry, housewife, wife of said Léon Fleurent, all three of Nicolet-South, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Léon Fleurent inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $10 each, 2,400 class "A" preferred shares of a nominal value of $10 each and into 1,500 class "B" preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Nicolet-South, judicial district of Nicolet.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 5566-1970

Fondation pour les enfants handicapés du Cap-de-la-Madeleine inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Bertrand Lamothe, avocat, 805, Cardinal Roy, Jacques Laprise, courtier en valeurs mobilières, 136, Mère Gamelin, Jules Lemay, gérant, 402, Rochefort, Jean Brunet, courtier d'assurances, rue Guillet, Réjean Giroux, notaire, 90, Bourbeau, Raymond Harnois, entrepreneur, 102, St-Alphonse, Prosper Gervais, constructeur, 402, 3e Rue, tous sept de Cap-de-la-Madeleine, Alcide Leclerc, opérateur, 927, Cinq-Mars, et Rémi Carbonneau, professeur, 4065, Monseigneur de Laval, ces deux derniers de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Venir en aide aux enfants handicapés du Cap-de-la-Madeleine et de la région, sous le nom de « Fondation pour les enfants handicapés du Cap-de-la-Madeleine inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 3821-1970

Garage Gabelier & Cremey ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Arthur I. Bronstein, 24, Holtham Place, Hampstead, Normand Amyot, 1445, Couvrette, Saint-Laurent, Sandor Klein, 6300, Lennox, app. 807, Montréal, et Richard Evin, 201, Corot Rive, app. 1407, Ile-aux-Soeurs, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, pièces d'automobiles et d'avions, bateaux à moteur, remorques, motos-neige, motocyclettes, bicyclettes, tracteurs, machinerie de ferme et instruments et tous leurs accessoires, sous le nom de « Garage Gabelier & Cremey ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 35,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 226, rue du Parc, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des instititions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5553-1970

Giclan inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

Fondation pour les enfants handicapés du Cap-de-la-Madeleine inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Bertrand Lamothe, advocate, 805 Cardinal Roy, Jacques Laprise, stockbroker, 136 Mère Gamelin, Jules Lemay, manager, 402 Rochefort, Jean Brunet, insurance broker, Guillet Street, Réjean Giroux, notary, 90 Bourbeau, Raymond Harnois, contractor, 102 St-Alphonse, Prosper Gervais, builder, 402, 3rd Street, all seven of Cap-de-la-Madeleine, Alcide Leclerc, operator, 927 Cinq-Mars, and Rémi Carbonneau, professor, 4065 Monseigneur de Laval, the latter two of Trois-Rivières, for the following purposes:

To help handicapped children at Cap-de-la-Madeleine and surrounding region, under the name of "Fondation pour les enfants handicapés du Cap-de-la-Madeleine inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or possess is to be limited is $200,000.

The head office of the corporation is at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 3821-1970

Garage Gabelier & Cremey ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur I. Bronstein, 24 Holtham Place, Hampstead, Normand Amyot, 1445 Couvrette, Saint-Laurent, Sandor Klein, 6300 Lennex, Apt. 807, Montreal, and Richard Evin, 201 Corot Rive, Apt. 1407, Ile-aux-Soeurs, all four advocates, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, trucks, automobile and plane parts, motor boats, trailers, snowmobiles, motorcycles, bicycles, tractors, farm machinery and implements and all their accessories, under the name of "Garage Gabelier & Cremey ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 226 Parc Street, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5553-1970

Giclan inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of De-

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Michel Bonneville, comptable, 3343, Lacombe, Denise Lemay, épouse de Eugène-L. Dubé, 1685, Charles-Falkner, tous deux de Montréal, et Josée Marcotte, épouse de Jacques Verschuere, 385, Place de la Louisiane, Longueuil, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Giclan inc. », avec un capital total de $1,300, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5552-1970

cember, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Bonneville, accountant, 3343 Lacombe, Denise Lemay, wife of Eugène-L. Dubé, 1685 Charles-Falkner, both of Montreal, and Josée Marcotte, wife of Jacques Verschuere, 385 Place de la Louisiane, Longueuil, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Giclan inc.", with a total capital stock of $1,300, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 300 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5552-1970

Clermont Giguère inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Clermont Giguère, vendeur, Colette Poulin, ménagère, épouse dudit Clermont Giguère, et Lionel Vachon, technicien, tous trois de Sainte-Marie, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'appareils de reproduction sonore et de communication, de mobilier de bureau et d'articles de bureau en général et d'appareils de radio et télévision, sous le nom de « Clermont Giguère inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Marie, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5537-1970

Clermont Giguère inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Clermont Giguère, salesman, Colette Poulin, housewife, wife of said Clermont Giguère, and Lionel Vachon, technician, all three of Sainte-Marie, for the following purposes:

To manufacture and deal in sound reproduction and communication apparatus, office furnitures and articles in general and radio and television sets, under the name of "Clermont Giguère inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Marie, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5537-1970

Golden Knitting Mills Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat, 4865, chemin de la Reine Marie, app. 17, Yvette St-Jacques, comptable, fille majeure, 9850, Papineau, app. 18, Richard Boucher, administrateur, 6625, 33e Avenue, tous trois de Montréal, et A. Hyman Mettarlin, notaire, 137, Finchley, Hampstead, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de tricots de toutes sortes, sous le nom de « Golden Knitting Mills Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Golden Knitting Mills Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Wolfson, advocate, 4865 Queen Mary Road, Apt. 17, Yvette St. Jacques, bookkeeper, spinster, 9850 Papineau, Apt. 18, Richard Boucher, administrator, 6625, 33rd Avenue, all three of Montreal, and A. Hyman Mettarlin, notary, 137 Finchley, Hampstead, for the following purposes:

To manufacture and deal in knitted goods of all kinds, under the name of "Golden Knitting Mills Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 5505, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 4964-1970

Grand Prix Distributor Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Denis Barber, marchand, 628, rue Principale, Jacques Brien, 169, rue Principale est, tous deux de Farnham, et Jean-Claude Lalonde, 8810, rue Nevers, Saint-Léonard, ces deux derniers vendeurs, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de motos-neige, remorques, bateaux, camions, tracteurs, automobiles, voitures et véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Grand Prix Distributor Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Farnham, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5621-1970

Marcel C. Groleau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jean-Guy Lacelle, contremaître, 6035, Pascale, Montréal-Nord, Marcel-C. Groleau, courtier d'assurances, et Évelyne Lacelle, secrétaire, épouse dudit Marcel-C. Groleau, ces deux derniers de 4133, Acres, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Agir comme courtier en assurances, sous le nom de « Marcel C. Groleau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4133, Acres, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5615-1970

Guérin, éditeur ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Michel Desnoyers, comptable agréé, 10346, Place Prieur, Marc-Aimé Guérin, éditeur, et Annette Picard, ménagère, épouse dudit Marc-Aimé Guérin, ces deux derniers de 6861, 42e Avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 5505 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737-o 4964-1970

Grand Prix Distributor Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Barber, trader, 628 Main Street, Jacques Brien, 169 Main Street East, both of Farnham, and Jean-Claude Lalonde, 8810 Nevers Street, Saint-Léonard, the latter two salesmen, for the following purposes:

To manufacture and deal in snowmobiles, trailers, boats, trucks, tractors, automobiles, cars and vehicles of all kinds, under the name of "Grand Prix Distributor Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Farnham, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 5621-1970

Marcel C. Groleau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Lacelle, foreman, 6035 Pascale, Montreal-North, Marcel-C. Groleau, insurance broker, and Évelyne Lacelle, secretary, wife of the said Marcel-C. Groleau, the latter two of 4133 Acres, Pierrefonds, for the following purposes:

To work as an insurance broker, under the name of "Marcel C. Groleau inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 100 common shares of $10 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 4133 Acres, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 5615-1970

Guérin, éditeur ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Desnoyers, chartered accountant, 10346 Place Prieur, Marc-Aimé Guérin, publisher, and Annette Picard, housewife, wife of said Marc-Aimé Guérin, the latter two of 6861, 42nd Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Guérin, éditeur ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4442, St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5263-1970

Les habitations populaires Drummond inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Réjean Gallichan, homme d'affaires, 814, St-Georges, Drummondville, Jacques Bourassa, entrepreneur, chemin St-Albert, Victoriaville, et Conrad Jutras, industriel, Notre-Dame-du-Bon-Conseil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les habitations populaires Drummond inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5741-1970

Hôtel Acadia Ste-Agathe inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Raymond Breault, administrateur, 9055, Berri, Laurier Gatien, courtier en immeubles, 3206, Jarry est, tous deux de Montréal, et Edmour Brault, cultivateur, Sainte-Martine, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, restaurants, salles de danse, cabarets, bar-salons et tavernes, sous le nom de « Hôtel Acadia Ste-Agathe inc. », avec un capital total de $80,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 600 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 4818-1970

Les huiles Orléans limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

To carry on business as publishers, printers, engravers and bookbinders and to deal in other similar businesses, under the name of "Guérin, éditeur ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 4442 St-Denis, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 5263-1970

Les habitations populaires Drummond inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réjean Gallichan, businessman, 814 St-Georges, Drummondville, Jacques Bourassa, contractor, St-Albert Road, Victoriaville, and Conrad Jutras, industrialist, Notre-Dame-du-Bon-Conseil, for the following purposes:

To carry on business as general builders and building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Les habitations populaires Drummond inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 5741-1970

Hôtel Acadia Ste-Agathe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Breault, administrator, 9055 Berri, Laurier Gatien, real estate broker, 3206 Jarry east, both of Montreal, and Edmour Brault, farmer, Sainte-Martine, for the following purposes:

To operate hotels, motels, restaurants, dance halls, nightclubs, "bar-salons" and taverns, under the name of "Hôtel Acadia Ste-Agathe inc.", with a total capital of $80,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 600 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 4818-1970

Les huiles Orléans limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of De-

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Diane Côté, secrétaire, fille majeure, 2300, 2e Avenue, Louis Huot, 895, Lévis, tous deux de Québec, Jean Côté, 3204, Royal Giffard, et Jean-Paul Bernier, 2782, Le Breton, Sainte-Foy, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

Industrie et commerce des huiles, graisses, pétroles et tous leurs produits, et du gaz naturel, sous le nom de « Les huiles Orléans limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2275, rue Larue, Courville, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5718-1970

Industries Botond inc.
Botond Industries Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Laszlo Uskerth, gérant de production, 180, Place Benoît ,app. 12, Saint-Laurent, Gusztav Palkovi, gérant, 115, rue du Crochet, et Ferenc Budai, homme d'affaires, 297, 69e Avenue, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

S'établir maîtres de forges, travailleurs de l'acier, convertisseurs du fer et de l'acier, métallurgistes et fondeurs, sous le nom de « Industries Botond inc. — Botond Industries Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 6,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 14,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 332, avenue Wiseman, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5397-1970

Les installations électriques Gagnon & fils inc.

Le ministe des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Benoît Gagnon, entrepreneur électricien, François Gagnon, électricien, et Michel Gagnon, comptable, tous trois de Beauceville-Est, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électricques, sous le nom de « Les installations électriques Gagnon & fils inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

cember, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Diane Côté, secretary, spinster of the full age of majority, 2300 2nd Avenue, Louis Huot, 895 Lévis, both of Québec, Jean Côté, 3204 Royal, Giffard, and Jean-Paul Bernier, 2782 Le Breton, St. Foy, the latter three advocates, for the following purposes:

The oil, grease, petroleum and all their products and natural gas industry and trade, under the name of "Les huiles Orléans limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 1,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 2275 Larue Street, Courville, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5718-1970

Industries Botond inc.
Botond Industries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laszlo Uskerth, production manager, 180 Place Benoît, Apt. 12, Saint-Laurent, Gusztav Palkovi, manager, 115 du Crochet Street, and Ferenc Budai, businessman, 297, 69th Avenue, the latter two of Laval, for the following purposes

To carry on business as ironmasters, steel makers, iron and steel converters, smelters and iron-founders, under the name of "Industries Botond inc. — Botond Industries Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 6,000 common shares of the par value of $10 each and 14,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 332 Wiseman Avenue, Outremont, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 5397-1970

Les installations électriques Gagnon & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoît Gagnon, contractor in electricity, François Gagnon, electrician, and Michel Gagnon, accountant, all three of Beauceville-Est, for the following purposes:

To do business as electricians, and to deal in all kinds of electric appliances and accessories, under the name of "Les installations électriques Gagnon & fils inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Beauceville-Est, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5470-1970

Josée-Nat inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Claude Larouche, 225, Cardinal-Bégin ouest, Jean-Claude Gagné, 568, Perreault est, tous deux avocats, de Rouyn, et Micheline Tremblay, secrétaire, épouse de Gérard Tremblay, 18, 6e Rue, Noranda, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements pour dames, enfants et adolescents, sous le nom de « Josée-Nat inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 149-A, rue Principale, Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5600-1970

K.R.T. Ready Mix Inc.
Béton préparé K.R.T. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Marie-Claire Gaumond, secrétaire, fille majeure, 65, rue St-Thomas, Georges Hébert, 192, avenue de la Gare, et Paul-Henri Vallée, 34, avenue C. de Beaumont, ces deux derniers notaires, tous trois de Montmagny, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du béton, du ciment, de la pierre, stuc, asphalte, pierre concassée, sable, schiste, roche, gravier, terre et de tous leurs sous-produits, sous le nom de « K.R.T. Ready Mix Inc. — Béton préparé K.R.T. inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5753-1970

Kronos Drafting Services Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Hulda Strasser, comptable, épouse de J.H. Ronar, 4916, Grosvenor, Paul Billick,

The head office of the company is at Beauceville-Est, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 5470-1970

Josée-Nat inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Larouche, 225 Cardinal-Bégin West, Jean-Claude Gagné, 568 Perreault East, both advocates, of Rouyn, and Micheline Tremblay, secretary, wife of Gérard Tremblay, secretary, wife of Gérard Tremblay, 18, 6th Street, Noranda, for the following purposes:

To manufacture and deal in ladies, children and youngters garments under the name of "Josée-Nat inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 149-A Main Street, Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 5600-1970

K.R.T. Ready Mix Inc.
Béton préparé K.R.T. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marie-Claire Gaumond, secretary, spinster of the full age of majority, 65 St-Thomas Street, Georges Hébert, 192 Gare Avenue, and Paul-Henri Vallée, 34 C. de Beaumont Avenue, the latter two notaries, all three of Montmagny, for the following purposes:

To manufacture and deal in concrete, cement, stone, stucco, asphalt, crushed stone, sand, schist, rock, travel, earth and all their by-products, under the name of "K.R.T. Ready Mix Inc. — Béton préparé K.R.T. inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 5753-1970

Kronos Drafting Services Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hulda Strasser, bookkeeper, wife of J.H. Ronar, 4916 Grosvenor, Paul Billick, engineer,

ingénieur, 5200, Westbury, et Joseph S. Blumer, avocat, 225, Olivier, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Donner des services de dessin et d'esquisse, sous le nom de « Kronos Drafting Services Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1390 ouest, rue Sherbrooke, bureau 45A, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5484-1970

Labodent incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Lise Mousseau, épouse de Benoit Deshaies, 230, boulevard Gouin ouest, Pauline Houle, épouse de Jean-Paul Ménard, 8315, Souligny, toutes deux ménagères, et Louise Baribeau, secrétaire, fille majeure, 3063, Bossuet, toutes trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un laboratoire, sous le nom de « Labodent incorporée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5144-1970

Leisure Time of Holy Family

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Scott, comptable, 7457, de Normanville, Fred Butler, fourreur, 7390, Christophe-Colomb, Aline Filiatrault, ménagère, épouse de James E. Smith, 7481, Saint-Denis, tous trois de Montréal, et Yvon Ropers, travailleur social en loisirs, 11500, boulevard Pierrefonds, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Promouvoir les activités de loisirs, dans la paroisse « Holy Family », sous le nom de « Leisure Time of Holy Family ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5335-1970

5200 Westbury, and Joseph S. Blumer, advocate, 225 Olivier, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of drafting and delineating services, under the name of "Kronos Drafting Services Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 1390 Sherbrooke Street West, Suite 45A, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 5484-1970

Labodent incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lise Mousseau, wife of Benoit Deshaies, 230 Gouin Boulevard West, Pauline Houle, wife of Jean-Paul Ménard, 8315 Souligny, both housewives, and Louise Baribeau, secretary, spinster of the full age of majority, 3063 Bossuet, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a laboratory, under the name of "Labodent incorporée", with a total capital stock of $40,000 divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5144-1970

Leisure Time of Holy Family

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Georges Scott, bookkeeping, 7457 de Normanville, Fred Butler, furrier, 7390 Christophe-Colomb, Aline Filiatrault, housekeeper, wife of James E. Smith, 7481 St-Denis, all three of Montreal, and Yvon Ropers, leisure time worker, 11500 Pierrefonds Boulevard, Pierrefonds, for the following purposes:

To develop the leisure time activities in the Holy Family Parish, under the name of "Leisure Time of Holy Family".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 5335-1970

Roy-Émile Lemoyne inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Claude-Armand Sheppard, avocat, 5030, Glencairn, Huguette Fournier, 8179, 10e Avenue, tous deux de Montréal, et Claudine Proutat, 200, Corot, Ile-des-Soeurs, ces deux dernières secrétaires filles majeures, pour les objets suivants:

S'établir conseillers en administration, conseillers et experts industriels et conseillers en exploitation d'affaires de toutes sortes, sous le nom de « Roy-Émile Lemoyne inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1935 ouest, boulevard de Maisonneuve, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

38737 5158-1970

M. Lessard ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Gilles Lessard, 28, St-Maurice, Roland Lessard, 20, St-Maurice, tous deux mécaniciens, de Charlesbourg-Ouest, et Yvan Lessard, surintendant de district, 2693, de la Ronde, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, tracteurs, machines agricoles, instruments aratoires, bateaux, véhicules motorisés de toutes sortes, ainsi que tous leurs parties et accessoires et autres articles semblables, sous le nom de « M. Lessard ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 49, boulevard St-Joseph, Charlesbourg-Ouest, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5562-1970

Librairie du Vieux Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Louis Grignon, étudiant, 162, rue St-Louis, Saint-Eustache, Jean-Pierre Bonin, 5550, rue Baldwin, Montréal, et Maurice Laramée, 550, 25e Avenue, Pointe-aux-Trembles, ce deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de

Roy-Émile Lemoyne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude-Armand Sheppard, lawyer, 5030 Glencairn, Huguette Fournier, 8179, 10th Avenue, both of Montreal, and Claudine Proutat, 200 Corot, Ile-aux Soeurs, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on business as management consultants, industrial consultants and advisers and consultants in the operation of all kinds of businesses, under the name of "Roy-Émile Lemoyne inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1935 de Maisonneuve Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737-o 5158-1970

M. Lessard ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Lessard, 28 St-Maurice, Roland Lessard, 20 St-Maurice, both mechanics of Charlesbourg-West, and Yvan Lessard, district superintendent, 2693 de la Ronde, Québec, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, trucks, tractors, farm machinery, boats, motorized vehicles of all kinds, as well as all their parts and accessories and other similar articles, under the name of "M. Lessard ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 49 St-Joseph Boulevard, Charlesbourg-West, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 5562-1970

Librairie du Vieux Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Grignon, student, 162 St-Louis Saint-Eustache, Jean-Pierre Bonin, 5550 Baldwin street, Montreal, and Maurice Laramée, 550, 25th Avenue, Pointe-aux-Trembles, the latter two advocates, for the following purposes:

To do business as publishers, printers, engravers, bookbinders and other similar businesses, under the

« Librairie du Vieux Montréal inc. », avec un capital total de $40,000,divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 4817-1970

Les loisirs Immaculée Conception de Granby inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions Jean Martin, opérateur, 448, St-Vincent, Jean-Paul Prémont, contremaître, 467, Ste-Cécile, et Roger-N. Giroux, agronome, 132, Cyr, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les loisirs Immaculée Conception de Granby inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5683-1970

Marché Jean Renaud, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1970, constituant en corporation: André Lamarche, camionneur, Pauline Mougeot, ménagère, épouse dudit André Lamarche, Jean Renaud, boucher, et Berthe Boisvenu, ménagère, épouse dudit Jean Renaud, tous quatre de Masson, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Marché Jean Renaud, inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Masson, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5364-1970

Mathieu & Nadeau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Roch Girard, comptable agréé, 119, St-Jules, Beauport, Gaston Mathieu, surin-

name of "Librairie du Vieux Montréal inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montréal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 4817-1970

Les loisirs Immaculée Conception de Granby inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean Martin, operator, 448 St-Vincent, Jean-Paul Prémont, foreman, 467 Ste-Cécile, and Roger-N. Giroux, agronomist, 132 Cyr, all three of Granby, for the following purposes:

Organization of recreational activities, under the name of "Les Loisirs Immaculée Conception de Granby inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $50,000.

The head office of the corporation is at Granby, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5683-1970

Marché Jean Renaud, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Lamarche, truck-driver, Pauline Mougeot, housewife, wife of the said André Lamarche, Jean Renaud, butcher, and Berthe Boisvenu, housewife, wife of the said Jean Renaud, all four of Masson, for the following purposes:

To do business as grocers-butchers, under the name of "Marché Jean Renaud, inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Masson, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5364-1970

Mathieu & Nadeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roch Girard, chartered accountant, 119 St-Jules, Beauport, Gaston Mathieu, superintendent,

tendant, 12, de la Fabrique, et Fabien Nadeau, estimateur, 16, de la Fabrique, ces deux derniers de Saint-Jean-de-Boischâtel, pour les objets suivants:

Faire le commerce des isolants, de l'acoustique, des produits thermiques, des plafonds suspendus et de tous produits connexes, sous le nom de « Mathieu & Nadeau inc. » avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 16, de la Fabrique, Saint-Jean-de-Boischâtel, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5742-1970

12 de la Fabrique, and Fabien Nadeau, evaluator, 16 de la Fabrique, the latter two of St-Jean-de-Boischâtel, for the following purposes:

To deal in insulating materials, acoustics, thermal products, hanging ceilings and related products, under the name of "Mathieu & Nadeau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 16 de la Fabrique, Saint-Jean-de-Boischâtel, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5742-1970

Médaillon construction inc.
Construction Medaillon Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier, 1971, constituant en corporation: Mario Crédali, entrepreneur en construction, 60, 15e Rue, Rosaire Rhéaume, gérant, et Mary Rhéaume, secrétaire, épouse dudit Rosaire Rhéaume, ces deux derniers de 51, 88e Avenue, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Médaillon construction inc. — Construction Medaillon Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 51, 88e Avenue, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 42-1971

Médaillon construction inc.
Construction Medaillon Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mario Crédali, contractor in construction, 60, 15th Street, Rosaire Rhéaume, manager, and Mary Rhéaume, secretary, wife of the said Rosaire Rhéaume, the latter two of 51, 88th Avenue, all three of Laval, for the following purposes:

To do business as general contractors in construction and to deal in all kinds of materials, under the name of "Médaillon construction inc. — Construction Medaillon Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 51, 88th Avenue, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 42-1971

Metropolitan Bookkeeping Service Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Luigi Iacobaccio, 6821, rue Clark, Gérard Leone, tous deux comptables, et Carmen Leone, ménagère, épouse dudit Gérard Leone, ces deux derniers de 8427, rue de L'Épée, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme teneur de livres, sous le nom de « Metropolitan Bookkeeping Service Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5090-1970

Metropolitan Bookkeeping Service Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Luigi Iacobaccio, 6821 Clark street, Gérard Leone, both accountants, and Carmen Leone, housewife, wife of the said Gérard Leone, the latter two of 8427 de l'Épée street, all three of Montreal, for the following purposes:

To act as bookkeepers, under the name of "Metropolitan Bookkeeping Service Ltd.", with a total capital stock of $40,000 divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5090-1970

Meubles P.R. Tremblay inc.
P.R. Tremblay Furniture Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Paul-René Tremblay, Léo Tremblay et Jocelyn Tremblay, tous trois industriels, de Baie-Saint-Paul, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Meubles P.R. Tremblay inc.— P.R. Tremblay Furniture Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie-Saint-Paul, district judiciaire de Saguenay.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5757-1970

Meubles P.R. Tremblay inc.
P.R. Tremblay Furniture Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul-René Tremblay, Léo Tremblay and Jocelyn Tremblay, all three industrialists, of Baie-Saint-Paul, for the following purposes:

To manufacture and to deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Meubles P.R. Tremblay inc.— P.R. Tremblay Furniture Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Baie-Saint-Paul, judicial district of Saguenay.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5757-1970

ML Air Driven Tools and Equipment Inc.
Outils activés à air et équipement ML inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jean-Pierre Leclaire, 27, rue Brunswick, Dollard-des-Ormeaux, Marcel Leclaire, tous deux mécaniciens, et Irène Leclaire, ménagère, épouse dudit Marcel Leclaire, ces deux derniers de 10415, de Martigny, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de moteurs, machines et tout autre accessoire et instruments, sous le nom de « ML Air Driven Tools and Equipment Inc. — Outils activés à air et équipement ML inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8923, Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5568-1970

ML Air Driven Tools and Equipment Inc.
Outils activés à air et équipement ML inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Pierre Leclaire, 27 Brunswick Street, Dollard-des-Ormeaux, Marcel Leclaire, both mechanics, and Irène Leclaire, housewife, wife of the said Marcel Leclaire, the latter two of 10415 de Martigny, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and to deal in motors, machines and all kinds of accessories and instruments, under the name of "ML Air Driven Tools and Equipment Inc. — Outils activés à air et équipement ML inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 8923 Lajeunesse, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5568-1970

Mo-De construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Michel Houde, ingénieur, 900, Chanoine Martin, Sainte-Foy, Fernand Morissette, 1576, du Parc, et Jean Morissette, 1471, St-Paul, ces deux derniers marchands, de L'Ancienne-Lorette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Mo-De construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Mo-De construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Houde, engineer, 900 Chanoine Martin, St. Foy, Fernand Morissette, 1576 du Parc, and Jean Morissette, 1471 St-Paul, the latter two merchants, of L'Ancienne-Lorette, for the following purposes:

To do business as general contractors in construction, under the name of "Mo-De construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à L'Ancienne-Lorette, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5547-1970

Monte Vista Holdings Inc.
Les placements Monte Vista inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Robert Litvack, 590, avenue Stanstead, Mont-Royal, David Katznelson, 145, chemin Radcliffe, et Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Monte Vista Holdings Inc.— Les placements Monte Vista inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, Place Ville-Marie, bureau 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5779-1970

Motel Jann inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Réal Forest, avocat, 3177, de la Concorde, Sainte-Foy, André Laverdière, étudiant, 650, 18e Rue, et Mariette Bérubé, secrétaire, fille majeure, 36, Ste-Famille, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des motels, maisons de touristes et station estivale, sous le nom de « Motel Jann inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2620, boulevard Hamel, Les Saules, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 4413-1970

Multiservices Saguenay-Lac St-Jean inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donné avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1970, constituant en corporation: René-T. Tremblay, 1057, Desaulniers, Georges-L. Duhaime, 1060, J. Cartier est, et

The head office of the company is at L'Ancienne-Lorette, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 5547-1970

Monte Vista Holdings Inc.
Les placements Monte Vista inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Litvack, 590 Stanstead Avenue, Mount Royal, David Katznelson, 145 Radcliffe Road, and Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a construction, investment and holding company, under the name of "Monte Vista Holdings Inc.— Les placements Monte Vista inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $1 each and 36,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville-Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737-o 5779-1970

Motel Jann inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Forest, advocate, 3177 de la Concorde, St. Foy, André Laverdière, student, 650, 18th Street, and Mariette Bérubé, secretary, spinster of the full age of majority, 36 Ste-Famille, the latter two of Québec, for the following purposes:

To operate motels, tourist homes and summer resorts, under the name of "Motel Jann inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2620 Hamel Boulevard, Les Saules, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 4413-1970

Multiservices Saguenay-Lac St-Jean inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René-T. Tremblay, 1057 Desaulniers, Georges-L. Duhaime, 1060 J. Cartier East, and Rémi

Rémi Fournier, 1282, Jolliet, tous trois administrateurs, de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire la location d'habits, tabliers, serviettes et lingerie de toutes sortes et faire affaires comme buandiers, sous le nom de « Multiservices Saguenay-Lac St-Jean inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1800, boulevard Talbot, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 4631-1970

D.L. Nadeau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Benoit-C. Nadeau, marchand de meubles, Cécile Fortin, ménagère, épouse dudit Benoit-C. Nadeau, et Roger Nadeau, vendeur, tous trois de East Broughton-Station, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « D.L. Nadeau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à East Broughton-Station, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5539-1970

Northbank Investments Inc.
Les investissements Northbank inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1970, constituant en corporation: David Katznelson, 145, chemin Radcliffe, Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, tous deux de Montréal, Robert Litvack, 590, avenue Stanstead, Mont-Royal, et Richard Evin, 201, Carot Rive, Verdun, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de portefeuille et de placement, sous le nom de « Northbank Investments Inc. — Les investissements Northbank inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, Place Ville-Marie, bureau 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5778-1970

Fournier, 1282 Jolliet, all three administrators, of Chicoutimi, for the following purposes:

To rent clothes, aprons, napkins and lingerie of all kinds and to act as launderers, under the name of "Multiservices Saguenay-Lac St-Jean inc." with a total capital stock of $50,000 divided into 50,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 1800 Talbot Boulevard, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 4631-1970

D.L. Nadeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoit-C. Nadeau, furniture merchant, Cécile Fortin, housewife, wife of said Benoit-C. Nadeau, and Roger Nadeau, salesman, all three of East Broughton-Station, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "D.L. Nadeau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at East Broughton Station, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5539-1970

Northbank Investments Inc.
Les investissements Northbank inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David Katznelson, 145 Radcliffe Road, Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, both of Montreal, Robert Litvack, 590 Stanstead Avenue, Mount Royal, and Richard Evin, 201 Carot Rive, Verdun, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Northbank Investments Inc. — Les investissements Northbank inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $1 each and 36,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 5778-1970

The Optimist Club of Verdun, Québec
Le Club optimiste de Verdun, Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Rolland Léger, maître-laitier, 326, 5e Avenue, Réjean Duval, décorateur, 490, Rielle, tous deux de Verdun, et Gilles Letarte, comédien, 7972, Thelma, Lasalle, pour les objets suivants:

Développer l'optimisme comme philosophie de vie, sous le nom de « The Optimist Club of Verdun, Québec — Le Club optimiste de Verdun, Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 3617, rue Wellington, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 2066-1970

P.R.B. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Roger Leblond, 5334, Mentana, app. 5, Bernard Perreault, 5342, Des Ormeaux, tous deux peintres, et Pauline Brien, ménagère, épouse de Rolland Larose, 4479, Garnier, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de peintures, polis et enduits, enduits colorants, couleurs, vernis, laques, produits chimiques, matériaux pour nettoyer ou assurer l'étanchéité, ainsi que tous leurs ingrédients et produits, sous le nom de « P.R.B. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5607-1970

Panache Import Textiles Inc.
Importation de tissus Panache inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Artine Petizian, vendeur, Mme Artine Petizian, épouse dudit Artine Petizian, tous deux du 2575, Terrasse de Louisbourg, Mme Vincent Kazazian, épouse de Vincent Kazazian, toutes deux ménagères et Mary Rose Kazazian administrateur, fille majeure, ces deux dernières du 11280, Joseph-Casavant, tous les quatre de Montréal, pour les objets suivants:

The Optimist Club of Verdun, Québec
Le Club optimiste de Verdun, Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Rolland Léger, master dairyman, 326, 4th Avenue, Réjean Duval, decorator, 490 Rielle, both of Verdun, and Gilles Letarte, comedian, 7972 Thelma, Lasalle, for the following purposes:

To develop optimism as a philosophy of life, under the name of "The Optimist Club of Verdun, Québec — Le Club optimiste de Verdun, Québec".

The amount to which is limited the value of the immoveable property that the corporation may acquire and hold is $100,000.

The head office of the corporation is at 3617 Wellington Street, Verdun, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions
Companies and Cooperatives.

38737 2066-1970

P.R.B. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Leblond, 5334 Mentana, Apt. 5, Bernard Perreault, 5342 Des Ormeaux, both painters, and Pauline Brien, housewife, wife of Rolland Larose, 4479 Garnier, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in paints, polishes and coatings, coloring coatings, colors, varnishes, lacqueers, chemical products, cleaning and tightness materials, as well as all their components and products, under the name of "P.R.B. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5607-1970

Panache Import Textiles Inc.
Importation de tissus Panache inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Artine Petizian, salesman, Mrs. Artine Petizian, wife of the said Artine Petizian, both of 2575 Terrasse de Louisbourg, Mrs. Vincent Kazazian, wife of Vincent Kazazian, both hqusewives, and Mary Rose Kazazian, executive, fille majeure, the latter two of 11280 Joseph Casavant, all four of Montreal, for the following purposes:

La fabrication et le commerce de textiles de toutes sortes, sous le nom de « Panache Import Textiles Inc.— Importation de tissus Panache inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2575, Terrasse de Louisbourg, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5351-1970

J.A. Perron inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1970, constituant en corporation: J.-Aimé Perron, entrepreneur, Denise Sage, ménagère, épouse dudit J.-Aimé Perron, tous deux de 493, Vincent, et Maurice Perron, menuisier, 111, Gérin-Lajoie, tous trois de Coaticook, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « J.A. Perron inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 492, Cardinal Léger, Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5587-1970

Pierland inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Pothier Ferland, avocat, Michelle Ferland, professeur, et Yseult Ferland, étudiante, ces deux dernières filles majeures, tous trois de 735, Wilder, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Pierland inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5745-1970

Les placements Roger Beaudry ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Roger Beaudry, industriel,

To manufacture and deal in textile fabrics of all kinds, under the name of "Panache Import Textiles Inc.— Importation de tissus Panache inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2575 Terrasse de Louisbourg, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 5351-1970

J.A. Perron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Aimé Perron, contractor, Denise Sage, housewife, wife of the said J.-Aimé Perron, both of 493 Vincent, and Maurice Perron, carpenter, 111 Gérin-Lajoie, all three of Coaticook, for the following purposes:

To do business as general contractors in construction, and to deal in all kinds of materials, under the name of "J. A. Perron inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 492 Cardinal Léger, Coaticook, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5587-1970

Pierland inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pothier Ferland, advocate, Michelle Ferland, professor, and Yseult Ferland, student, the latter two spinsters of the full age of majority, all three of 735 Wilder, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Pierland inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5745-1970

Les placements Roger Beaudry ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Beaudry, industrialist, Nicole

Nicole Mathieu, ménagère, épouse dudit Roger Beaudry, tous deux de 634, Hervé Beaudry, et Jacques Doucet, assureur-vie, 1640, Maria Chapdelaine, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Les placements Roger Beaudry ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 70 actions ordinaires de $1 chacune, 3,973 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 200 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 634, Hervé Beaudry, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5679-1970

Mathieu, housewife, wife of said Roger Beaudry, both of 634 Hervé Beaudry, and Jacques Doucet, life-insurer, 1640 Maria Chapdelaine, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Les placements Roger Beaudry ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 70 common shares of $1 each, 3,973 class "A" preferred shares of $10 each and into 200 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 634 Hervé Beaudry, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies;nd Cooperatives.

38737 5679-1970

Plaza Pizzeria Marieville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1970, constituant en corporation: André Fournier, restaurateur, 530, Ste-Marie, Marieville, Colette Dubuc, fille majeure, 1050, Principale, Rougemont, et Diane Deslauriers, épouse de Marc Fournier, 297A, 10e Avenue, Richelieu, ces deux dernières serveuses, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Plaza Pizzeria Marieville inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Marieville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5355-1970

Plaza Pizzeria Marieville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Fournier, restaurateur, 530 Ste-Marie, Marieville, Colette Dubuc, spinster of the full age of majority, 1050 Main, Rougemont, and Diane Deslauriers, wife of Marc Fournier, 297A, 10th Avenue, Richelieu, the latter two waitresses, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Plaza Pizzeria Marieville inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Marieville, judicial district of Saint-Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5355-1970

Plaza Pizzeria St-Césaire inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Diane Deslauriers, épouse de Marc Fournier, 297A, 10e Avenue, Richelieu, Colette Dubuc, fille majeure, 1050, Principale, Rougemont, toutes deux serveuses, et André Fournier, restaurateur, 530, Ste-Marie, Marieville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Plaza Pizzeria St-Césaire inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Césaire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5354-1970

Plaza Pizzeria St-Césaire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Diane Deslauriers, wife of Marc Fournier, 297A, 10th Avenue, Richelieu, Colette Dubuc, spinster, 1050 Main, Rougemont, both waitresses, and André Fournier, restaurateur, 530 Ste-Marie, Marieville, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Plaza Pizzeria St-Césaire inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Césaire, judicial district of Saint-Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5354-1970

Portigal Sales Agency Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Morton Bell, 701, Bertrand Circle, Saint-Laurent, Stanley Cytrynbaum, 234, Sheraton Drive, Montréal-Ouest, tous deux avocats, et Allan Wolinsky, étudiant, 5950, Côte des Neiges, app. 334, Montréal, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de vêtements, vêtements de sports et accessoires de toutes sortes pour dames et pour hommes, sous le nom de « Portigal Sales Agency Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6172, chemin Charest, Côte Saint-Luc, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5548-1970

Portigal Sales Agency Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Morton Bell, 701 Bertrand Circle, Saint-Laurent, Stanley Cytrynbaum, 234 Sheraton Drive, Montreal West, both advocates, and Allan Wolinsky, student, 5950 Côte des Neiges, apt. 334, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in women's and men's wearing apparel, sportswear and accessories of all kinds, under the name of "Portigal Sales Agency Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 6172 Charest Road, Côte Saint-Luc, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 5548-1970

Productive Advertising Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jack Goodson, imprimeur, 341 Parkwood Circle, Dorval, Joyce Larivière, 10731 Henault, Montréal, et Élaine Engleberg, 5774, avenue Léger, Côte Saint-Luc, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Agir en qualité d'agents et conseillers de publicité, sous le nom de « Productive Advertising Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5613-1970

Productive Advertising Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatifes, incorporating: Jack Goodson, printer, 341 Parkwood Circle, Dorval, Joyce Larivière, 10831 Henault, Montreal, and Élaine Engelberg, 5774 Léger Avenue, Côte Saint-Luc, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To act as advertising agents and counsel, under the name of "Productive Advertising Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,0000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 5613-1970

Promotion touristique St-Jean inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Lisette Rainville, secrétaire, fille majeure, case postale, 120, Iberville, René Gamache, optométriste, 228, Champlain, et Jacques McNulty, notaire, case postale 275, ces deux derniers de Saint-Jean, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Promotion touristique St-Jean inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Promotion touristique St-Jean inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Lisette Rainville, secretary, spinster, P.O. Box 120, Iberville René Gamache, optometrist, 228 Champlain, and Jacques McNulty, notary, P.O. Box 275, the latter two of Saint-John's for the following purposes:

Organization of recreational activities, under the name of "Promotion toutistique St-Jean inc.".

The amount to which is limited the value of the immoveable property that the corporation may acquire and hold is $200,000.

Le siège social de la corporation est 228, Champlain, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5514-1970

Claude Prud'homme construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Réjean Prud'homme, contremaitre, 11, Beauchesne, Claude Prud'homme, entrepreneur, et Odyle Prud'homme, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de 955, Notre-Dame, tous trois de Repentigny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Claude Prud'homme construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 955,Notre-Dame Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 107-1971

Quehondo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Claude Sylvestre, 3181, Versailles, Paul Rocheleau, 1400, Carré Duclaux, tous deux administrateurs agréés, Pierre-Julien Houde, médecin, 1332, Nells, tous trois de Sainte-Foy, Jean-Paul Gohier, administrateur, 2645, Sheppard, Montréal, et Lucien Robillard, architecte, 2200, boulevard du Lac, Deux-Montagnes, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'articles, produits et marchandises et agir comme consultants, représentants, et agents de toutes sortes de personnes ou corporations, sous le nom de « Quehondo inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 143-1971

Regil Transport Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Gilles Lamoureux, camionneur,

The head office of the corporation is at 228 Champlain, Saint-John's, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 5514-1970

Claude Prud'homme construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réjean Prud'homme, foreman, 11 Beauchesne, Claude Prud'homme, contractor and Odyle Prud-homme, secretary, spinster of the full age of majority, the latter two of 955 Notre-Dame, all three of Repentigny, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Claude Prud'homme Construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 955 Notre-Dame, Repentigny, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 107-1971

Quehondo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Sylvestre, 3181 Versaille, Paul Rocheleau, 1400 Duclaux Square, both chartered administrators, Pierre-Julien Houde, physician, 1332 Nells, all three of St. Foy, Jean-Paul Gohier, administrator, 2645 Sheppard, Montreal, and Lucien Robillard, architect, 2200 Lac Boulevard, Deux-Montagnes, for the following purposes:

To deal in all kinds of articles, products and goods and to act as consultants, representatives and agents for all kinds of people or corporations, under the name of "Quehondo inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 143-1971

Regil Transport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Lamoureux, trucker, Jeannine B. La-

Jeannine B. Lamoureux, ménagère, épouse dudit Gilles Lamoureux, tous deux de 225, Tupper, Réal Lussier, camionneur, et Irène A. Lussier, ménagère, épouse dudit Réal Lussier, ces deux derniers de 1205, Didace, tous quatre de Magog, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Regil Transport Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 76-1971

Relais des Buttes, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Christian Talbot, Majoric Potvin, Gérard Gonthier, tous trois commerçants, Jean Brassard, barbier, Réginald Drolet, garagiste, Jean-Yves Provencher, gérant, Bertrand Dufresne, industriel, et Jean-Paul Simard, épicier, tous de Saint-Félicien, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de l'auto-neige, sous le nom de « Relais des Buttes, inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5399-1970

Les rénovations E. LeBlanc & fils inc.
E. LeBlanc & Fils Renovations Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Edgar LeBlanc, 4128, Hillcrest Drive, Pierrefonds, Gérard Wener, 301, Deguire, app. 833, Saint-Laurent, tous deux entrepreneurs, Walter R.M. Wekarchuk, avocat, 1703, Albert-Duquesne, Laval et Anne Postelnik, secrétaire, veuve de Irving Postelnik, 7915, chemin de la côte Saint-Luc, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

S'établir entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de « Les rénovations E. LeBlanc & fils inc.— E. LeBlanc & Fils Renovations Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

moureux, housewife, wife of said Gilles Lamoureux, both of 225 Tupper, Réal Lussier, trucker, and Irène A. Lussier, housewife, wife of said Réal Lussier, the latter two of 1205 Didace, all four of Magog, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Regil Transport Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Magog, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 76-1971

Relais des Buttes, inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Christian Talbot, Majoric Potvin, Gérard Gonthier, all three merchants, Jean Brassard, barber, Réginald Drolet, garage-owner, Jean-Yves Provencher, manager, Bertrand Dufresne, industrialist, and Jean-Paul Simard, grocer, all of Saint-Félicien, for the following purposes:

To promote the sport of snowmobiling, under the name of "Relais des Buttes, inc.".

The amount to which is to be limited the value of the real estate which the corporation may acquire or possess is $50,000.

The head office of the corporation is at Saint-Félicien, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5399-1970

Les rénovations E. LeBlanc & fils inc.
E. LeBlanc & Fils Renovations Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edgar LeBlanc, 4128 Hillcrest Drive, Pierrefonds, Gérard Wener, 301 Deguire, Apt. 833, Saint-Laurent, both contractors, Walter R.M. Wekarchuk, advocate, 1703 Albert-Duquesne, Laval, and Anne Postelnik, secretary, widow of Irving Postelnik, 7915 Côte St-Luc Road, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on business as contractors and builders, under the name of "Les rénovations E. LeBlanc & fils inc.— E. LeBlanc & Fils Renovations Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 6667, de Marseille, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5053-1970

Restaurant Le Grand Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Christian Francezon, André Francezon, tous deux hommes d'affaires, et Emma Rancourt, ménagère, épouse dudit André Francezon, tous trois de 12240, rue Colbert, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins, ateliers, boutiques et restaurants, sous le nom de « Restaurant Le Grand Montréal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5498-1970

St-Denis automobile inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1970, constituant en corporation: André Goulet, comptable, Lucille Laperle, ménagère, épouse dudit André Goulet, tous deux de 1349, Place Cherbourg, Sherbrooke, et Roger Laperle, peintre, Saint-Denis-sur-Richelieu, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « St-Denis automobile inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Denis-sur-Richelieu, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 4820-1970

Sand West Industrial Mining Ltd.
(No personal liability)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1970, constituant en corporation: G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, Claude Boisvert, 1505, Moore, Laval, Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, tous trois avocats, Denyse Marcoux, 1488, Galt, et Monique

The head office of the company is at 6667 de Marseille, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737-o 5053-1970

Restaurant Le Grand Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1970, have been issued by the Minister ofFinancial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Christian Francezon, André Francezon, both businessmen, and Emma Rancourt, housewife, wife of the said André Francezon, all three of 12240 Colbert Street, Montreal, for the following purposes:

To operate stores, workshops, boutique and restaurants, under the name of "Restaurant Le Grand Montreal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 5498-1970

St-Denis automobile inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Goulet, accountant, Lucille Laperle, housewife, wife of said André Goulet, both of 1349 Place Cherbourg, Sherbrooke, and Roger Laperle, painter, Saint-Denis-sur-Richelieu, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "St-Denis automobile inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Denis-sur-Richelieu, judicial district of Saint-Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 4820-1970

Sand West Industrial Mining Ltd.
(No personal liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Claude Boisvert, 1505 Moore, Laval, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, all three advocates, Denyse Marcoux, 1488 Galt, and Monique

Groulx, 1739, Woodland, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, ces trois dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie minière, sous le nom de « Sand West Industrial Mining Ltd. » (No personal liability), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5653-1970

Rolly Sarault Manufacturing Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1970, constituant en corporation: René Larabée, 16, Bruyère, Pointe-Gatineau, Roland Sarault, tous deux vendeurs, et Thérèse Lambert, ménagère, épouse dudit Roland Sarault, ces deux derniers du 495, rue Viger, Gatineau, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'articles et tissus pour vêtements de sport et d'équipement de sport, sous le nom de « Rolly Sarault Manufacturing Limited », avec un capital divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur au pair de 450 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 239, rue de Maisonneuve, Hull, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5230-1970

La scierie Martel ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Henri Martel, industriel, Huguette Martel, secrétaire, fille majeure, et André Blanchet, avocat, tous trois de rang Saguenay, Alma, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « La scierie Martel ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 40 actions ordinaires de $10 chacune, 40 actions privilégiées de classe « A » de $10 chacune, et en 9,920 actions privilégiées de classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5783-1970

Groulx, 1739 Woodland, the latter two secretaries, spinsters, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a mining company, under the name of "Sand West Industrial Mining Ltd." (No personal liability), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 5653-1970

Rolly Sarault Manufacturing Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Larabée, 16 Bruyère, Pointe-Gatineau, Roland Sarault, both salesmen, and Thérèse Lambert, housewife of the said Roland Sarault, the latter two of 495 Viger Street, Gatineau, for the following purposes:

To manufacture and deal in articles, clothing materials related to sportswear and sports equipment, under the name of "Rolly Sarault Manufacturing Limited", with a capital stock divided into 5,000 common shares without par value and 450 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 239 de Maisonneuve Street, Hull, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 5230-1970

La scierie Martel ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri Martel, industrialist, Huguette Martel, secretary, spinster and André Blanchet, advocate, all three of Saguenay Range, Alma, for the following purposes:

Wood trade and industry, under the name of "La scierie Martel ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 40 common shares of $10 each, 40 class "A" preferred shares of $10 each and 9,920 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Alma, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5783-1970

Sijan construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Michelle Tremblay, épouse de Gyslain Simard, 480, Blainville, Sainte-Thérèse, Lise Rivest, fille majeure, 147, de l'Église, l'Assomption, toutes deux secrétaires, et Serge Fortin, avocat, 3859, Bégin, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Sijan construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5212-1970

La Société du vieux presbytère de Deschambault inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Marie T. du Sault, ébéniste-antiquaire, Deschambault, Bernard Tousignant, ingénieur, 1285, des Pins, et Roberte Paré, comptable, fille majeure, 33, Ste-Ursule, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées à la conservation, la restauration, l'entretien et la mise en valeur du vieux presbytère de Deschambault, sous le nom de « La Société du vieux presbytère de Deschambault inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Deschambault, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5418-1970

La Société générale des bois ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1970, constituant en corporation: André Lavoie, Carol Boiteau et Gérald Guillot, tous trois comptables, de 1033, route de l'Église, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « La Société générale des bois ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Sijan construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michelle Tremblay, wife of Gyslain Simard, 480 Blainville, Sainte-Thérèse, Lise Rivest, spinster of the full age of majority, 147 de l'Église, L'Assomption, both secretaries, and Serge Fortin, advocate, 3859 Bégin, Laval, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Sijan construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5212-1970

La Société du vieux presbytère de Deschambault inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporated a corporation without share capital: Jean-Marie R. Du Sault, cabinet-maker-antique dealer, Deschambault, Bernard Tousignant, engineer, 1285 des Pins, and Roberte Paré, accountant, spinster of the full age of majority, 33 Ste-Ursule, the latter two of Québec, for the following purposes:

To group together those persons interested in the preservation, restoration, upkeep and general enhancement of the old presbytery of Deschambault, under the name of "La Société du vieux presbytère de Deschambault inc.".

The amount to which is to be limited the value of the real estate which the corporation may acquire or possess is $50,000.

The head office of the corporation is at Deschambault, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5418-1970

La Société générale des bois ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Lavoie, Carol Boiteau and Gérald Guillot, all three accountants, of 1033 De l'Église Route, Sainte-Foy, for the following purposes:

Wood industry and trade, under the name of "La Société générale des bois ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Carleton, district judiciaire de Bonaventure.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 39-1971

Télé-Cables de la Mauricie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Marie-Suzan Lépine, 930, Pouliot, Sainte-Foy, Nicole Cadoret, 16, Christ Roy, Lévis, et Louise Bouchard, 1430, Preston, Sillery, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter un ou plusieurs systèmes et/ou réseaux de télévision, par cables, et/ou radios par antennes ainsi que des postes de télévision, réception, transmission par les ondes ou de toutes autres façons, de programmes, messages, images et films et tous autres modes d'expression sonore et visuelle, sous le nom de « Télé-Cables de la Mauricie inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5711-1970

Télé-Câbles de l'Estrie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Denis St-Onge, 9416, de Martigny, Claude Benoît, 1758, Jacques Lemaistre, et François Bélanger, 10878, rue Berri, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un ou plusieurs systèmes ou réseaux de télévision par câbles ou radios par antennes, ainsi que des postes de télévision, réception, transmission par les ondes ou de toutes autres façons de programmes, messages, images et films et tous autres modes d'expression sonore et visuelle, sous le nom de « Télé-Câbles de l'Estrie inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5642-1970

Tony J. Painting Inc.
Peinture Tony J. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1970, cons-

The head office of the company is at Carleton, judicial district of Bonaventure.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 39-1971

Télé-Cables de la Mauricie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marie-Suzan Lépine, 930 Pouliot, St. Foy, Nicole Cadoret, 16 Christ Roy, Levis, and Louise Bouchard, 1430 Preston, Sillery, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To operate one or several television systems and/or networks, by cable, and/or radios by antennas as well as television, receiving, transmittal by waves or in any other way stations, programs, messages, pictures and films and all other sonorous and visual methods of expression, under the name of "Télé-Cables de la Mauricie inc.", with a capital stock divided into 10,000 shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5711-1970

Télé-Câbles de l'Estrie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis St-Onge, 9416 de Martigny, Claude Benoît, 1758 Jacques Lemaistre, and François Bélanger, 10878 Berri Street, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To operate one or more systems or networks of cable television and radio (aerial) as well as television, reception and broadcasting stations or stations using other means of transmitting programmes, messages, pictures, films and anything pertaining to audio-visual forms of expression under the name of "Télé-Câbles de l'Estrie inc.", with a total capital stock divided into 10,000 common shares of no nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5642-1970

Tony J. Painting Inc.
Peinture Tony J. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1970,have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorpo-

tituant en corporation: Donald Kujan, 8, avenue Thornton, Mont-Royal, Raymond A. Cartwright, 20576, Lakeshore Drive, Baie d'Urfé, tous deux avocats, et Alma Tremblay, secrétaire, fille majeure, 100, Mount-Vernon, Saint-Pierre, pour les objets suivants:

S'établir entrepreneur en peinture, sous le nom de « Tony J. Painting Inc. — Peinture Tony J. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1351, rue de Gaulle, Laflèche, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5400-1970

Twin Boutique Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Salomon G. Dahan, Levy Ohnana, tous deux administrateurs, du 3842, avenue Kent, David I. Schatia, avocat, 7025, chemin Clover, tous trois de Montréal, et Micheline D. Lamarche, secrétaire, fille majeure, 12, avenue Coolbreeze, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce du vêtement, d'accessoires vestimentaires et accessoires de toutes sortes, sous le nom de « Twin Boutique Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5313-1970

Uni-Cast Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Oscar Steiner, 1161, Marie Crescent, Laval, Victor Saikaley, 11772, Joseph-Casavant, Montréal, tous deux hommes d'affaires, Lou Tannenbaum, avocat, 292, Iroquois Drive, Baie d'Urfé, et Beverley Rafuse, secrétaire, épouse de Victor Rafuse, 3765, rue du Parc, Saint-Hubert, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de « Uni-Cast Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5464-1970

rating: Donald Kujan, 8 Thornton Avenue, Mount Royal, Raymond A. Cartwright, 20576 Lakeshore Drive, Baie-d'Urfé, both advocates, and Alma Tremblay, secretary, spinster, 100 Mount Vernon, Saint-Pierre, for the following purposes:

To carry on the business as a painting contractor, under the name of "Tony J. Painting Inc. — Peinture Tony J. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1351 de Gaulle Street, Laflèche, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 5400-1970

Twin Boutique Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Salomon G. Dahan, Levy Ohnana, both executives, of 3842 Kent Avenue, David I. Schatia, attorney, 7025 Clover Road, all three of Montreal, and Micheline D. Lamarche, secretary, spinster, 12 Coolbreeze Avenue, Pointe Claire, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, wearing apparel and accessories of all kinds, under the name of "Twin Boutique Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 5313-1970

Uni-Cast Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Oscar Steiner, 1161 Marie Crescent, Laval, Victor Saikaley, 11772 Joseph Casavant, Montreal, both businessmen, Lou Tannenbaum, advocate, 292 Iroquois Drive, Baie-d'Urfé, and Beverley Rafuse, secretary, wife of Victor Rafuse, 3765 Park Street, Saint-Hubert, for the following purposes:

To manufacture and deal in building materials of every nature, under the name of "Uni-Cast Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 5464-1970

Venco inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jean Dionne, 202, Cartier, André Gauthier, 899, Bourgeois, tous deux avocats, et Yves Désilets, comptable, 767, Giasson, tous trois de Sept-Giasson, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de distributeurs automatiques pour la vente de produits liquides, bonbons, confiseries, tabac sous toutes ses formes, aliments et produits laitiers et tous autres produits, sous le nom de « Venco inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5693-1970

Vitrerie Houle (1971) limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Benoit Allaire, arpenteur-géomètre, 50, Bennett nord, Joseph Veilleux, administrateur, 97, Turcotte, et Marcel Gourdes, vitrier 763, Champlain, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du verre et de tous ses produits et sous-produits, sous le nom de « Vitrerie Houle (1971) limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $50 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 1-1971

Voyages Roger Brunet inc.
Roger Brunet Travel Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Roger Brunet, agent, Claude Paquette, vendeur, tous deux de 674, Centrale, et Yvette Walchuk, secrétaire, veuve non remariée de Steven Walchuk, 804, 5e Rue, tous trois de Val d'Or, pour les objets suivants:

Exploiter dans toutes leurs spécialités des agences de voyages, de réserve de billets et de mesageries et des bureaux de tourisme, sous le nom de « Voyages Roger Brunet inc.— Roger Brunet Travel Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Venco inc.

Notice is given that unde Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Dionne 202 Cartier, André Gauthier, 899 Bourgeois, both advocates, and Yves Désilets, accountant 767 Giasson, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To manufacture and deal in automatic distributors for the sale of liquid products candies, confectioneries, tobacco in all its aspects, foods and dairy products and all other products, under the name of "Venco inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 5693-1970

Vitrerie Houle (1971) limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoit Allaire, land-surveyor, 50 Bennett North, Joseph Veilleux, administrator, 97 Turcotte, and Marcel Gourdes, glazier, 763 Champlain, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To manufacture and deal in glass and all its products and by-products, under the name of "Vitrerie Houle (1971) limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $50 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 1-1971

Voyages Roger Brunet inc.
Roger Brunet Travel Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Brunet, agent, Claude Paquette, salesman, both of 674 Centrale, and Yvette Walchuk, secretary, unremarried widow of Steven Walchuk, 804, 5th Street, all three of Val d'Or, for the following purposes:

To operate travel, ticket reservation and carrying agencies and tourist bureaus in all their specialties, under the name of "Voyages Roger Brunet inc.— Roger Brunet Travel Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and into 2,500 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5709-1970

W.J.N. Incorporated

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1970, constituant en corporation: William J. Neverett, marchand de bestiaux, Pauline Lacerte, ménagère, épouse dudit William J. Neverett, tous deux de Huntingdon, et Arthur Laplante, cultivateur, Ormstown, pour les objets suivants:

Faire le commerce et le transport des bestiaux, sous le nom de « W.J.N. Incorporated », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Huntingdon, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5408-1970

The head office of the company is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 5709-1970

W.J.N. Incorporated

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: William J. Neverett, cattle dealer, Pauline Lacerte, housekeeper, wife of the said William J. Neverett, both of Huntingdon, and Arthur Laplante, farmer, Ormstown, for the following purposes:

To carry on a cattle business and to transport cattle under the name of "W.J.N. Incorporated", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Huntingdon, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 5408-1970

Lettres patentes supplémentaires

Ciné-Parc Champlain ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, supplémentaires en date du 22e jour de décembre 1970, à la compagnie « Ciné-Parc Champlain ltée », augmentant son capital de $40,000 à $100,000 par la création de 6,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 4444-70

Colonie Terre des Jeunes inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de décembre 1970, à la corporation « Terre des Jeunes inc. », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de juillet 1945, changeant son nom en celui de « Colonie Terre des Jeunes inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 3380-45

Supplementary Letters Patent

Ciné-Parc Champlain ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Ciné-Parc Champlain ltée", increasing its capital from $40,000 to $100,000 by the creation of 6,000 common shares of a par value of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 4444-70

Colonie Terre des Jeunes inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Terre des Jeunes inc.", incorporated by letters patent on July 12, 1945, changing its name to that of "Colonie Terre des Jeunes inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 3380-45

Landry Automobiles ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Landry Automobiles ltée », augmentant son capital de $125,000 à $425,000 par la création de 300,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 5482-43

Landry Automobiles ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Landry Automobiles ltée", increasing its capital from $125,000 to $426,000 by the creation of 300,000 preferred shares of a par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 5482-43

Major & Filiault inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de novembre 1970, à la compagnie « Major & Demers Transport inc. », constituée par lettres patentes en date du 21e jour de novembre 1968, changeant son nom en celui de « Major & Filiault inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 5426-68

Major & Filiault inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of November 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Major & Demers Transport inc.", incorporated by letters patent dated 21st day of November 1968, changing its name to that of "Major & Filiault inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737-o 5426-68

National Spring Works Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de décembre 1970, à la compagnie « National Spring Works Ltd. », 1° diminuant son capital de $49,900 à $9,900 par l'annulation de 40,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° augmentant son capital de 9,900 à $109,900 par la création de 100,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 6973-45

National Spring Works Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "National Spring Works Ltd.", 1. reducing its capital from $49,900 to $9,900 by the cancellation of 40,000 preferred shares of the par value of $1 each; 2. increasing its capital from $9,900 to $109,900 by the creation of 100,000 preferred shares of the par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737-o 6973-45

Preco Monarque limitée
Monarch Preco Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour de juin 1970, à la compagnie « Monarch Stone Mfg. Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 10e jour de décembre 1958, changeant son nom en celui de « Preco Monarque limitée — Monarch Preco Limited ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 14588-58

Preco Monarque limitée
Monarch Preco Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Monarch Stone Mfg. Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated December 10, 1958, changing its name to that of "Preco Monarque limitée — Monarch Preco Limited".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 14588-58

R.B. Stamping Inc.
Les Estampillages R.B. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de décembre 1970, à la compagnie « Matrices, Outils R. & B. inc. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de janvier 1970, 1° changeant son nom en celui de « R.B. Stamping Inc. — Les Estampillages R.B. inc. »; 2° changeant ses objets; 3° augmentant le nombre de ses administrateurs de 4 à 5; 4° changeant les droits afférents aux actions privilégiées.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 445-70

Selected Realties Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de novembre 1970, à la compagnie « Selected Realties Limited », 1° augmentant son capital par la création de 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° redésignant ses actions existantes en actions ordinaires.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 15445-59

Silab inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de décembre 1970, à la compagnie « Construction Malenfant inc. », constituée par lettres patentes en date du 6e jour d'août 1970, changeant son nom en celui de « Silab inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 3428-70

Soudure Universelle de Pipeline ltée
Universal Pipe Line Welding Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1970, à la compagnie « Soudure Universelle de Pipeline ltée — Universal Pipe Line Welding Ltd. », augmentant son capital de $420,000 à $720,000 par la création de 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 10090-60

R.B. Stamping Inc.
Les Estampillages R.B. inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Matrice, Outils R. & B. inc.", incorporated by letters patent dated January 29, 1970, 1. changing its name to that of "R.B. Stamping Inc. — Les Estampillages R.B. inc."; 2. changing its objects; 3. increasing the number of its directors from 4 to 5; 4. changing the rights pertaining to preferred shares.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 445-70

Selected Realties Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Selected Realties Limited", 1° increasing its capital by the creation of 3,000 preferred shares of the par value of $100 each; 2. redesignating its existing shares as common shares.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

38737-o 15445-59

Silab inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Construction Malenfant inc.", incorporated by letters patent on August 6, 1970, changing its name to that of "Silab inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 3428-70

Soudure Universelle de Pipeline ltée
Universal Pipe Line Welding Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Soudure Universelle de Pipeline ltée — Universal Pipe Line Welding Ltd.", increasing its capital from $420,000 to $720,000 by the creation of 3,000 preferred shares of a par value of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 10090-60

Station de Service Claude Pelletier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de décembre 1970, à la compagnie « South Auto Body Inc. », constituée par lettres patentes en date du 6e jour de juillet 1966, changeant son nom en celui de « Station de Service Claude Pelletier inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 2657-66

Station de Service Claude Pelletier inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "South Auto Body Inc.", incorporated by letters patent dated July 6, 1966, changing its name to that of "Station de Service Claude Pelletier inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737 2657-66

Compagnies dissoutes

Association Générale des Étudiants du Collège de Chicoutimi

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Association Générale des Étudiants du Collège de Chicoutimi », constituée en corporation le 20 décembre 1967, à compter du 15 février 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38737-o 5142-67

Darby Investments Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Darby Investments Inc. », constituée en corporation le 22 janvier 1958, à compter du 15 février 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38737-o 10049-58

Degmey Investment Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Degmey Investment Corporation », constituée en corporation le 17 mai 1956, à compter du 14 février 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38737-o 11601-56

Joly-Mont Construction ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Joly-Mont Construction ltée », constituée en corporation le 18 janvier 1961, à compter du 15 février 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38737-o 10253-61

Companies Dissolved

Association Générale des Étudiants du Collège de Chicoutimi

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Association Générale des Étudiants du Collège de Chicoutimi", incorporated on December 20, 1967, on and from February 15, 1981.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38737 5142-67

Darby Investments Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Darby Investments Inc.", incorporated on January 22, 1958, on and from Fabruary 15, 1971.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38737 10049-58

Degmey Investment Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Degmey Investment Corporation", incorporated on May 17, 1956, on and from February 15, 1971.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38737 11601-56

Joly-Mont Construction ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Joly-Mont Construction ltée", incorporated on January 18, 1961, on and from February 15, 1971.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38737 10253-61

Langlois Funérailles Longueuil limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Langlois Funérailles Longueuil limitée », constituée en corporation le 2 mars 1965, à compter du 15 février 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38737-o 964-65

Métropolitain Provincial inc.
Metropolitan Provincial Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Métropolitain Provincial inc. — Metropolitan Provincial Inc. », constituée en corporation le 12 décembre 1963, à compter du 15 février 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38737-o 5398-63

Métropolitain-Sud inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Métropolitain-Sud inc. », constituée en corporation le 19 janvier 1967, à compter du 15 février 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38737-o 103-67

Modern Poultry Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Modern Poultry Inc. », constituée en corporation le 19 février 1969, à compter du 15 février 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38737-o 785-69

Pointe Claire Shopping Centre Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Pointe Claire Shopping Centre Inc. », constituée en corporation le 10 janvier 1955, à compter du 15 février 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38737-o 10057-55

Langlois Funérailles Longueuil limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Langlois Funérailles Longueuil limitée", incorporated on March 2, 1965, on and from February 15, 1971.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38737 964-65

Métropolitain Provincial inc.
Metropolitan Provincial Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Métropolitain Provincial inc. — Metropolitan Provincial Inc.", incorporated on December 12, 1963, on and from February 15, 1971.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38737 5398-63

Métropolitain-Sud inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Métropolitain-Sud inc.", incorporated on January 19, 1967, on and from February 15, 1971.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38737 103-67

Modern Poultry Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Modern Poultry Inc.", incorporated on February 19, 1969, on and from February 15, 1971.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38737 785-69

Pointe Claire Shopping Centre Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Pointe Claire Shopping Centre Inc.", incorporated on January 10, 1955, on and from February 15, 1971.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38737 10057-55

Sanrube Investment Company

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Sanrube Investment Company », constituée en corporation le 13 mai 1959, à compter du 15 février 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38737-o 12864-59

Troysco Mines Limited (No personal liability)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Troysco Mines Limited » (No personal liability), constituée en corporation le 11 juillet 1952, à compter du 15 février 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38737-o 10534-52

United Auto Parts (Demontigny) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « United Auto Parts (Demontigny) Ltd. », constituée en corporation le 16 mars 1936, à compter du 15 février 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38737-o 585-36

Upper Trafalgar Place Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Upper Trafalgar Place Corp. », constituée en corporation le 12 mars 1958, à compter du 15 février 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38737-o 10813-58

Sanrube Investment Company

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Sanrube Investment Company", incorporated on May 13, 1959, on and from February 15, 1971.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38737 12864-59

Troysco Mines Limited (No personal liability)

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Troysco Mines Limited" (No personal liability). incorporated on July 11, 1952, on and from February 15, 1971.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38737 10534-52

United Auto Parts (Demontigny) Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "United Auto Parts (Demontigny) Ltd.", incorporated on March 16, 1936, on and from February 15, 1971.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38737 585-36

Upper Trafalgar Place Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Upper Trafalgar Place Corp.", incorporated on March 12, 1958, on and from February 15, 1971.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38737 10813-58

Ventes pour taxes

Municipalité du comté d'Abitibi

Avis public vous est par les présentes donné par le soussigné Jean-Paul Gariépy, secrétaire de la Corporation du comté d'Abitibi que les immeubles avec bâtisses, circonstances et dépendances ci-après détaillés, seront vendus à l'enchère publique au Palais de Justice d'Amos, au lieu ordinaire des sessions de ce Conseil, le second jeudi du mois d'avril 1971, soit le HUITIÈME jour d'AVRIL, à DIX heures de l'avant-midi, pour non-paiement de taxes municipales, scolaires, religieuses et

Sales for Taxes

Municipality of the County of Abitibi

Public notice is hereby given by the undersigned, Jean-Paul Gariépy, secretary of the Corporation of the county of Abitibi, that the immovables with buildings, circumstances and dependencies described hereinafter shall be sold by public auction at the Court House of Amos, in the usual meeting place of the Council, on the second Thursday of the month of April 1971, that is on the NINTH day of APRIL, at TEN o'clock in the forenoon, for non-payment of municipal, school

répartition d'église, frais et charges dus sur chacun de ces immeubles, à moins que ces taxes, frais et charges ne soient plus tôt payés et acquittés avec les frais encourus avant la vente; savoir:

and religious taxes and church dues, expenses and costs due on each of the said immovable properties, unless these taxes, costs and expenses be paid with the costs incurred before the sale, to wit:

Commission scolaire d'Amos — School Commission of Amos

Canton Township	Lot	Rang Range	Propriétaires Property-owners	Taxes Munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Autres Others	Total
Trécesson	57	5	Luc Alarie		$ 109.81	$ 10.66	$ 120.47
Béarn	34	5	J. H. Desjardins		112.49		112.49
Béarn	19	4	Alfred Beaudoin		8.58		8.58
Figuery	26	4	Roger Morin		26.22	1.98	28.20
Figuery	14A et-and 16A	3	Roch Lanoix		473.54	13.00	486.54
Dalquier	28	8	Mme-Mrs. Alfred Leblond		3.15		3.15

Corporation municipale de Belcourt — Municipal Corporation of Belcourt

Carpentier	54	1	Emery Desputeau	$ 18.93		$ 15.00	$ 33.93
Courville	56	10	Clément Labbé	20.98	$ 2.91	15.00	38.89
Courville	60 B, 65	9	Mme-Mrs. Antoine Frenette	7.35	17.67	15.00	40.02

Corporation municipale d'Authier — Municipal Corporation of Authier

Languedoc	2 A Sub. 2-253	1	Mme-Mrs. Pierre Albert	$ 6.10	$ 15.17		$ 21.27
Languedoc	2 A Sub. 2-256	1	Mme-Mrs. Pierre Albert	3.55	7.59		11.14
Languedoc	2 B Sub. 2-280	1	Joseph Proulx	4.20	18.21		22.41
Languedoc	2 C Sub. 2-97 et-and 2-98	1	Alphonse Blanchet	7.00	30.36		37.36

Corporation municipale de Normétal — Municipal Corporation of Normétal

Desmeloïzes	53	7	Maurice Desrivières				
Desmeloïzes	51	10	Maurice Desrivières	$ 27.38			$ 27.38
Desmeloïzes	59	7	Isidore Garneau	172.86			172.86
Desmeloïzes	45 Sub. 56	9	Gilles Legault	17.05			17.05

Corporation municipale de La Motte — Municipal Corporation of La Motte

La Motte	P. 27	3	Léopold Desrochers	$ 15.00	$ 60.80		$ 75.80
Malartic	17	10	Joseph Laflamme	33.00			33.00
La Motte	9 et-and P. 8	2 4	Charles-Eugène Langevin	16.00	90.74		106.74
La Motte	45	10	Alexandre Poitras	3.50	7.50		11.00
La Motte	½ N. 31-32	5	Emilio Ross	8.25	34.66		42.91

Commission scolaire de Champneuf — Champneuf School Commission

Lamorandière	60	1	André Deslisle		$184.32		$ 184.32

Commission scolaire de Manneville — School Commission of Manneville

Manneville	57	9	Jean-Marcel Bourgelas		$ 78.34		$ 78.34
Villemontel	8	8	Emilien, Martel		90.73		90.73

Corporation municipale du canton de Privat — Municipal Corporation of the township of Privat

Canton Township	Lot	Rang Range	Propriétaires Property-owners	Taxes Munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Autres Others	Total
Taschereau	415	37	H. P. Gérardin	$ 24.49			$ 24.49
Taschereau	P.S. 670	F	Oliva Guillemette	38.98			38.98

Corporation municipale de la paroisse de Senneterre — Municipal Corporation of the parish of Senneterre

Senneterre	10	9	Jos. Bourgault, succ.-est..	$ 2.62	$ 23.85		$ 26.47
Senneterre	10	9	Jos. Bourgault, succ.-est..	9.20	51.73		60.93
Senneterre	12-13	9	Jos. Bourgault, succ.-est..	23.18	214.67		237.85
Senneterre	12B-13B	8	Jos. Bourgault, succ.-est..	12.86	66.40		79.26

Corporation municipale de Saint-Janvier — Municipal Corporation of Saint-Janvier

Royal-Roussillon	22B-22B						
	23B-23C	10	Alphonse St-Amant	$ 24.65			$ 24.65
Chazel	29-30	1	Albanyl St-Amant	18.05			18.05

Corporation municipale de Mancebourg — Municipal Corporation of Mancebourg

La Reine	56-57	2	Gaston Beaudoin	$ 9.76		$ 2.50	$ 12.26

Commission scolaire de Val-Senneville — School Commission of Val-Senneville

Senneville	22	1	Paul-Emile Girard	$ 72.07			$ 72.07

Commission scolaire de Malartic — School Commission of Malartic

Fournière	22-23	3	Léon Ste-Croix		$ 128.93	$ 11.47	$ 140.40
Fournière	27	3	Mme-Mrs Gérard Archambault		76.65	8.00	84.65
Fournière	N.-O.-W.	4	Roger Ouellet		45.44	5.66	51.10
Fournière	E.	6	Alfred Dion		82.23	14.57	96.80
Fournière	N33-34	7	Sylva Mainville		76.65	8.50	85.15

Corporation municipale de Saint-Marc de Figuery — Municipal Corporation of Saint-Marc de Figuery

Figuery	50 Sub. 13	3	Succ.-Est. Alfred L'Heureux		$ 2.00	$ 14.21	$ 16.21

Commission scolaire de Preissac — School Commission of Preissac

Preissac	58	3	Georges Langevin		$ 40.19		$ 40.19
Preissac	45	6	Jean-Paul Larochelle		35.90		35.90
Preissac	40-41	7	Jean-Paul Larochelle		95.37		95.47
Preissac	N. 30, N. 31, N. 32, N. 33 N. 34	7	Succ.-Est. Paul-Emile Lachance		75.17		75.17
Preissac	P. A	9	Claude Lachance		87.17		87.17

Comprenant un emplacement de 40′ par 75′ borné au sud par la ligne entre les rangs 8 et 9, à l'est par la rivière Kénogévis, à l'ouest par un chemin des rangs 8 et 9.

Comprising an emplacement of 40′ by 75′ bounded on the south by the line between ranges 8 and 9, on the east by the Kénogévis River, on the west by a road of ranges 8 and 9.

Commission scolaire de Preissac (*suite*) — School Commission of Preissac (*continued*)

Canton Township	Lot	Rang Range	Propriétaires Property-owners	Taxes Munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Autres Others	Total
La Pause	57	A	Arthur Dallaire		$ 40.00		$ 40.00
Comprenant un chalet distraction faite du terrain.			Comprising a cottage, withdrawal made of the land.				
Preissac	Bloc E	3	Cadillac Moly Mines Ltd Garanty & Trust du Canada		19,951.22		19,951.22
Comprenant les bâtisses, les terrains et les propriétés.			Comprising the buildings, the grounds and the properties.				
Preissac	Blocs A,B,C	4-5	Preissac Molybdenite Mining Ltd		13,469.40		13,469.40
Comprenant les bâtisses, les terrains et les propriétés.			Comprising the buildings, the grounds and the properties.				

Municipalité du village de Barraute et commission scolaire de Barraute
Municipality of the village of Barraute and School Commission of Barraute

Village de Barraute	9	Bloc 7	Benoit Lagacé	$ 164.80	$ 820.98		$ 985.78
Village de Barraute	12	Bloc 8	Guillemette Otis, Succ.-Estate	147.60	575.15		722.75
Village de Barraute	13-14	Bloc 8	Guillemette, Otis, Succ.-Estate	27.00	135.57		162.57
Distraction faite des bâtisses qui y sont construites.			To withdraw buildings which are erected thereon.				
Village de Barraute	19	Bloc 9	Raymond Plamondon	103.91	319.24		423.15
Village de Barraute	11	Bloc 10	Verrette Noël,	69.33	139.98		209.31

Municipalité de Fiedmont & Barraute et commission scolaire de Barraute
Municipality of Fiedmont & Barraute and School Commission of Barraute

Fiedmont	35 37-2-38-1	8	Joyal, Bruno	$ 10.31	$ 140.34		$ 150.65
Distraction faite des emplacements sur le lot 35 et désignés comme étant 35 A et C appartenant à MM. Adrien Beaulieu et Héliodore Beaudry.			To withdraw the sites on lot 35 and designated as being 35 A and C belonging to Messrs. Adrien Beaulieu and Héliodore Beaudry.				
Fiedmont	24	10	Breton, Albert	4.53	136.40		140.93
Fiedmont	½ S. 33	10	Lessard, Philippe		225.78		225.78
Barraute	23	5	Thibodeau, Henri-Paul	4.30	77.77		82.07
Barraute	26	5	Vinclette, Laurent	10.31	200.97		211.28
Barraute	22	6	Chayer, Joseph		216.04		216.04
Distraction faite d'un emplacement de 100′ par 100′ sis au coin nord-est.			To withdraw a site of 100′ by 100′ situated at the north-eastern corner.				

Commission scolaire de Clericy — School Commission of Clericy

Dufresnoy	54	8	Emile Robin		290.17		$ 290.17

Commission scolaire de Rouyn — School Commission of Rouyn

Dufresnoy	66-67	O.-W.	Omer Manseau		$ 158.91	$ 53.07	$ 211.98
Dufresnoy	13-14	O.-W.	Hector Manning		196.20		196.20
Dufresnoy	1-2-3-106	O.-W.	Ernest Chrétien		207.10	61.18	268.28
Dufresnoy	B-20	O.-W.	Jean-Marc Savard		23.58		23.58
Dufresnoy	12	2 O.-W.	Dominique Rheault		133.09	36.24	169.33

Commission scolaire de Senneterre — School Commission of Senneterre

Pascalis	61 Sub. 8	4	Robert Gingras		$ 49.09	$ 5.84	$ 54.93

Corporation municipale de La Sarre — Municipal Corporation of La Sarre

Canton Township	Lot	Rang Range	Propriétaires Property-owners	Taxes Munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Autres Others	Total
La Sarre	12	4	Victor Charette	$ 18.46	$ 108.19	$ 32.41	$ 159.06
La Sarre	37	4	Léonidas Perreault	255.07	907.17	317.28	1,479.52
La Sarre	E. 18	6	Jules Brisson Succ.-Est	14.16	40.43	13.53	68.12
La Sarre	E. 31	6	Jean-Paul Goudreau	29.86	112.80	27.71	170.37
La Sarre	59	6	Lionel Royer	46.05	13.50	16.93	76.48
La Sarre	S. 9	8	Thomas Grégoire	37.49	29.21	15.23	81.93
La Sarre	S. 14	8	Thomas Grégoire	78.51	131.01	36.70	246.22
La Sarre	35	8	Alfred Marcoux	67.80		21.13	88.93
La Sarre	12	9	Ovide Boily	146.99	541.07	161.00	849.06
La Sarre	14-15	9	Ovide Boily	29.87	53.37	20.42	103.66
La Sarre	31A	10	Hercule Guay	11.48	10.89	4.96	27.33
La Sarre	36	10	Léonidas Perreault	13.68	61.95	25.90	101.53
Clermont	1	1	Louis-Paul Bergeron	17.48	17.67	7.98	43.13
Clermont	5	1	Honoré Charrois	6.40	6.17	1.07	13.64
Clermont	6	1	Georges Lapierre	28.40	54.29	10.59	93.28

Commission scolaire de Sainte-Gertrude — Municipal Corporation of Sainte-Gertrude

Villemontel	45	6	Roland Roy		$ 84.21		$ 84.21
Villemontel	24	6	Hormidas Roy		26.93		26.93
Villemontel	22	6	Hormidas Roy		106.61		106.61
Villemontel	33 et-and 34	5	Lucien Lajoie		113.09		113.09
Villemontel	P. 12	5	Fernand Paquin		41.36		41.36
Comprenant un emplacement situé au coin sud-est.			Comprising an emplacement situated on the southeastern corner.				
Villemontel	P. 11 et-and P. 12	4	Omer Brousseau		23.91		23.91
Désigné comme étant situé au nord de la rivière Carcajou.			Designated as being situated on the north of Carcajou River.				
Villemontel	15	5	Omer Brousseau		65.30		65.30

Commission scolaire de La Corne — School Commission of La Corne

La Corne	11	8	Clément Gaivin		87.33	2.25	$ 89.58

Donné à Amos, ce 2 février 1971.

Le secrétaire,
JEAN-PAUL GARIÉPY.

38670-7-2-o

Given at Amos, February 2, 1971.

JEAN-PAUL GARIÉPY,
Secretary.

38670-7-2-o

Municipalité du comté de Shefford

(*Erratum*)

Veuillez noter qu'une erreur typographique s'est glissée dans l'avis de vente pour taxes publié dans nos éditions du 16 janvier 1971 à la page 435 et du 30 janvier 1971 à la page 1023. Dans la municipalité de Stukely Sud, le nom de Langlois, Rolland aurait dû se lire: Langlois, Pierre P. 274, cadastre de Stukely, montant $259.84.

38738-o

Municipality of the county of Shefford

(*Erratum*)

Take note that a typographical error was found in the notice of sales for taxes published in our Editions of January 16, 1971 on page 435 and January 30, 1971 on page 1023. In the municipality of Stukely South, the name of Langlois, Rolland should have read: "Langlois, Pierre, P. 274, cadastre of Stukely, amount $259.84.

38738

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 460

Québec, le 3 février 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement numéro cinq-un (5-1) de la Commission de Police du Québec modifiant le règlement numéro cinq (5) relatif aux uniformes des corps de police municipaux.

ATTENDU QUE le règlement numéro cinq (5) relatif aux uniformes des corps de police municipaux a été adopté par la Commission de Police du Québec le 19 octobre 1970 et approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'arrêté en conseil numéro 4168, en date du 11 novembre 1970;

ATTENDU QUE ledit règlement est entré en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* le 28 novembre 1970;

ATTENDU QUE la Commission de Police du Québec a jugé opportun de modifier ledit règlement par le règlement numéro cinq-un (5-1) adopté le 14 janvier 1971;

ATTENDU QUE les règlements de la Commission de Police sont subordonnés à l'approbation du lieutenant-Gouverneur en conseil;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de la Justice:

QUE sous l'autorité de l'article 18 de la Loi de Police, le règlement numéro cinq-un (5-1) relatif aux uniformes des corps de police municipaux, dont copie certifiée est annexée, soit approuvé et entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement numéro 5-1

Amendant le règlement numéro 5 relatif aux uniformes corps de police municipaux.

La Commission de Police du Québec, en exécution des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi de Police, décrète ce qui suit:

1° Le règlement numéro 5 adopté par la Commission et approuvé par le lieugenant-gouverneur en conseil le 11 novembre 1970, par arrêté en conseil portant le numéro 4168, est modifié comme suit:

Le sous-paragraphe *b*) du paragraphe B) de l'article 4 relatif au pantalon, est modifié comme suit:

a) en retranchant dans la première ligne, après les mots « liséré bleu » le mot « Québec »;

b) en biffant le dernier alinéa dudit sous-paragraphe *b*) du paragraphe B) de l'article 4, et en le remplaçant par le suivant:

« La couleur du liséré sera conforme à l'échantillon émis par le BNQ. »

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 460

Québec, February 3, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the approval of by-law number five-one (5-1) of the Québec Police Commission amending by-law number five (5) relating to the uniforms of the municipal police forces.

WHEREAS by-law number (5) relating to the uniforms of the municipal police forces was passed by the Québec Police Commission on the 19th of October 1970 and approved by the Lieutenant-Governor in Council under order in council number 4168 dated the 11th of November 1970;

WHEREAS the said by-law came into force on the day of its publication in the *Québec Official Gazette* on the 28th of November 1970;

WHEREAS the Québec Police Commission has deemed expedient to amend the said by-law by by-law number five-one (5-1) passed on the 14th of January 1971;

WHEREAS the by-laws of the Police Commission are subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Justice;

THAT under the authority of section 18 of the Police Act, by-law number five-one (5-1) relating to the uniforms of the municipal police forces, a certified copy of which is annexed hereto, be approved and come into force on the day of its publication in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

By-law number 5-1

Amending by-law number 5 relating to the uniforms of the municipal police forces.

The Québec Police Commission, in the carrying out of the powers conferred upon it by the Police Act, enacts as follows:

1. By-law number 5 passed by the Commission and approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 11th of November 1970, by Order in Council bearing number 4168, is amended as follows.

Subparagraph *b* of paragraph B of article 4 respecting trousers is amended as follows:

(*a*) by striking out the word "Québec before the words " blue strip" in the first line;

(*b*) by striking out the last paragraph of subparagraph (*b*) of paragraph (B) of article 4 and by replacing it by the following".

"The colour of the strip is in accordance with the sample furnished by the BNQ."

2° Le présent règlement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Je soussigné, secrétaire de la Commission de Police du Québec, certifie que le règlement numéro 5-1 ci-haut reproduit a été adopté lors d'une réunion des membres de la Commission de Police du Québec tenue le 14 janvier 1971 et à laquelle il y avait quorum, dont le Président.

ME NORMAND-B. ST-GEORGES,
Secrétaire de la Commission de
38747-o *Police du Québec.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 461

Québec, le 3 février 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement numéro sept (7) de la Commission de Police du Québec relatif aux normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux.

ATTENDU QUE la Commission de Police du Québec peut, par règlement, déterminer les qualités requises pour devenir cadet ou membre de la Sûreté du Québec, cadet ou policier municipal, suivant les dispositions du paragraphe *a)* de l'article 17 de la Loi de Police (chapitre 17 des lois de 1968) modifié par l'article 7 du chapitre 12 des lois de 1970;

ATTENDU QU'il est opportun de préciser les normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux;

ATTENDU QU'un règlement à cette fin a été adopté par la Commission de Police du Québec le 31 décembre 1970;

ATTENDU QUE les règlements de la Commission de Police du Québec sont subordonnés à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de la Justice:

QUE sous l'autorité de l'article 18 de la Loi de Police, le règlement numéro sept (7) relatif aux normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux, dont copie certifiée est annexée, soit approuvé et entre en vigueur le jour de sa publication dont la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

RÉGLEMENT NUMÉRO 7

Relatif aux normes d'embauche des agents et cadets de la Sureté du Québec et des corps de police municipaux.

La Commission de Police du Québec, en exécution des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi de Police, décrète ce qui suit:

1° Le présent règlement est connu sous le nom de « Règlement numéro 7 » relatif aux normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux.

2. This by-law shall come into force on the day of its publication in the *Québec Official Gazette.*

I the undersigned, secretary of the Québec Police Commission certify that the above reproduced by-law number 5-1 was passed at a meeting of the members of the Québec Police Commission held at Québec on the 14th of January 1971, at which meeting there was a govern, including the chairman.

ME NORMAND B. ST-GEORGES,
Secretary of the Québec
38747-o *Police Commission.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 461

Québec, February 3, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the approval of by-law number seven (7) of the Québec Police Commission respecting standards for hiring constables and cadets of the Québec Police Force and of municipal police forces.

WHEREAS the Québec Police Commission, by by-law, may determine the qualifications required for admission as a cadet or member of the Québec Police Force or as a municipal cadet or policeman, in accordance with paragraph *a* of section 17 of the Police Act (chapter 17 of the statutes of 1968), amended by section 7 of chapter 12 of the statutes of 1970);

WHEREAS it is expedient to specify the standards for hiring constables and cadets of the Québec Police Force and the municipal police forces;

WHEREAS a by-law for such purpose was passed by the Québec Police Commission on the 31st of December 1970;

WHEREAS the by-laws of the Québec Police Commission are subject to approval by the Lieutenant-Governor in Council;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT under the authority of section 18 of the Police Act, by-law number séven (7) respecting standards for hiring constables and cadets of the Québec Police Force and of municipal police forces, a certified copy of which is attached hereto, be approved and came into force on the day of its publication in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

BY-LAW NUMBER 7

Respecting standards for hiring constables and cadets of the Québec Police Force and the municipal police forces.

The Québec Police Commission, carrying out the powers conferred upon it by the Police Act, enacts as follows:

1. This by-law is called "by-law number 7" respecting standards for hiring constables and cadets of the Québec Police Force and the municipal police forces.

2° Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

a) Commission:

La Commission de Police du Québec.

b) Agents de la Sûreté du Québec:

Les titulaires des fonctions mentionnées au paragraphe 6 de l'article 33 de la Loi de Police, chapitre 17 des Lois de 1967/68 et des amendements.

c) Agents des Corps de Police municipaux:

Les personnes qui, lors de leur entrée en fonction dans un corps de police municipal, y sont admises en qualité d'agents, constables, ou, à une fonction d'un niveau équivalent.

d) Cadet:

Un cadet de la Sûreté ou un cadet municipal.

e) Sûreté:

Le corps de police constitué en vertu de l'article 28 de la Loi de Police, chap. 17 des Lois de 1967/68 et ses amendements, sous le nom, en français, de « Sûreté du Québec » et, en anglais, de « Québec Police Force ».

f) Corps de Police municipal:

Tout corps de police établi par une ou plusieurs corporations municipales ou par le Conseil d'une communauté urbaine ou régionale.

3° Une personne doit, pour devenir agent ou cadet de la Sûreté ou d'un corps de police municipal:

a) Être de citoyenneté canadienne;

b) Être de bonnes moeurs selon les conclusions d'une enquête qui doit être faite en utilisant la formule prescrite à cette fin par la Commission, en particulier quant aux antécédents familieux, sociaux, financiers et judiciaires du candidat;

c) N'avoir jamais été déclarée coupable ni s'être avouée coupable d'une infraction au Code Criminel sur une poursuite intentée au moyen d'un acte d'accusation, ni s'être avouée coupable à la suite d'une dénonciation pour une infraction au Code Criminel qui, selon la dénonciation, devait être poursuivie au moyen d'un acte d'accusation;

d) Parler, lire et écrire le français ou l'anglais et posséder une connaissance d'usage de l'autre langue;

e) Détenir un certificat d'études complétées avec succès au niveau de la 11e année ou l'équivalent reconnu par le Ministère de l'Éducation;

f) Dans le cas d'un agent, avoir un permis de chauffeur de véhicule-automobile;

g) Fournir un relevé de ses empreintes digitales qui devra être transmis par la municipalité, le corps de police municipal ou la Sûreté, selon le cas, au Commissaire de la Gendarmerie Royale du Canada, pour fins de vérifications et de conservation;

h) Dans le cas d'un agent, être âgé d'au moins 18 ans et 6 mois et ne pas avoir atteint 30 ans;

i) Dans le cas d'un cadet, être âgé d'au moins 17 ans et ne pas avoir atteint 18 ans et 6 mois;

2. In this by-law, unless the context indicates a different meaning, the following expressions and words mean:

(a) Commission:

The Québec Police Commission.

(b) Constables of the Québec Police Force:

The persons holding the positions mentioned in subparagraph 6 of section 33 of the Police Act, chapter 17 of the statutes of 1967/1968 and its amendments.

(c) Constables of Municipal Police Forces:

Those persons who, when entering on their duties in a municipal police force, are admitted thereto as constables or to an equivalent position.

(d) Cadet:

A Police Force Cadet or a municipal cadet.

(e) Police Force:

The police force constituted under section 28 of the Police Act, chapter 17 of the statutes of 1967/68 and amendments, under the name of "Québec Police Force" in English and "Sûreté du Québec" in French.

(f) Municipal Police Force:

Any police force established by one or several municipal corporations or by the Council of an urban or regional community.

3. To become a constable or a cadet of the Police Force or of a municipal police force, a person must:

(a) be a Canadian citizen;

(b) be of good moral character according to the conclusions of an inquiry to be made by using the form prescribed for such purpose by the Commission particularly as regards his family, social, financial and judicial back ground;

(c) Never have been found guilty or pleaded guilty of an offence under the Criminal Code upon prosecution by way of indictment, or have pleaded guilty upon an information for an offence under the Cricminal Code which, according to the information, should be prosecuted by way of indictment;

(d) Speak, read and write either French or English and have a working knowledge of the other language;

(e) Hold a certificate of 11th year studies successfully completed, or the equivalent recognized by the Department of Education;

(f) In the case of a constable, hold an chauffeur's permit to drive a motor vehicle;

(g) Furnish an impression of his fingerprints, which must be sent by the municipality, the municipal police force or the Police Force, as the case may be, to the Commissioner of the Royal Canadian Mounted Police for the purpose of verification and preservation;

(h) In the case of a constable, be at least 18 years and six months old and less than thirty years old;

(i) In the case of a cadet, be at least 17 years old and less than eighteen years and six months old;

j) Subir avec succès les épreuves d'aptitudes et les examens de qualification prescrits par la Commission ou, à défaut, par le corps de police municipal, la municipalité ou la Sûreté, selon le cas.

4° De plus, elle doit avoir subi avec succès un examen médical devant un ou des médecins désignés par la Sûreté du Québec ou, dans le cas d'un policier municipal, par la municipalité ou le conseil de la communauté urbaine ou régionale dont il s'agit, tel examen, complété en utilisant la formule prescrite par la Commission, établissant que le candidat est exempt de toute infirmité ou maladie organique de nature à constituer un empêchement ou une entrave à l'exécution du travail policier, en tenant compte en particulier mais non restrictivement des normes suivantes:

A) *Les yeux et la vision:*

Posséder une acuité visuelle minimum de 20/40 corrigée à 20/20 au moyen de lunette incassables. Les lentilles cornéennes sont une cause de refus.

La vision centrale, la vision périphérique, la notion du relief et la perception des couleurs doivent être normales.

Le fonctionnement de la pupille doit être normal.

Le strabisme ou une affection aïgue de l'oeil doit être traité avant l'acceptation d'un candidat.

B) *Oreilles et ouïe:*

L'ouïe doit être normale.

C) *Poitrine et système respiratoire:*

La mensuration de la poitrine doit être prise directement à la hauteur des mamelons en tenant légèrement serré le galon mesureur. Les mensurations combinées de la poitrine, c'est-à-dire « expiration et inspiration profonde » doivent être d'environ deux pouces entre ces deux actes respiratoires.

D) *Coeur et système cardio-vasculaire:*

La pression artérielle doit se tenir dans un taux normal. La pression systolique ne doit pas être plus de 145 ni moins de 100; la diastolique, pas plus de 95. Le coeur doit être normal, quant à sa forme et à sa position. Tout indice anormal de sa vitesse ou du système de sa force de contraction ou toute augmentation significative d'un murmure doit être notée. Si le pouls a une vitesse chronique de plus de 100 à la minute, après période de repos, c'est une cause de refus. Le coeur doit être exempt de toute affection chronique, malformation ou anomalie congénitales importantes. D'autres conditions vasculaires telles que varices aux membres inférieurs ou varicocèles doivent être corrigées avant l'acceptation d'un candidat.

E) *Système gastro-intestinal:*

Le système gastro-intestinal doit être normal.

F) *Poids et taille:*

Avoir une taille minimum de 5'8" pieds nus, et un poids proportionné à sa taille suivant le tableau ci-bas reproduit:

(*j*) Pass the aptitude tests and qualifying examinations prescribed by the Commission, or, if there be none, by the municipal police force, the municipality or the Police Force, as the case may be.

4. In addition, he must also have successfully undergone a medical examination before one or more physicians selected by the Québec Police Force or, in the case of a municipal policeman, by the municipality or the council of the urban or regional community concerned; such examination, to be completed by using the form prescribed by the Commission, must establish that the candidate does not have any infirmity or organic disease likely to prevent or hinder the performance of police work, taking into account particularly but not restrictively the following standards.

(A) *Eyes and Eyesight:*

Minimum usual acuity must be 20/40, corrected to 20/20 by unbreakable eye-glasses. Corneal lenses constitute grounds for rejection. Central and peripheral vision, and perception of depth and colour, must be normal.

Pupil function must be normal.

Strabism or any acute defect of the eye must be treated before the candidate is accepted.

(B) *Ears and Hearing:*

Hearing must be normal.

(C) *Chest and Respiratory System:*

The chest must be measured at the precise level of the nipples; the measuring tape must be slightly tightened. The difference between the measurement obtained following a deep breath and that obtained following exhalation must be approximately two inches.

(D) *Heart and Cardio-Vascular System:*

Arterial pressure must be normal, Systolic pressure must be not more than 145 or less than 100; diastolic pressure must not exceed 95. Shape and position of the heart must be normal. Any abnormal indication in the rate of beat or in the mechanism governing the strength of contractions, and any significantly increased murmur must be noted. If the pulse has a chronic rate exceeding 100 per minute after a rest period, this constitutes grounds for rejection. The heart must be free of any serious chronic disabilities, malformations or congenital anomalies. Other vascular conditions such as varicose veins of the lower limb or varicoceles must be corrected before the candidate is accepted.

(E) *Gastro-Intestinal System:*

The gastro-intestinal system must be normal.

(F) *Height and Weight:*

Candidates must measure at least 5'8" in bare feet and their weight must be proportionate to their height, according to the following table:

Taille	Minimum	Maximum	Height	Minimum	Maximum
5- 8	140	185	5- 8	140	185
5- 8¼	140	185	5- 8¼	140	185
5- 8½	140	185	5- 8½	140	185
5- 8¾	140	185	5- 8¾	140	185
5- 9	140	185	5- 9	140	185
5- 9¼	140	186	5- 9¼	140	186
5- 9½	141	188	5- 9½	141	188
5- 9¾	141	189	5- 9¾	141	189
5-10	142	190	5-10	142	190
5-10¼	143	192	5-10¼	143	192
5-10½	145	195	5-10½	145	195
5-10¾	146	198	5-10¾	146	198
5-11	147	200	5-11	147	200
5-11¼	148	201	5-11¼	148	201
5-11½	150	203	5-11½	150	203
5-11¾	151	204	5-11¾	151	204
6-	152	205	6-	152	205
6- ¼	153	206	6- ¼	153	206
6- ½	155	208	6- ½	155	208
6- ¾	156	209	6- ¾	156	209
6- 1	157	210	6- 1	157	210
6- 1¼	158	212	6- 1¼	158	212
6- 1½	160	215	6- 1½	160	215
6- 1¾	161	218	6- 1¾	161	218
6- 2	162	220	6- 2	162	220
6- 2¼	164	221	6- 2¼	164	221
6- 2½	166	223	6- 2½	166	223
6- 2¾	168	224	6- 2¾	168	224
6- 3	170	225	6- 3	170	225
6- 3¼	171	226	6- 3¼	171	226
6- 3½	173	228	6- 3½	173	228
6- 3¾	174	229	6- 3¾	174	229
6- 4	175	230	6-4	175	230

G) *Système osseux, colonne vertébrale, extrémités, articulations, les muscles:*

Les systèmes osseux et musculaire doivent être bien développés. Les anomalies ou malformations, l'atrophie ou l'hypertrophie doivent être notées. Certaines amputations ou déviations articulaires et osseuses des systèmes sont des causes de refus. Si celles-ci sont temporaires ou définitives, le médecin examinateur en définira la catégorie.

H) Notamment, les anomalies et malformations suivantes du système ostéo-musculaire et des articulations constituent une cause de refus:

(G) *Dones, Spinal, Column, Extremities, Joints, muscles:*

The bony and musculor systems must be property developted. Note must be taken of anomalies, malformations, a tropy or hypertrophy. Some articular and bony amputations or deviations constitute grounds for rejection. If they are temporary or permanent, the medical examiner will decide as to their category.

(H) In particular, the following anomalies and malformations of the osteo-muscular system and of the joints constitute grounds for rejection:

Extrémintés supérieures:

Les mains doivent être libres de tout vice de conformation, particulièrement le pouce et l'index. Elles doivent être fonctionnelles. Il faut de toute nécessité noter tout:

a) affaiblissement de la poigne, ou de la fonction de la main.

b) affaiblissement ou ablation d'une partie d'une phalange du pouce ou de l'index, raidissement ou difformité.

c) affaiblissement ou amputation de plus de trois phalanges des dix-huit phalanges des autres six doigts.

d) restriction du mouvement ou de la fonction de l'épaule, du coude, poignet, ou les doigts.

e) anomalie évidente de la longueur et de l'étendue des bras.

Extrémités inférieures:

a) Ablation ou affaiblissement du gros, deuxième ou troisième orteil ou de deux orteils sur un pied.

Difformités, anomalies ou impuissances pouvant nuire à la fonction du pied, c'est-à-dire pied bot, manque de fonction totale de la hanche, genou, cheville, pied, inégalité évidente de la longueur et de l'étendue des membres inférieurs. Pieds plats sont refusés, exception faite si la condition est peu sérieuse et que le candidat policier ou le policier soit capable de sauter sur la pointe des pieds sans être incommodé.

Le médecin examinateur exige que le candidat ait une radiographie complète de la colonne vertébrale en position debout.

b) malformation congénitale importante de la colonne vertébrale, région cervicale, lombaire, dorsale, ou sacrée, scoliose, cyphose ou lordose prononcée.

c) affection chronique de la colonne vertébrale.

d) spondyloarthrite ankylosante.

e) affection, maladie ou traumatisme au dos, aux jointures, aux muscles, tels que révélés par examen médicale, ou radiographie.

f) limitation du mouvement articulaire ou de la fonction musculo-articulaire.

g) opération des os, jointures ou de l'épine dorsale limitant de façon importante la fonction ou le mouvement.

I) *Système nerveux:*

Le médecin examinateur analyse l'anamnèse de toute affection, crises nerveuses, syncope, diplopie, difficultés intestinales ou urinaires, régularité ou intermittence des symptômes observés ou décrits par le sujet.

Le médecin examinateur fait de plus les tests suivants:

a) tests des fonctions cérébrales, recherche de l'agnosie, de l'apraxie, de l'aphasie.

b) tests des nerfs crâniens, recherche de trouble du nerf olfactif, valeur du nerf optique, du trijumeau, du nerf facial, nerf acoustique, du nerf vague, nerf hypoglosse, glosso-pharygien.

c) tests des fonctions cérébrales, car le cervelet est le centre régulateur de l'équilibration et de la coordination.

Upper Limb:

The hands, and in particular the thumb and forefinger, be free of any structural defect. They must be functional. It is imperative that each of the following be noted:

(*a*) any weakness of grip or of hand function;

(*b*) Any weakness, excision, stiffering or deformity of part of a phalanx of the thumb or forefinger;

(*c*) any weakness or amputation of more than three of the eighteen phalanges of the six other fingers.

(*d*) any restriction of movement or function in the shoulder, elbow, wrist or fingers.

(*e*) any obvious anomaly in the length or reach of the arms.

Lower limb:

(*a*) Any excision or weakness in the big toe, or in the second or third toe, or in any two toes of the some foot.

Any deformities, anomalies or weaknesses which might linder foot function, namely clubfoot, total lack of hip, knee ankle or foot function, obvious disparity in length and reach between the lower limbs. Persons with flat feet are rejected, unless the condition is not very serious and the police candidate or policeman is able to jumps on tiptoes without inconvenience.

The examining physician requires that the candidate undergo a complete radiography of the spinal column in a standing position.

(*b*) any serious congenital malformation of the cervical, lumbar, dorsal or sacral region of the spinal column; any pronounced scoliosis, kyphosis or lordosis.

(*c*) any chronic ailment of the spinal column.;

(*d*) spondylarthritis ankylopoietica;

(*e*) disease, illness or trauma of the back, joints or muscles, as revealed by medical examination or by radiography;

(*f*) limitation of articular movements or of musculo-articular function.

(*g*) operation of the bones, joints or spinal column seriously restricting functions or movement.

(I) *Nervous system:*

The examining physician analyses the an amnesis of every disease, nervous attack, fainting spell, incident of double vision, intestinal or urinary trouble, and the regularity or intermittance of symptoms observed or described by the subject.

In addition, the examining physician performs the following:

(*a*) tests of brain function; examination for agnosia, apraxia and aphasia.

(*b*) tests of the cranial nerves, examination for disorders of the olfactory nerve, valuation of the optic, trigeminal, facial, acoustic, vagus, hypoglossal and glosso pharyngeal nerves.

(*c*) tests of brain function, since the cerebellum is the regulating centre of balance and coordination.

d) tests de voies motrices, condition des muscles, des reflexes, forces musculaires.

e) test des reflexes principaux, tests de Babinski, l'Oppenheim ou le Gordon.

f) test des voies sensitives, évaluer le sens tactile.

Les facteurs suivants sont causes de refus:

a) alcoolisme ou habitude des drogues.

b) épilepsie.

c) détention dans un hôpital pour aliénés mentaux.

d) histoire de psychose personnelle.

e) condition névrotique, psychonévrose, instabilité émotionnelle, névrose de la personnalité.

f) céphalée fréquente, étourdissement, vertiges.

g) tics, tremblements fréquents.

J) *Peau:*

Toute anomalie donnant une déformation faciale importante constitue une cause de refus.

K) *Examen des urines et du sang:*

Toute glucosurie doit être évaluée avant de décider de l'admission ou du refus du candidat.

L) *Radiographie:*

Les radiographies suivantes doivent être prises au cours de l'examen médical.

a) Radiographie pulmonaire.

b) Radiographie de la colonne vertébrale.

M) Le médecin examinateur devra évaluer l'état du candidat suivant l'une des catégories ci-bas mentionnées:

a) apte à être policier.

b) apte à être policier sous condition de correction d'un défaut organique que le médecin examinateur précisera.

S'il s'écoule plus de 6 mois entre la première évaluation et la correction des défauts notés par le médecin examinateur, le candidat devra subir un nouvel examen complet.

c) inapte à être policier.

5° De plus, comme condition d'admission d'un nouvel agent dans la Sûreté ou dans un corps de police municipal, la Sûreté ou le corps de police municipal ou la municipalité, selon le cas, doit, dans un délai de 15 jours de son embauchage, inscrire ce nouvel agent à l'Institut de Police du Québec ou à une École approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, selon l'article 78 de la Loi de Police, où il devra suivre le cours de formation policière aussitôt qu'il pourra y être admis, et le compléter avec succès. Tous frais exigibles par l'Institut de Police ou une École reconnue comme susdit et le salaire de l'agent pendant la période des cours, sont à la charge de la Sûreté ou de la municipalité, selon le cas.

6° De plus, comme condition d'admission d'un nouveau cadet dans la Sûreté ou dans un corps de police municipal, la Sûreté ou le corps de police municipal ou la municipalité, selon le cas, doit, dans un délai de 15 jours de son embauchage, inscrire ce nouveau cadet à l'Institut de Police du Québec ou à une École approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, selon l'article 78 de la Loi de Police, où il devra suivre les cours particuliers dispensés à l'intention des cadets

(*d*) tests of the motor nerve, muscle tone, reflexes and muscle strength;

(*e*) tests of the principal reflexes; Babinski, Oppenheim or Gordon test;

(*f*) tests of senses, evaluation of tactile sense.

The following constitute grounds for rejection:

(*a*) alcoholism or habitual use of drugs;

(*b*) epilepsy;

(*c*) detention in a hospital for the mentally ill;

(*d*) history of personal psychosis;

(*e*) neurotic condition; psychoneurosis, emotional instability, personality neurosis.

(*f*) frequent headaches, dizziness, vertigo;

(*b*) tics, frequent tremors.

(J) *Skin:*

Any anomaly causing a serious facial deformation constitutes a ground for rejection.

(K) *Urinalysis and blood tests:*

Any glucosuria must be evaluated prior to the decision to admit or reject the candidate.

(L) *Radiography:*

The following radiographies must be taken during the medical examination:

(*a*) Pulmonary radiography;

(*b*) Radiography of the spinal column.

(M) The examining physician must evaluate the candidate's condition and place him in one of the following categories:

(*a*) qualified to be a policeman;

(*b*) qualified to be a policeman subject to the correction of an organic defect specified by the examining physician.

If more than six months pass between the first evaluation and the correction of the defects noted by the examining physician the candidate must undergo a complete new examination.

(*c*) not qualified to be a policeman.

5. Moreower, as a condition for admission of a new constable to the Police Force or to a municipal police force, the Police Force, the municipal police force or the municipality, as the case may be, must, within a delay of fifteen days from the hiring of the new constable, enroll him in the Québec Police Institute or in a school approved by the Lieutenant-Governor in Council, in accordance with section 78 of the Police Act, where he must follow the police training course as soon as he may be admitted thereto, and successfully complete it. All fees exigible by the Police Institute or by a school recognized as above provided, and the constable's salary during the course, are borne by the Police Force or the municipality, as the case may be.

6. In addition, as a condition for the admission of a new cadet to the Police Force or to a municipal police force, the Police Force, the municipal police force or the municipality, as the case may be, must, within a delay of fifteen days from the hiring of such new cadet, enroll him in the Québec Police Institute or in a school approved by the Lieutenant-Governor in Council in accordance with section 78 of the Police Act, where he must follow the special courses given to cadets as soon

aussitôt qu'il pourra y être admis, et les compléter avec succès. Tous frais exigibles par l'Institut de Police ou une École reconnue comme susdit et le salaire du cadet pendant la période des cours, sont à la charge de la Sûreté ou de la municipalité, selon le cas.

7° Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

JE soussigné, secrétaire de la Commission de Police du Québec, certifie que le règlement numéro 8 ci-haut reproduit a été adopté lors d'une réunion des membres de la Commission de Police du Québec tenue le 31 décembre 1970 et à laquelle il y avait quorum, dont le président.

Le secrétaire de la Commission de Police du Québec,
38747-o ME NORMAND-B. ST-GEORGES.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1752

Québec, le 15 avril 1970.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'institution d'un « Bureau d'aménagement et de gestion du complexe scientifique de Sainte-Foy » rattaché à l'Office de planification et de développement du Québec.

ATTENDU QUE la recherche scientifique et notamment la recherche appliquée sont des facteurs déterminants du développement économique et social;

ATTENDU QUE les divers agents, publics ou privés, du développement économique et social ont intérêt à conjuguer chaque fois que la chose est possible leurs efforts de recherche;

ATTENDU QUE le regroupement dans un même complexe polyvalent est de nature à assurer une plus grande rentabilité aux ressources humaines et matérielles affectées à la recherche;

ATTENDU QU'il y a lieu de constituer un complexe scientifique à Sainte-Foy où seront regroupés les laboratoires gouvernementaux, l'Institut national de la Recherche scientifique, les Centres de recherche industrielle et tous autres laboratoires publics ou privés qui pourraient être désireux de s'y installer;

ATTENDU QUE l'aménagement et la gestion d'un tel complexe requièrent la mise en place d'un organisme approprié;

ATTENDU QUE cet organisme devra procéder dans l'exécution de son mandat selon des règles administratives qui respectent à la fois la nécessité d'un contrôle des revenus et des dépenses conformes à la législation en vigueur dans le secteur public et l'autonomie essentielle à la créativité propre à la recherche;

ATTENDU QUE la Loi de l'Office de planification et de développement du Québec permet au lieutenant-gouverneur en conseil de confier à l'Office la direction et l'exécution de tous plans, programmes ou projets de développement économique et social, ainsi que l'administration des fonds requis à cette fin selon les modalités qu'il détermine;

as he may be admitted thereto and successfully complete them. All fees exigible by the Police Institute or by a school recognized as above provided, and the cadet's salary during the period of the courses, are borne by the Police Force or by the municipality, as the case may be.

7. This by-law shall come into force on the day of its publication in the *Québec Official Gazette.*

I, the undersigned secretary of the Québec Police Commission certify that the above by-law number 7 was passed at a meeting of the members of the Québec Police Commission, held on the 31st of December, 1970, at which a quorum, including the president, was present.

ME NORMAND-B. ST-GEORGES,
38747-o *Secretary of the Québec Police Commission.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1752

Québec, April 15, 1970.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the establishment of a "Development and Management Office for the Ste-Foy Scientific Complex" attached to the Québec Planning and Development Bureau.

WHEREAS scientific research and particularly applied research are determining factors in economic and social development;

WHEREAS it is in the interest of the various public or private agents engaged in economic and social development to combine their efforts in research whenever possible;

WHEREAS a regrouping in a single comprehensive complex is likely to assure greater profitability in respect of human and material resources assigned to research;

WHEREAS it is expedient to establish a scientific complex in Ste-Foy to regroup government laboratories, the National Scientific Research Institute, industrial research centers and any other public or private laboratories which may wish to locate there;

WHEREAS the development and management of such a complex requires that a suitable body be set up;

WHEREAS such body must perform its duties according to administrative rules which comply with the need for control over income and expenditures in conformity with the legislation in force in the public sector, and the autonomy vital to the creativity peculiar to research;

WHEREAS the Québec Planning and Development Bureau Act enables the Lieutenant-Governor in Council to entrust such Bureau with the direction and carrying out of all plans, programs or projects for economic and social development and the administration of the funds required for such purpose according to such terms and conditions as he determines;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre responsable de l'Office de planification et de développement:

A) *Compétence de l'Office de planification et de développement:*

1. QUE l'aménagement et la gestion du complexe scientifique de Sainte-Foy soient confiés à la responsabilité de l'Office de planification et de développement du Québec, agissant en son propre nom en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi.

B) *Bureau d'aménagement et de gestion du complexe scientifique:*

2. QU'en vertu de l'article 10 de la Loi de l'Office de planification et de développement du Québec, soit constitué un Bureau d'aménagement et de gestion du complexe scientifique.

3. QUE ledit Bureau soit composé des personnes suivantes:

a) le directeur du Bureau;

b) le directeur du Centre de recherche industrielle du Québec;

c) le directeur de l'Institut national de la Recherche scientifique;

d) le directeur du Centre de recherches minérales du ministère des Richesses naturelles;

e) le sous-ministre des Travaux publics ou une personne qu'il désigne.

Les membres du Bureau, nommés en vertu des dispositions qui précèdent pourront, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, s'adjoindre d'autres personnes, désignées par les usagers du complexe scientifique, pour compléter, le cas échéant, la composition du Bureau.

4. QUE le directeur du Bureau soit nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation de l'Office de planification et de développement du Québec.

5. QUE pour la période se terminant le 31 mars 1971, le directeur de l'INRS agisse comme directeur du Bureau.

6. QUE le Bureau ait pour responsabilité générale de préparer les décisions nécessaires à l'exécution du mandat de l'Office de planification et de développement du Québec relatif à l'aménagement et à la gestion du complexe scientifique.

Le Bureau doit, en particulier:

a) préparer le plan d'aménagement du complexe scientifique, les programmes de construction et les budgets d'investissement;

b) prévoir l'allocation des espaces à l'intérieur des édifices;

c) définir les règles et procédures relatives à la gestion des immeubles et des services connexes (centrale thermique, centrale électrique, déneigement, stationnement, cafétéria, etc.);

d) identifier les services communs à caractère scientifique (informatique, bibliothèque, documentation, etc.) et recommander, le cas échéant, d'en confier la responsabilité aux organismes compétents;

e) promouvoir la coordination des activités d'analyse, de contrôle, de recherche scientifique et de recherche industrielle exécutées à l'intérieur du complexe scientifique;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister responsible for he Planning and Development Bureau:

(A) *Jurisdiction of the Planning and Development Bureau:*

1. THAT the development and management of the Ste-Foy scientific complex be entrusted to the Québec Planning and Development Bureau acting in its own name under the powers conferred upon it by law.

(B) *Development and management Office for the scientific complex:*

2. THAT a Planning and Management Office for the Scientific Center be constituted under section 10 of the Québec Planning and Development Bureau.

3. THAT the said Office consist of the followings persons:

(*a*) the manager of the Office;

(*b*) the manager of the *Centre de recherche industrielle du Québec;*

(*c*) the manager of the National Institute for Scientific Research;

(*d*) the manager of the Mineral Research Center of the Department of Natural Resources;

(*e*) the Deputy Minister of Public Works or a person designated by him.

The members of the Office appointed under the above provisions, may, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, engage other persons designated by those using the scientific complex, to complete the staff of such office, if need be.

4. THAT the manager of the Office be appointed by the Lieutenant-Governor in Council upon the recommendation of the Québec Planning and Development Bureau.

5. THAT for the period ending on the 31st of March 1971 the Manager of the NISR act as the manager of the office.

6. THAT the Office be responsible generally for the preparation of decisions necessary for the performance of the duties of the Québec Planning and Development Bureau respecting the development and management of the scientific complex.

The office must, in particular:

(*a*) prepare the development plan for the scientific complex, and building programs and investment budgets;

(*b*) provide for allocation of space within the buildings;

(*c*) define the rules and procedures relating to the management of the immoveable property and related services central heating station, power-house, snow removal, parking, cafeteria, etc.;

(*d*) determine the joint scientific services (data-processing, library, documentation, etc.) and, if necessary, recommend that responsibility therefor be entrusted to the compelent bodies;

(*e*) promote the co-ordination of activities respecting analysis, control, and scientific and industrial research carried out within the scientific complex;

f) promouvoir la mobilité du personnel et des informations scientifiques entre les divers organismes usagers du complexe scientifique;

g) fixer les loyers, frais de services, quote-parts et toutes autres cotisations à être versés annuellement par les organismes usagers du complexe scientifique;

h) préparer un budget annuel de fonctionnement et surveiller l'utilisation des sommes versées au fonds de développement du complexe scientifique;

i) approuver le rapport annuel que transmet le directeur du Bureau en conformité avec les dispositions de l'article 15 ci-dessous.

C) *Comité scientifique:*

7. QUE le Bureau constitue, aux fins de le conseiller dans l'exercice de ses responsabilités, un comité scientifique dont il nomme les membres parmi le personnel des organismes usagers du complexe scientifique.

D) *Fonds d'administration du complexe scientifique:*

8. QUE soit créé, en vertu du paragraphe *i*) de l'article 3 de la Loi de l'Office de planification et de développement du Québec et sous sa responsabilité un « Fonds d'administration du complexe scientifique » constitué des loyers, frais, quote-part et autres cotisations versés par les oganismes usagers du complexe scientifique et à même les sommes votées annuellement par l'Assemblée nationale.

9. QUE les sommes votées annuellement par l'Assemblée nationale au Fonds d'administration du complexe scientifique fassent l'objet d'un article distinct du budget de l'Office de planification et de développement du Québec.

10. QUE les prévisions annuelles de revenus et dépenses du Fonds d'administration du complexe scientifique soient transmises au ministre des Finances à la date qu'il détermine.

11. QUE le directeur du Bureau soit autorisé, aux conditions déterminées par résolution de l'Office de planification et de développement du Québec en vertu du paragraphe 2.2 de ses règlements, à signer tout contrat et document relatif à l'aménagement et à la gestion du complexe scientifique.

12. QUE l'administration du Fonds d'administration du complexe scientifique soit confiée au directeur du Bureau qui agit selon les dispositions déterminées par l'Office de planification et de développement du Québec pour la conduite de ses affaires bancaires.

13. QUE le directeur du Bureau transmette au directeur général de l'Office de planification et de développement du Québec, au plus tard le premier juillet de chaque année, le rapport d'activité du Bureau y compris un compte détaillé des revenus et dépenses du complexe scientifique pour l'exercice se terminant le 31 mars précédent. Ce rapport fait partie de celui de l'Office de planification et de développement du Québec.

E) *Construction des édifices et propriété des immeubles:*

14. Les édifices requis pour l'aménagement du complexe scientifique sont construits sous l'autorité du ministre des Travaux publics.

(*f*) promote mobility of personnel and exchange of scientific information between the various bodies using the scientific complex;

(*g*) fix the rentals, service costs, contributions and all other assessments to be paid each year by the bodies using the scientific complex;

(*h*) prepare an annual operating budget and supervise the use of the sums paid into the Scientific Complex Development Fund;

(*i*) approve the annual report sent by the manager of the Office in accordance with article 15.

(C) *Scientific Committee:*

7. THAT the Office constitute a scientific committee to advise it in the performance of its duties; the members of such committee shall be appointed from among the staff of the bodies using the scientific complex.

(D) *Scientific Complex Administrative Fund:*

8. THAT under paragraph (*i*) of section 3 of the Québec Planning and Development Bureau Act and the authority of the bureau a "Scientific Complex Administrative Fund" be constituted out of the rentals, costs, contributions and other assessments paid by the bodies using the scientific complex and out of the sums voted each year by the National Assembly.

9. THAT the sums voted each year by the National Assembly for the "Scientific Complex Administrative Fund" be the object of a separate item in the budget of the Québec Planning and Development Bureau.

10. THAT the annual estimates of revenue and expenditures of the "Scientific Complex Administrative Fund" be sent to the Minister of Finance on such date as he determines.

11. THAT the manager of the Office be authorized, upon the conditions determined by resolution of the Québec Planning and Development Bureau under paragraph 2.2 of its regulations, to sign any contrat respecting the development and management of the scientific complex.

12. THAT the administration of the Scientific Complex Administrative Fund be entrusted to the manager of the Office who shall act in accordance with the provisions determined by the Québec Planning and Development Bureau in the management of its banking business.

13. THAT not later than the 1st of July each year the manager of the Office send to the General Manager of the Québec Planning and Development Bureau the report on the activities of the Office including a detailed statement of the income and expenditures of the scientific complex for the fiscal year ending on the preceding 31st of March. Such report shall form part of that of the Québec Planning and Development Bureau.

(E) *Construction of buildings and ownership of immoveables:*

14. The buildings required for the development of the scientific complex shall be constructed under the authority of the Minister of Public Works.

15. La propriété des immeubles du complexe scientifique devient celle de l'Office de planification et de développement du Québec à compter de la date et selon les procédures que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre des Travaux publics.

F) *Immobilisations pour fins de recherche des ministères ou organismes du gouvernement:*

16. Le Bureau doit, à la demande du ministre des Travaux publics ou du Conseil de la Trésorie, lui donner son avis sur tout projet d'immobilisation pour fins de recherche soumis par un ministère ou organisme du gouvernement du Québec.

Le greffier du Conseil exécutif,
38773-o JULIEN CHOUINARD.

15. The ownership of the immoveables of the scientific complex is vested in the Québec Planning and Development Bureau from the date and according to the procedures that the Lieutenant-Governor in Council determines upon the recommendation of the Minister of Public Works.

(F) *Capital Expenditures for purposes of research by Government Departments or Bodies:*

16. Upon the request of the Minister of Public Works or of the Treasury Board, the Office shall advise him or it on any proposed capital expenditures for research purposes submitted by any department or body of the Government of the Province of Québec.

JULIEN CHOUINARD,
38773-o *Clerk of the Executive Council.*

Bills — Assemblée nationale

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés chez le secrétaire de la commission des bills privés avant le 2 février 1971 et présentés avant le 16 mars 1971, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 5 mars 1971 et reçues avant le 10 mars 1971, et les rapport de commissions élues chargées de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 30 mars 1971.

Québec, le 21 janvier 1971.

Le secrétaire,
38360-5-4-o RENÉ BLONDIN.

Bills — National Assembly

Concerning private bills to be introduced during the coming session.

In accordance with Standing Orders, private bills must be deposited with the Secretary of the Private Bills Committee before February 2, 1971, and introduced before March 16, 1971; petitions for private bills must be presented before March 5, 1971 and received before March 10, 1971, and reports from select committees entrusted with the examination of private bills must be received before March 30, 1971.

Québec, January 21, 1971.

RENÉ BLONDIN,
38360-5-4-o *Secretary.*

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Paroisse de La Pointe aux Trembles

Cadastre officiel de la paroisse de la Pointe aux Trembles, municipalité de la cité de Pointe aux Trembles, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que la partie restante du lot 175-509-7, des lots 175-150, 175-151, 175-183, 175-508 et une partie des lots 175-184 et 175-509 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1 février 1971.

Le sous-ministre,
38783-o FERNAND BOUTIN.

Ville de Lévis — Quartier Lauzon

Cadastre officiel de la ville de Lévis, quartier Lauzon, municipalité de la ville de Lévis, quartier Lauzon, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que le lot 282-2 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 janvier 1971.

Le sous-ministre,
38783-o FERNAND BOUTIN.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Parish of La Pointe aux Trembles

Official cadastre of the parish of La Pointe aux Trembles, municipality of the city of La Pointe aux Trembles, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that a remaining part of lot 175-509-7, that lots 175-150, 175-151, 175-183, 175-508 and a part of lots 175-184 and 175-509 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, February 1, 1971.

FERNAND BOUTIN,
38783-o *Deputy Minister.*

Town of Lévis — Ward Lauzon

Official cadastre of the town of Lévis, ward Lauzon, municipality of the town of Lévis, ward Lauzon, registration division of Lévis.

Notice is hereby given that lots 282-2 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, January 26, 1971.

FERNAND BOUTIN.
38783-o *Deputy Minister.*

Canton Lussier

Cadastre officiel du canton Lussier, municipalité de St-Donat*, division d'enregistrement de Montcalm.

Avis est par la présente donné que les lots 54-1-1, 54-1-2, 54-1-3 du Rang V sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 janvier 1971.

Le sous-ministre,
38783-o FERNAND BOUTIN.

Canton de Rouyn

Cadastre officiel du canton de Rouyn, division d'enregistrement de Rouyn-Noranda.

Avis est par la présente donné que les lots 63 à 68 du Rang V sont ajoutés et les blocs 67 à 70 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 janvier 1971.

Le sous-ministre,
38783-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Famille de Boucherville

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Famille de Boucherville, municipalité de la ville de Boucherville, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que la partie restante des lots 68-99 et 69-134 sont annulées en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er février 1971.

Le sous-ministre,
38783-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Flore

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Flore, municipalité de la cité de Shawinigan, division d'enregistrement de Shawinigan.

Avis est par la présente donné que le lot 626-65 et qu'une partie des lots 626-62 et 626-64 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 novembre 1970.

Le sous-ministre,
38783-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Joseph des Cèdres

Cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph des Cèdres, municipalité de la paroisse de St-Joseph de Soulanges, division d'enregistrement de Soulanges.

Avis est par la présente donné que les lots 136-7 à 136-12 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 janvier 1971.

Le sous-ministre,
38783-o FERNAND BOUTIN.

Township Lussier

Official cadastre of township of Lussier, municipality of St-Donat*, registration division of Montcalm.

Notice is hereby given that lots 54-1-1, 54-1-2, 54-1-3 of Range V are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, January 28, 1971.

FERNAND BOUTIN,
38783-o *Deputy Minister.*

Township of Rouyn

Official cadastre of township of Rouyn, registration division of Rouyn-Noranda.

Notice is hereby given that lots 63 to 68 of Range V are added and that blocks 67 to 70 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, January 22, 1971.

FERNAND BOUTIN,
38783-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Famille de Boucherville

Official cadastre of the parish of Ste-Famille of Boucherville, municipality of the town of Boucherville, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that a remaining part of lots 68-99 and 69-134 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, February 1, 1971.

FERNAND BOUTIN,
38783-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Flore

Official cadastre of the parish of Ste-Flore, municipality of the city of Shawinigan, registration division of Shawinigan.

Notice is hereby given that lot 626-65 and a part of lots 626-62 and 626-64 are cancelled in virtue of Article 2174 of the Civil Code.

Québec, November 26, 1970.

FERNAND BOUTIN,
38783-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Joseph des Cèdres

Official cadastre of the parish of St-Joseph des Cèdres, municipality of the parish of St-Joseph de Soulanges, registration division of Soulanges.

Notice is hereby given that lots 136-7 to 136-12 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, January 29, 1971.

FERNAND BOUTIN,
38783-o *Deputy Minister.*

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

Avis d'abrogation de constitution et règlements

Métal en feuille

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.Q. 1964, modifiée par le chapitre 49, S.Q. 1969), que la constitution et les règlements du Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 988-B du 2 octobre 1958, ont été abrogés par l'arrêté en conseil numéro 600 du 10 février 1971.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 20 février 1971. 38746-o

Avis de modification

Industrie de la chemise — Province de Québec

L'honorable Jean Cournoyer, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret no 1204 du 17 juin 1964 et amendements, relatif à l'Industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la province de Québec, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret:

1° Le paragraphe suivant sera ajouté à l'article 3.01 a):

« À compter du 1er janvier 1973, la semaine normale de travail sera de trente-sept heures et demie (37½), réparties selon l'horaire qui suit:

Du lundi au vendredi, de 8 h du matin à midi, de 1 h de l'après-midi à 4 h 30 de l'après-midi.

Tout salarié devra recevoir un montant équivalent à 1.4% de son salaire total en raison de la réduction de la semaine de travail de 38 heures à 37½ heures. »

2° L'article 3.05 sera modifié en y substituant le chiffre quatre (4) au chiffre trois (3).

3° L'article 3.06 *d*) sera abrogé et ses alinéas *e*), *f*) et *g*) deviendront respectivement *d*), *e*) et *f*).

4° L'article 4 sera remplacé par le suivant:

« Article 4. *Travail supplémentaire:* Si un employeur fait travailler un salarié en dehors des heures normales mentionnées aux articles 3.01 et 3.03 ou en dehors des heures normales de sa propre équipe, il doit verser audit salarié ses gains actuels majorés de 50%, s'il travaille sur une base de temps et ses gains actuels majorés de 50% de ses gains horaires moyens, s'il travaille à la pièce. »

Department of Labour and Manpower

Notice of Abrogation of Constitution and Regulations

Sheet Metal

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (S.Q. 1964, chapter 143, amended by S.Q. 1969, chapter 49), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the constitution and regulations of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabrication Industry, approved by Order in Council number 988-B of October 2, 1958, have been abrogated by Order in Council number 600 of February 10, 1971.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, February 20, 1971. 38746-o

Notice of Amendment

Shirt Industry — Province of Québec

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Men's and Boy's Shirt Industry in the Province of Québec, rendered obligatory by Decree number 1204 of June 17, 1964 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree:

1. The following paragraph will be added at the end of article 3.01 (*a*):

"From January 1st, 1973, the standard working week shall consist of thirty-seven and one-half (37½) hours scheduled as follows:

Monday through Friday, from 8:00 a.m. to noon, and from 1:00 p.m. to 4:30 p.m.

Every employee shall receive an amount equivalent to 1.4% of his total wages on account of the reduction of the working week from 38 hours to 37½ hours."

2. Article 3.05 will be amended by replacing the figure "three (3)" by the figure "four (4)".

3. Article 3.06 (*d*) will be deleted and paragraphs (*e*), (*f*) and (*g*) thereof will become paragraphs (*d*), (*e*) and (*f*).

4. Article 4 will be replaced by the following:

"Article 4. *Overtime:* Should an employer have work done by an employee over and above the standard hours outlined in articles 3.01 and 3.03, or over and above the regular hours of his shift, he shall pay the said employee his actual earnings plus one half (½) if the said employee works on a time basis or his actual earnings plus one half of his average hourly earnings if the said employee works on a piecework basis."

5° Le nouveau paragraphe suivant sera ajouté après l'article 5.03:

« 5.04 Le terme « plieur » désigne celui qui fait le pliage en partie ou en entier de tous vêtements compris dans le champ d'application du décret. »

6° Les articles numérotés 5.04, 5.05, 5.06, 5.07, 5.08, 5.09, 5.10, 5.11 et 5.12 seront respectivement numérotés 5.05, 5.06, 5.07, 5.08, 5.09, 5.10, 5.11, 5.12 et 5.13.

7° L'article 6.03 sera remplacé par le suivant:

« 6.03 Dans le présent décret, les mots « gains normaux » signifient, dans le cas des salariés employés sur une base de temps ou qui ne rencontrent pas les exigences de l'article 7.06 en vertu de quelque système que ce soit, les taux de salaires payés ou dus aux salariés, plus tous les rajustements et augmentations dus en vertu d'ententes entre le salarié et l'employeur ou autrement, même s'ils sont supérieurs aux taux minimaux prévus à l'échelle des salaires fixée, mais ne comprennent pas les montants additionnels mentionnés à l'article 7.05 ni le montant mentionné à l'article 8. Dans le cas des salariés à la pièce, ces mots signifient les salaires gagnés à la pièce suivant le système de l'employeur plus tous les rajustements et augmentations dus en vertu d'ententes entre le salarié et l'employeur ou autrement mais ne comprennent gs les montants additionnels mentionnés au paragraphe 7.05 ni le montant mentionné à l'article 8. »

8° Les nouveaux articles 6.04 et 6.05 suivants seront ajoutés après l'article 6.03:

« 6.04 *Gains actuels:* Les mots « gains actuels » signifient les gains normaux plus les montants additionnels prévus à l'article 7.05. »

« 6.05 *Gains horaires moyens:* Les mots « gains horaires moyens » signifient le résultat obtenu en divisant le montant des gains actuels de chaque salarié par le nombre d'heures travaillées (heures normales et heures supplémentaires) durant les périodes de trois (3) mois déterminées ci-après. Pour déterminer les gains horaires moyens, il faut toutefois exclure la majoration payée pour les heures supplémentaires. Cette moyenne est établie tous les trois (3) mois en commençant le 1er janvier de chaque année. Chaque employeur doit fournir les listes des gains horaires moyens au Comité paritaire au plus tard le 31 janvier pour les mois d'octobre, novembre et décembre précédents, le 30 avril pour les mois de janvier, février et mars précédents, le 31 juillet pour les mois d'avril, mai et juin précédents et le 31 octobre pour les mois de juillet, août et septembre précédents. L'employeur doit demander au Comité paritaire les formules nécessaires et prescrites. »

9° L'article 7 du décret sera remplacé par le suivant:

« *Article 7. Salaires:*

7.01 Sous réserve des dispositions qui suivent, les taux horaires minimaux pour le travail exécuté pendant la journée ou la semaine normale doivent être ceux qui sont indiqués ci-dessous pour les salariés qui exercent les emplois énumérés ci-après, dans leur zone respective.

Tous les taux de salaires horaires sont réputés être des taux de salaires minimaux garantis à chaque salarié

5. The following new paragraph will be added after article 5.03:

"5.04 The term "folder" applies to those actually performing the work of folding garments, in part or in whole, falling within the present jurisdiction."

6. Articles numbered 5.04, 5.05, 5.06, 5.07, 5.08, 5.09, 5.10, 5.11 and 5.12 will respectively numbered 5.05, 5.06, 5.07, 5.08, 5.09, 5.10, 5.11, 5.12 and 5.13.

7. Article 6.03 will be replaced by the following:

"6.03 In this decree, the words "regular earnings" mean, in the case of employees hired on a time basis or who do not meet the requirements of article 7.06 in any system of pay whatsoever, wage rates paid or due to an employee plus all adjustments and increases agreed between employer and employee or otherwise, even if such rates are higher than those stipulated in the scale of minimum hourly rates, with the exception of the additional amounts mentioned in article 7.05 and the amount mentioned in article 8. In the case of employees paid on a piece-work basis, these words mean the wages earned under their employer's piece-work system plus all adjustments and increases agreed between employer and employee or otherwise, with the exception of the additional amounts mentioned in article 7.05 and the amount mentioned in article 8."

8. The following new articles 6.04 and 6.05 will be added after article 6.03:

"6.04 *Actual earnings:* The words "actual earnings" mean regular earnings plus all additional amounts provided for in article 7.05."

"6.05 *Average hourly earnings:* The words "average hourly earnings" mean the result obtained by dividing the actual earnings of each employee by the actual hours worked (regular and overtime) during the preceding three (3) months as determined hereinafter. In this process, the overtime premium shall be excluded. This average is established every three (3) months beginning January 1st of each year. Every employer must supply lists of the average hourly earnings to the Parity Committee no later than January 31st for the preceding October, November and December; no later than April 30th for the preceding January, February and March; no later than July 31st for the preceding April, May and June and no later than October 31st for the preceding July, August and September. The employer shall ask the Parity Committee the required prescribed standard forms."

9. Article 7 of the decree will be replaced by the following:

"*Article 7. Wages:*

7.01 Subject to the following provisions, the minimum hourly rates for work performed during the standard work day or work week shall be those stipulated hereunder for employees engaged in the occupations listed below in their respective zone.

All hourly wage rates are considered as garanteed minimum wage rates to each employee for each work

pour chaque semaine de travail et doivent être rajustés en conséquence selon les occupations et l'échelle de qualification et les rajustements devront être payés chaque semaine.

7.02 *Taux horaires minimaux garantis aux différents emplois:*

week and such minimum hourly wage rates must be adjusted and paid to each employee every week according to his occupation or the scale of progression rates.

7.02 *Garanteed minimum hourly wage rates for various occupations:*

Zone I

Catégories Grades	*Emplois — Occupations*	*1er janv. Jan. 1 1971*	*1er juil. July 1 1971*	*1er janv. Jan. 1 1973*	*1er juil. July 1 1973*
1	Ouvrier non spécialisé de sexe féminin — Unskilled worker (female)	$1.28	$1.74	$1.76	$1.81
2	Opérateur — Operator	1.39	1.85	1.88	1.93
3	Presseur, plieur — Presser, folder	1.39	1.85	1.88	1.93
4	Examinateur — Examiner	1.39	1.85	1.88	1.93
5	Assortisseur — Divider	1.44	1.90	1.93	1.98
6	Chef de section — Section head	1.44	1.90	1.93	1.98
7	Ouvrier non spécialisé de sexe masculin — unskilled worker (male)	1.87	2.38	2.41	2.46
8	Étaleur — Spreader	1.87	2.38	2.41	2.46
9	Coupeur — Cutter	2.30	2.81	2.85	2.90
10	Coupeur à la matrice — Cutter with die (clicker)	2.30	2.81	2.85	2.90
11	Coupeur au couteau à la main — Hand-knife cutter	2.41	2.92	2.96	3.01
12	Marquer — Marker	2.41	2.92	2.96	3.01

Zone II

1	Ouvrier non spécialisé de sexe féminin — Unskilled worker (female)	$1.20	$1.66	$1.66	$1.71
2	Opérateur — Operator	1.30	1.76	1.76	1.81
3	Presseur, plieur — Presser, folder	1.30	1.76	1.76	1.81
4	Examinateur — Examiner	1.30	1.76	1.76	1.81
5	Assortisseur — Divider	1.35	1.81	1.81	1.86
6	Chef de section — Section head	1.35	1.81	1.81	1.86
7	Ouvrier non spécialisé de sexe masculin — Unskilled worker (male)	1.75	2.26	2.26	2.31
8	Étaleur — Spreader	1.75	2.26	2.26	2.31
9	Coupeur — Cutter	2.15	2.66	2.66	2.71
10	Coupeur à la matrice — Cutter with die (clicker)	2.15	2.66	2.66	2.71
11	Coupeur au couteau à la main — Hand-knife cutter	2.25	2.76	2.76	2.81
12	Marqueur — Marker	2.25	2.76	2.76	2.81

7.03 *Taux de qualification:* Tout salarié soumis à l'échelle de qualification a droit à au moins la rémunération horaire minimale correspondant à l'expérience qu'il a acquise ou qu'il acquiert.

7.03 *Progression rates:* All employees shall be paid at least the minimum hourly wage rate based on experience acquired or being acquired.

Zone I

	1er janv. Jan. 1 1971	*1er avril April 1 1971*	*1er juil. July 1 1971*	*1er janv. Jan. 1 1972*	*1er juil. July 1 1973*
1er trimestre — 1st three months	$0.96	$1.28	$1.45	$1.50	$1.50
2e trimestre — 2nd three months	1.07	1.28	1.55	1.60	1.60
3e trimestre — 3rd three months	1.12	1.28	1.59	1.60	1.60
4e trimestre — 4th three months	1.23	1.28	1.69	1.69	1.69
5e trimestre — 5th three months	1.34	1.34	1.80	1.80	1.80
6e trimestre — 6th three months	1.44	1.44	1.90	1.90	1.90
7e trimestre — 7th three months	1.55	1.55	2.01	2.01	2.01
8e trimestre — 8th three months	1.66	1.66	2.12	2.12	2.12
9e trimestre — 9th three months	1.82	1.82	2.28	2.28	2.28
10e trimestre — 10th three months	1.98	1.98	2.44	2.44	2.44

	1er janv. Jan. 1 1971	1er avril April 1 1971	1er juil. July 1 1971	1er janv. Jan. 1 1972	1er juil. July 1 1973
11e trimestre — 11th three months	$2.14	$2.14	$2.60	$2.60	$2.60
12e trimestre — 12th three months	2.30	2.30	2.76	2.76	2.76
13e trimestre — 13th three months	2.41	2.41	2.91	2.91	2.91
14e trimestre — 14th three months			2.92	2.96	3.01
Zone II					
1er trimestre — 1st three months	$0.90	$1.20	$1.35	$1.40	$1.40
2e trimestre — 2nd three months	1.00	1.20	1.45	1.50	1.50
3e trimestre — 3rd three months	1.05	1.20	1.51	1.51	1.51
4e trimestre — 4th three months	1.15	1.20	1.61	1.61	1.61
5e trimestre — 5th three months	1.25	1.25	1.71	1.71	1.71
6e trimestre — 6th three months	1.35	1.35	1.81	1.81	1.81
7e trimestre — 7th three months	1.45	1.45	1.91	1.91	1.91
8e trimestre — 8th three months	1.55	1.55	2.01	2.01	2.01
9e trimestre — 9th three months	1.70	1.70	2.16	2.16	2.16
10e trimestre — 10th three months	1.85	1.85	2.31	2.31	2.31
11e trimestre — 11th three months	2.00	2.00	2.46	2.46	2.46
12e trimestre — 12th three months	2.15	2.15	2.61	2.61	2.61
13e trimestre — 13th three months	2.25	2.25	2.76	2.76	2.76
14e trimestre — 14th three months					2.81

Le salarié cesse d'être assujetti à l'échelle des taux de qualification dès le moment où il atteint le taux horaire minimal pour son emploi suivant les catégories d'emploi établies à l'article 7.02.

Toutefois, si un salarié est promu à un emploi supérieur, il est de nouveau assujetti à l'échelle de qualification pour la durée nécessaire à l'acquisition du salaire du nouvel emploi à compter de la date où il commence à remplir son nouvel emploi.

Toute personne qui est rétrogradée à une fonction dont le taux de rémunération est inférieur peut être rémunérée selon le taux de cet emploi.

Cependant, dans aucun cas, un salarié ne doit recommencer l'échelle de qualification, il ne peut que continuer vers des taux supérieurs.

7.04 *Moyenne horaire générale:* La moyenne horaire générale pour l'ensemble des salariés qui font partie des catégories 2, 3 et 4 de l'article 7.02 qui ont un (1) an et plus d'expérience dans l'industrie doit être de:

The employee is no longer governed by the progression rates schedule as soon as he reaches the minimum hourly rate for his occupation, according to the grades set forth in article 7.02.

However, if an employee is promoted to a higher occupation, he is once again governed by the aforementioned schedule for as long as is required of him to reach the new occupation's wage rates, effective from the date he fills the new occupation.

Anyone demoted to a lower-paying occupation may be paid according to such occupation's wage rate.

However, an employee shall never have to start the hiring and progression rates schedule over again; he may only progress towards higher rates.

7.04 *General hourly average:* The general hourly average for employees in grades 2, 3 and 4 of article 7.02, after one (1) year's experience in the industry, shall be:

Taux horaire moyen — General hourly average
À compter du — Effective from

		1er avr. April 1 1971	1er janv. Jan. 1 1972	1er juil. July 1 1972	1er janv. Jan. 1 1973	1er juil. July 1 1973
Zone I	$2.01	$2.01	$2.09	$2.12	$2.22	$2.29
Zone II	1.81	1.86	1.96	1.99	2.09	2.16

La moyenne horaire générale pour les salariés qui ont un (1) an et plus d'expérience est calculée par usine mensuellement, en divisant la somme de leurs gains actuels par la somme totale des heures travaillées.

Quand la moyenne horaire générale des salariés des catégories 2, 3 et 4 n'atteint pas la moyenne horaire générale du présent décret, chaque salarié ci-dessus

The general hourly average for employees with one (1) year's experience or more is computed monthly by plant and is obtained by dividing their total actual earnings by the total of their regular and overtime hours worked.

When the general hourly average for employees in grades 2, 3 and 4 does not reach the general hourly average provided for in the present decree, each of

mentionné doit être indemnisé de la différence pour chaque heure qu'il a effectuée durant ce mois.

La date d'échéance d'une réclamation formulée aux termes du présent article est le quinzième (15e) jour du mois suivant.

7.05 *Montant additionnel:* Tout salarié, qu'il soit payé à l'heure, à la semaine, à la pièce ou autrement, doit recevoir pour chaque heure de travail, en sus de ses gains normaux, au moins les montants additionnels prévus dans le tableau ci-après, en raison de la durée du travail qu'il a effectivement accompli de façon continue chez le même employeur.

the aforementioned employees shall be compensated for each hour worked during that month.

The fifteenth (15th) day of the following month is the due date of any claim that may be made in pursuance of this subsection.

7.05 *Additional amount:* From the effective date of this decree, all employees covered by the present decree, whether they are paid on an hourly, weekly, piecework basis or otherwise, shall receive for each hour worked over and above their regular earnings at least the additional amounts provided for in the following chart hereunder, according to the duration of the work effectively produced in a continuous manner in the service of the same employer.

	Zones I & II	*Zones* *I*	*II* *1er avril April 1 1971*	*Zones I & II 1er juil. July 1 1971*	*Zones I & II 1er janv. Jan. 1 1972*	*Zones I & II 1er juil. July 1 1972*	*Zones I & II 1er janv. Jan. 1 1973*	*Zones I & II 1er juil. July 1 1973*
1er trimestre — 1st three months...		$0.17	$0.15					
2e trimestre — 2nd three months..		0.27	0.25					
3e trimestre — 3rd three months..	$0.46	0.36	0.36	$0.05	$0.15	$0.18	$0.18	$0.20
4e trimestre — 4th three months..	0.46	0.46	0.46	0.05	0.15	0.18*	0.28	0.30
5e trimestre et plus— 5th three months and over.....	0.46	0.51	0.51	0.05	0.15	0.18	0.28	0.30

Le paiement de ces montants doit apparaître sous une rubrique distincte dans l'enveloppe ou sur le bulletin de paie.

7.06 *Taux à la pièce:* Aucun taux ne peut être fixé de façon à rapporter au salarié moins que les taux horaires minimaux déterminés dans le présent décret.

7.07 *Expérience:* Tout employeur doit reconnaître les années ou les mois d'expérience qu'un salarié a acquis au service de tout employeur régi par le présent décret.

L'expérience acquise pour l'un quelconque des emplois mentionnés à l'article 7.02 est cumulative.

7.08 *Dispositions spéciales:*

Vêtements d'enfants: Les taux horaires minimaux prévus à l'article 7.02 et à l'article 7.03 et la moyenne horaire générale prévue à l'article 7.04 sont réduits de 10% pour tous les salariés assujettis au champ d'application industriel tant et aussi longtemps qu'ils sont affectés à la production ou à la confection de vêtements d'enfants dont la taille ou la pointure est inférieure à 6X ans, à la condition que l'employeur tienne un registre de ce genre de travail indiquant le nombre d'heures exactes, le taux horaire ou à la pièce de tout travail exécuté, dû ou payé durant chaque journée ou semaine de travail et qu'il en fasse rapport au Comité paritaire.

En aucun cas, cependant, les taux minimaux ne doivent être inférieurs à ceux payés à la date de l'entrée en vigueur du présent décret de modification, ni à ceux édictés par l'ordonnance générale numéro 4 de la Commission du salaire minimum.

These amounts to be paid shall appear under a separate item in or on the pay envelope or sheet.

7.06 *Piece-work rates:* No piece-work rates may be fixed which do not yield a rate of pay equal to the minimum hourly rates herein stipulated.

7.07 *Experience:* The months or years of experience acquired in the service of any employer covered by the present decree must be recognized by any other employer.

Experience acquired in any operation listed in article 7.02 is cumulative.

7.08 *Special provisions:*

Children's garments: The minimum hourly wage rates provided for in article 7.02 and 7.03 and the general hourly average mentioned in article 7.04 are reduced by ten (10%) per cent for all employees covered by the industrial jurisdiction as long as they are assigned to the manufacturing or production of infants' and children's clothes or garments smaller than sixe 6X, provided the employer keeps a record of this type of work that will indicate: the exact number of hours, rate per hour or piece-work rate paid or due for each working day or week. Such information shall be reported to the Parity Committee.

However, the minimum rates may never be lower than those paid from the effective date of these amendments, nor lower than those specified in the Minimum Wage Commission's General Ordinance No. 4.

7.09 *Compensations:* Les employeurs des deux zones qui ont accordé des augmentations de salaires à leurs salariés le ou après le 1er janvier 1971 peuvent bénéficier d'une compensation équivalente et proportionnelle à telles augmentations.

7.10 Les tableaux des taux horaires minimaux prévus aux articles 7.02 et 7.03 incluent un montant équivalent à la compensation de 1.4% corollaire à la réduction des heures de la semaine de travail dans la Zone I, à compter du 1er janvier 1973.

7.11 *Incorporation et refonte des taux à la pièce et à l'heure:* Tous les employeurs devront incorporer aux taux à la pièce un montant additionnel de $0.46 l'heure pour les employés des catégories 1, 2, 3, 4, 5 et 6 et de $0.51 pour ceux des catégories 7, 8, 9, 10, 11 et 12. Les nouveaux taux à la pièce obtenus à la suite de ces calculs seront mis en vigueur en même temps pour le même établissement, et pas plus tard que le 1er juillet 1971.

Ces montants additionnels devront être convertis en un pourcentage équivalent à ce qu'ils représentent à l'égard des gains à la pièce d'une section, pour la période du 1er janvier 1971 au 31 mars 1971.

Aux fins du présent paragraphe, une section signifie:

a) Un slarié qualifié à la pièce travaillant à une ou plusieurs opérations distinctes;

b) Deux ou plusieurs salariés qualifiés qui exécutent la même opération et qui reçoivent le même taux à la pièce pour cette opération.

Dans le cas des salariés rémunérés à l'heure, le gain normal de même que le montant additionnel de $0.46 ou de $0.51 l'heure sera intégré de façon à apparaître sous la même rubrique dans l'enveloppe de paie ou sur le bulletin de paie à partir du 1er juillet 1971.

L'employeur doit demander au Comité paritaire les formules nécessaires et prescrites par celui-ci pour exécuter les opérations mathématiques exigées pour l'incorporation du montant additionnel. »

10° L'article 10.04 du décret sera remplacé par le suivant:

« 10.04 Les salariés qui justifient d'au moins dix (10) années de service continu ont droit à une troisième (3e) semaine de congé. Cette troisième (3e) semaine de congé peu être prise avant ou après la période du congé annuel prévu à l'article 10.02, à une date convenue entre l'employeur et le salarié. »

11° L'article 10.05 sera remplacé par le suivant:

« 10.05 L'indemnité de congé annuel due à chaque salarié est calculée de la façon suivante:

a) Les salariés qui justifient de moins de cinq (5) années de service continu chez le même employeur doivent recevoir une indemnité égale à quatre pour cent (4%) de leur rémunération globale et des compensations et avantages payés ou dus durant la période de référence.

b) Les salariés qui justifient d'au moins cinq (5) années de service continu chez le même employeur doivent recevoir une indemnité égale à cinq pour cent (5%) de leur rémunération globale et des compensations et avantages payés ou dus durant la période de référence.

7.09 *Compensations:* Employers in both zones who have granted wage increases to their employees on or after January 1st, 1971, may be granted a compensation equivalent and proportional to such increases.

7.10 The scales of the minimum hourly rates provided for in articles 7.02 and 7.03 include an amount equivalent to the compensation of 1.4% due to the reduction of the working hours in a week in Zone I from January 1, 1973.

7.11 *Consolidation and incorporation of hourly and piece-work rates:* All employers incorporate to piece-work rates an additional amount of $0.46 per hour for all employees of grade 1, 2, 3, 4, 5 and 6 and an amount of $0.51 for employees of grade 7, 8, 9, 10, 11 and 12. The new piece-work rates thus obtained shall become effective at the same time for all employees of an establishment not later than July 1, 1971.

These additional amount shall be converted into a percentage which this amount represents in relation to the straight-time average hourly piece-work earnings of a section for the period of January 1, 1971 to March 31, 1971.

For purposes of this paragraph, a section shall mean:

(*a*) A qualified piece-worker working alone on one or more distinct operations.

(*b*) Two or more qualified piece-workers performing the same operation and receiving the same piece-work rates for the said operations.

In the case of employees hired on a time basis, the regular earnings as well as the additional amount of $0.46 and $0.51 per hour shall be incorporated to be shown in the same item on the pay envelope or pay sheet from July 1st, 1971.

The employer shall obtain the prescribed forms from the Parity Committee to proceed with the calculation of the incorporation of the additional amount."

10. Article 10.04 of the decree will be replaced by the following:

"10.04 Employees who have at least ten (10) year's continuous service are entitled to a third week's vacation. Such third (3rd) week's vacation may be taken before or after the annual vacation period stipulated in article 10.02, at a time agreed upon between employer and employee."

11. Article 10.05 will be replaced by the following:

"10.05 The vacation pay due to each employee shall be computed as follows:

(*a*) Employees having less than five (5) years' continuous service for the same employer shall receive four per cent (4%) of total wages earned including compensations and privileges paid or due during the qualifying period.

(*b*) Employees having at least five (5) years' continuous service with the same employer shall receive five per cent (5%) of total wages earned including compensations and privileges paid or due during the qualifying period.

c) Les salariés qui justifient d'au moins dix (10) années de service continu chez le même employeur doivent recevoir une indemnité égale à six pour cent (6%) de leur rémunération globale et des compensations et avantages payés ou dus durant la période de référence.

d) Les salariés qui justifient d'au moins quinze (15) années de service continu chez le même employeur doivent recevoir sept pour cent (7%) de leur rémunération globale et des compensations et avantages payés ou dus durant la période de référence. Cependant, tout salarié qui a travaillé au moins cent vingt (120) jours pendant la période de référence peut réclamer un montant égal à ses gains horaires moyens multiplié par trois (3) fois le nombre d'heures de la semaine normale de travail, si ce montant est plus élevé. »

12° L'article 10.08 du décret sera remplacé par le suivant:

« 10.08 Pour tout travail exécuté durant les deux (2) semaines obligatoires de son congé annuel, un salarié doit être rémunéré suivant ses gains actuels majorés de cinquante pour cent (50%), s'il travaille sur une base de temps et ses gains actuels majorés de cinquante pour cent (50%) de ses gains horaires moyens s'il tra-travaille à la pièce. »

13° L'article 11.01 est remplacé par le suivant:

« 11.01 Tout employeur doit accorder à tout salarié les jours fériés chômés suivants: le premier jour de l'An, le 2 janvier, le Vendredi-Saint, le lundi de Pâques, la Saint-Jean-Baptiste, le jour du Canada, la fête du Travail, le jour d'Action de Grâces, le 24 décembre et le jour de Noël. Nul employeur ne peut forcer un salarié à travailler pendant les susdits jours.

À la demande de la majorité de ses salariés, un employeur peut, si le congé de la Saint-Jean-Baptiste et du jour du Canada tombent un mardi, mercredi ou jeudi, décider que ces deux congés fériés seront chômés le lundi précédent ou le vendredi suivant de la même semaine de calendrier pourvu qu'il en donne avis, par écrit, au Comité paritaire au moins trente (30) jours avant. »

14° L'article 11.02 sera remplacé par le suivant:

« 11.02 Tout employeur doit payer à tous ses salariés remplissant les conditions énoncées ci-après, une indemnité égale à une journée de salaire pour chacun des jours fériés chômés suivants, peu importe le jour où ils tombent, soit: le premier jour de l'An, le 2 janvier, le Vendredi-Saint, le lundi de Pâques, la Saint-Jean-Baptiste, le jour du Canada, la fête du Travail, le 24 décembre et le jour de Noël.

Pour l'année 1971, tout employeur qui n'a pas payé une indemnité égale à une journée de salaire pour le 2 janvier devra payer une telle indemnité pour le jour d'Action de Grâces.

Pour avoir droit au paiement des jours fériés chômés ci-dessus énumérés, tout salarié doit:

a) avoir accompli trois (3) mois de service continu pour le compte de son employeur;

b) avoir travaillé au cours de la période de deux (2) mois précédant immédiatement le jour férié chômé et payé;

(c) Employees having at least ten (10) years' continuous service with the same employer shall receive six per cent (6%) of total wages earned including compensations and privileges paid or due during the qualifying period.

(d) Employees having at least fifteen (15) years' continuous service with the same employer shall receive seven per cent (7%) of total wages earned including compensations and privileges paid or due during the qualifying period. However, all employees having worked at least one hundred and twenty (120) days during the qualifying period, may claim to an amount equal to his hourly earnings multiplied by three times the number of hours of the regular working week if this amount is higher."

12. Article 10.08 of the decree will be replaced by the following:

"10.08 An employee shall be paid at his actual earnings plus one-half for all work performed during the two (2) compulsory weeks of his annual vacation if he works on a time basis and at his actual earnings plus one-half of his average hourly earnings if he works on a piecework basis."

13. Article 11.01 will be replaced by the following:

"11.01 Employers shall grant their employees the following general holidays: New Year's Day, January 2nd, Good Friday, Easter Monday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day, December 24th, and Christmas Day. No employer may compel an employee to work on the above-mentioned general holidays.

Upon request from the majority of his employees, an employer may, if St. John the Baptist Day and Canada Day fall on Tuesday, Wednesday or Thursday, decide that these two holidays shall be taken the preceding Monday or the following Friday of the same calendar week provided that he notices in writing the Parity Committee thereof at least 30 days in advance."

14. Article 11.02 will be replaced by the following:

"11.02 Every employer shall pay each employee meeting the following requirements an amount equal to one day's wages for each of the following general holidays, regardless of the day they may fall on: New Year's Day, January 2nd, Good Friday, Easter Monday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, December 24th and Christmas Day.

In 1971, should an employer have not paid an amount equal to one day's wages for January 2nd, he shall pay such amount for Thanksgiving Day.

In order to be entitled to payment for the above-mentioned general holidays, every employee shall:

(a) have three (3) months' continuous service with his employer;

(b) have worked during the two (2) months immediately preceding the general holiday with pay;

c) avoir été au travail le jour ouvrable précédant et le jour ouvrable suivant le jour férié payé, à moins que son absence ne résulte d'une maladie ou d'un accident personnel, d'un décès dans sa famille (conjoint, père, mère, enfant, frère ou soeur), d'un licenciement par l'employeur pour manque de travail ou d'une autorisation de son employeur. »

15° L'article 11.04 sera remplacé par le suivant:

« 11.04 *Indemnité des jours fériés:* L'indemnité des jours fériés représente un montant égal à huit (8) fois les gains horaires moyens de chaque salarié dans les deux zones.

Dans la Zone I, à compter du 1er janvier 1973, l'indemnité des jours fériés représentera un montant égal à sept fois et demi (7½) les gains horaires moyens de chaque salarié. »

16° L'article 11.06 sera remplacé par le suivant:

« 11.06 *Rémunération du travail les jours fériés:* Si un employeur fait travailler un salarié un jour férié ou le dimanche, il doit verser audit salarié ses gains actuels majorés de 100% s'il travaille sur une base de temps et ses gains actuels majorés de ses gains horaires moyens s'il travaille à la pièce, en plus de l'indemnité des jours fériés établie ci-dessus. »

17° L'article 12.02 sera remplacé par le suivant:

« 12.02 Le ou avant le 10 de chaque mois, chacune des personnes ci-dessus mentionnées qui donne ou reçoit du travail, doit transmettre au bureau du Comité paritaire un rapport du travail reçu ou donné le mois précédent, sur des formules prescrites à cette fin et qu'elle doi demander au Comité paritaire. Au cas où durant l'un ou l'autre mois aucun travail n'aurait été donné ou reçu par chacune de ces personnes, elle doit quand même transmettre un « rapport du travail donné ou reçu par contrat » sur lequel elle inscrira le mot « nul ». »

18° L'article 17 sera remplacé par le suivant:

« Article 17. *Fiche professionnelle:* Tous les employeurs doivent remettre au Comité paritaire une carte-fiche pour chaque salarié assujetti au décret indiquant l'expérience et les autres renseignements concernant le salarié, tel que le requiert la loi, sous la signature conjointe de l'employeur et du salarié. L'employeur doit demander au Comité paritaire les cartes nécessaires et prescrites. Ces cartes-fiches émises pour chaque salarié doivent être reçues au bureau dudit comité dans les cinq (5) jours suivant la date de l'embauchage dudit salarié. »

19° Les mots « à sa place d'affaires. » seront ajoutés à la fin du deuxième alinéa de l'article 187.

20° L'article 21 du décret sera modifié en substituant le millésime 1973 au millésime 1970 partout où il se trouve.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication la *Gazette officielle du Québec.*

(c) have worked the working day preceding and following the general holiday with pay unless his absence was due to illness, a personal accident, death in the family (spouse, father, mother, child, brother or sister), a lay-off due to lack of work or if he was absent with leave."

15. Article 11.04 will be replace by the following:

"11.04 *Payment of holidays:* Holiday pay is equal to eight (8) times the average hourly earnings of each employee, in both zones.

In zone I, beginning January 1st, 1973, holidays' pay shall be equal to seven and one-half (7½%) times the average hourly earnings of each employee."

16. Article 11.06 will be replaced by the following:

"11.06 *Payment for work performed on general holidays:* Should an employer have his employees work on any general holiday or any Sunday, they shall be paid twice their earnings if they work on a time basis, or their actual earnings plus the average hourly earnings if they work on a piece-work basis, in addition to payment for paid holidays as herein provided for."

17. Article 12.02 will be replaced by the following:

"12.02 On or before the 10th day of each month, any abovementioned persons who gives or receives work, must file with the Parity Committee's office a report of said work given or received during the preceding months. Such persons shall ask the Parity Committee for the forms required to prepare and submit the said report. In the event that in any month no work has been given or received by these persons, they must refer however a "report of contract work given or received on which they shall inscribe the work "nil".

18. Article 17 will be replaced by the following:

"Article 17. *Employees' record card:* All employers must furnish the Parity Committee with an employee record card for each employee governed by the decree on standard prescribed forms provided by the Parity Committee upon request from the employer giving thereon the experience and other information concering the said employee, as required by the act, the whole to be certified by the signature of both employer and employee. These records for each employee must be filed with the office of the said Parity Committee not later than five (5) days following the date of hiring of the said employee."

19. The following words will be added at the end of the second paragraph of article 18: "at his place of business."

20. Article 21 will be amended by replacing the date "1970" by the date "1973" wherever it is mentioned.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 20 février 1971. 38746-o

During the thirty days following publication of this notice is the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, February 20, 1971. 38746-o

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'économie des Travailleurs de la cité de St-Jérôme

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté au cours de l'assemblée générale spéciale tenue le 10 novembre 1970 par « La caisse d'économie des employés de l'hôpital Hôtel-Dieu de St-Jérôme », changeant son nom en celui de « Caisse d'économie des Travailleurs de la cité de St-Jérôme », et également changeant le groupe de cette caisse qui est « Les employés de l'hôpital Hôtel-Dieu de St-Jérôme », en celui de « Les travailleurs de la cité de St-Jérôme ».

Québec, le 5 février 1971.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38776-o

Savings and Credit Union

Caisse d'économie des Travailleurs de la cité de St-Jérôme

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted at the special general meeting held on November 10, 1970 by "La caisse d'économie des employés de l'hôpital Hôtel-Dieu de St-Jérôme", changing its name into that of "Caisse d'économie des Travailleurs de la cité de St-Jérôme" and also changing the group of this union which is "The employees of the Hôtel-Dieu de St-Jérôme Hospital", into that of "The employees of the City of St-Jérôme".

Québec, February 5, 1971.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38776

Lettres patentes

National Metal Spinning and Stamping Industries Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a corrigé les lettres patentes, en date du 2 novembre 1970, de la compagnie « M.P.B.F. Construction inc. », de manière que ledit nom se lise ainsi: « National Metal Spinning and Stamping Industries Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38777-o 4805-70

Letters Patent

National Metal Spinning and Stamping Industries Inc.

Notice is given, that under Part I of the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has corrected the letters patent bearing date November 2, 1970 of "M.P.B.F. Construction Inc.", in order that the said name may be read as follows: National Metal Spinning and Stamping Industries Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38777 4805-70

Chartes — demandes d'abandon de

Mederic Harvey ltée

Avis est donné que la compagnie « Mederic Harvey ltée » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
FLEURY, MORENCY & AUBIN.

38745-o

Charters — Applications for Surrender of

Mederic Harvey ltée

Notice is given that "Mederic Harvey ltée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

FLEURY, MORENCY & AUBIN,
Attorneys for the company.

38745

W. K. Davidson and Company Limited

Prenez avis que « W .K. Davidson and Company Limited », une compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, 25 janvier 1971.

La secrétaire,
38743-o LISE DÉSAUTELS.

W. K. Davidson and Company Limited

Notice is hereby given that "W .K. Davidson and Company Limited", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, January 25, 1971.

LISE DÉSAUTELS,
38743-o *Secretary.*

Société de prêts Laurier inc.
Laurier Finance Inc.

Avis est donné que la compagnie « Société de prêts Laurier inc. — Laurier Finance Inc. », une compagnie incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Victoriaville, 8 février 1971.

Le procureur de la requérante,
38744-o CLAUDE PINARD.

Société de prêts Laurier inc.
Laurier Finance Inc.

Notice is given that "Société de prêts Laurier inc. — Laurier Finance Inc.", a company incorporated under Part One of the Companies Act, shall apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Victoriaville, February 8, 1971.

CLAUDE PINARD,
38744-o *Attorney for the company.*

Fega Insurance Claims Inc.
Réclamations d'assurances Fega inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Fega Insurance Claims Inc. — Réclamations d'assurances Fega inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 10 février 1971.

Les procureurs de la compagnie,
38752-o LAURENDEAU & LAURENDEAU.

Fega Insurance Claims Inc.
Réclamations d'assurances Fega inc.

Notice is hereby given that "Fega Insurance Claims Inc. — Réclamations d'assurances Fega inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, February 10, 1971.

LAURENDEAU & LAURENDEAU,
38752-o *Attorneys for the Company.*

Longueuil Auto Salvage Inc.

Avis est donné que la compagnie « Longueuil Auto Salvage Inc. », ayant son siège social en la ville de Longueuil, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 5 février 1971.

Le procureur de la compagnie,
38753-o LOUIS DUVAL.

Longueuil Auto Salvage Inc.

Notice is given that "Longueuil Auto Salvage Inc.", having its head office at Longueuil, will ask the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for permission to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, February 5, 1971.

LOUIS DUVAL,
38753-o *Attorney for the Company.*

Le Moulin à fuseaux inc.

Avis est donné que « Le Moulin à fuseaux inc. », compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Cabano, district de Kamouraska, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Les procureurs de la compagnie,
38754-o DUFOUR & LEBEL, *notaires.*

Le Moulin à fuseaux inc.

Notice is given that "Le Moulin à fuseaux inc.", a company incorporated under the Companies Act, and having its head office at Cabano in the district of Kamouraska, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

DUFOUR & LEBEL, *lawyers,*
38754-o *Attorneys for the Company.*

Développement Maska inc.

Avis est donné que la compagnie « Développement Maska inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
38750-o ANDRÉ DUMONT, *notaire.*

Dorsin Inc.

Avis est donné que la compagnie « Dorsin Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Daté ce 10e jour de février 1971.

Le procureur de la compagnie,
38751-o JEAN POITRAS, *avocat.*

National Industries Incorporated

Avis est par les présentes donné que la compagnie « National Industries Incorporated », de Montréal demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives du Québec la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 8 février 1971.

Le président,
38755-o J. H. LABBÉ.

Plâtrage St-Laurent (1963) inc.

Avis est donné que la compagnie « Plâtrage St-Laurent (1963) inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 10 février 1971.

Le secrétaire,
38756-o MAURICE MARTEL.

Beau-Der Inc.

Avis est donné par la présente que la compagnie «Beau-Der Inc.» s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir l'abandon de sa charte.

Québec, ce 9e jour de février 1971.

Le procureur de la compagnie,
38789-o ROSS GOODWIN.

Ben Younger Incorporated

Avis est donné que « Ben Younger Incorporated » ayant son bureau-chef dans la cité de Lachute, district de Terrebonne, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 9e jour de février 1971.

Les procureurs de la requérante,
38790-o STEIN & STEIN.

Développement Maska inc.

Notice is given that "Développement Maska inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

ANDRÉ DUMONT, *Notary.*
38750 *Attorney for the Company.*

Dorsin Inc.

Notice is given that "Dorsin Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated this 10th day of February, 1971.

JEAN POITRAS, *Advocate,*
38751 *Attorney for the Company.*

National Industries Incorporated

Notice is hereby given that "National Industries Incorporated", of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Montreal, February 8, 1971.

J. H. LABBÉ,
38755 *President.*

Plâtrage St-Laurent (1963) inc.

Notice is given that "Plâtrage St-Laurent (1963) inc.", a corporation incorporated under the Companies Act, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, February 10, 1971.

MAURICE MARTEL,
38756-o *Secretary.*

Beau-Der Inc.

Notice is given that compagny "Beau-Der Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Québec, this 9th day of February, 1971.

ROSS GOODWIN,
38789 *Attorney of the company.*

Ben Younger Incorporated

Notice is given that "Ben Younger Incorporated" having its head office in the city of Lachute, district of Terrebonne, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 9th day of February, 1971.

STEIN & STEIN,
38790-o *Attorneys for petitioner.*

Immeubles Ste-Victoire inc.

Avis est donné que la compagnie « Immeubles Ste-Victoire inc. », une compagnie incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Victoriaville, 8 février 1971.

Le procureur de la requérante,
38791-o CLAUDE PINARD.

Jean Thomas Lacroix limitée

Avis est donné que la compagnie « Jean Thomas Lacroix limitée » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 12 février 1971.

Le procureur de la compagnie,
38792-o RÉMY-G. GIROUX, *notaire.*

Premier Aluminium Products Ltd.
Les Produits d'aluminium premier ltée

Avis est par les présentes donnée que « Premier Aluminum Products Ltd.— Les Produits d'aluminium premier ltée », demandera au ministre des institutions, financières, compagnies et coopératives permission d'abandonner sa charte, selon la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 11 septembre 1970.

Les procureurs,
38793-o GARONCE & GARONCE.

Le Temple de Québec inc.

Avis est donné par la présente que la compagnie «Le Temple de Québec inc.», s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir l'abandon de sa charte.

Québec, ce 9e jour de février 1971.

Le procureur de la compagnie,
38794-o ROSS GOODWIN.

Vertu Winding Ltd.

Avis est donné que « Vertu Winding Ltd. », qui a son bureau principal dans la cité de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies du Québec.

Daté à Montréal, ce 11e jour de décembre 1970.

Le président,
38795-o LOUIS GORDON.

Baillar Investments Ltd.
Les Placements Baillar ltée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Baillar Investments Ltd.— Les Placements Baillar ltée » de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives du Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 11 février 1971.

Le secrétaire,
38811-o ADRIEN BAILLARGEON.

Immeubles Ste-Victoire inc.

Notice is given that "Immeubles Ste-Victoire inc.", a company incorporated under Part I of the Companies Act, shall apply to the Minister of Financial Institution, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Victoriaville, February 8, 1971.

CLAUDE PINARD,
38791-o *Attorney for the company.*

Jean Thomas Lacroix limitée

Notice is given that "Jean Thomas Lacroix limitée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec, for leave to surrender its charter.

Québec, February 12, 1971.

RÉMY-G. GIROUX, *notary,*
38792-o *Attorney for the company.*

Premier Aluminium Products Ltd.
Les Produits d'aluminium premier ltée

Notice is hereby given that "Premier Aluminum Products Ltd.— Les Produits d'aluminium premier ltée", will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter, in accordance with the Québec Companies Act.

Montreal, September 11, 1970.

GARONCE & GARONCE,
38793-o *Attorneys.*

Le Temple de Québec inc.

Notice is given that compagny "Le Temple de Québec inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Québec, this 9th day of February, 1971.

ROSS GOODWIN,
38794 *Attorney for the Company.*

Vertu Winding Ltd.

Notice is hereby given that "Vertu Winding Ltd.", incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 11th day of December, 1970.

LOUIS GORDON,
38795-o *President.*

Baillar Investments Ltd.
Les Placements Baillar ltée

Notice is given that "Baillar Investments Ltd.— Les Placements Baillar ltée" of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of Québec, for leave to surrender its charter.

Montreal, February 11, 1971.

ADRIEN BAILLARGEON,
38811 *Secretary.*

Associations coopératives

Association Coopérative Étudiante de l'École Polyvalente de Carleton

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Association Coopérative Étudiante de l'École Polyvalente de Carleton ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Carleton, Québec, dans le district électoral de Bonaventure.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
38748-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Club coopératif de consommation Centre-Sud de Montréal

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Club coopératif de consommation Centre-Sud de Montréal ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à 1600 rue Alexandre-Desève, Montréal 133, Québec, dans le district électoral de Ste-Marie.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
38749-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Association coopérative des loisirs Ciociara de Montréal

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative des loisirs Ciociara de Montréal ».

Le siège social de cette association, coopérative est situé à 100 ouest, rue St-Viateur, Montréal, Québec, dans le district électoral de St-Louis.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
38810-o J.-ALBERT GAGNON.

Cooperative Associations

Association Coopérative Étudiante de l'École Polyvalente de Carleton

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the setting up of "Association Coopérative Étudiante de l'École Polyvalente de Carleton".

The head office of this cooperative association is situated at Carleton, Québec, in the electoral district of Bonaventure.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
38748

Club coopératif de consommation Centre-Sud de Montréal

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of a cooperative association "Club coopératif de consommation Centre-Sud de Montréal".

The head office of this cooperative association is situated at 1600 Alexandre-Desève, Montreal 133, Québec, in the electoral district of Ste-Marie.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
38749

Association coopérative des loisirs Ciociara de Montréal

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the formation of "Association coopérative des loisirs Ciociara de Montréal".

The head office of this co-operative association is situated at 100 Saint-Viateur Street West, Montréal, Québec, in the electoral district of Saint-Louis.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
38810

Avis divers

Succession Armand Berthiaume

Avis est donné que Dame Alice Berthiaume-Bertrand et Monsieur Marcel Bertrand ont accepté, sous bénéffice d'inventaire, la succession d'Armand Berthiaume, aux termes d'un acte reçu à Ste-Agathe-des-Monts par Me Yves R. Léonard, notaire, exerçant à Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, le 19 janvier 1971 et enregistré au bureau d'enregistrement de Montcalm, le 25 janvier 1971 sous le No 129,936. »

Le notaire,
38741-o YVES R. LÉONARD.

Miscellaneous Notices

Estate of Armand Berthiaume

Notice is given that Dame Alice Berthiaume-Bertrand and Mr. Marcel Bertrand have accepted under benefit of inventory the estate of Armand Berthiaume by the terms of a document received at Ste. Agathe des Monts, by Mtre. Yves R. Léonard, Notary, practising in Ste-Agathe des Monts, county of Terrebonne, on January 19, 1971, copy registered at the registry office of Montcalm, on January 25, 1971, under number 129,936."

YVES R. LÉONARD,
38741-o *Notary.*

Ville de Maple-Grove

Avis est par les présentes donné que la Corporation municipale de ville de Maple-Grove, par son maire dûment autorisé en vertu d'une résolution adoptée le 2 février 1971, présentera, dans les délais légaux, au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, une requête aux fins d'obtenir l'octroi de lettres patentes abrogeant tous les pouvoirs spéciaux contenus dans sa charte, savoir, la Loi constituant en corporation la ville de Maple-Grove, sanctionnée le 9 février 1918, à l'exception de l'article 1 de ladite loi, établissant la description territoriale de la municipalité.

Donné à Maple-Grove, ce 9 février 1971.

Le secrétaire-trésorier,
BERTHE TURCOT.

38742-o

Ville de Maple-Grove

Notice is hereby given that the Municipal Corporation of town of Maple-Grove, by her mayor, duly authorized by mean of a resolution dated February 2, 1971, will, in legal delays, present to Lieutenant-Governor in Council of Province of Québec, a petition to obtain letters patent abrogating all special powers contained in her charter, which is the law constituting in corporation the town of Maple-Grove, sanctioned the 9th of February 1918, except article 1 of said law, establishing the territorial limits of aforesaid municipality.

Given at Maple-Grove on February 9, 1971.

BERTHE TURCOT,
Secretary-Treasurer.

38742-o

Succession Armand Dufresne

Avis est par les présentes donné que par acte reçu devant Me Jean-Marc Audet, notaire, exerçant à 826 Sud, rue Belvédère, Sherbrooke, le 31 janvier 1971 et enregistré à Lac Mégantic, comté de Frontenac, le 8 février 1971 sous le numéro 98491, Dame Marie-Marthe Dufresne a renoncé à l'acceptation sous bénéfice d'inventaire de la succession de son mari qu'elle avait faite suivant acte enregistré à Lac Mégantic, comté de Frontenac sous le numéro 96308.

Le notaire,
ME JEAN-MARC AUDET.

38774-o

Estate of Armand Dufresne

Notice is hereby given that in virtue of a deed signed before Me Jean-Marc Audet, notary, practicing at 826 Belvédère South, city of Sherbrooke, on January 31, 1971, and registered at Lac Mégantic, county of Frontenac, on February 8, 1971, under number 98491, Dame Marie Marthe Dufresne has renounced to the acceptation on the benefit of inventory of the estate of her late husband that she has made, in virtue of a deed registered at Lac Mégantic, county of Frontenac, under number 96308.

ME JEAN-MARC AUDET,
Notary.

38774-o

Divers
Compagnies

Avanti Furniture Mfg. Ltd.

La compagnie « Avanti Furniture Mfg. Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
JACK COHEN.

38757 12928-61

Commerce Label & Litho Inc.

La compagnie « Commerce Label & Litho Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire,
ERIC M. LACK.

38758 12465-60

O. Coupal inc.

La compagnie « O. Coupal inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le président,
NORMAND COUPAL.

38759-o 10162-62

Miscellaneous
Companies

Avanti Furniture Mfg. Ltd.

Notice is given that "Avanti Furniture Mfg. Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 3.

JACK COHEN,
Secretary.

38757-o 12928-61

Commerce Label & Litho Inc.

Notice is given that "Commerce Label & Litho Inc." has changed the number of its directors from 4 to 5.

ERIC M. LACK,
Secretary.

38758-o 12465-60

O. Coupal inc.

"O. Coupal inc." gives notice that it changed the number of its directors from 5 to 3.

NORMAND COUPAL,
President.

38759 10162-62

Lamothe Québec Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « A », de la compagnie « Lamothe Transport Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 7e jour d'août 1940, changeant son nom en celui de « Lamothe Québec Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38760-o 4548-40

Lamothe Québec Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "A", of the company "Lamothe Transport Ltd.", incorporated by letters patent dated the 7th day of August 1940, changing its name into that of "Lamothe Québec Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38760-o 4548-40

Les Tricots Pierre Marquez ltée

La compagnie « Les Tricots Pierre Marquez ltée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le secrétaire-trésorier,
NELSON STOLL.

38762 1964-65

Les Tricots Pierre Marquez ltée

Notice is given that "Les Tricots Pierre Marquez ltée" has changed the number of its directors from 3 to 7.

NELSON STOLL,
Secretary-Treasurer.

38762-o 1964-65

L'Association des Parents des Élèves de la paroisse de Ste-Maria-Goretti de Charlesbourg

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 22 janvier 1971, il a approuvé les règlements généraux de « L'Association des Parents des Élèves de la paroisse de Ste-Maria-Goretti de Charlesbourg », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38796-o 2127-70

L'Association des Parents des Élèves de la paroisse de Ste-Maria-Goretti de Charlesbourg

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on January 22, 1971, approved general by-laws of "L'Association des Parents des Élèves de la paroisse de Ste-Maria-Goretti de Charlesbourg", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38796 2127-70

Central Art Service Inc.
Service d'Art Central inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 24, de la compagnie « Central Art Service Inc. », constituée par lettres patentes en date du 10e jour d'avril 1956, changeant son nom en celui de « Central Art Service Inc.— Service d'Art Central inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38797-o 11107-56

Central Art Service Inc.
Service d'Art Central inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 24, of the company "Central Art Service Inc.", incorporated by letters patent dated the 10th day of April 1956, changing its name into that of "Central Art Service Inc.— Service d'Art Central inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

38797-o 11107-56

Les Immeubles Elsona inc.
Elsona Realties Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la compagnie « Elsona Realties Inc. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de septembre 1970, changeant son nom en celui de « Les Immeubles Elsona inc.— Elsona Realties Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38798-o 4149-70

Les Immeubles Elsona inc.
Elsona Realties Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 3, of the company "Elsona Realties Inc.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of September 1970, changing its name into that of "Les Immeubles Elsona inc.— Elsona Realties Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38798 4149-70

Nesbitt, Thomson and Company, Limited
Nesbitt, Thomson et Compagnie, limitée

La compagnie « Nesbitt, Thomson and Company, Limited — Nesbitt, Thomson et Compagnie, limitée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 28 à 25.

L'Assistant secrétaire,
G. R. BROWNE.

38761 5149-52

Elvis Electric Inc.

La compagnie « Elvis Electric Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN P. LOISELLE.

38799-o 6039-69

Gémobel Électronique inc.

La compagnie « Gémobel Électronique inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 12 à 9.

Le secrétaire,
MAURICE LAJOIE.

38800-o 1070-66

Integrated Development Ltd.

La compagnie « Integrated Development Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
DAVID PTAK.

38801-o 3866-68

Krohn & Co.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 25, de la compagnie « Designers Three Inc. », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de décembre 1963, changeant son nom en celui de « Krohn & Co. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38802-o 5433-63

Pageau, Morel & Associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « A », de la compagnie « Pageau, Morel, Lefebvre inc. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de décembre 1967, changeant son nom en celui de « Pageau, Morel & Associés inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38803-o 5462-67

Nesbitt, Thomson and Company, Limited
Nesbitt, Thomson et Compagnie, limitée

Notice is given that "Nesbitt, Thomson and Company, Limited — Nesbitt, Thomson et Compagnie, limitée" has changed the number of its directors from 28 to 25.

G. R. BROWNE,
Assistant Secretary.

38761-o 5149-52

Elvis Electric Inc.

Notice is given that "Elvis Electric Inc." has changed the number of its directors from 4 to 3.

JEAN P. LOISELLE,
Secretary-Treasurer.

38799 6039-69

Gémobel Électronique inc.

Notice is given that "Gémobel Électronique inc." has changed the number of its directors from 12 to 9.

MAURICE LAJOIE,
Secretary.

38800 1070-66

Integrated Development Ltd.

Notice is given that "Integrated Development Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

DAVID PTAK,
Secretary.

38801-o 3866-68

Krohn & Co.

Notice is given that the Minister of Financial Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 25, of the company "Designers Three Inc.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of December, 1963, changing its name into that of "Krohn & Co.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38802-o 5433-63

Pageau, Morel & Associés inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "A", of the company "Pageau, Morel, Lefebvre inc.", incorporated by letters patent dated the 29th day of December, 1967, changing its name into that of "Pageau, Morel & Associés inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38803-o 5462-67

Placements Sénécal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 21, de la « Compagnie Immobilière & Industrielle (limitée) — Industrial & Real Estate Co. Limited », constituée par lettres patentes en date du 13e jour de mars 1944, changeant son nom en celui de « Placements Sénécal inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38804-o 2108-44

Rouette Holding Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « A », de la compagnie « Rouette Glass & Plastic Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 9e jour de mai 1951, changeant son nom en celui de « Rouette Holding Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38805-o 2954-51

Shirley K. Fashions Inc.

La compagnie « Shirley K. Fashions Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
JACK FEINBERG.

38806-o 15017-59

Shirley K. Maternity Inc.
Shirley K. Maternité inc.

La compagnie « Shirley K. Maternity Inc.— Shirley K. Maternité inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
JACK FEINBERG.

38807 2296-68

R.F. Baril Incorporated

Avis est donné que la compagnie « R.F. Baril Incorporated », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
FRANCES BARIL.

38815 1043-32

Club Social de Wickham inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 1er février 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Club Social de Wickham inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38816-o 4478-69

Placements Sénécal inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 21, of the "Compagnie Immobilière & Industrielle (limitée) — Industrial & Real Estate Co. Limited", incorporated by letters patent dated the 13th day of March 1944, changing its name into that of "Placements Sénécal inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38804-o 2108-44

Rouette Holding Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "A", of the company "Rouette Glass & Plastic Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 9th day of May 1951, changing its name into that of "Rouette Holding Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38805-o 2954-51

Shirley K. Fashions Inc.

Notice is given that "Shirley K. Fashions Inc." has changed the number of its directors from 4 to 3.

JACK FEINBERG,
Secretary.

38806 15017-59

Shirley K. Maternity Inc.
Shirley K. Maternité inc.

Notice is given that "Shirley K. Maternity Inc.— Shirley K. Maternité inc." has changed the number of its directors from 4 to 3.

JACK FEINBERG,
Secretary.

38807-o 2296-68

R.F. Baril Incorporated

Notice is given that "R.F. Baril Incorporated", has changed the number of its directors from 3 to 4.

FRANCES BARIL,
Secretary.

38815-o 1043-32

Club Social de Wickham inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on February 1, 1971, approved general by-laws of "Club Social de Wickham inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38816 4478-69

Conseil Supérieur du Livre

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 1er février 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil Supérieur du Livre », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38817-o 5805-64

Maguire Electric Limited

La compagnie « Maguire Electric Limited », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

Le secrétaire,
MARCEL PHANEUF.

38818-o 14464-53

Paul Viens Assurance inc.

La compagnie « Paul Viens Assurance inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
MARIETTE JARRY.

38819-o 5444-67

C.M. Importing
Les Importations C.M. ltée

La compagnie « C.M. Importing Ltd. — Les Importations C.M. ltée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire-trésorier,
ARLETTE FOURNIER-MARTIN.

38832-o 11112-57

Les Importations C.M. (Ville-Émard) ltée

La compagnie « Les Importations C.M. (Ville-Émard) ltée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire-trésorier,
ARLETTE FOURNIER-MARTIN

38833-o 234-66

Association des Collèges du Québec (ACQ)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 28 janvier 1971, il a approuvé le règlement I.A.L. de l'« Association des Collèges du Québec (ACQ) », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38812-o 1744-68

Association des Institutions d'Enseignement Secondaire (AIES)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 28 janvier 1971, il a approuvé le règlement I.A.L. de l'« Association des Institutions d'Enseignement Secondaire (AIES) », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38813-o 1746-68

Conseil Supérieur du Livre

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on February 1, 1971, approved general by-laws of "Conseil Supérieur du Livre", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38817 5805-64

Maguire Electric Limited

Notice is given that "Maguire Electric Limited", has changed the number of its directors from 3 to 6.

MARCEL PHANEUF,
Secretary.

38818 14464-53

Paul Viens Assurance inc.

Notice is given that "Paul Viens Assurance inc.", has changed the number of its directors from 5 to 3.

MARIETTE JARRY,
Secretary.

38819 5444-67

C.M. Importing
Les Importations C.M. ltée

Notice is given that "C.M. Importing Ltd. — Les Importations C.M. ltée" has changed the number of its directors from 4 to 3.

ARLETTE FOURNIER-MARTIN,
Secretary-Treasurer.

38832-o 11112-57

Les Importations C.M. (Ville-Émard) ltée

Notice is given that "Les Importations C.M. (Ville-Émard) ltée" has changed the number of its directors from 4 to 3.

ARLETTE FOURNIER-MARTIN,
Secretary-Treasurer.

38833 234-66

Association des Collèges du Québec (ACQ)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on January 28, 1971, approved the by-law I.A.L. of "Association des Collèges du Québec (ACQ)", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38812 1744-68

Association des Institutions d'Enseignement Secondaire (AIES)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on January 28, 1971, approved by-law I.A.L. of "Association des Institutions d'Enseignement Secondaire (AIES)", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38813 1746-68

Autoski inc.

La compagnie « Autoski inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le secrétaire,
ALPHONSE LACASSE.

38814-o 2845-69

Autoski inc.

Notice is given that "Autoski inc." has changed the number of its directors from 5 to 7.

ALPHONSE LACASSE,
Secretary.

38814 2845-69

Liquidation — Loi de la

La Compagnie de Téléphone de St-Adrien de Ham

Prenez avis que le 9e jour d'octobre 1969, par jugement de l'Honorable Juge Evender Veilleux, dans une cause portant le numéro 132, des dossiers de la Cour Supérieure (en liquidation), du district de St-François, ce dernier a ordonné la liquidation de « La Compagnie de Téléphone de St-Adrien de Ham », constituée en vertu de la Loi des compagnies de télégraphe et de téléphone, chapitre 286, Statuts refondus, 1964, et nommé à titre de liquidateurs MM. Raymond Gagné et Armand Talbot, de St-Adrien de Ham.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38826-o 2083-16

Magasin co-op de Ste-Agathe

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres du « Magasin co-op de Ste-Agathe », tenue à Ste-Agathe, le 1er décembre 1970, il a été résolu que les affaires de ladite association coopérative soient liquidées, que celle-ci soit dissoute, en vertu des dispositions de la Loi des associations coopératives et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. Normand Martineau, Albert Martineau et Henri Gagné, ont été nommés liquidateurs.

Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,

38827-o J.-ALBERT GAGNON.

Caisse d'épargne et d'aide financière de Montréal et Laval

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la « Caisse d'épargne et d'aide financière de Montréal et Laval », tenue à Montréal, le 14 avril 1970, il a été résolu à l'unanimité que les affaires de ladite caisse soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. André Marceau, Gustave Martel et Maurice Veilleux soient nommés liquidateurs.

Québec, le 27 janvier 1971.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,

38788-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Winding Up Act

La Compagnie de Téléphone de St-Adrien de Ham

Take notice that, the 9th day of October, 1969, by judgment of the Honourable Mr. Justice Evender Veilleux in case Number 132 of the records of the Superior Court (in liquidation), in the district of Saint-François, the Honourable Veilleux ordered the winding-up of "La Compagnie de Téléphone de St-Adrien de Ham", incorporated under the Telegraph and Telephone Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 286), and appointed Messrs. Raymond Gagné and Armand Talbot, of Saint-Adrien de Ham as liquidators.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38826 2083-16

Magasin co-op de Ste-Agathe

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that, at a special general meeting of the members of "Magasin co-op de Ste-Agathe" held at Ste-Agathe on December 1, 1970, a resolution was passed stating that the affairs of the said co-operative association be liquidated, that it be dissolved, pursuant to the provisions of the Cooperative Associations Act and the Winding-up Act, and that Messrs. Normand Martineau, Albert Martineau and Henri Gagné were appointed liquidators.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial

38827 *Institutions, Companies and Cooperatives.*

Caisse d'épargne et d'aide financière de Montréal et Laval

(*Savings and Credit Union Act*)

Notice is hereby given that during a special general meeting of the members of the "Caisse d'épargne et d'aide financière de Montréal et Laval", held at Montreal, on April 14, 1970, a resolution was passed unanimously that the affairs of the said account be liquidated and that it be dissolved in accordance with the Savings and Credit Unions Act and the Winding-Up Act, and that Messrs. André Marceau, Gustave Martel and Maurice Veilleux be appointed liquidators.

Québec, January 27, 1971.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,

38788 *Companies and Cooperatives.*

Demandes à la Législature

La Corporation municipale de St-Donat

« La Corporation municipale de St-Donat », comté de Montcalm, s'adressera à la législature pour obtenir une Loi lui accordant le pouvoir d'ériger, posséder et opérer des barrages, écluses et canaux pour régler le niveau des lacs situés sur son territoire.

Le procureur de la municipalité,
38632-7-4-o JACQUES DUGAS, C.R.

Congregation Avath Scholom Nusoch Haori

Avis est donné que Joe Gorelik, manufacturier; Israël Kositsky, marchand; Morris Sacharen, marchand; Barney Yanofsky, agent d'assurance; Abraham Goodman, peintre; Nathan Nachfolger, gérant de bureau; Harry Nachfolger, marchand; A. Chizy, opérateur; Joe Freeder, marchand; Nathan Cohen, constructeur; Aaron Cohen, constructeur; Aaron Vogel, marchand; Oscar Singer, entrepreneur plombier; tous des cité et district de Montréal, et Isidore Greenbaum, avocat, de Côte Saint-Luc, dans le district de Montréal, s'adresseront à l'Assemblée nationale de la province de Québec, à sa prochaine session ou prochaine session subséquente afin de demander la passation d'un projet de Loi constituant en corporation « Congregation Avath Scholom Nusoch Haori ».

Daté à Montréal, 15 janvier 1971.

Le procureur des requérants,
38681-7-4 ISIDORE GREENBAUM.

Commissaires d'écoles pour la municipalité de Ville d'Anjou

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Ville d'Anjou, dans le comté de Lafontaine, s'adresseront à l'Assemblée Nationale de la province de Québec, à sa présente ou à une prochaine Session, dans le but de demander l'abrogation de la loi 6-7 Elizabeth 2, 1957-1958, chapitre 114, ainsi que la loi 7-8 Elizabeth 2, 1958-1959, chapitre 133, afin de revenir aux dispositions générales de la Loi de l'Instruction Publique fixant la date de la prochaine élection générale au deuxième lundi du mois de juin 1971, et abrogeant toute division en quartiers pour fins scolaires et pour toutes autres fins.

Montréal, le 25 janvier 1971.

Le secrétaire-trésorier,
38700-7-4-o PIERRE RACINE, C.A.

Applications to Legislature

The Municipal Corporation of St-Donat

"The Municipal Corporation of St-Donat", Montcalm county, will petition the National Assembly to have enacted a law granting power to erect, possess and operate dams, locks and canals to regulate water level on the lakes in its territory.

JACQUES DUGAS, Q.C.,
38632-7-4-o *Sollicitor for the Municipality.*

Congregation Avath Scholom Nusoch Haori

Notice is hereby given that Joe Gorelik, manufacturer; Israël Kositsky, merchant; Morris Sacharen, merchant; Barney Yanofsky, insurance agent; Abraham Goodman, painter; Nathan Nachfolger, office manager; Harry Nachfolger, merchant; A. Chizy, operator; Joe Freeder, merchant; Nathan Cohen, builder; Aaron Cohen, builder; Aaron Vogel, merchant; Oscar Singer, plumbing contractor, all of the city and district of Montreal, and Isidore Greenbaum, advocate, of Côte St. Luc, in the district of Montreal, will apply to the National Assembly of the Province of Québec at its next or next succeeding session to request the passing of a bill incorporating "Congregation Avath Scholom Nusoch Haori".

Dated at Montreal, January 15, 1971.

ISIDORE GREENBAUM,
38681-7-4-o *Attorney for the petitioners.*

School Commissioners for the municipality of Ville d'Anjou

Notice is hereby given that the School commissioners for the municipality of Ville d'Anjou, in the county of Lafontaine, will petition the National Assembly of the Province of Québec, at its present or next Session, in order to obtain the abrogation of the Act: 6-7 Elizabeth 2, 1957-1958, chapter 114, and 7-8 Elizabeth 2, 1958-1959, chapter 133, and replacing these special laws by the General Regulations of the Education Act, and fixing the date of the next general election to the second Monday of June 1971, and abrogating any division in wards for school purposes.

Montreal, January 25, 1971.

PIERRE RACINE, C.A.,
38700-7-4-o *Secretary-Treasurer.*

Député élu

Bureau du président général des élections

Je donne avis par les présentes que monsieur Jean Cournoyer, avocat, 18, rue Banff, Dollard-des-Ormeaux, a été élu député du collège électoral de Chambly, à l'Assemblée nationale du Québec, en remplacement de l'honorable Pierre Laporte, décédé.

Québec, le 17 février 1971.

Le président général des élections,
38835-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Member Elected

Office of the chief Returning officer

Notice is hereby given that Mr. Jean Cournoyer, advocate, 18 Banff Street, Dollard-des-Ormeaux, has been returned to represent the electoral division of Chambly, in the National Assembly of Québec, in the place of the Honourable Pierre Laporte, deceased.

Québec, Febuary 17, 1971.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
38835-o *Chief Returning-Officer.*

Nomination

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 22 décembre 1970.

M. Conrad Prénoveau, avocat, membre du Barreau de la province et conseil en Loi de la reine, de Montréal, nommé, en vertu de l'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires, (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 20), juge de la Cour provinciale avec juridiction dans toute la province mais tout particulièrement et sans restriction dans le district judiciaire de Montréal, et pour agir, dans la province, selon l'article 126 des Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 20, comme magistrat de district en ce qui concerne les juridictions accordées par les lois du Parlement du Canada aux magistrats de districts, que ces juridictions leur soient attribuées sous le titre de « magistrat » ou sous celui de « magistrat de district », avec résidence dans la ville de Montréal ou dans le voisinage immédiat, ledit M. Conrad Prénoveau, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de la Cour provinciale, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe *b*) de l'article 466 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel, le tout à compter du 22 décembre 1970.

Québec, le 9 février 1971.

JEAN ALARIE,
38747-o *Sous-procureur général adjoint.*

Appointment

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council was pleased to make, by Commissions under the Great Seal of the Province, the following appointment, to wit:

Québec, December 22, 1970.

Mr. Conrad Prénoveau, advocate, member of the Bar of the Province, Queen's Counsel learned in the law, of Montreal, appointed, under section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 20), Judge of the Provincial Court with jurisdiction in the whole province but particularly and without restriction in the judicial district of Montreal, and to act, in the Province, in accordance with section 126 of the Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 20, as district magistrate with regard to the jurisdictions granted by the Acts of the Parliament of Canada to district magistrates, that these jurisdictions be granted to them under the title of "magistrate" or under that of "district magistrate", with residence in the city of Montreal, with residence in the city of Montreal or the near vicinity, the said Mr. Conrad Prénoveau, in view of his appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Judge of the Provincial Court, being authorized to exercise, under the authority of paragraph (*b*) of section 466 of the Criminal Code, the jurisdiction of a magistrate under Part XVI of the said Criminal Code, the whole as from December 22, 1970.

Québec, February 9, 1971.

JEAN ALARIE,
38747 *Assistant Deputy Attorney General.*

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Plan conjoint des producteurs de lait du Québec

Avis de correction

Prenez avis que le « règlement de pool » publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 16 janvier 1971 est corrigé ainsi qu'il suit:

1° En ajoutant avant « Titre I » ce qui suit:

« Prenez avis que, par sa décision no 878 rendue le 23 décembre 1970, la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé le règlement suivant adopté par la Fédération des producteurs de lait du Québec le 1er décembre 1970:

Règlement de Pool »

2° En remplaçant, à l'article 28 du chapitre VII, les chiffres « 0.25 par « 0.26 ».

Montréal, ce 16 janvier 1971.

Régie des marchés agricoles du Québec,
Le secrétaire,
38779-o ME GILLES LEBLANC.

Québec Agricultural Marketing Board

Québec Milk Producer's Joint Plan

Notice of correction

Notice is hereby given that the "Pool By-law" published in the *Québec Official Gazette* on January 16, 1971, is corrected as follows:

1. By adding before "Title I" what follows:

"Take notice that, by its decision No. 878 rendered on December 23, 1970, the Québec Agricultural Marketing Board has approved the following by-law adopted by the Fédération des producteurs de lait du Québec on December 1st, 1970;

Pool By-Law"

2. By replacing, in article 28 of chapter VII, the figures "0.25" by "0.26".

Montreal, January 16, 1971.

Québec Agricultural Marketing Board,
ME GILLES LEBLANC,
38779-o *Secretary.*

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la loi.

À nos très aimés et fidèles conseillers les membres de l'Assemblée nationale du Québec,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le vingt-troisième jour de février prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la ville de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le vingt et unième jour de janvier, l'an de grâce mil neuf cent soixante et onze et de Notre règne le dix-neuvième.

Par ordre,

Le secrétaire de la chancellerie à Québec,
RENÉ BLONDIN.

38360-5-4-o

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councillors, the members of the National Assembly of Québec.

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to summon the Legislature of the Province of Québec for the dispatch of business, We hereby convene you for the twenty-third day of February next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Québec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Québec, on the twenty-first day of January, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-one, in the nineteenth year of Our Reign.

By command,

RENÉ BLONDIN,
Clerk of the Crown in Chancery, at Québec.

38360-5-4-o

Sièges sociaux

Bernard Armature inc.

Avis est donné que le siège social de la compagnie « Bernard Armature inc. », incorporée par lettres patentes en date du 5 juin 1969, et ayant son siège social à Montréal, est transporté du 2288, Monsabré où il était situé auparavant au 2147, rue Bossuet, dans les cité et district de Montréal.

Montréal, le 20 janvier 1971.

(Sceau)

Le secrétaire,
GILLES ST-PIERRE.

38763-o 2743-69

Pik-O-Pak Ltd.

La compagnie « Pik-O-Pak Ltd. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Saint-Lambert, au numéro 3555 est, boulevard Métropolitain, Suite 617, Montréal.

Le secrétaire,
RENÉ TOUGAS.

38765-o 1329-67

Head Offices

Bernard Armature inc.

Notice is given that the head office of "Bernard Armature inc.", incorporated by letters patent on the June 5, 1969, and with its head office in Montreal, is transferred from 2288 Monsabré where it was situated before to 2147 Bossuet Street, in the city and district of Montreal.

Montreal, January 20, 1971.

(Seal)

GILLES ST-PIERRE,
Secretary.

38763 2743-69

Pik-O-Pak Ltd.

Notice is given that "Pik-O-Pak Ltd." has changed its head office from Saint-Lambert to number 3555 Metropolitan Boulevard East, Suite 617, Montreal.

RENÉ TOUGAS,
Secretary.

38765 1329-67

Gestion V.P.D. inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Gestion V.P.D. inc. », constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes en date du 16 décembre 1970 et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau à Suite 3504, Tour de la Bourse, Place Victoria, Montréal 115, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 23e jour de décembre 1970.

Le président,
LAMBERT TOUPIN.

38764-o 5584-70

Gestion V.P.D. inc.

Notice is hereby given that the company "Gestion V.P.D. inc.", incorporated in the province of Québec by letters patent dated December 16, 1970 and having its head office in the city of Montreal, has established its principal place of business at Suite 3504, Stock Exchange Tower, Victoria Square, Montreal 115, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its principal place of business and head office.

Dated at Montreal, this 23rd day of December 1970.

LAMBERT TOUPIN,
President.

38764-o 5584-70

Placements Reino ltée
Reino Investments Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Placements Reino ltée — Reino Investments Ltd. », constituée en corporation sous l'autorité de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 6e jour d'octobre 1966, et ayant son siège social à St-Jérôme où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 396, de la rue Parent, l'a transporté au numéro 575, de la rue Leroux.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à St-Jérôme, ce 11e jour de janvier 1971.

(Sceau) *Le secrétaire,*
FRANÇOIS CHAPUT.

38766-o 4046-66

Placements Reino ltée
Reino Investments Ltd.

Notice is hereby given that the company "Placements Reino ltée — Reino Investments Ltd.", incorporated by letters patent dated the 6th day of October 1966, and having his head office in St-Jérôme where up till today its office was located at civic number 396 Parent Street, has moved its office to civic number 575 Leroux Street.

From the date of the present notice, the said address is considered by the company as the address of its head office.

Dated at St-Jérôme, this 11th day of January 1971.

(Seal) FRANÇOIS CHAPUT,
Secretary.

38766-o 4046-66

Ternac inc.

Avis est donné que la compagnie « Ternac inc. », constituée en corporation sous la Loi des compagnies, en date du 19 octobre 1970, et ayant son siège social dans la ville de Lachine, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 394, de la 51e Avenue, Lachine.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Lachine, ce 13e jour de janvier 1971.

(Sceau) NORMA BAXTER.

38767-o 4537-70

Ternac inc.

Notice is given that "Ternac inc.", incorporated under the Companies Act on October 19, 1970, and having its head office in the city of Lachine, district of Montreal, has established its office at 394, 51st Avenue, Lachine.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Lachine, this 13th day of January, 1971.

(Seal) NORMA BAXTER.

38767 4537-70

Le Carré d'art inc.

Avis est donné que la compagnie « Le Carré d'art inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 22 mai 1970 et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au numéro 3451 de la rue Prud'homme, dans ladite ville de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 10 août 1970.

(Sceau) JEAN-PIERRE TOUPIN.

38834-o 2041-1970

Le Carré d'art inc.

Notice is hereby given that "Le Carré d'art inc.", incorporated in virtue of the first part of the Companies Act, dated May 22nd, 1970 and having its head office in Montreal has established its place of business at 3451 Prud'homme St., in Montreal.

From now on the above mentioned place of business shall be considered, by the corporation, as being its head office.

Dated at Montreal, August 10, 1970.

(Seal) JEAN-PIERRE TOUPIN.

38834-o 2041-1970

Autoski inc.

La compagnie « Autoski inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 1, rue Lemay, St-David-de-l'Auberivière au numéro 6, rue Rodrigue, Lévis.

Le secrétaire,
ALPHONSE LACASSE.

38814-o 2845-69

Copilia Design Inc.

Avis est donné que la compagnie « Copilia Design Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 novembre 1970, et ayant son siège social au 1916, rue Ducharme, Outremont, a changé l'endroit de son siège social et est maintenant situé au 1619, rue Ducharme, Outremont.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 14e jour de janvier 1971.

Les procureurs de la compagnie,
LAPOINTE, ROSENSTEIN, WHITE,
38820-o LEMAÎTRE-AUGER & KONIGSBERG.

Pavillon Claude inc.

La compagnie « Pavillon Claude inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Hull au numéro 176, rue Brian, Gatineau.

Le secrétaire,
MICHELLE GAUTHIER.

38821-o 700-67

Raftery Caterers (Montreal) Ltd.
Les Traiteurs Raftery (Montréal) ltée

La compagnie « Raftery Caterers (Montreal) Ltd.— Les Traiteurs Raftery (Montréal) ltée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 7e jour d'octobre 1970, et ayant son siège social à Dorval, district de Montréal, donne avis qu'elle a transporté son bureau de 60, avenue Lagacé à 332, avenue Lagacé.

Montréal, ce 12e jour d'octobre 1970.

Le secrétaire,
DOREEN RAFTERY.

38823 4399-70

Renoir Textile Mills Inc.

La compagnie « Renoir Textile Mills Inc. », constituée en corporation en vertu des lois de la province de Québec, par lettres patentes datées du 14 avril 1964, donne avis qu'elle a son siège social et sa principale place d'affaires à 310, 5e Avenue, Iberville, Québec, au lieu de 66, 5e Avenue, Iberville, Québec, ledit changement provient d'une modification apportée dans le numérotage civique par la municipalité d'Iberville.

25 novembre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
BERNARD RICHMOND.

38824 1667-64

Autoski inc.

Notice is given that "Autoski inc." has changed its head office from number 1, Lemay Street, St-David-de-l'Auberivière to number 6, Rodrigue Street, Lévis.

ALPHONSE LACASSE,
Secretary.

38814 2845-69

Copilia Design Inc.

Notice is hereby given that "Copilia Design inc.", company incorporated by letters patent, on November 13th, 1970, having its head office in the city of Outremont, at 1916 Ducharme Street, has moved it to 1619 Ducharme Street, Outremont.

From and after the date of this notice, this head office shall be consider by the company has being the head office of the company.

Given at Montreal, this 14th day of January 1971.

LAPOINTE, ROSENSTEIN, WHITE,
LEMAÎTRE-AUGER & KONIGSBERG,
Attorneys for the Company.

38820-o 4994-70

Pavillon Claude inc.

Notice is given that "Pavillon Claude inc." has changed its head office from Hull to number 176 Brian Street, Gatineau.

MICHELLE GAUTHIER,
Secretary.

38821 700-67

Raftery Caterers (Montreal) Ltd.
Les Traiteurs Raftery (Montréal) ltée

Notice is hereby given that "Raftery Caterers (Montreal) Ltd.— Les Traiteurs Raftery (Montréal) ltée", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated the 7th day of October, 1970, and having its head office in Dorval, district of Montreal has moved its office from 60 Lagace Avenue to 32 Lagace Avenue.

Montreal, this 12th day of October, 1970.

DOREEN RAFTERY,
Secretary.

38823-o 4399-70

Renoir Textile Mills Inc.

Notice is hereby given that "Renoir Textile Mills Inc.", incorporated under the laws of the province of Québec by letters patent dated April 14, 1964, has its head office and principal place of business at 310, 5th Avenue, Iberville, Québec, instead of 66, 5th Avenue, Iberville, Québec, which change has resulted from the municipality of Iberville altering the manner of numbering.

November 25, 1970.

BERNARD RICHMOND,
Secretary-Treasurer.

38824-o 1667-64

Petites Soeurs de Jésus

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 1er février 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Petites Soeurs de Jésus », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38822-o 429-70

Silver Provisions Inc.

Avis est donné que la compagnie « Silver Provisions Inc. » a transféré son siège social du 666, rue Du Maire, Laprairie, au 8203, chemin Montréal-Toronto, Montréal-Ouest.

Le secrétaire,
VIVIAN MATHILDE SILVER.

38825 2524-46

Petites Soeurs de Jésus

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved on February 1, 1971 the general by-laws of the corporation "Petites Soeurs de Jésus", and such, in accordance with section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38822 429-70

Silver Provisions Inc.

Notice is given that "Silver Provisions Inc." has transferred its head office from 666 Du Maire St., Laprairie to 8203 Montreal-Toronto Road, Montreal-West.

VIVIAN MATHILDE SILVER,
Secretary.

38825-o 2524-46

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Assurances

L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales
The Equitable General Insurance Company

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales — The Equitable General Insurance Company », compagnie provinciale, dont le siège social est situé à Montréal, province de Québec, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales — The Equitable General Insurance Company », compagnie fédérale, dont le siège social est situé à Montréal, province de Québec, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 31 décembre 1970, et lequel contrat de réassurance a pris effet le 1er janvier 1971;

Attendu que « L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales — The Equitable General Insurance Company », compagnie fédérale, est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales — The Equitable General Insurance Company », compagnie provinciale, s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales — The Equitable General Insurance Company », compagnie provinciale, sont annulés à compter du 1er janvier 1971.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 2 janvier 1971.

Pour le Ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la Province,
Le surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

38778-8-2-o

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Insurance

L'Équitable, Compagnie d'Assurance Générales
The Equitable General Insurance Company

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales — The Equitable General Insurance Company", provincial company, whose head office is situated in Montreal, Province of Québec, which company was duly authorized to do business in the Province of Québec, has reinsured all its business in the Province of Québec with "L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales — The Equitable General Insurance Company", federal company, whose head office is situated in Montreal, Province of Québec, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 31st of December 1970, with effect with the 1st of January 1971;

Whereas "L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales — The Equitable General Insurance Company", federal company, is duly authorized to do business in the Province of Québec;

Whereas "L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales — The Equitable General Insurance Company", provincial company, has complied with the provisions of section 103 of the Québec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales — The Equitable General Insurance Company", provincial company, are cancelled as from the 1st of January 1971.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of financial institutions, companies and cooperatives, the 2nd of January 1971.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

38778-8-2-o

Sociétés agricoles et laitières

Cercle d'amélioration du bétail d'Acton Vale

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil no 286 du 20 janvier 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail d'Acton Vale », avec siège social à Acton Vale, dans le comté de Bagot, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Bureau du ministre, le 10 février 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture, et de la colonisation,

38784-o GAËTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration du bétail d'Amqui

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil no 508 du 3 février 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail d'Amqui », avec siège social à Amqui, dans le comté de Matapédia, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 10 février 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,

38784-o GAËTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration du bétail de Bic

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil no 509 du 3 février 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Bic », avec siège social à Bic, dans le comté de Rimouski, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Bureau du ministre, le 10 février 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,

38784-o GAËTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration du bétail de Cacouna

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil no 511 du 3 février 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Cacouna », avec siège social à Cacouna, dans le comté de Rivière-du-Loup, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Bureau du ministre, le 10 février 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,

38784-o GAËTAN LUSSIER.

Farmers' and Dairymen's Associations

Cercle d'amélioration du bétail d'Acton Vale

Notice is hereby given that, in accordance with Order in Council No. 286 of January 20, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association under the name of "Cercle d'amélioration du bétail d'Acton Vale", with the head office at Acton Vale, in the county of Bagot, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Associations Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, February 10, 1971.

GAËTAN LUSSIER,

Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

38784

Cercle d'amélioration du bétail d'Amqui

Notice is hereby given that, in accordance with Order in Council No. 508 of February 3, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association under the name of "Cercle d'amélioration du bétail d'Amqui" with its head office at Amqui, in the county of Matapédia, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Associations Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, February 10, 1971.

GAËTAN LUSSIER,

Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

38784

Cercle d'amélioration du bétail de Bic

Notice is hereby given that, in accordance with Order in Council No. 509 of February 3, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Bic", with its head office at Bic, in the county of Rimouski, in accordance with the Farmers' and Dairymens' Associations Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, February 10, 1971.

GAËTAN LUSSIER,

Deputy Minister of Agriculture, and Colonization.

38784

Cercle d'amélioration du bétail de Cacouna

Notice is hereby given that, in accordance with Order in Council No. 511 of February 3, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Cacouna", with its head office at Cacouna, in the county of Rivière-du-Loup, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Associations Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, February 10, 1971.

GAËTAN LUSSIER,

Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

38784

Cercle d'amélioration du bétail de Coaticook

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil no 298 du 20 janvier 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Coaticook », avec siège social à Coaticook, dans le comté de Stanstead, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q., 1964, chapitre 116).

Bureau du ministre, le 10 février 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,

38784-o GAËTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration du bétail de Granby

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil no 296 du 20 janvier 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Granby », avec siège social à Granby, dans le comté de Shefford, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Bureau du ministre, le 10 février 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,

38784-o GAËTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration du bétail de La Pocatière

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil no 504 du 3 février 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de La Pocatière », avec siège social à La Pocatière, dans le comté de Kamouraska, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Bureau du ministre, le 10 février 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,

38784-o GAËTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration du bétail de Marieville

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil no 295 du 20 janvier 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil au autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Marieville », avec siège social à Marieville, dans le comté de Rouville, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q., 1964, chapitre 116).

Bureau du ministre, le 10 février 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,

38784-o GAËTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration du bétail de Matane

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil no 506 du 3 février 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du

Cercle d'amélioration du bétail de Coaticook

Notice is hereby given that, in accordance with Order in Council No. 298 of January 20, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Coaticook", with its head office at Coaticook, in the county of Stanstead, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Associations Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, February 10, 1971.

GAËTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

38784

Cercle d'amélioration du bétail de Granby

Notice is hereby given that, in accordance with Order in Council No. 296 of January 20, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Granby", with its head office at Granby, in the county of Shefford, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Associations Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, February 10, 1971.

GAËTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

38784

Cercle d'amélioration du bétail de La Pocatière

Notice is hereby given that, in accordance with Order in Council No. 504 of February 3, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de La Pocatière", in accordance with the Farmers' and Dairymen's Associations Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, February 10, 1971.

GAËTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonisation.

38784

Cercle d'amélioration du bétail de Marieville

Notice is hereby given that, in accordance with Order in Council No. 295 of January 20, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Marieville", with its head office at Marieville, in the county of Rouville, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Associations Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, February 10, 1971.

GAËTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

38784

Cercle d'amélioration du bétail de Matane

Notice is hereby given that, in accordance with Order in Council No. 506 of February 3, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association under the name of

bétail de Matane », avec siège social à Matane, dans le comté de Matane, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 10 février 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,
GAËTAN LUSSIER.

38784-o

Cercle d'amélioration du bétail de Mont-Joli

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil no 507 du 3 février 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Mont-Joli », avec siège social à Mont-Joli, dans le comté de Matane, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 10 février 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,
GAËTAN LUSSIER.

38784-o

Cercle d'amélioration du bétail de Richmond

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 294 du 20 janvier 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Richmond », avec siège social à Richmond, dans le comté de Richmond, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 10 février 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,
GAËTAN LUSSIER.

38784-o

Cercle d'amélioration du bétail de Sainte-Brigide

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 291 du 20 janvier 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Sainte-Brigide », avec siège social à Sainte-Brigide, dans le comté d'Iberville, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté au bureau du ministre, le 10 février 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture, et de la colonisation,
GAËTAN LUSSIER.

38784-o

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Clément

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 512 du 3 février 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Clément », avec siège social à Saint-Clément,

"Cercle d'amélioration du bétail de Matane", with its head office at Matane, inthe county of Matane, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Associations Act, (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Dated from the office of the Minister, February 10, 1971.

GAËTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

38784

Cercle d'amélioration du bétail de Mont-Joli

Notice is hereby given that, in accordance with Order in Council No. 507 of February 3, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Mont-Joli", with its head office at Mont-Joli, in the county of Matane, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Associations Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Dated from the office of the Minister, February 10, 1971.

GAËTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

38784

Cercle d'amélioration du bétail de Richmond

Notice is hereby given that, in accordance with Order in Council No. 294 of January 20, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Richmond", with its head office at Richmond, in the county of Richmond, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Associations Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Dated from the office of the Minister, February 10, 1971.

GAËTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

38784

Cercle d'amélioration du bétail de Sainte-Brigide

Notice is hereby given that, in accordance with Order in Council No. 291 of January 20, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Sainte-Brigide", with its head office at Sainte-Brigide, in the county of Iberville, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Associations Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Dated from the office of the Minister, February 10, 1971.

GAËTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture, and Colonization.

38784

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Clément

Notice is hereby given that, in accordance with Order in Council No. 512 of February 3, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Clément",

dans le comté de Rivière-du-Loup, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 10 février 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
et de la colonisation,
38784-o GAËTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Hermas

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 290 du 20 janvier 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Hermas », avec siège social à Saint-Hermas, dans le comté de Deux-Montagnes, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 10 février 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture
et de la colonisation,
38784-o GAËTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Malo

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 289 du 20 janvier 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Malo », avec siège social à Saint-Malo, dans le comté de Compton, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 10 février 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture
et de la colonisation,
38784-o GAËTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration du bétail de Sainte-Martine

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 288 du 20 janvier 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Sainte-Martine », avec siège social à Sainte-Martine, dans le comté de Châteauguay, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 10 février 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
et de la colonisation,
38784-o GAËTAN LUSSIER.

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Pascal

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 505 du 3 février 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail

with its head office at Saint-Clément, in the county of Rivière-du-Loup, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Associations Act (R.S.Q., 1964, chapter (116).

Dated from office of the Minister, February 10, 1971.

GAËTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture
38784 *and Colonization.*

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Hermas

Notice is hereby given that, in accordance with Order in Council No. 290 of January 20, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Hermas", with its head office at Saint-Hermas, in the county of Deux-Montagnes, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Associations Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Dated from the office of the Minister, February 10, 1971.

GAËTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture
38784 *and Colonization.*

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Malo

Notice is hereby given that, in accordance with Order in Council No. 289 of January 20, 1971 the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Malo", with its head office at Saint-Malo, in the county of Compton, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Associations Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Dated from the office of the Minister, February 10, 1971.

GAËTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture
38784 *and Colonization.*

Cercle d'amélioration du bétail de Sainte-Martine

Notice is hereby given that, in accordance with Order in Council No. 288 of January 20, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of "Cercle d'amélioration du bétail de Sainte-Martine", with its head office at Sainte-Martine, in the county of Châteauguay, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Associations Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Dated from the office of the Minister, February 10, 1971.

GAËTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture
38784 *and Colonization.*

Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Pascal

Notice is hereby given that, in accordance with Order in Council No. 505 of February 3, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association under

de Saint-Pascal », avec siège social à Saint-Pascal, dans le comté de Kamouraska, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 10 février 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation.
GAËTAN LUSSIER.
38784-o

Cercle d'amélioration du bétail de St-Sébastien

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 292 du 20 janvier 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Sébastien », avec siège social à Saint-Sébastien, dans le comté d'Iberville, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 10 février 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,
GAËTAN LUSSIER.
38784-o

Cercle d'amélioration du bétail de Salaberry

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 287 du 20 janvier 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Salaberry », avec siège social à Saint-Stanislas-de-Kostka, dans le comté de Beauharnois, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chaptre 116).

Daté du bureau du ministre, le 10 février 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,
GAËTAN LUSSIER.
38784-o

Cercle d'amélioration du bétail de Sherbrooke

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 297 du 20 janvier 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Sherbrooke », avec siège social à Sherbrooke, dans le comté de Sherbrooke, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 20 février 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,
GAËTAN LUSSIER.
38784-o

the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Pascal", with its head office at Saint-Pascal, in the county of Kamouraska, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Associations Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Dated from the office of the Minister, February 19, 1971.

GAËTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.
38784

Cercle d'amélioration du bétail de St-Sébastien

Notice is hereby given that, in accordance with Order in Council No. 292 of January 20, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Sébastien", with its head office at Saint-Sébastien, in the county of Iberville, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Associations Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Dated from the office of the Minister, February 10, 1971.

GAËTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonisation.
38784

Cercle d'amélioration du bétail de Salaberry

Notice is hereby given that, in accordance with Order in Council No. 287 of January 20, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmer's and dairymen's association under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Salaberry", with its head office at Saint-Stanislas-de-Kostka in the county of Beauharnois, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Associations Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Dated from the office of the Minister, February 10, 1971.

GAËTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.
38784

Cercle d'amélioration du bétail de Sherbrooke

Notice is hereby given that, in accordance with Order in Council No. 297 of January 20, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Sherbrooke", with its head office at Sherbrooke, in the county of Sherbrooke, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Associations Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Office of the Minister, February 10, 1971.

GAËTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.
38784

Cercle d'amélioration du bétail de Stanstead

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil no 299 du 20 janvier 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Stanstead », avec siège social à Stanstead, dans le comté de Stanstead, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 10 février 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,
GAËTAN LUSSIER.

38784-o

Cercle d'amélioration du bétail de Trois-Pistoles

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil no 510 du 3 février 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Trois-Pistoles », avec siège social à Trois-Pistoles, dans le comté de Rivière-du-Loup, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 10 février 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,
GAËTAN LUSSIER.

38784-o

Cercle d'amélioration du bétail de Weedon

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil no 300 du 20 janvier 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Weedon », avec siège social à Weedon, dans le comté de Wolfe, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 10 février 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,
GAËTAN LUSSIER.

38784-o

Cercle d'amélioration du bétail de Wotton

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil no 301 du 20 janvier 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Wotton », avec siège social à Wotton, dans le comté de Wolfe, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 10 février 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la colonisation,
GAËTAN LUSSIER.

38784-o

Cercle d'amélioration du bétail de Stanstead

Notice is hereby given that, in accordance with Order in Council No. 299 of January 20, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Stanstead", with its head office at Standstead, in the county of Stanstead, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Associations Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Dated from the office of the Minister, February 10, 1971.

GAËTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

38784

Cercle d'amélioration du bétail de Trois-Pistoles

Notice is hereby given that, in accordance with Order in Council No. 510 of February 3, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Trois-Pistoles", with its head office at Trois-Pistoles, in the county of Rivière-du-Loup, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Associations Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Dated from the office of the Minister, February 10, 1971.

GAËTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

38784

Cercle d'amélioration du bétail de Weedon

Notice is hereby given that, in accordance with Order in Council No. 300 of January 20, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Weedon", with its head office at Weedon, in the county of Wolfe, in accordance with the Farmers' and Dairymen's Associations Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Dated from the office of the Minister, February 10, 1971.

GAËTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

38784

Cercle d'amélioration du bétail de Wotton

Notice is hereby given that, in accordance with Order in Council No. 301 of January 20, 1971, the Lieutenant-Governor in Council authorized the formation of a farmers' and dairymen's association under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Wotton", with its head office at Wotton, in the county of Wolfe, in accordance with the Farmer' and Dairymen's Associations Act (R.S.Q., 1964, chapter 116).

Dated from the office of the Minister, February 10, 1971.

GAËTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Agriculture.

38784

Ventes pour taxes

Cité de la Pointe-aux-Trembles

Avis est par les présentes donné par le soussigné, Guy Vanier, greffier de la cité de la Pointe-aux-Trembles, que les immeubles ci-dessous désignés, seront vendus à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville, 11953 est, rue Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles, Québec, LUNDI, le QUINZIÈME jour du mois de MARS 1971, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales générales et scolaires, des intérêts et des frais encourus, à moins que ces taxes, frais et intérêts ne soient réglés avant cette date à l'Hôtel de Ville, 11953 est, rue Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles.

Sales for Taxes

City of Pointe-aux-Trembles

Notice is hereby given by the undersigned, Guy Vanier, City Clerk of the city of Pointe-aux-Trembles, that the immoveable properties hereinafter described, will be sold by public auction at the City Hall, 11953 Notre-Dame Street East, Pointe-aux-Trembles, Québec, on MONDAY, the FIFTEENTH day of MARCH, 1971, at TEN o'clock a.m., for the payment of general municipal taxes, school taxes and interest, as given below, and the costs which may be subsequently incurred, unless before that date, the said taxes, interest and costs have been paid at the City Hall, 11953 Notre-Dame Street East, Pointe-aux-Trembles.

Numéro de compte Account number	Nom et adresse Name and address	No du cadastre et subdivisions No. of cadastre and subdivisions	Taxes munic. 1968 Munic. taxes	Taxes scol. 1968 School taxes	Taxes munic. 1969 Munic. taxes	Taxes scol. 1969 School taxes
21	Monico Inc., 3155, 36e Avenue, Ville St-Michel...	99-P.....				$ 646.87
27	Denis Quintal, 11,770 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles.....	105-7, 104-5-P....			$ 58.25	
66	Charles-E. Bousquet, 1448, 6e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	101-43 à-to 47....			1,748.12	1,722.40
83	Lamothe Automobile Ltée, 11,905 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles.....	121-82-83.....				375.76
99	Gilles Beauséjour & J.-E. St-Laurent, 598, 3e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	100-24-25-P.....			80.30	
105	Ernest Messier, 11,764 Prince-Albert, Pointe-aux-Trembles.....	101-101-108-30-31.....			295.22	211.60
123	Cyprien Dion, 1811, 5e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	93 175-P. à-to 177 100-75.....			528.93	485.20
148	André Kingsley, 11,530 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	93 102 103-P.....			202.05	155.20
149	Mme F.-P. Lepage, 11,536 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	93-103-P.....$	21.42		176.48	134.80
159	Léo Miousse, 858, 3e Avenue, Pointe-aux-Trembles	100-106 à-to 108-P.....			303.13	157.20
163	Léon Gagnon, 11,690 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	100-102-P.....			31.41	
172	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	109 263.....			187.76	28.20
173	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	109 264.....				28.20
188	Placements Ville Marie Ltée.....	93-213, 214.....				251.89
198	Paul-H. Zannis, 5734 avenue Coolbrook, Montréal.	100-217-218.....			239.33	
209	L. Katezanski & B. H. Goldstein, 5513 Borden, Côte St-Luc, Montréal.....	109-401 à-to 404, 121-318 à-to 321			311.74	108.55
216	C. Baillargeon & Frères Ltée, 40 Des Frênes, Pointe-aux-Trembles.....	93-244 à-to 246...			663.26	988.76
273	C. Proulx, 11,885 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	121-443-P. 444...			24.38	
279	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	93-369-370-368-P.	620.60	$ 428.00	579.88	428.00
280	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	93-372-373-374-P.	608.70	425.60	571.47	425.60
281	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles.....	93-375-376-375-P.	548.58	426.40	509.93	426.40
284	Lucien Prud'Homme, 537 Préfontaine, Montréal..	93-379-P. 380-P..			164.55	
291	Mme Joseph Dufresne, 3157 Jean Brillant, Côte des Neiges, Montréal.....	100-350.....	67.88		47.48	13.60
304	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	109-502-P.....			22.23	13.27
390	Paul Bissonnette, 833, 3e Avenue, Pointe-aux-Trembles.....	121-685-686.....			260.50	100.40

Numéro de compte / Account number	Nom et adresse / Name and address	No du cadastre et subdivisions / No. of cadastre and subdivisions	Taxes munic. 1968 Munic. taxes	Taxes scol. 1968 School taxes	Taxes munic. 1969 Munic. taxes	Taxes scol. 1969 School taxes
395	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	121-1223			$438.45	$ 82.12
428	Fernand Giroux, 11,938 Forsyth, Pointe-aux-Trembles	121-877-P.-878			28.08	
448	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	121-947-1007			15.37	29.86
479	Oreste Basile, 786, 1ère Avenue, Pointe-aux-Trembles	93-92-P. 93-P			78.70	
492	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles	93-229-230			466.02	405.20
494	Camille Boutin, 11952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles	93-233 à-to 235			521.92	436.00
498	Dame Renald Tétreault, 1258, 1ère Avenue, Pointe-aux-Trembles	93-356	$252.43	$224.00	243.41	224.00
512–01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	93-869-P. 870			26.18	56.41
528	Camille Boutin, 11952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles	93-272-271			484.63	424.00
533	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles	93-260-259			484.63	422.00
540	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles	93-391-390			499.25	438.80
541	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles	93-389-388			484.61	422.00
551–01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	93-908-P. 907			27.72	73.83
594	W. Stemart Milne, 1284, 2e Avenue, Pointe-aux-Trembles	93-423-424			283.64	174.40
607	Crédit Immobilier Inc., 1260. 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	93-946-948-P			41.19	43.96
608	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	93-947				43.96
663	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	93-976-P.-977-978-P			38.50	82.95
737–06	Marc-Aimé Guérin, 6861, 42e Avenue, Rosemont, Montréal	100-374-375			9.34	
737–07	Marc-Aimé Guérin, 6861, 42e Avenue, Rosemont, Montréal	100-376-377			18.32	
740	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	100-732-P			79.46	29.03
741	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	100-733-734-P				42.30
798	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	100-763-P.-764-765-P			332.42	72.17
844	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	100-788-P., 789, 790-P			172.41	72.17
848	Charles-E. Bousquet, 1448, 6e Avenue, Pointe-aux-Trembles	101-51-52			124.35	27.20
892	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	101-744-P. 745, 746-P., 100-825-P., 826, 824-P			168.45	70.51
939	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	101-769-P., 770, 771-P			58.99	70.51
987	Maurice Morin, 1855, 5e Avenue, Pointe-aux-Trembles	101-451	33.57	6.80	36.34	6.80
999	Normand Dubé, 1639, 5e Avenue, Pointe-aux-Trembles	101-558-P., 559-P.			63.03	
1004	J.-G. Denis, 11,365 Bois de Boulogne, Montréal	101-564-P., 564-P.			184.94	134.40
1020	Victor McMullen & Uxor, 1847, 5e Avenue, Pointe-aux-Trembles	101-679-P., 680-P.			154.76	127.20
1022	Philippe Champagne & Uxor, 1859, 5e Avenue, Pointe-aux-Trembles	101-681-P., 682-P.			27.90	
1024–05	Roger Bergeron, 1931, 5e Avenue, Pointe-aux-Trembles	101-692-P., 693-P.			156.69	127.60
1104	Paul-Émile Cyr, 9166, 57e Avenue, Rivière des Prairies, Montréal	101-971, 108-520	769.97	459.60	767.96	459.60

Numéro de compte / Account number	Nom et adresse / Name and address	No du cadastre et subdivisions / No. of cadastre and subdivisions	Taxes munic. 1968 Munic. taxes	Taxes scol. 1968 School taxes	Taxes munic. 1969 Munic. taxes	Taxes scol. 1969 School taxes
1169	Charles-E. Bousquet, 1448, 6e Avenue, Pointe-aux-Trembles	108-521			$ 336.20	$127.20
1211	Claude Sanschagrin et *al.*, 2130 Fleury E., Montréal	109-735, 736-P.			8.30	
1237	R. & Thomas Louis Laforest, 755, 7e Avenue, Pointe-aux-Trembles	109-273 à-to 281			714.62	
1238	R. & Thomas Louis Laforest, 755, 7e Avenue, Pointe-aux-Trembles	109-282 à-to 293			1,239.52	
1243	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	109-306, 307, 308			186.13	63.87
1244	Katezanski, M. L. & Goldstein, B. H., 5513 Borden, Côte St-Luc, Montréal	109-405 à-to 412			234.73	106.65
1265	Donato Belviso, 1837, 7e Avenue, Pointe-aux-Trembles	109-775-P. 776	$139.20		181.26	128.80
1311	M. Katezanski & B. H. Goldstein, 5513 Borden, Côte St-Luc, Montréal	121-322			24.00	9.01
1313	M. Katezanski & B. H. Goldstein, 5513 Borden, Côte St-Luc, Montréal	121-323-P., 323-P. à-to 330			298.65	110.92
1314	Metal & Ore Co. Ltd., 1440 Towers Street, Room 202, Montréal	121-331 à-to 345			251.02	
1343	Charles-E. Bousquet, 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	121-1218			387.88	113.60
1386	Yvon Daoust, 4520 Jean Rivard St-Léonard,, Port Maurice, Montréal, P.Q.	121-364 à-to 366			124.18	15.65
1390	Marcel Ricard, 771 Vaudreuil, Repentigny, Cté Assomption	121-371, 372			210.60	120.80
1512	Patrick McLaughlin, 1942, 9e Avenue, Pointe-aux-Trembles	121-869-P., 870			190.84	27.47
1534	Yves Sauvageau, 743, 9e Avenue, Pointe-aux-Trembles	121-279, 280			18.47	
1556	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles	121-1208			937.38	178.40
1557	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles	121-1209			9.63	10.00
1560	Gilles Desjardins, 1671, 9e Avenue, Pointe-aux-Trembles	121-1213			218.93	11.58
1573	Jean François Rioux, 1847, 9e Avenue, Pointe-aux-Trembles	121-890, 891			255.73	
1575	Eugène Lemire, 1871, 9e Avenue, Pointe-aux-Trembles	121-894, 895			10.88	
1656	Camille Boutin, 11952, Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles	175-484			2,421.26	767.20
1657	Camille Boutin, 11952, Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles	175-483			104.05	42.80
1676	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	175-167-P. à-to 170-P.			363.32	86.27
1688-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	175-317-P. à-to 323-P., 325 à-to 328-P.				192.44
1690	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	175-504			81.23	308.57
1700	Entreprise Rex Inc., 215, St-Jacques, Montréal	175-183, 184	47.65	$ 59.13		
1704	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	175-261, 262			223.08	66.36
1707	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	175-494			315.03	72.17
1707-04	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	175-357			8.85	
1733-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	175-157-P., 324-P.	96.87	67.97		56.51
1755	J. Darius Martineau, 985, 8e Avenue, Fabreville, Cté Laval	45-140, 141	9.60	1.90	14.53	10.00
1858	James Beaudry, 15, 42e Avenue, Pointe-aux-Trembles	206-1149, 1150			23.60	
1863	Serge Bouchard, 655, 24e Avenue, app. 14, Pointe-aux-Trembles	210-3			265.38	
1860	Claude Delorme, 8001 Bloomfield, app. 2, Montréal	206-1153 à-to 1156			22.99	
1899	Gilles Chartier, 16,162 Bellerive, Pointe-aux-Trembles	234-8			370.68	184.80
1910-01	Dame Gilles Talbot, 16170 Bellerive, Pointe-aux-Trembles	234-7-P.	199.23	96.23	344.26	218.80

Numéro de compte / Account number	Nom et adresse / Name and address	No du cadastre et subdivisions / No. of cadastre and subdivisions	Taxes munic. 1968 Munic. taxes	Taxes scol. 1968 School taxes	Taxes munic. 1969 Munic. taxes	Taxes scol. 1969 School taxes
1955	Hôtel Bout de L'Ile Inc., a/s W. McDonald, 16,403, Bureau, Pointe-aux-Trembles	235-48			$2,045.57	$3,333.76
1971	Entreprises Gauvin Inc., 16,360 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	235-457, 456, 433.			366.12	32.18
1982	J. Kramer & C. Grekin, 9200, boulevard St-Laurent, Montréal	203-P., 204-P.			1,948.17	1,197.80
1983	Murray Lapin, 615, Dorchester O., suite 630, Montréal	204-P.			981.71	
2082	Claude Robillard, 13,136 Aragon, Villa Pierrefond, P.Q.	229-1			246.30	187.20
2095	Hôtel Richelieu Ltée, 15,920, Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	213, 133-P., 231-P. 127-P.			262.02	508.07
2119	Entreprises Gauvin Inc., 16,360, Notre-Dame, aux-Trembles	235-461-460			1,413.13	2,088.80
2123	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395, Mayor, Suite 1011, Montréal, P.Q.	205-4			48.39	
2137	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395, Mayor, Suite 1011, Montréal, P.Q.	208-46			356.11	
2142	George Spencer Finnie, 14,001, Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	209-P.			1,322.86	378.24
2159	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395, Mayor, Suite 1011, Montréal, P.Q.	213-P.			1,707.10	
2162	Fernand Aubin, 14,485, Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	214-158			375.27	302.80
2176	Frédéric Lefebvre, 14,751, Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	216-43-44-45			266.81	109.30
2177	David Myer Lerner, 5915, McDonald Avenue, Montréal	216-575, 576, 577, 578			31.58	68.26
2177-01	David Myer Lerner, 5915, McDonald Avenue, Montréal	216-577-P., 578-P.			28.50	
2178-01	N. Levine & Son Inc. & *al.* 4855, Isabella, Montréal	218-1-P.			11.01	
2178-02	N. Levine & Son Inc. & *al.* 4855, Isabella, Montréal	206-20-P., 21-P.			32.34	
2180	Nivel Realties Inc., 4855, Isabella, Montréal	224-P., 225-P.			3,528.92	9,837.01
2209	Entreprises Rex Inc., a/s Lajoie & Gélinas & *al.*, 215, St-Jacques O. Montréal, P.Q.	229-P.			1,761.36	
2220	Léo Gauthier, 15,990, Delphis Delorme, Pointe-aux-Trembles	232-P.			249.59	103.60
2232	Yvon Girard, 539, rue Hughes, Quartier Fabreville, Ville Laval, P.Q.	234-P.	$49.84	$29.74	78.72	31.28
2268	Monico Inc., 3155, 36e Avenue, Cité St-Michel	233-1, 5				370.82
2278	David Myer Lerner, 5915, McDonald, Montréal.	216-564 à-to 567			48.13	56.41
2278-01	David Myer Lerner, 5915, McDonald, Montréal.	216-566, 567			43.51	
2280	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395, Mayor, Suite 1011, Montréal	202-78			15.42	
2283-01	Marcel Bastien, 12,878, Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	Bâtisse sur terre 205	1,777.77	2,297.60	308.00	1,148.80
2292	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395, Mayor, Suite 1011, Montréal	206-1228			15.89	
2294	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395, Mayor, Suite 1011, Montréal	206-1283, 1284, 1285			37.95	
2344-01	N. Levine & Son Inc., et *al* 4855, Isabella, Montréal	218-15, 16, 17			32.34	
2344-02	N. Levine & Son Inc., et *al* 4855 Isabella, Montréal.	217-57, 58			16.94	
2344-03	N. Levine & Son Inc. et *al.* 4855 Isabella, Montréal	217-55, 56			16.18	
2344-04	N. Levine & Son Inc. et *al.* 4855 Isabella, Montréal	217-38, 39			17.72	
2344-05	N. Levine & Son Inc. et *al.* 4855 Isabella, Montréal	217-36, 37			16.94	
2349	Jean-Paul Matteau, 13,906, Forsyth, Pointe-aux-Trembles	228-208, 209			22.34	23.20
2358	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395, Mayor, Suite 1011, Montréal	206-1075 à-to 1076			93.03	
2361	Corps. des Pères Capucins de Québec, 4373 Avenue Esplanade, Montréal	206-1246			13.62	
2363	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395, Mayor, Suite 1011, Montréal	206-1300 à-to 1302			40.45	
2367	Dame Omer Goyette, a/s J. Geoffrion, 620, Cathcart, Suite 720, Montréal	206-898, 899			93.03	
2373	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395, Mayor, Suite 1011, Montréal	206-1251, 1252, 1304			40.45	
2396	Lionel Lachance, 10,154, St-Vital, Montréal-Nord.	209-110 à-to 107			945.07	662.40

Numéro de compte / Account number	Nom et adresse / Name and address	No du cadastre et subdivisions / No. of cadastre and subdivisions	Taxes munic. 1968 / Munic. taxes	Taxes scol. 1968 / School taxes	Taxes munic. 1969 / Munic. taxes	Taxes scol. 1969 / School taxes
2406	Rolland Lauzon, 14,136, Dorchester, Pointe-aux-Trembles	210-132, 131			$501.88	
2421	Lauréat Martineau, 14 Place Dufort, Repentigny.	212, 596-P., 597-P.			353.90	$230.80
2422	Lauréat Martineau, 14, Place Dufort, Repentigny.	212-597-P., 598			202.22	16.00
2439-07	N. Levine & Son Inc. et *al.* 4855, Isabella, Montréal	217-52, 53			16.55	
2439-08	N. Levine & Son Inc. et *al.* 4855, Isabella, Montréal	217-50, 51			16.94	
2442	Mme Gérard Boisvert, 1800, 42e Avenue, Pointe-aux-Trembles	206-757 à-to 760	$63.83		117.87	89.20
2444	Miquel Gagnon, 10,525, Iberville, Montréal	206-763			43.74	
2446	Dame Omer Goyette a/s J. Geoffrion, 620, Cathcart, Suite 720, Montréal	206-768, 769			93.03	
2511-01	Abcab Holdings Ltd., a/s G.S. Finnie, 14,001, Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	209-226, 225			91.94	
2543	Mme Henri Pigeon, 2550, rue Hameury, Duvernay, Cité de Laval, P.Q.	216-213	6.53	$9.53	7.70	8.00
2575-01	Abcab Holdings Ltd., a/s G.S. Finnie, 14,001, Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	209-361, 360			111.50	
2594	Gérard Chartrand et *al.* 10,738, André Jobin, Montréal	212-1362			835.82	733.20
2604	Joseph Urbain, 15, rue St-Charles, Ste-Thérèse de Blainville, P.Q.	216-221	6.21	1.45	7.31	7.60
2619	Pères Capucins du Québec, 3650, de la Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	207-P.			3,940.26	
2631	Roland Bruneau, 3154, Dickson, Montréal	228-323-P. à-to 330-P.			1,152.53	
2634	Roland Bruneau, 3154, Dickson, Montréal	228-385, 386-P.			124.74	124.80
2635	Roland Bruneau, 3154, Dickson, Montréal	228381-P. à-to 384-P.			75.07	78.00
2637	Société M.E.N. Inc., 15,949, Sherbrooke	232-17, 16			508.85	
2703	Pères Capucins du Québec, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles	208-583, 582			23.70	
2703-01	Pères Capucins du Québec, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles	208-580, 581			23.70	
2703-02	Pères Capucins du Québec, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles	208-579, 578			23.70	
2703-03	Pères Capucins du Québec, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles	208-577, 576			24.16	
2703-04	Pères Capucins du Québec, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles	208-517, 516			23.70	
2703-05	Pères Capucins du Québec, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles	208-515, 514			23.70	
2703-06	Pères Capucins du Québec, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles	208-513-P., 512 P. 511-P.			7.18	
2720	Roland Bruneau, 3154 Dickson, Montréal	228-387-P. à-to 390, 425 à to 432			89.71	93.20
2810	Manoir Epiphanie Inc., Epiphanie, P.Q.	205-1013 à-to 1015			96.88	53.20
2816	Roland Nadeau, 3473, 40e Avenue, Pat.	205-628 à-to 630			131.57	113.20
2824	Rosario Séguin, 1622 Bourbonnière, Montréal	205-762-P., 763-P. 764-P. à-to 767.	166.94	184.21	235.47	154.80
2843	Roland Comtois, 4075, 40e Avenue, Pat.	205-1049 à-to 1050			144.31	106.80
2846	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	205-1055			20.37	13.27
2936	Guy Perrier, 4083, 41e Avenue, Pointe-aux-Trembles	205-1102, 1103			44.92	104.80
2959	Hervé Hamel, 3706, 42e Avenue, Pointe-aux-Trembles	206-330, 331	114.77		184.84	146.80
2977	Mme Muni Ségal, 5197, Earnscliff, Montréal	206-609 à-to 611			170.09	63.60
2988-01	Marcel Bastien, 12,878 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	206-869 à-to 873	28.02	20.28	22.46	4.40
2990-01	Marcel Bastien, 12, 878 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	206-877 à-to 880	22.03	15.93	66.70	12.80
2996	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395 Mayor, Suite 1011, Montréal	206-1013, 1014			82.24	
2999	Wister Corporation, 395 Mayor, Suite 1011, Montréal	206-1021, 1022			81.70	
3000	Ernest Denis, 1271 Gentilly, Ville Jacques-Cartier	206-1023			40.58	
3048	Mme Gérard Boisvert, 1800, 42e Avenue, Pointe-aux-Trembles	206-771, 772			83.96	32.00
3048-01	Mme Gérard Boisvert, 1800, 42e Avenue, Pointe-aux-Trembles	206-773, 774	19.10	4.45	83.96	

Numéro de compte / Account number	Nom et adresse / Name and address	No du cadastre et subdivisions / No. of cadastre and subdivisions	Taxes munic. 1968 Munic. taxes	Taxes scol. 1968 School taxes	Taxes munic. 1969 Munic. taxes	Taxes scol. 1969 School taxes
3056-01	Marcel Bastien, 12,878 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	206-921, 924, 927 à-to 929			$ 38.40	
3056-03	Marcel Bastien, 12,878 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	206-921-P., 922, 923			266.23	
3056-10	Jacques Huard Synd. 6334 Cairns, Ville D'Anjou	206-924, 927-P			75.55	
3058	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395 Mayor, Suite 1011, Montréal	206-1037, 1038			83.96	
3076	Léonido Stopponi, 1074, 43e Avenue, Pointe-aux-Trembles	206-1060, 1061			153.26	$ 63.20
3081	John Ed. Chs. Shannon, 55 Somerville Avenue, Westmount, P.Q.	206-1072, 1073			83.96	18.96
3145	Claudette Langford, 1043, 43e Avenue, Pointe-aux-Trembles	206-1095 à-to 1097			219.49	116.00
3151	Marcel Bastien, 12,878 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	206-981 à-to 985	$ 13.60	$ 3.25	18.56	3.60
3153-01	Marcel Bastien, 12,878 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	206-970 à-to 972	16.33	11.80	271.85	24.00
3162	Mme Joseph Sartell, 5 Cypress St. Weston, Ontario.	206-576-P. 577-P., 578-P.	16.10		27.49	18.96
3163	Mme Joseph Sartell, 5 Cypress St. Weston, Ontario.	206-561 à-to 575	150.94		34.26	177.75
3163-01	Mme Joseph Sartell, 5 Cypress St. Weston, Ontario.	206-563, 564			34.26	
3163-02	Mme Joseph Sartell, 5 Cypress St. Weston, Ontario.	206-565, 566			34.26	
3163-03	Mme Joseph Sartell, 5 Cypress St. Weston, Ontario.	206-567, 568			34.26	
3163-04	Mme Joseph Sartell, 5 Cypress St. Weston, Ontario.	206-569, 570			34.26	
3163-05	Mme Joseph Sartell, 5 Cypress St. Weston, Ontario.	206-571, 572			34.26	
3163-06	Mme Joseph Sartell, 5 Cypress St. Weston, Ontario.	206-573, 574, 575			51.37	
3186	Mme Henri Pigeon, 2550 Hameury, Duvernay, Cité de Laval, P.Q.	206-291	11.11	10.00	18.17	10.00
3200	The Wister Corp., 395 Mayor St. Suite 1011, Montréal	206-1232, 1233			23.63	
3212	The Wister Corp., 395 Mayor St. Suite 1011, Montréal	206-1255, 1256, 1257			35.64	
3212-01	The Wister Corp., 395 Mayor St. Suite 1011, Montréal	206-1258, 1259, 1257			23.63	
3214	The Wister Corp., 395 Mayor St. Suite 1011, Montréal	206-1261, 1262, 1263			35.64	
3214-01	The Wister Corp., 395 Mayor St. Suite 1011, Montréal	206-1264, 1265			23.63	
3214-02	The Wister Corp., 395 Mayor St. Suite 1011, Montréal	206-1266, 1267			23.63	
3214-03	Wister Corp., a/s Pomerlian & Neamtan, 395 Mayor St. Suite 1011, Montréal	206-1268, 1269			23.63	
3214-04	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1270, 1271			23.63	
3214-05	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1272, 1273			23.63	
3214-06	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1274, 1275			23.63	
3222	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1471, 147-P			15.26	
3226	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1474, 1475			23.63	
3226-01	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1476, 1477			23.63	
3226-02	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1478, 1479			23.63	
3226-03	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1480, 1481			23.63	
3226-04	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1482, 1483, 1484			35.64	
3230	Dame Guy Bouchard	206-1489	6.44		12.01	6.40
3231	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1490			12.01	
3234	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1539 à-to 1541			38.04	
3249	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1287, 1288			23.63	

Numéro de compte / Account number	Nom et adresse / Name and address	No du cadastre et subdivisions / No. of cadastre and subdivisions	Taxes munic. 1968 Munic. taxes	Taxes scol. 1968 School taxes	Taxes munic. 1969 Munic. taxes	Taxes scol. 1969 School taxes
3249-01	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1289, 1290			$23.63	
3249-02	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1291, 1292			23.63	
3249-03	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1293, 1294			23.63	
3249-04	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1295, 1296			23.63	
3249-05	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1297, 1298			23.63	
3259	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1500-P			13.48	
3261	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1501-P., 1502, 1503			33.51	
3261-01	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1504, 1505			23.63	
3261-02	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1506, 1507			23.63	
3261-03	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1508, 1509			23.63	
3261-04	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1510, 1511			23.63	
3261-05	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1512, 1513			23.63	
3261-06	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1514, 1515			23.63	
3261-07	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1516, 1517, 1518			35.64	
3264	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1564, 1565, 1566			38.04	
3264-01	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1567, 1568			25.23	
3264-02	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1569, 1570			25.23	
3264-03	Wister Corp. 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1571, 1572			25.23	
3264-04	Wister Corp. 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1573, 1574			25.23	
3264-05	Wister Corp. 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1575, 1576			25.23	
3264-06	Wister Corp. 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1577, 1578			25.23	
3264-07	Wister Corp. 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1579, 1580			25.23	
3264-08	Wister Corp. 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1581, 1582			25.23	
3264-09	Wister Corp. 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1583, 1584			25.23	
3264-10	Wister Corp. 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	206-1585, 1586			25.23	
3268	Mme Vve Lionel Huard, a/s Irène Lessard, 135 boulevard St-Elzéar, Vimont, Cté Laval	206-1688 à-to 1690				$18.80
3274	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	207-P			32.90	
3281	J. Y. Neveu et *al.*, 521, 10ème Avenue, Laval des Rapides, P.Q.	208-500 à-to 501-P			36.49	
3280-02	Jean-Paul Matteau, 13,906 Forsyth, Pointe-aux-Trembles	208-493-P. à-to 497-P	$3,309.69	$110.74	3,584.68	3,179.20
3283	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-617, 618			18.50	
3283-01	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-619, 620			18.50	
3283-02	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-621, 622			18.50	
3283-03	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-623, 624			18.50	
3283-04	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-625, 626			18.50	

Numéro de compte / Account number	Nom et adresse / Name and address	No du cadastre et subdivisions / No. of cadastre and subdivisions	Taxes munic. 1968 Munic. taxes	Taxes scol. 1968 School taxes	Taxes munic. 1969 Munic. taxes	Taxes scol. 1969 School taxes
3282-05	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-627, 628			$18.50	
3282-06	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-629, 630			18.50	
3283-07	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-631, 632			18.50	
3283-08	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-633, 634			18.50	
3283-09	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-635, 636			18.50	
3283-10	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-637, 638, 639.			27.83	
3284	Corp. Frs. Capucins de Québec, 4373 Esplanade, Montréal	208-678, 679, 639.			16.85	
3284-01	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 4373 Esplanade, Montréal	208-680, 681, 682.			24.49	
3307	J. P. Matteau, 13,906 Forsyth, Pointe-aux-Trembles	208-457 1			53.26	$15.20
3313	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-585, 586			18.50	
3313-01	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-587, 588			18.50	
3313-02	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-589, 590			18.50	
3313-03	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-591, 592			18.50	
3313-04	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-593, 594			18.50	
3313-05	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-595, 596			18.50	
3313-06	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-597, 598			18.50	
3313-07	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-599, 600			18.50	
3313-08	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-601, 602			18.50	
3313-09	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-603, 604			18.50	
3313-10	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-605, 606, 607.			27.84	
3318	Adjutor Harvey, 1025, 48ème Avenue, Pointe-aux-Trembles	208-135 à-to 138.			328.94	109.13
3353	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-552, 553			18.52	
3354	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-554, 555			18.52	
3355	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-556, 557			18.52	
3355-01	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-558, 559			18.52	
3355-02	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-560, 561			18.52	
3355-03	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-562, 563			18.52	
3355-04	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-564, 565			18.52	
3355-05	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-566, 567			18.52	
3355-06	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-568, 569			18.52	
3355-07	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-570, 571			18.52	
3355-08	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-572, 573			18.52	
3355-09	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-658, 659			19.93	
3355-10	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-660, 661			20.76	
3393	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395 Mayor, Suite 1011, Montréal, P.Q.	208-265 à-to 267			331.92	
3403	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-519-P. à-to 521-P.			8.00	

Numéro de compte / Account number	Nom et adresse / Name and address	No du cadastre et subdivisions / No. of cadastre and subdivisions	Taxes munic. 1968 / Municipal taxes	Taxes scol. 1968 / School taxes	Taxes munic. 1969 / Municipal taxes	Taxes scol. 1969 / School taxes
3403-01	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-522, 523			$6.44	
3403-02	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-524, 525			6.44	
3403-03	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-526, 527			6.44	
3403-04	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-528, 529			6.44	
3403-05	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-530, 531			6.44	
3403-06	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-532, 533			6.44	
3403-07	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-534, 535			6.44	
3403-08	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-536, 537			6.44	
3403-09	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-538, 539			6.44	
3403-10	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-540, 541			6.44	
3403-11	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-653, 654			107.41	
3404	Pères Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-655, 656			189.81	
3405	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-P.			1,303.70	
3407	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	209-P.			355.08	
3418-01	W. E. Geo. Finnie, 14001 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	209-176, 177			182.80	
3421	Abcab Holdings Ltd., 14,001 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	209-262 à-to 281			177.81	$371.22
3421-01	Abcab Holdings Ltd., 14,001 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	209-264, 265			177.80	
3421-02	Abcab Holdings Ltd., 14,001 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	209-266, 267			177.80	
3421-03	Abcab Holdings Ltd., 14,001 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	209-268, 269			177.80	
3421-04	Abcab Holdings Ltd., 14,001 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	209-270, 271			177.80	
3421-05	Abcab Holdings Ltd., 14,001 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	209-272, 273			177.80	
3421-06	Abcab Holdings Ltd., 14,001 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	209-274, 275			177.80	
3421-07	Abcab Holdings Ltd., 14,001 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	209-276, 277			177.80	
3421-08	Abcab Holdings Ltd., 14,001 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	209-278, 279			177.80	
3421-09	Abcab Holdings Ltd., 14,001 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	209-280, 281			177.80	
3453	J.-P. Matteau, 13,906 Forsyth, Pointe-aux-Trembles	209-351, 352			28.45	
3453-01	J.-P. Matteau, 13,906 Forsyth, Pointe-aux-Trembles	209-353, 354			28.45	
3485	Eloi Dufour, 1034, 51e Avenue, Pointe-aux-Trembles	210-172 à-to 174	$140.31		300.51	208.80
3566	Mme Alexis Lefort, 4255 De Repentigny, Montréal	211-5-P., 106-P.			472.44	38.34
3595	Mme Jean-Claude Cadotte, 3601, 52e Avenue, Pointe-aux-Trembles	211-682 à-to 684			108.01	66.40
3629-01	Jean-Paul Matteau, 13,906 Forsyth, Pointe-aux-Trembles	211-581, 582			212.31	
3660	Clément Massie, 1933, 53e Avenue, Pointe-aux-Trembles	211-1001 à-to 1003			351.12	50.01
3701	Aimé Lecours, 1868, 54e Avenue, Pointe-aux-Trembles	211-1035, 1036			156.63	98.63
3731	Arthur Jetté, 141 rue Lavoisier, Laval des Rapides, P.Q.	212-510-P., 511, 512-P.			262.46	14.88
3732	Arthur Jetté, 141 rue Lavoisier, Laval des Rapides, P.Q.	212-512-P., 513			256.07	14.88
3737	Clément Massie, 1933, 53e Avenue, Pointe-aux-Trembles	212, 640, 641			319.21	200.00

Numéro de compte / Account number	Nom et adresse / Name and address	No du cadastre et subdivisions / No. of cadastre and subdivisions	Taxes munic. 1968 Municipal taxes	Taxes scol. 1968 School taxes	Taxes munic. 1969 Municipal taxes	Taxes scol. 1969 School taxes
3907	François Côté, 25, 57e Avenue, Pointe-aux-Trembles	213-22 1 23 35 1..			$160.28	
3954	Jean Séguin, 21, 58e Avenue, Pointe-aux-Trembles.	213-P.			337.46	$ 208.80
4021	Fernand Aubin, 14,485 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	214-160-P.			46.26	16.40
4082	Claudia Dufresne a/s Mme Eloi Forest, Providence, Notre-Dame, Assomption	216-324	$3.62	$3.20	3.08	3.20
4092	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	216-340			3.08	
4118	F. Sinai Lefebvre, 14,751 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	216-46			11.93	18.00
4122	Wister Corp., 395 Mayor Street, Suite 1011, Montréal	216-93			6.16	
4153	David E. Myer Lerner, 5915 McDonald Avenue, Montréal	216-568			6.94	8.53
4154	David E. Myer Lerner, 5915 McDonald Avenue, Montréal	216-569 à-to 572			28.50	70.15
4154-01	David E. Myer Lerner, 5915 McDonald Avenue, Montréal	216-571, 572			28.50	
4159	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	216-404			3.08	6.64
4169	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395 Mayor, Suite 1011, Montréal, P.Q.	216-495			3.08	
4178	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	216-504			3.08	6.64
4181	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	216-507			3.08	6.64
4187	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-1 à-to 29			23.49	1,007.01
4187-01	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	218-6, 7			23.49	
4187-02	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	218-8, 9			23.49	
4187-03	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	218-10, 11, 12			36.20	
4187-04	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabelle, Montréal	218-19, 20			13.47	
4187-05	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	218-21, 22			13.47	
4187-06	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	218-23, 24			13.47	
4187-07	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	218-25, 26			13.47	
4187-08	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	218-36, 37			13.47	
4187-09	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	218-38, 39			13.47	
4187-10	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	218-40, 41			13.47	
4187-11	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	218-42, 43			13.47	
4187-12	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	218-44, 45			13.47	
4187-15	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	218-46, 47			13.47	
4187-16	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	218-48, 49			13.47	
4187-17	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	218-50, 51, 52			18.48	
4187-18	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-139, 140			8.63	
4187-19	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-141, 142, 143			20.02	
4187-20	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-144, 145			13.47	
4187-21	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-223, 224			13.47	
4187-22	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-225, 226			23.88	
4187-23	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-227, 228			33.88	
4187-24	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-229, 230			33.88	
4187-25	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-231, 232			33.88	
4187-26	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-233, 234-P.			20.17	
4187-27	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-242-P., 243			30.41	
4187-28	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-244, 245			33.88	
4187-29	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-322, 323			6.94	
4187-30	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-324, 325			6.94	
4187-31	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-326, 327			6.94	
4187-32	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-328, 329			6.94	
4187-33	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-330, 331			6.94	
4187-34	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-332, 333			6.94	
4187-35	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-334, 335			6.94	
4187-36	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	227-336, 377			6.94	
4187-37	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-338, 339			6.94	
4187-38	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-340, 341			6.94	
4187-39	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-342, 343, 344			10.02	
4187-40	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-420, 421			6.94	
4187-41	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-422, 423			6.94	
4187-42	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-424, 425			6.94	
4187-43	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-426, 427			6.94	
4187-44	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-428, 429			6.94	
4187-45	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-430, 431			6.94	
4187-46	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-432, 433			6.94	
4187-47	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-434, 435			6.94	

Numéro de compte / Account number	Nom et adresse / Name and address	No du cadastre et subdivisions / No. of cadastre and subdivisions	Taxes munic. 1968 Munic. taxes	Taxes scol. 1968 School taxes	Taxes munic. 1969 Munic. taxes	Taxes scol. 1969 School taxes
4187–48	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-436, 437.....			$ 6.94	
4187–49	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-438, 439.....			6.94	
4187–51	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-483, 484.....			6.94	
4187–52	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-485, 486.....			6.94	
4187–53	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-487, 488.....			6.94	
4187–54	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-489, 490.....			6.16	
4188	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-24, 25.....			13.86	$ 14.93
4188–01	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-26, 27.....			13.86	
4188–02	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-28, 29.....			13.86	
4188–03	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-30, 31, 32....			25.79	
4188–04	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-61, 62.....			13.86	
4188–05	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-63, 64.....			13.86	
4188–06	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-65, 66.....			13.86	
4188–07	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-67, 68.....			13.86	
4188–08	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-115, 116.....			13.86	
4188–09	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-117, 118.....			13.86	
4188–10	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-119, 120.....			13.86	
4188–11	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-121, 122.....			13.86	
4188–12	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-123, 124.....			13.86	
4188–13	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-125, 126.....			13.86	
4188–14	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-127, 128.....			13.86	
4188–15	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-129, 130.....			13.86	
4188–16	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-131, 132.....			13.86	
4188–17	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-133, 134.....			13.86	
4188–18	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-135, 136, 137.			20.41	
4188–19	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-199, 200.....			13.86	
4188–20	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-201, 202.....			23.88	
4188–21	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-203, 204.....			33.88	
4188–22	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-205, 206.....			33.88	
4188–23	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-207, 208.....			33.88	
4188–24	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-209, 210.....			19.26	
4188–25	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-218, 219.....			31.19	
4188–26	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-220, 221.....			33.88	
4189	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-31 à-to 33, 34-P., 35-P., 36 à-to 153, 154-P., 155 à-to 160, 161-P. 162 à-to 172, 173-P.....			6.94	3,366.11
4189–01	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-300, 301.....			6.94	
4189–02	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-302, 303.....			6.94	
4189–03	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-304, 305.....			6.94	
4189–04	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-306, 307.....			6.94	
4189–05	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-308, 309.....			6.94	
4189–06	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-310, 311.....			6.94	
4189–07	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-312, 313.....			6.94	
4189–08	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-314, 315.....			6.94	
4189–09	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-316, 317.....			6.94	
4189–10	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-318, 319, 320.			10.17	
4191	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-181-P., 182 à-to 189, 190-P. 396, 397.....			6.94	929.04
4191–01	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-398, 399.....			6.94	
4191–02	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-400, 401.....			6.94	
4191–03	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-402, 403.....			6.94	
4191–04	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-404, 405.....			6.94	
4191–05	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-406, 407.....			6.94	
4191–06	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-408, 409.....			6.94	
4191–07	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-410, 411.....			6.94	
4191–08	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-412, 413.....			6.94	
4191–09	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-414, 415.....			6.94	
4191–10	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-416, 417, 418.			10.02	
4191–11	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-474, 475.....			6.94	
4191–12	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-476, 477.....			6.94	
4191–13	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-478, 479.....			6.94	
4191–14	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-480, 481.....			7.31	
4193	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-191 à-to 209, 210-P., 7 8.....			28.11	515.12
4193–01	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-9, 10.....			28.11	
4193–02	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-11, 12.....			28.11	
4193–03	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-13, 14.....			28.11	
4193–04	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-15, 16.....			39.65	
4193–05	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-42, 43.....			15.40	

Numéro de compte / Account number	Nom et adresse / Name and address	No du cadastre et subdivisions / No. of cadastre and subdivisions	Taxes munic. 1968 / Municip. taxes	Taxes scol. 1968 / School taxes	Taxes munic. 1969 / Municip. taxes	Taxes scol. 1969 / School taxes
4193-06	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-44, 45			$15.40	
4193-07	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-46, 47, 48			23.49	
4193-08	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-81, 82			14.64	
4193-09	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-83, 84			14.64	
4193-10	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-85, 86			14.64	
4193-11	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-87, 88			14.64	
4193-12	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-89, 90			14.64	
4193-13	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-91, 92			14.64	
4193-14	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-93, 94			14.64	
4193-15	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-95, 96			14.64	
4193-16	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-97, 98			14.64	
4193-17	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-99, 100			14.64	
4193-18	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-101, 102, 103			21.95	
4193-19	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-162, 163			13.86	
4193-20	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-164, 165			24.64	
4193-21	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-166, 167			35.03	
4193-22	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-168, 169			35.03	
4193-23	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-170, 171			35.03	
4193-24	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-172, 173			18.87	
4193-25	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-181, 182			33.49	
4194-26	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-183, 184			24.64	
4194	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-218-P., 219 à-to 221, 222-P., 261, 262			6.55	$227.28
4194-01	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-263, 264			6.55	
4194-02	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-265, 266			6.55	
4194-03	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-267, 268			6.55	
4194-04	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-269, 270			6.55	
4194-05	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-271, 272			6.55	
4194-06	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-273, 274			6.55	
4194-07	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-275, 276			6.55	
4194-08	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-277, 278			6.55	
4194-09	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-279, 280			6.55	
4194-10	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-281, 282, 283			9.63	
4196	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-223 à-to 233, 234-P., 360, 361			5.77	343.41
4196-01	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-362, 363			5.77	
4196-02	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-364, 365			5.77	
4196-03	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-366, 367			5.77	
4196-04	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-368, 369			5.77	
4196-05	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-370, 371			5.77	
4196-06	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-372, 373			5.77	
4196-08	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-376, 377			5.77	
4196-09	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-378, 379			5.77	
4196-10	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-380, 381, 382			8.85	
4196-11	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-457, 458			5.77	
4196-12	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-459, 460			5.77	
4196-13	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-461, 462			5.77	
4196-14	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-463, 464			5.77	
4198	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	217-242-P., 243 à-to 491				4,272.75
4199	N. Levine & Son Inc. et *al.*, 4855 Isabella, Montréal	218-1, 2-P. à-to 11-P., 12, 13, 14-P., 15, 16, 17-P., 18 à-to 52, 53-P.				968.03
4268	R. O. Auxtin Uxor, 20 Karol Drive, Framingham, Mass.	227-217, 216	$16.10	$16.00	15.40	16.00
4345	Roland Bruneau, 3154 Dickson, Montréal	228-392			7.70	8.00
4373	Roland Bruneau, 3154 Dickson, Montréal	228-424, 423			15.40	56.00
4373-01	Roland Bruneau, 3154 Dickson, Montréal	228-422, 421			15.40	
4373-02	Roland Bruneau, 3154 Dickson, Montréal	228-420, 419, 418			23.10	
4502	M.D.Q. Ltd., 15,850 Sherbrooke, Pointe-aux-Trembles	Bâtisse sur-Building on 232-19 P.				131.89
4528	Jacques Hébert, 22, 96e Avenue, Pointe-aux-Trembles	235-361-P, 360-P.			9.71	
4602	Hôtel Bout de l'Ile Inc., 16,403 Bureau, Pointe-aux-Trembles	235-47			305.09	228.11
4603	Hôtel Bout de L'Ile Inc., 16,403 Bureau, Pointe-aux-Trembles	235-47				207.38
4618	Mlle Gertrude Desjardins, 4683 Côte Ste-Catherine, Montréal, P.Q.	235-27 à-to 24			11.40	

Numéro de compte / Account number	Nom et adresse / Name and address	No du cadastre et subdivisions / No. of cadastre and subdivisions	Taxes munic. 1968 / Municipal taxes	Taxes scol. 1968 / School taxes	Taxes munic. 1969 / Municipal taxes	Taxes scol. 1969 / School taxes
4651	David Myers Lerner, 5915 avenue McDonald, Montréal	216-562 à-to 563, 573, 574			$91.64	$112.81
4709-02	Mme J. L. Paquette, 6667 De La Roche, Montréal	206-389, 390			40.10	
4714	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395 Mayor, Suite 1011, Montréal, P.Q.	206-1588 à-to 1590			48.56	
4729	Eugène Dinelle, 2402 Ste-Catherine E. Montréal	212-1241	$4.03	$4.00	3.86	4.00
4789	Dame Georges Lesage, 5147 Jeanne D'Arc, Mtl.	206-558, 559			5.11	
4790	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395 Mayor, Suite 1011, Montréal, P.Q.	206-1492			15.64	
4795	Corp. Frs. Mineurs Capucins du Québec, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-616, 615			19.49	
4795-01	Corp. Frs. Mineurs Capucins du Québec, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-614, 613			19.49	
4795-02	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-612, 611			19.49	
4795-03	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-610, 609			19.87	
4795-04	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-550, 549			19.49	
4795-05	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-548, 547			19.49	
4795-06	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-546, 545			4.21	
4795-07	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-544, 543			4.29	
4836	Dame Jean Bengle, 11,715 Tolhurst, Montréal	206-453	13.43		20.34	11.20
4838	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395 Mayor, Suite 1011, Montréal, P.Q.	206-1560 à-to 1562			48.56	
4839	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-670, 669			19.49	
4839-01	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-668, 667			19.49	
4839-02	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-666, 665			19.49	
4839-03	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-664, 663			19.87	
4839-04	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-651, 650			19.49	
4839-05	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-649, 648			19.49	
4839-06	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-647, 646			4.21	
4839-07	Corp. Frs. Mineurs Capucins, 3650 De La Rousselière, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	208-645, 644			4.29	
4911	Edouard Gagné, 25, 67e Avenue, Pointe-aux-Trembles	205-1111, 1112	18.62	16.40	33.33	16.40
4926	Abe P. Starr, 7515 East Luc, Côte St-Luc, Montréal	206-53, 54			37.16	21.80
4928	Wister Corp. a/s Pomerlian & Neamtan, 395 Mayor, Suite 1011, Montréal, P.Q.	206-56			18.03	
4939	Louise Lachapelle, 2034 Cartier, app. 3, Montréal.	199-14			23.98	
5004	Philippe Fraser, 29 De Normandie, Pointe-aux-Trembles	199-10			50.35	18.80
5005	Philippe Fraser, 29 De Normandie, Pointe-aux-Trembles	199-11, 12	35.79		326.42	218.00
5010	Stékal Inv. Corp. a/s H. Margolese, 1550 de Maisonneuve, Suite 809, Montréal	200-P., 200 à-to 200-P.			3,184.25	112.26
5019	Dame Gilles Rocheleau, 12,177 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	180-4-P., 180-5-P,			435.68	
5037	Mme Corine Roy, 6504 St-Dominique, Montréal	185-24	138.65		230.79	32.40
5064	Wister Corp., 395, Mayor, Suite 1011, Montréal	197-P.			10,779.43	
5066	Wister Corp., 395, Mayor, Suite 1011, Montréal	198-10, 11			140.11	
5079	New Development Corp. a/s B. Small Co., 1010, Ste-Catherine O.,chemin 706, Montréal	200-P.			3,334.89	
5079-01	New Development Corp. a/s B. Small, Co., 1010, Ste-Catherine O., chemin 706, Montréal	200-P.			3,427.82	
5102	Gérard Poitras & Uxor, 11,800, Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles	184-38, 39	115.06	74.40	244.22	74.40
5133	Jean-Paul Matteau Ltée, 13,906, Forsyth, Pointe-aux-Trembles	185-71-P.			572.37	367.60
5136	Jean-Paul Matteau Ltée, 13,906, Forsyth, Pointe-aux-Trembles	185-70-P.			664.57	344.40
5136-01	Jean-Paul Matteau, 13,906, Forsyth, Pointe-aux-Trembles	185-70-P.			292.34	172.80

Numéro de compte / Account number	Nom et adresse / Name and address	No du cadastre et subdivisions / No. of cadastre and subdivisions	Taxes munic. 1968 Municipal taxes	Taxes scol. 1968 School taxes	Taxes munic. 1969 Municipal taxes	Taxes scol. 1969 School taxes
5136-02	Jean-Paul Matteau, 13,906, Forsyth, Pointe-aux-Trembles	185-70-P., 71-P.			$574.32	$367.60
5137	Dame Pierre Rodrigue, 10,384, Boul. St-Michel, Montréal-Nord, P.Q.	185-73-P.			542.18	323.60
5143	Jean-Paul Matteau Ltée, 13,906, Forsyth, Pointe-aux-Trembles	185-82-P.				19.91
5143-02	Jean-Paul Matteau & Uxor, 13, 906, Forsyth, Pointe-aux-Trembles	185-82-P.			106.34	16.00
5150	Canadian National Rly, P.O. Box 8100, Montréal	191-P. 195-P., 196-P.			302.36	
5150-01	Canadian National Rly, P.O. Box 8100, Montréal	195-P.			312.48	
5150-02	Canadian National Rly, P.O. Box, 8100, Montréal	196-P.			430.50	
5155	René Fontaine, 13,171, Victoria, Pointe-aux-Trembles	199-91, 92, 116, 117			272.92	136.80
5155-01	René Fontaine, 13,171, Victoria, Pointe-aux-Trembles	199-91, 92, 116, 117			67.76	
5158	Wister Corp., 395, Mayor, Suite 1011, Montréal	202-62			12.00	
5166	C. Pouliot, E. L. Lemieux, 1361, 17e Avenue, Pointe-aux-Trembles	185-77-P.			592.23	338.57
5193	Lucien L'Abbé, 305, De Normandie, Pointe-aux-Trembles	185-199			323.51	
5203	Louis Grenier, 425, De Normandie, Pointe-aux-Trembles	185-209			66.38	
5254	Denis Baily, 12,322, Parent, Pointe-aux-Trembles.	182-134, 135			264.73	188.82
5268	Anselme Daigle, 3621, Sherbrooke, Montréal	177-149-P., 150-P.			168.99	
5317	Saul Harry Miller, 1094, St-Viateur O., Montréal.	184-188			161.47	12.32
5318	Herman Daigneault et *al.*, 1639, Orléans, Montréal	184-208 à-to 211			372.96	125.20
5356	Dame Giovanni Cianci, 12,534, Parent, Pointe-aux-Trembles	177-241, 242-P.	$347.53	$186.80	357.07	186.80
5357	Dame Giovanni Cianci, 12,534, Parent, Pointe-aux-Trembles	177-242-P., 243-P.	220.03	183.40	227.06	182.40
5429	C. Baillargeon & Frères Ltée, 40 Des Frênes, Pointes-aux-Trembles	184-318, 319, 320-P.			354.56	357.51
5547	Georges Lechasseur, 12,205, Ste-Catherine, Pointe-aux-Trembles	180-318, 319, 320-P.			433.95	172.00
5553	J. P. Nadeau, 12,311, Ste-Catherine, Pointe-aux-Trembles	182-394, 395, 396-P. 376 à-to 377			133.79	
5560	J.-Emile Leblanc, 12,415, Ste-Catherine, Pointe-aux-Trembles	184-448, 449			263.93	150.00
5629	Aug. E. Hormidas Dubuc, 2301, Régent, Montréal	199-444 à-to 446			46.32	25.60
5632-27	Eli Brown et *al.*, 772, Wilder, Outremont, Montréal	190-9			3.29	
5634	G. Albert Gauthier, 4523 De Laroche, Montréal	177-486-P.			24.66	8.28
5666	Roland Proulx, 12,133, Ontario, Pointe-aux-Trembles	177-518-P., 519-P.			191.93	136.00
5676	Dame Alfred Deschamps, 12,241, Ontario, Pointe-aux-Trembles	181-515, 516			73.41	
5693	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	180-406				21.57
5697	Lucien Labbé, 12,254, Gratton, Pointe-aux-Trembles	181-567, 568-P.			118.28	
5709	Bernard Bourbonnais, 12,334, Gratton, Pointe-aux-Trembles	182-548-P., 549, 550			416.98	
5710	Dame Roger Perron, 12,356, Gratton, Pointe-aux-Trembles	184-566, 67, 68-P.			406.77	140.40
5712	Paul Chartier, 12,384, Gratton, Pointe-aux-Trembles	184-570-P., 71, 72			481.96	144.00
5717	Lionel Caron, 12,117, Gratton, Pointe-aux-Trembles	177-577-P., 578-P.			189.63	136.00
5734	Ernest Painchaud, 12,291, Gratton, Pointe-aux-Trembles	182-553-P., 554			329.87	161.60
5740	André Baillargeon, 1780, Carré Duclaux, Québec	184-602-P., 603, 604	411.24	152.00	429.13	152.00
5741	Laurier Gatien, 5360, Delanaudière, Montréal	184-638, 639			131.76	
5747	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	180-638 3			71.67	
5752	Jean-Paul Beauchamp, 12,400, Sherbrooke, Pointe-aux-Trembles	182-603, 4, 5, 6, 7, 8, 9			803.09	73.20

Numéro de compte / Account number	Nom et adresse / Name and address	No du cadastre et subdivisions / No. of cadastre and subdivisions	Taxes munic. 1968 Munic. taxes	Taxes scol. 1968 School taxes	Taxes munic. 1969 Munic. taxes	Taxes scol. 1969 School taxes
5756	Jacques Joyal, 1014, 1ère Avenue, Pointe-aux-Trembles	184-635-P., 636 ..	$343.27	$79.24	$ 354.35	$ 110.80
5771	Jean-Paul Beauchamp, 12,400, Sherbrooke, Pointe-aux-Trembles	182-630, 1, 2, 3, 4, 5, 6			564.78	121.60
5772	Jean-Paul Beauchamp, 12,400, Sherbrooke, Pointe-aux-Trembles	184-662, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 184-702, 3, 4, 5, 6, 184-719-P			803.10	233.20
5785	Ben Cohen et *al.*, 591, Davaar, Montréal	200-P			3,238.61	1,219.64
5797	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-696			9.86	12.60
5799-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e ave, Pointe-aux-Trembles	181-698, 699			19.06	24.50
5805	Curé Paroisse Ste-Anne, a/s Foyer Charité, 3500, 32e Avenue, Pointe-aux-Trembles	199-582, 3, 4			152.84	23.20
5810	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-730, 1, 2, 3, 4, 5			19.11	87.10
5810-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-732, 733			19.11	
5810-02	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-734, 735			19.14	
5812	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-755, 756, 181-714			31.76	40.60
5827	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-757, 758			20.19	25.90
5841	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-792, 3, 4, 5, 6, 177-797, 798, 818			78.18	100.10
5842	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-819, 820			21.90	33.18
5843	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-776, 77, 78			30.52	39.20
5844-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-779			9.86	12.60
5852	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-822, 823			21.23	199.08
5852-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-824, 825			21.23	
5852-02	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-826, 827			21.25	
5852-03	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-828, 829			21.76	
5852-04	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-830, 831			23.51	
5852-05	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-832, 833			22.36	
5853	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe aux-Trembles	181-821, 22, 23, 24			42.60	54.60
5856	Raimondo Costanzo, 2652 Vauquelin, Montréal	198-442, 443			32.66	6.10
5904-02	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles	174-100, 2			392.04	78.40
5905-04	Lave Auto Pointe-aux-Trembles Ltée, 1295 St-Jean-Baptiste, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	174-100, 5, 4			752.01	161.60
5905-05	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles	174-100, 5, 5			750.75	160.40
5905-06	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles	174-100, 5, 6			748.99	159.20
5905-07	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles	174-100, 5, 7			206.52	45.20
5905-08	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles	176-372, 4			1,169.43	113.20
5905-09	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles	176-372, 3				157.20
5913	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-109			107.75	33.18
5917	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-115			107.75	33.18
5919	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-130, 1, 2, 3, 4.			538.72	165.90

Numéro de compte / Account number	Nom et adresse / Name and address	No du cadastre et subdivisions / No. of cadastre and subdivisions	Taxes munic. 1968 / Munic. taxes	Taxes scol. 1968 / School taxes	Taxes munic. 1969 / Munic. taxes	Taxes scol. 1969 / School taxes
5921	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-167, 168, 169.			$323.25	$99.54
5922	La Tourelle Inc., a/s Robert Beaudry, 210 Crémazie O., Montréal	176-170, 171, 172.	$103.32	$81.29	323.25	99.54
5929	Robert Sareault, 3459 boulevard St-Jean-Baptiste, Pointe-aux-Trembles	176-261, 262, 263.			299.30	
5933	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-318 à-to 324, 176-337 à-to 343			60.92	156.80
5933-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-320, 321			60.92	
5933-02	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-322, 323, 324.			91.38	
5933-03	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-337, 338			60.92	
5933-04	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-339, 340			60.94	
5933-05	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-341, 342, 343.			91.43	
5937	La Plaza St-Jean-Baptiste, 6420 Victoria, Montréal, chambre 5	176-48-49	175.90	65.95		
5951-02	Mme Pierre Joly, 1920, 12e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-419 1			245.75	
5953	La Tourelle Inc. a/s Robert Beaudry, 210 Crémazie O., Montréal	176-212 à to 215..	163.38	112.18	47.82	136.87
5956	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-253-P			80.97	14.70
5958	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-258				30.10
5960	Frank Cih, 12,056 Prince-Arthur, Pointe-aux-Trembles	176-274 à-to 277..			198.65	116.65
5961	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-289-P., 290...			21.49	25.90
5963	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-307 à-to 310..			34.53	44.10
5966	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-331 à-to 334, 345 à-to 348 350 à-to 353...			99.97	127.40
5968	La Tourelle Inc. a/s Robert Beaudry, 210 Crémazie O., Montréal	176-192, 211, 216.	54.44	78.19	49.17	95.39
5970	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-344, 349			112.61	136.87
5973-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	176-287, 292, 311, 325, 330, 278, 297, 316, 335, 354			153.61	364.98
5973-02	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-762, 780, 825, 826, 828, 820-P. 835			170.18	366.64
5973-03	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-44, 45, 778, 799, 821, 44, 45, 40, 152, 152 à-to 213			398.10	891.71
5973-04	John McCarthy, 21 boulevard Levesque, Repentigny	176-423			3.65	
5973-07	Les Entreprises Immobilières Cardinales Ltée, 110 Crémazie O., 10e étage, Montréal	176-422			247.80	
5973-09	Les Entreprises Immobilières Cardinales Ltée, 110 Crémazie O., 10e étage, Montréal	176-838			13.47	
5996	Gilbert Chevrier, 837, 12e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-75, 76			39.47	
5998	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-156			48.57	19.91
6003	Léonard Forest, 953, 12e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-163, 164			152.79	
6013	Mme Antonio Biondo, 12,110 Dorchester, Pointe-aux-Trembles	177-284 à-to 286-P	438.26	258.00	460.07	258.00

Numéro de compte / Account number	Nom et adresse / Name and address	No du cadastre et subdivisions / No. of cadastre and subdivisions	Taxes munic. 1968 Munic. taxes	Taxes scol. 1968 School taxes	Taxes munic. 1969 Munic. taxes	Taxes scol. 1969 School taxes
6054-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-838-P.			$13.70	
6061	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-766 à-to 777.			17.48	$159.26
6061-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-791, 817, 834, 835			23.68	234.75
6061-06	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-768, 769, 834, 835			17.48	
6061-07	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-770, 771			17.48	
6061-08	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-772, 773			17.46	
6061-09	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-774, 775			17.46	
6061-10	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-776, 777			17.46	
6063	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-44-P., 45-P.			30.72	68.85
6093	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-354			77.80	91.91
6106	Entreprises Rex Inc. a/s Lajoie Gélinas et *al.*, 215 St-Jacques, Montréal	177-535			85.03	
6120	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-665-P., 666.			153.43	
6124	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-789, 790			17.48	22.40
6188	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-690-P., 691.			153.43	
6191	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-805			8.73	11.20
6192	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-806, 807			17.46	26.54
6193	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-808, 809			17.47	26.54
6194	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-810 à-to 816.			17.48	92.90
6194-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-812, 813			17.48	
6194-02	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-814, 815, 816.			26.22	
6201	Gérard Robert, 110 Ste-Etienne, L'Assomption	180-14, 15			174.18	169.20
6253	Paul Lucien Colette, 1852, 14e Avenue, Pointe-aux-Trembles	180-399-P., 400, 401-P.			137.40	
6255	Lucien Deschamps, 2180 Désormeaux, Montréal	180-631 1,631 2-P.			244.11	106.80
6261-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	180-484-P., 518-P.				9.95
6326	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	180-516-P., 517, (180-647)			201.97	65.80
6362	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181, 275			79.22	22.40
6365	Maurice Levesque, 1240, 15e Avenue, Pointe-aux Trembles	181-280, 281			58.09	
6377	André Bastien, 1460, 15e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-397, 398			60.81	
6380	Roger Ouellette, 87 Du Crochet, Laval des Rapides.	181-401	$90.03	$11.20	89.54	11.20
6402	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-847			466.89	343.00
6402-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-775			5.22	10.78
6403-02	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-702, 703			20.68	26.60
6406	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-708, 709			20.68	26.60
6407	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-710, 711, 712.			30.62	39.20
6408	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-763, 764			20.82	26.60
6410	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-769 à-to 774.			61.11	80.50

Numéro de compte / Account number	Nom et adresse / Name and address	No du cadastre et subdivisions / No. of cadastre and subdivisions	Taxes munic. 1968 Munic. taxes	Taxes scol. 1968 School taxes	Taxes munic. 1969 Munic. taxes	Taxes scol. 1969 School taxes
6411	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-827			$ 12.00	$ 18.25
6446	Cyprien Dion, 1811, 15e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-543, 544			377.48	185.60
6455	Camille Boutin, 11952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles	181-846			159.89	106.40
6456	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles	181-845			688.50	535.20
6506	Dame Marcel Therroux, 1950, 16e Avenue, Pointe-aux-Trembles	181-622-P., 23-P., 182-562-P., 63-P				90.80
6533	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	182-170			52.99	19.91
6535	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	182-172			52.99	19.91
6572-02	Bertrand Blain, 1913, 16e Avenue, Pointe-aux-Trembles	182-580-P., 581-P.			42.50	
6572-09	Gérard Amesse, 1955, 16e Avenue, Pointe-aux-Trembles	182-587-P., 588-P.			222.67	21.76
6573	Jean-Paul Beauchamp, 12,400 Sherbrooke, Pointe-aux-Trembles	182-637 à-to 639, 640-P			736.33	343.60
6574	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	182-818			158.62	66.36
6575-02	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles	182-816, 2, 2			377.40	
6576	Jean-Paul Beauchamp, 12,400 Sherbrooke, Pointe-aux-Trembles	182-649-P			15.71	8.48
6576-01	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-aux-Trembles	182-817			1,488.20	1,226.80
6582	Les Entreprises Rex Inc., 215 St-Jacques, Suite 508, Montréal	182-112, 113, 114			161.91	33.60
6632	Jean-Paul Beauchamp, 12,400 Sherbrooke, Pointe-aux-Trembles	182-650, 651, 652-P			83.57	44.80
6634	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	182-819			59.56	66.36
6636	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles	184-881			706.29	343.60
6636-01	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles	184-881 1			507.75	248.00
6655	G. Albert Gauthier Ltée, 4523 De Laroche, Montréal	184-87-P	$70.32	$16.68	17.30	7.47
6690	Jean Bade, 1639, 17e Avenue, Pointe-aux-Trembles	184-482-P. à-to 484-P			350.20	75.81
6718	Raoul Bouchard, 804, 18e Avenue, Pointe-aux-Trembles	184-110-P., 111			54.56	
6746	Laurent Albert, 1622, 18e Avenue, Pointe-aux-Trembles	184-492, 493	332.49	24.58	354.30	173.20
6762	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	184-883			333.55	291.20
6764	Mme Vve Albert Bond, 503, 18e Avenue, Pointe-aux-Trembles	184-47, 48	98.56	81.29	105.14	102.86
6799	Maurice Beaudet, 1415, 18e Avenue, Pointe-aux-Trembles	184-396, 397			333.97	149.53
6814	Roger Warren, 1911, 19e Avenue, Pointe-aux-Trembles	184-643, 644-P			8.11	
6815	Rock Entreprises Ltd., 2360 Chemin Lucerne, Ville Mont-Royal, P.Q.	184-644-P., 45-P.			230.06	
6822	Jean-Paul Beauchamp, 12,400 Sherbrooke, Pointe-aux-Trembles	184-707, 708, 709-P			1,902.27	1,616.80
6823	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	184-884			71.28	64.70
6824	Camille Boutin, 11,952 Lagauchetière, Pointe-aux-Trembles	184-882			1,600.93	1,501.60
6832	Mme Camille Thibault, 6504 St-Dominique, Montréal	185-32			302.20	24.00
6837	Jean-Paul Matteau & Uxor, 13,906 Forsyth, Pointe-aux-Trembles	185-67	151.02	17.60	150.24	17.60
6838	Jean-Paul Matteau & Uxor, 13,906 Forsyth, Pointe-aux-Trembles	185-66-P	65.46	7.60	65.11	7.60

Numéro de compte / Account number	Nom et adresse / Name and address	No du cadastre et subdivisions / No. of cadastre and subdivisions	Taxes munic. 1968 Munic. taxes	Taxes scol. 1968 School taxes	Taxes munic. 1969 Munic. taxes	Taxes scol. 1969 School taxes
6846	Jean-Paul Matteau & Uxor, 13,906 Forsyth, Pointe-aux-Trembles	185-84	$224.71	$16.00	$224.01	$ 16.00
6908	Gérard Baillargeon, 40 Des Frênes, Pointe-aux-Trembles	185-313			392.77	210.00
6934	Claude Castonguay, 350 Des Bouleaux, Pointe-aux-Trembles	185-342			71.86	
6977-21	Eli Brown et *al.*, 772 Wilder, Outremont, P.Q.	190 2 9				159.63
7063	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	198-260 à-to 265			18.24	50.40
7063-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	198-262, 263			18.24	
7063-02	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	198-264, 265			18.24	
7084	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	198-95, 96			70.68	28.20
7101	W.M. McCormack, 5272 Doherty, Montréal	198-393	4.84	4.50	9.12	5.69
7102	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	198-394 à-to 396			29.04	31.52
7105-03	Guiseppe Pizzuto, 6820 Papineau, app. 1, Montréal.	198-444, 445			4.20	
7105-04	Guiseppe Pizzuto, 6820 Papineau, app. 1, Montréal.	198-446, 447			18.24	
7105-05	Guiseppe Pizzuto, 6820 Papineau, app. 1, Montréal.	198-448, 449			18.29	
7124	Philippe Fraser, 29 De Normandie, Pointe-aux-Trembles	199 9			64.94	43.60
7132	Guy Morrow, St-Césaire, comté Rouville	199-44	9.45	8.40	14.39	8.40
7151	Paul Aubertin, 1120 Bernard O. Outremont, Montréal	199-194, 195	13.68		40.46	13.60
7165	Victor Waskiewicz, 6660, 10e Avenue, Rosemont, Montreal	199-305, 306			70.68	
7171	Joseph Flaner, 735 Cave Circle, Ville St-Laurent	199-397, 398				16.12
7237	Eugène Badran, 4171 St-Denis, Montréal	199-411 à-to 413			107.54	22.00
7238	Émilien Bergeron, a/s M. Bergeron, 3998 De Bullion, Montréal	199-414 à-to 416			2.83	
7241	Joseph Flaner, 735 Cave Circle, Ville St-Laurent	199-423, 424			71.83	17.54
7257	Hector Lapierre, 6 rue Paul, C.P. 472, St-Sauveur des Monts, Cté Terrebonne, P.Q.	199-733			28.15	7.20
7292	Colin W. Paterson, 359 Melville Avenue, Westmount, Montréal	199-256, 257			72.53	
7371	Mme Henri Pigeon, 2550 Hameury, Duvernay, Laval	202-102	7.86	6.80	36.37	6.80
7398-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	40-24, 25, 26, 32, 157, 163, 164, 169, 249, 152, 152A, 152 à-to 176, 254, 306, 177, 804			69.30	149.31
7442-01	Crédit Immobilier Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	40-44, 45, 46			25.16	
7461	Léopold Tapin, 1808 Létourneux, Montréal	28-32, 33			22.27	24.00
7461-01	Léopold Tapin, 1808 Létourneux, Montréal	28-34, 35			22.66	
7462	L. Lalonde, a/s P. Perras, Ch. 804 de la Bourse, Place Victoria, Montréal	28-36 à-to 39	24.16	24.00	22.27	24.00
7462-01	L. Lalonde, a/s P. Perras, Ch. 804 de la Bourse, Place Victoria, Montréal	28-38, 39			22.66	
7514	Assouline et *al.*, a/s David Stein, 145 Springrove Crescent, Outremont, Montréal	31-32-P., 32-P			2,027.41	1,080.72
7517	Sam Stein, 145 Springrove Crescent, Outremont, Montréal	36-P			3,400.58	
7521	Assouline et *al.*, a/s David Stein, 145 Springrove Crescent, Outremont, Montréal	37-P			3,512.92	2,063.80
7540	Hyman Grinstein, 1350 Lajoie, app. 5, Montréal	40-205, 206 41-7, 8	39.61		62.74	24.17
7598	William Begg, 6430, 42e Avenue, app. 5, Montréal	40-443-P			4.87	5.69

Numéro de compte / Account number	Nom et adresse / Name and address	No du cadastre et subdivisions / No. of cadastre and subdivisions	Taxes municip. 1965 / Municip. taxes	Taxes scol. 1965 / Scholl taxes	Taxes munic. 1966 / Munic. taxes	Taxes scol. 1966 / School taxes	Taxes munic. 1967 / Munic. taxes	Taxes scol. 1967 / School taxes
2283-01	Marcel Bastien, 12,878 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles, P.Q.	Terre 205					$840.06	$1,148.80
5634	Gauthier, G. Albert, Ltée, 4523 De Larouche, Montréal	177-486-P	$22.99	$4.28	$23.72	$4.96	23.72	6.09
6063	Crédit Immobilier, Inc., 1260, 8e Avenue, Pointe-aux-Trembles	177-44-P., 45-P.					24.28	50.66
7269	St-Germain, Léo	199-906-P			.31	.43	.88	1.20
7598	Begg, William, 6430, 42e Avenue, app. 5, Montréal	40-443-P			3.51	1.85	3.51	4.07

La Commission municipale de Québec a, le onze février 1971, autorisé une énumération abrégée.

Donné à Pointe-aux-Trembles, Québec, ce 15e jour de février 1971.

Le greffier,
GUY VANIER.

38808-8-2-o

The Québec Municipal Comission has, on February 11, 1971, authorized a summarized description.

Given at Pointe-aux-Trembles, Québec, this 15th day of February 1971.

GUY VANIER,
City Clerk.

38808-8-2-o

Municipalité du comté de Québec

Erratum

Avis public est par les présentes donné que la vente pour défaut de paiement de taxes aura lieu, JEUDI, le ONZIÈME jour de MARS 1971 et non le dixième jour de mars 1971, tel que mentionné dans l'avis public publié dans la *Gazette officielle de Québec*, les 23 et 30 janvier 1971.

Le secrétaire-trérorier,
ADÉLARD L'HEUREUX, N.P.,
C.M.C.Q.

38713-7-2-o

Municipality of the County of Québec

Erratum

Public notice is given by this present that the sale for default of payment of taxes will take place, on THURSDAY, the ELEVENTH day of MARCH 1971 and not on the tenth day of March 1971 as mentioned in the public notice published in the *Québec Office Gazette* on the 23rd and on 30th, January 1971.

ADÉLARD L'HEUREUX, N.P.,
Secretary-Treasurer,
C.M.C.Q.

38713-7-2-o

Ville de Cabano

Avis est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que: les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, en la salle du conseil municipal, 38 Vieux-Chemin, ville de Cabano, P.Q., LUNDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de MARS 1971, à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que les intérêts courus et des frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente. La Commission municipale de Québec, par décision en date du 9 février 1971, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550 (S.Q.R. 1964, ch. 193).

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels les taxes municipales, tant générales que spéciales de l'année 1970 et des années antérieures auront été payées avant la vente.

Town of Cabano

Public notice is hereby given by the undersigned Secretary-Treasurer of the above-mentioned municipality that the immovables hereinafter designated shall be sold by public auction in the hall of the Municipal Council, 38 Vieux-Chemin, town of Cabano, P.Q., MONDAY, the TWENTY-SECOND day of MARCH, 1971, at TEN o'clock in the forenoon to meet the payment of municipal and school taxes as well as accrued interest and costs, unless these taxes, interest and costs be paid before the sale. The Québec Municipal Commission, by decision dated February 9, 1971, authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovable properties under the authority of the Cities and Towns Act, section 550 (R.S.Q., 1964, ch. 193).

However, shall not be included in the sale the immovable properties on which municipal taxes, general as well as special, for the year 1970 and the previous years, shall be paid before the sale.

Propriétaires Property-owners	Cadastre	Subdivision
Cadastre de la paroisse de Saint-Louis du Ha! Ha! — Cadastre of the parish of Saint-Louis du Ha! Ha! Partie revisée de la ville de Cabano — Revised part of the town of Cabano		
Claude Viel, Rang-Range Caldwell	P. Lot 248 P. Lot 258	
Partie du lot 258, (100′ x 100′: 10,000 p.c.); Partie du lot 248, (30′ x 50′: 1,500 p.c.); Total: 11,500 p.c.	Part of lot 258, (100′ x 100′: 10,000 sq. ft.); Part of lot 248, (30′ x 50: 1,500 sq. ft.); Total: 11,500 sq. ft.	
Cadastre de la Seigneurie de Madawaska — Cadastre of the Seigneurie de Madawaska		
Paul Bérubé, Rang-Range 1 Ouest-West	Lot 11 Lot 9 Lot 3	
Joseph Fradette, Rang-Range 1 Ouest-West	Lot B Lot 10	(rang-range 1 ouest-west) (rang-range 2 ouest-west)
Léon St-Amand Riv: Cabano	Lot 7	(rang-range 1 ouest-west)
Cadastre du canton Cabano — Cadastre of the township of Cabano		
Léon St-Amand Riv: Cabano	Lot 49	

Donné à ville de Cabano, ce 11e jour de février 1971.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-LOUIS OUELLET.

38787-8-2-o

Dated at the town of Cabano, this 11th day of February, 1971.

JEAN-LOUIS OUELLET,
Secretary-Treasurer.

38787-8-2

Ventes d'effets non réclamés

Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada

Réclamations marchandises

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de septembre 1970, et non réclamés aux bureaux de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada, à divers endroits de la Région du Saint-Laurent des Chemins de Fer Nationaux du Canada seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Allan Harvey & Company, encanteurs, 2276 est, rue Ontario, Montréal, à midi, le mercredi 10 mars 1971, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Québec, le 28 janvier 1971.

Le directeur,
W.W.R. BRADFORD.

38509-6-5-o

Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de novembre 1970, et non réclamés aux bureaux de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, seront vendus aux enchères par Fraser Brothers (Canada) Limited, 4950 de la Savane, Montréal, à dix heures de l'avant-midi, lundi, le vingt-neuvième (29e) jour de mars 1971, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 1er février 1971.

Le superviseur,
G. P. WATSON.

38669-7-6-o

Sales of Unclaimed Baggage

Canadian National Railway Company

Merchandise Claims Department

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of September 1970, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian National Railway Company, at different points in the St-Lawrence Region of the Canadian National Railway Company, will be sold at public auction to the highest bidder by Allan Harvey & Company, Auctioneers, 2276 Ontario Street East, Montreal, at 11:30 a.m., Wednesday, March 10, 1971, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Québec, January 28, 1971.

W.W.R. BRADFORD,
Manager.

38509-6-5-o

Canadian Pacific Railway Company

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of November 1970, and still remaining unclaimed in the offices of Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Fraser Brothers (Canada) Limited, auctioneers, at 4950 de la Savane, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Monday, the twenty-ninth (29th) day of March 1971, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, February 1, 1971.

G. P. WATSON,
Supervisor.

38669-7-6-o

Avis divers

Le Bureau Métropolitain des écoles protestantes de Montréal

Canada — Province de Québec

Avis de rachat

Fonds d'amortissement à 6 5/8% du 1er avril 1967 échant le 1er avril 1992.

Avis est par les présentes donné aux détenteurs d'obligations de fonds d'amortissement à 6 5/8% du Bureau Métropolitain des écoles protestantes de Montréal, datées du 1er avril 1967 échéant le 1er avril 1992, que, conformément aux dispositions apparaissant sur les obligations et en vertu d'une résolution approuvée par ladite commission scolaire le 28 février 1967, et du chapitre 171 des Statuts Refondus du Québec, 1964, les obligations suivantes totalisant un capital de quarante-neuf mille dollars ($49,000) et portant les numéros suivantes, à savoir:

Obligations à dénomination de $5,000 portant les numéros:

YVM 017 YVM 018 YVM 019 YVM 020
YVM 021 YVM 022 YVM 023 YVM 024
YVM 025

Obligations à dénomination de $1,000 portant les numéros:

YM 052 YM 053 YM 054 YM 055

sont par les présentes rappelées pour rachat le 1er avril 1971 pour fins d'amortissement à 100% de leur total en principal, plus l'intérêt couru et non payé à la date de rachat.

Les obligations ainsi rappelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées en devises légales des États-Unis d'Amérique à The Royal Bank of Canada Trust Company ou The Bank of Montreal Trust Company, dans la ville de New-York, État de New-York, États-Unis d'Amérique, au choix du détenteur, sur présentation et remise desdites obligations avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er avril 1971 y attachés. Les obligations enregistrées quant au principal devront être accompagnées des documents requis pour le transfert.

Avis est de plus donné que l'intérêt sur lesdites obligations cessera à compter de la date de rachat et que les coupons d'intérêt couru après ladite date de rachat deviendront et demeureront nuls.

Donné à Montréal, ce neuvième jour de février 1971.

Le Bureau Métropolitain des écoles protestantes de Montréal,
Le secrétaire-trésorier,
JOHN PERRIE.

38841

Miscellaneous Notice

The Protestant School Board of Greater Montreal

Canada — Province of Québec

Notice of Redemption

6 5/8% Sinking Fund Bonds dated April 1, 1967 maturing April 1, 1992

Notice is hereby given to the holders of the 6 5/8% Sinking Fund Bonds of The Protestant School Board of Greater Montreal dated April 1, 1967 maturing April 1, 1992 that pursuant to the provisions set forth in said bonds and under authority of the resolution of the said School Board passed on February 28, 1967 and of Chapter 171 of the Revised Statutes of Québec, 1964, the following bonds aggregating in principal amount forty-nine thousand dollars ($49,000) and numbered as follows, namely:

Bonds of the denomination of $5,000 numbered:

YVM 017 YVM 018 YVM 019 YVM 020
YVM 021 YVM 022 YVM 023 YVM 024
YVM 025

Bonds of the denomination of $1,000 numbered:

YM 052 YM 053 YM 054 YM 055

are hereby called for redemption on April 1, 1971 for sinking fund purposes at 100% of the principal amount thereof together with accrued and unpaid interest thereon to such redemption date.

The bonds so called for redemption will become due and payable and will be paid in lawful money of the United States of America at The Royal Bank of Canada Trust Company or the Bank of Montreal Trust Company in the city of New York, New York, United States of America at the option of the holder, upon presentation and surrender of the said bonds with all interest coupons maturing after April 1, 1971 attached. Bonds registered as to principal must be accompanied by all instruments requisite for transfer.

Notice is further given that interest upon said bonds shall cease as and from the redemption date and coupons for interest to accrue after said date shall become and be void.

Dated at Montreal this ninth day of February, 1971.

The Protestant School Board of Greater Montreal.
JOHN PERRIE,
Secretary-Treasurer.

38841-o

Curatelle publique

Succession vacante de Jean-Louis Lefebvre

Canada, province de Québec, district de Terrebonne. Succession vacante de Jean-Louis Lefebvre, en son vivant de ville de Blainville, district de Terrebonne.

Public Curatorship

Vacant estate of Jean-Louis Lefebvre

Canada, Province of Québec, district of Terrebonne. Vacant estate of the late Jean-Louis Lefebvre, in his lifetime of Blainville City, district of Terrebonne.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 27 août 1970, par un juge de la cour supérieure siégant à Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (S.R.Q. 1964, chap. 314 et amend.), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

Le curateur public,
9310, boul. St-Laurent,
38836-o Montréal 354, Qué.

Notice is hereby given that this estate has been declared vacant by judgment rendered on August 27, 1970 by a judge of the Superior Court, sitting at Saint-Jérôme in the district of Terrebonne, that, under the authority of the Public Curatorship Act (S.R.Q. 1964, chap. 314 and amend.), I am ex officio curator to such vacant estate, and that I will receive, at the address mentioned below, payment of any debt owed this estate and proof of any claim against it.

The Public Curator,
9310, St. Lawrence Blvd.,
38836-o Montreal 354, Qué.

Changement de nom — Loi du
Demandes

Paul Rickey Addis

Avis est donné par les présentes que Paul Rickey Addis, gentilhomme, domicilié et résidant au 145, 45ième Avenue, Lachine, app. 4, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Paul Rickey Devereaux.

Montréal, ce 9e jour de février 1971.

Les procureurs du requérant,
O'Brien, Home, Hall, Saunders,
38786-8-2-o O'Brien & Smyth.

Martin Prosterman

Avis est par les présentes donné que Martin Prosterman, confectionneur de vêtements, domicilié et résidant à 790, rue Abbott, en la cité de Saint-Laurent, district de Montréal, s'adressera au ministre de la Justice de la province de Québec, afin d'obtenir la permission de changer son nom en celui de Martin Prosserman et celui de son épouse née Ellen Claire Litner, ménagère, et ceux de ses efants mineurs non-émancipés, Gary Hyman, Ronald et Brian Paul, tous domiciliés au même endroit.

Les procureurs du requérant,
38842-8-2 Halperin & Morris.

Joseph Alfred Jean Guy Carrière

Avis est par les présentes donné que Joseph Alfred Jean Guy Carrière résidant à 4870, avenue Walkley, appartement 14, Montréal, s'est adressé au ministre de la Justice de la province de Québec, afin que son nom soit changé en celui de Jean Guy De Repentigny. Conformément à ladite requête, les noms de Dame Leena Ratto, épouse séparée de biens dudit requérant et John Mark, descendant légal de leur dit mariage, tous deux résidant à 4870, avenue Walkley, appartement 14, Montréal, seront respectivement changés en ceux de Leena De Repentigny et John Mark De Repentigny.

Les procureurs du requérant,
38775-8-2 Simcoe & Lebovics.

Change of name — Act
Applications

Paul Rickey Addis

Notice is given that Paul Rickey Addis, domiciled. and residing at 145, 45th Avenue Lachine, Apt. 4, in the District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to obtain an order changing his name to that of Paul Rickey Devereaux.

Montreal, this 9th day of February, 1971.
O'Brien, Home, Hall, Saunders,
O'Brien & Smyth,
38786-8-2-o *Attorneys for Petitioner.*

Martin Prosterman

Notice is hereby given that Martin Prosterman, Clothing Manufacturer, domiciled and residing at 790 Abbott Street, in the city of St. Laurent, district of Montreal, will apply to the Minister of Justice to change his name to Martin Prosserman and to benefit his wife, née Ellen Claire Litner, housewife, and his unemancipated minor children, Gary Hyman, Ronald and Brian Paul, all domiciled at the same place.

Halperin & Morris,
38842-8-2-o *Attorneys for Petitioner.*

Joseph Alfred Jean Guy Carrière

Notice is hereby given that Joseph Alfred Jean Guy Carrière, residing at 4870 Walkley Avenue, Apartment 14, Montreal, has applied to the Minister of Justice of the Province of Québec to change his name to that of Jean Guy De Repentigny. Pursuant to such application, the names of Dame Leena Ratto, wife separate as to property of the said Applicant and John Mark, the legal issue of the said marriage, both residing at 4870 Walkley Avenue, Apartment 14, Montreal, shall be changed to that of Leena De Repentigny and John Mark De Repentigny respectively.

Simcoe & Lebovics,
38775-8-2-o *Attorneys for Applicant.*

Johan Paul Molijn (Molyn)

Avis est donné que Johan Paul Molijn (Molyn) residant au 23 avenue Gazaille, Dollard Des Ormeaux, Québec, demandera au Ministre de la Justice de changer son nom en John Paul Molyn. Application inclut épouse Asta Kathi Spier, enfants mineurs Eileen et Quentin; tous à la même adresse.

38739-8-2-o J. P. MOLYN.

Émilia Nikolits

Avis est donné que Mademoiselle Émilia Nikolits, dessinatrice de mode, demeurant au 1665 avenue Grenet, dans la ville de St. Laurent, dans le district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour changer son nom de Émilia Nikolits à celui de Emmy Nikol.

Montréal, le 9 février 1971.

Les procureurs de la requérante,

38740-8-2-o CAMPBELL & SAND.

Marie-Louise, Cécile, Annette Malouin dit Rinfret

Avis est donné que Marie-Louise, Cécile, Annette Malouin dit Rinfret, célibataire, domiciliée au 751, rue Myrand, app. 5, Ste-Foy, présentera au ministre de la Justice de la province de Québec une requête pour changer son nom en celui de Anne Pouliot, étant donné qu'elle a toujours été connue sous ce dernier nom.

38680-7-2-o

Abie Schwartz

Avis est par les présentes donné que Abie Schwartz résidant en la ville de St-Michel, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir un décret changeant son nom de Abie Schwartz à celui de Alexander Shaw.

Montréal, ce 4 février 1971.

Les procureurs du requérant,

GAMEROFF, FENSTER, KANDESTIN & GELFAND.

38699-7-2-o

Johan Paul Molijn (Molyn)

Notice is given that Johan Paul Molijn (Molyn) residing at 23 Gazaille Avenue Dollard Des Ormeaux, Québec, will apply to the Minister of Justice for an order changing his name to John Paul Molyn. Application includes wife Asta Kathi Spier, minor children Eileen and Quentin; all at the same address.

38739-8-2-o J. P. MOLYN

Émilia Nikolits

Notice is hereby given that Émilia Nikolits, fashion designer, residing at 1665 Grenet Avenue, in the city of St. Laurent, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing her name to Emmy Nikol.

Montreal, February 9, 1971.

CAMPBELL & SAND,

38740-8-2-o *Attorneys for Petitioner.*

Marie-Louise, Cécile Annette Malouin dit Rinfret

Notice is hereby given that Marie-Louise, Cécile, Annette Malouin dit Rinfret, spinster of the full age of majority, residing at 751 Myrand Street, Apt. 5, Ste. Foy, will apply to the Minister of Justice of the Province of Québec with a petition to change her name to that of Anne Pouliot, seen that she has always been known the latter name.

38680-7-2-o

Abie Schwartz

Notice is hereby given that Abie Schwartz residing in the city of Ville St-Michel, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have his name changed from Abie Schwartz to that of Alexander Shaw.

Montreal, February 4, 1971.

GAMEROFF, FENSTER, KANDESTIN & GELFAND,

38699-7-2-o *Attorneys for the petitioner.*

Changement de nom — Loi du *Accordés*

Harry Engels

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 473, du 3 février 1971, d'effectuer le changement de nom de Harry Engelberg en celui de Harry Engels.

Québec, le 9 février 1971.

Sous-ministre de la justice,

38747-o LUCIEN DARVEAU, C.R.

Change of name — Act *Granted*

Harry Engels

The Lieutenant-Governor in Council was pleased by Order number 473 of February 3, 1971, to effect the change of name of Harry Engelberg into that of Harry Engels.

Québec, February 9, 1971.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,

38747 *Deputy Minister of Justice.*

Mickey Erdell

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 474, du 3 février 1971, d'effectuer le changement de nom de Max Erdelevsky en celui de Mickey Erdell.

Québec, le 9 février 1971.

Sous-ministre de la justice,
LUCIEN DARVEAU, C.R.

38747-o

David Holt

Il a plus au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 475, du 3 février 1971, d'effectuer le changement de nom de David Holtzman en celui de David Holt.

Québec, le 10 février 1971.

Sous-ministre de la justice,
LUCIEN DARVEAU, C.R.

38747-o

Elmer Weigen

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 476, du 3 février 1971, d'effectuer le changement de nom de Elmer Weigensberg en celui de Elmer Weigen.

Québec, le 9 février 1971.

Sous-ministre de la justice,
LUCIEN DARVEAU, C.R.

38747-o

Mickey Erdell

The Lieutenant-Governor in Council was pleased by Order number 474 of February 3, 1971, to effect the change of name of Max Erdelevsky into that of Mickey Erdell.

Québec, Febrary 9, 1971.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

38747

David Holt

The Lieutenant-Governor in Council was pleased by Order number 475 of February 3, 1971, to effect the change of name of David Holtzman into that of David Holt.

Québec, February 10, 1971.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

38747

Elmer Weigen

The Lieutenant-Governor was pleased by Order number 476 of February 3, 1971, to effect the change of name of Elmer Weigensberg into that of Elmer Weigen.

Québec, February 9, 1971.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

38747

Compagnies étrangères
Permis — Agent

Green Heights Properties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Green Heights Properties Inc. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Jean Giosi, agent d'immeubles, 1547, rue Nika, Laval.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 1547, rue Nika, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737-o 106-70

Descon / Concordia Systems Ltd.

Avis est donné que, en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Descon / Concordia Systems Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est M. T. M. Phelan, 452, avenue Lazard, Mont-Royal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à Place Bonaventure, Ville de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 4-71

Extra-Provincial Companies
Licenses — Agent

Green Heights Properties Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Green Heights Properties Inc." has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Jean Giosi, real estate agent, 1547 Nika Street, Laval.

The principal office of the company in the Province is at 1547 Nika Street, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737 106-70

Descon / Concordia Systems Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Descon / Concordia Systems Ltd." has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. T. M. Phelan, 452 Lazard Avenue, Mount Royal.

The principal office of the company in the Province is at Place Bonaventure, city of Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

38737-o 4-71

Continental Motors Corporation

Avis est donné que, en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Continental Motors Corporation » a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est « C.T. Corporation System (Canada), Ltd. », 55, rue d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 55, rue d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38737 78-70

Compagnie Générale de Géophysique

Avis est donné que, par nouvelle procuration en date du 29 décembre 1970, dont une copie a été transmise au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, M. Thomas Justin McKenna, Avocat et Conseiller de la Reine, Suite 1010, 606 rue Cathcart, Montréal 111, a été nommé, en remplacement de M. Raymond Crépault, agent principal dans la province, de « Compagnie Générale de Géophysique », compagnie étrangère, dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec en vertu des dispositions de la Loi des compagnies étrangères.

Avis est aussi donné qu'en vertu de la nouvelle procuration ci-haut mentionnée, le bureau principal de ladite compagnie est établi à la Suite 1010, 606 rue Cathcart, Montréal 111, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

38785-o 39-65

Continental Motors Corporation

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Continental Motors Corporation" has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company "C.T. Corporation System (Canada), Ltd.", 55 d'Auteuil Street, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil Street, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38737-o 78-70

Compagnie Générale de Géophysique

Notice is given that, by new power of attorney dated December 29, 1970, a copy of which has been transmitted to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Mr. Thomas Justin McKenna, advocate and Queen's Counsel and learned in the Law, suite 1010, 606 Cathcart Street, Montreal 111, has been named, in the place of Mr. Raymond Crépault, principal agent in the Province, of "Compagnie Générale de Géophysique", an extra provincial company, duly authorized to carry on business in the Province of Québec, under the Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that under the new power of attorney hereinabove mentioned, the head office of the said company is established at suite 1010, 606 Cathcart Street, Montreal 111, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

38785 39-65

Ministère de l'Éducation

Ireland North, diss.

Demande est faite d'annexer le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Ireland North, dans le comté de Mégantic, à la municipalité scolaire protestante de Coleraine et Thetford, dans le comté de Mégantic.

Québec, le 16 février 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY ST-PIERRE.

38848 990-03

Lévis, diss.

Demande est faite d'annexer le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Lévis, dans le comté de Lévis, à la municipalité scolaire protestante de Chaudière, dans le comté de Lévis.

Québec, le 16 février 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY ST-PIERRE.

38849 990-03

Department of Education

Ireland North, diss.

Application is made to annex the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Ireland North, in the county of Megantic, to the Protestant school municipality of Coleraine and Thetford, in the county of Mégantic.

Québec, February 16, 1971.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Education.

38848-o 990-03

Lévis, diss.

Application is made to annex the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Lévis, in the county of Lévis, to the Protestant school municipality of Chaudière in the county of Lévis.

Québec, February 16, 1971.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Education.

38849-o 990-03

Beauport, diss. et Saint-Rodrigue, diss.

Demande est faite d'unir le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Saint-Rodrigue, dans le comté de Chauveau, et le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Beauport, dans le comté de Montmorency, et d'ériger ce territoire en une municipalité scolaire séparée, pour les protestants seulement, sous le nom de Beauport, dans les comtés de Chauveau et Montmorency.

Québec, le 16 février 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY ST-PIERRE.

38846 990-03

Farnham (Prot.)

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire de district, pour les protestants seulement, sous le nom de Farnham dans le comté de Missisquoi, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Farnham, dans le comté de Missisquoi.

Québec, le 16 février 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY ST-PIERRE.

38847-o 900-02

Loretteville, diss.

Demande est faite d'annexer le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Loretteville, dans le comté de Chauveau, à la municipalité scolaire protestante de Saint-Sauveur, dans le comté de Saint-Sauveur.

Québec, le 16 février 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY ST-PIERRE.

38850 990-03

St-Raymond, diss.

Demande est faite d'annexer le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de St-Raymond, dans le comté de Portneuf, à la municipalité scolaire protestante de Valcartier, dans le comté de Chauveau.

Québec, le 16 février 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY ST-PIERRE.

38852 990-03

Salaberry de Valleyfield (Prot.)

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire de district, pour les proptestants seulement, sous le nom de Salaberry de Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de la ville de Salaberry de Valleyfield, dans le comté de Beauharnois.

Québec, le 16 février 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY ST-PIERRE.

38853-o 910-03

Beauport, diss. and St-Rodrigue, diss.

Application is made to unite the territory now under the jurisdiction of the School Trustees for the municipality of Saint-Rodrigue, in the county of Chauveau, and the School Trustees for the municipality of Beauport in the county of Montmorency and erect such territories into a separate school municipality, for for protestants only, under the name of Beauport, in the counties of Chauveau and Montmorency.

Québec, February 16, 1971.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Education.

38846-o 990-03

Farnham (Prot.)

Application is made to erect into a district school municipality, for protestant only, under the name of Farnham, in the county of Missisquoi, the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Farnham, in the county of Missisquoi.

Québec, February 16, 1971.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Education.

38847 900-02

Loretteville, diss.

Application is made to annex the territory now under the jurisdiction of the School Trustees for the municipality of Loretteville, in the county of Chauveau, to the Protestant school municipality of St. Sauveur, in the county of St. Sauveur.

Québec, February 16, 1971.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Education.

38850-o 990-03

St-Raymond, diss.

Application is made to annex the territory now under the jurisdiction of the School Trustees for the municipality of St. Raymond, in the county of Portneuf, to the Protestant school municipality of Valcartier, in the county of Chauveau.

Québec, February 16, 1971.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Education.

38852-o 990-03

Salaberry de Valleyfield (Prot.)

Application is made to erect into a district school municipality, for Protestants only, under the name of Salaberry de Valleyfield, in the county of Beauharnois, the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of the city of Salaberry de Valleyfield, in the county of Beauharnois.

Québec, February 16, 1971.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Education.

38853 910-03

Saint-Dunstan, diss. et Stoneham, diss.

Demande est faite d'annexer le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Stoneham, dans le comté de Chauveau, et le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Saint-Dunstan, dans le comté de Chauveau, et d'ériger ce territoire en une municipalité scolaire séparée, pour les protestants seulement, sous le nom de Stoneham, dans le comté de Chauveau.

Québec, le 16 février 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY ST-PIERRE.

38851 990-03

St. Dunstan, diss and Stoneham, diss.

Application is made to unite the territory now under the jurisdiction of the School Trustees for the municipality of Stoneham, in the county of Chauveau and the School Trustees for the municipality of St. Dunstan, in the county of Chauveau and erect such territories into a separate school municipality for Protestants only, under the name of Stoneham, in the county of Chauveau.

Québec, February 16, 1971.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Education.

38851-o 990-03

Soumissions — Demandes de

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Beloeil
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jacques Desautels, secrétaire-trésorier, Centre administratif de la commission scolaire, 850, rue Laurier, Beloeil, comté de Verchères, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mardi, le 9 mars 1971, pour l'achat de $124,000 d'obligations pour les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Beloeil, comté de Verchères, datées du 15 mars 1971 et remboursables par série du 15 mars 1972 au 15 mars 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mars 1971.

Tableau d'amortissement — $124,000 — 10 ans

Année	*Capital*
15 mars 1972	$ 8,500
15 mars 1973	9,500
15 mars 1974	10,000
15 mars 1975	11,000
15 mars 1976	11,500
15 mars 1977	12,500
15 mars 1978	13,500
15 mars 1979	14,500
15 mars 1980	16,000
15 mars 1981	17,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Tenders — Requests for

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Beloeil
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Jacques Desautels, Secretary-Treasurer, "Centre administratif de la commission scolaire", 850 Laurier Street, Beloeil, county of Verchères, P.Q., up to 7:30 p.m., Tuesday, March 9, 1971, for the purchase of $124,000 of bonds for the school commissions for the municipality of the town of Beloeil, county of Verchères, dated March 15, 1971 and redeemable serially from March 15, 1972 to March 15, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 15 and September 15 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 15, 1971.

Table of redemption — $124,000 — 10 years

Year	*Capital*
March 15, 1972	$ 8,500
March 15, 1973	9,500
March 15, 1974	10,000
March 15, 1975	11,000
March 15, 1976	11,500
March 15, 1977	12,500
March 15, 1978	13,500
March 15, 1979	14,500
March 15, 1980	16,000
March 15, 1981	17,000

Please note that tenders are requested for bonds redeemable according to the above table only, and that the offers made for short-term bonds will not be considered. Adjudication will be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beloeil.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligation ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution suivante: 19 mai 1970 — $124,000 — dépenses en immobilisations.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mardi, le 9 mars 1971, à 7.30 heures du soir, Centre administratif de la commission scolaire, 850, rue Laurier, Beloeil, comté de Verchères, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beloeil (Comté de Verchères), ce 9 février 1971.

Le secrétaire-trésorier,
JACQUES DESAUTELS.

Centre administratif de la C.S.,
850, rue Laurier, Beloeil, (Verchères), P.Q.,
Téléphone: 467-9323, code 514. 38768-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beloeil.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tenders.

The said bonds will be issued in accordance with the following resolution: May 19, 1970 — $124,000 — capital expenditures.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners which will be held Tuesday, March 9, 1971, at 7:30 p.m., "Centre administratif de la commission scolaire", 850 Laurier Street, Beloeil, county of Verchères, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Beloeil (County of Verchères), February 9, 1971.

JACQUES DESAUTELS,
Secretary-Treasurer,
"Centre administratif de la C.S.",
850 Laurier Street, Beloeil, (Verchères), P.Q.,
Telephone: 467-9323, code 514. 38768

La Commission des écoles catholiques de Chomedey

Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné André Lachapelle, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, bureau de la commission, 1565, boulevard Saint-Martin, Chomedey, ville de Laval, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, école Notre-Dame-du-Cap, 1640, rue Gratton, Chomedey, ville de Laval, P.Q., mercredi, le 10 mars 1971, pour l'achat de $313,000 d'ogligations pour la commission des écoles catholiques de Chomedey, comté de Laval, datées du 15 mars 1971 et remboursables par série du 15 mars 1972 au 15 mars 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mars 1971.

The Chomedey Catholic School Commission

County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned André Lachapelle, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock p.m., at the office of the Commission, 1565 St. Martin Boulevard, Chomedey, city of Laval, P.Q., and after until 8:00 o'clock p.m., at Notre-Dame-du-Cap School, 1640 Gratton Street, Chomedey, city of Laval, P.Q., on Wednesday, March 10, 1971, for the purchase of an issue of $313,000 of bonds for the Chomedey Catholic School Commission, county of Laval, dated March 15, 1971 and redeemable serially from March 15, 1972 to March 15, 1980 inclusively, with interest at a rate not more than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 15, 1971.

Tableau d'amortissement — $313,000 — 9 ans

Année	*Capital*
15 mars 1972	$28,000
15 mars 1973	30,000
15 mars 1974	31,500
15 mars 1975	33,000
15 mars 1976	34,500
15 mars 1977	36,000
15 mars 1978	37,500
15 mars 1979	39,500
15 mars 1980	43,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des résolutions suivantes: 23 août 1960 — $295,000 — renouvellement d'emprunt; 20 octobre 1970 — $18,000 — frais de refinancement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mercredi, le 10 mars 1971, à 8 heures du soir, école Notre-Dame-du-Cap, 1640, rue Gratton, Chomedey, ville de Laval, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laval (Comté de Laval), ce 9 février 1971.

Le secrétaire-trésorier,
ANDRÉ LACHAPELLE.

Bureau de la commission, 1565, boul. St-Martin,
Chomedey, ville de Laval, P.Q.
Téléphone: 667-8020, code 514. 38769-o

Table of redemption — $313,000 — 9 years

Year	*Capital*
March 15, 1972	$28,000
March 15, 1973	30,000
March 15, 1974	31,500
March 15, 1975	33,000
March 15, 1976	34,500
March 15, 1977	36,000
March 15, 1978	37,500
March 15, 1979	39,500
March 15, 1980	43,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short-term bonds shall not be taken into consideration. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following resolutions: August 23, 1960 — $295,000 — renewal of loan; October 20, 1970 — $18,000 — refinancing costs.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, March 10, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at Notre-Dame-du-Cap School, 1640 Gratton Street, Chomedey, city of Laval, P.Q.

The achool commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Laval (County of Laval), February 9, 1971.

ANDRÉ LACHAPELLE,
Secretary-Treasurer.

Office of the Commission, 1565 St. Martin Boul.,
Chomedey, city of Laval, P.Q.
Telephone: 667-8020, code 514. 38769

Cité de Drummondville

Comté de Drummond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumission pour obligations » seront reçues par le soussigné Laurent Bernier, greffier, Hôtel de Ville, 415, rue Lindsay, Drummondville, comté de Drummond, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 8 mars 1971, pour l'achat de $800,000 d'obligations de la cité de Drummondville, comté de Drummond, datées du 15 mars

City of Drummondville

County of Drummond

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Laurent Bernier, City Clerk, City Hall, 415 Lindsay Street, Drummondville, county of Drummond, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, March 8, 1971, for the purchase of a bond issued of $800,000, bonds of the city of Drummondville, county of Drummond, dated March 15,

1971 et remboursables en série du 15 mars 1972 au 15 mars 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mars 1971.

Tableau d'amortissement — $800,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 mars 1972	$19,000
15 mars 1973	20,000
15 mars 1974	20,000
15 mars 1975	23,000
15 mars 1976	26,000
15 mars 1977	26,000
15 mars 1978	29,000
15 mars 1979	31,000
15 mars 1980	35,000
15 mars 1981	37,000
15 mars 1982	39,000
15 mars 1983	41,000
15 mars 1984	46,000
15 mars 1985	48,000
15 mars 1986	50,000
15 mars 1987	54,000
15 mars 1988	57,000
15 mars 1989	62,000
15 mars 1990	66,000
15 mars 1991	71,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $71,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 mars 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Drummondville.

1971 and redeemable serially from March 15, 1972 to March 15, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 15th and September 15th each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from March 15, 1971.

Table of redemption — $800,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 15, 1972	$19,000
March 15, 1973	20,000
March 15, 1974	20,000
March 15, 1975	23,000
March 15, 1976	26,000
March 15, 1977	26,000
March 15, 1978	29,000
March 15, 1979	31,000
March 15, 1980	35,000
March 15, 1981	37,000
March 15, 1982	39,000
March 15, 1983	41,000
March 15, 1984	46,000
March 15, 1985	48,000
March 15, 1986	50,000
March 15, 1987	54,000
March 15, 1988	57,000
March 15, 1989	62,000
March 15, 1990	66,000
March 15, 1991	71,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $71,000, and if greater than the latter amount, said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, the March 15, 1991 maturity being excluded.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Drummondville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $71,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 816 — $10,000 — aqueduc, égouts, voirie; 821 — $125,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité; 834 — $12,200 — aqueduc et égouts; 837 — $8,700 — travaux de rénovation urbaine; 850 — $104,100 — aqueduc, égouts, voirie, électricité; 857 — $36,000 — aqueduc, égouts, voirie; 872 — $70,000 — aqueduc et égouts; 876 — $132,000 aqueduc, égouts, voirie, électricité, services récréatifs; 877 — $3,000 — aqueduc et égouts; 880 — $85,000 — voirie, etc.; 895 — $214,000 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 8 mars 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 415, rue Lindsay, Drummondville, comté de Drummond, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Drummondville (Comté de Drummond), ce 10 février 1971.

Le greffier,
LAURENT BERNIER.

Hôtel de Ville, 415, rue Lindsay,
Drummondville (Comté de Drummond), P.Q.
Téléphone: 478-4111, code 819. 38770-o

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $71,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on March 15th each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 816 — $10,000 — aqueduct, sewers, roads; 821 — $125,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity; 834 — $12,200 — aqueduct and sewers; 837 — $8,700 — city renovation works; 850 — $104,100 — aqueduct, sewers, roads, electricity — 857 — $36,000 — aqueduct, sewers, roads; 872 — $70,000 — aqueduct and sewers; 876 — $132,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity, recreational services; 877 — $3,000 — aqueduct and sewers; 880 — $85,000 — roads, etc.; 895 — $214,000 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Monday, March 8, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 415 Lindsay Street, Drummondville, county of Drummond, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Drummondville (County of Drummond), February 10, 1971.

LAURENT BERNIER,
City Clerk.

City Hall, 415 Lindsay Street,
Drummondville (County of Drummond), P.Q.
Telephone: 478-4111, code 819. 38770

Cité de Rivière-du-Loup

Comté de Rivière-du-Loup

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Raoul Savard, greffier, Hôtel de Ville, 181, rue Lafontaine, Case postale 37, Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, P.Q., jusqu'à 9 heures du soir, lundi, le 8 mars 1971, pour l'achat de $445,000 d'obligations de la cité de Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, datées du 15 mars 1971 et remboursables par série du 15 mars 1972 au 15 mars 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent

City of Rivière-du-Loup

County of Rivière-du-Loup

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Raoul Savard, clerk, City Hall, 181 Lafontaine Street, Post Office Box 37, Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup, P.Q., until 9:00 o'clock p.m., on Monday, March 8, 1971, for the purchase of $445,000 of bonds for the city of Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup, dated March 15, 1971 and redeemable serially from March 15, 1972 to March 15, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 15th or September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or

doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mars 1971.

Tableau d'amortissement — $445,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 mars 1972	$10,500
15 mars 1973	11,500
15 mars 1974	12,500
15 mars 1975	12,500
15 mars 1976	14,500
15 mars 1977	15,500
15 mars 1978	16,500
15 mars 1979	17,500
15 mars 1980	18,500
15 mars 1981	19,500
15 mars 1982	21,000
15 mars 1983	22,000
15 mars 1984	24,000
15 mars 1985	26,000
15 mars 1986	28,000
15 mars 1987	30,000
15 mars 1988	33,000
15 mars 1989	35,000
15 mars 1990	37,000
15 mars 1991	40,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $40,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 mars 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rivière-du-Loup.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme

several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 15, 1971.

Table of redemption — $445,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 15, 1972	$10,500
March 15, 1973	11,500
March 15, 1974	12,500
March 15, 1975	12,500
March 15, 1976	14,500
March 15, 1977	15,500
March 15, 1978	16,500
March 15, 1979	17,500
March 15, 1980	18,500
March 15, 1981	19,500
March 15, 1982	21,000
March 15, 1983	22,000
March 15, 1984	24,000
March 15, 1985	26,000
March 15, 1986	28,000
March 15, 1987	30,000
March 15, 1988	33,000
March 15, 1989	35,000
March 15, 1990	37,000
March 15, 1991	40,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and as 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $40,000, and if greater than the latter amount, the said part must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of March 15, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rivière-du-Loup.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation save if they are issued partly as 20-year fixed-term

fixe 20 ans pour un montant supérieur à $40,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 582 — $140,000 — aqueduc, égouts; 591 — $165,000 — voirie; 599 — $140,000 — aqueduc, égouts, voirie et achat de terrain.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 8 mars 1971, à 9 heures du soir, Hôtel de Ville, 181, rue Lafontaine, case postale 37, Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rivière-du-Loup (Comté de Rivière-du-Loup), ce 11 février 1971.

Le greffier,
RAOUL SAVARD.

Hôtel de Ville, 181, rue Lafontaine, Case postale 37,
Rivière-du-Loup (Rivière-du-Loup), P.Q.
Téléphone: 862-6303, code 418. 38771-o

Ville de Saint-Hubert
Comté de Taillon

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Yvan Grenier, greffier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, 7500, Chemin Chambly, St-Hubert, comté de Taillon, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, salle de l'école Notre-Dame-de-Lourdes, 2525, rue Coderre, St-Hubert, comté de Taillon, P.Q., lundi, le 8 mars 1971, pour l'achat de $767,000 d'obligations de la ville de St-Hubert, comté de Taillon, datées du 15 mars 1971 et remboursables par série du 15 mars 1972 au 15 mars 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mars 1971.

Tableau d'amortissement — $767,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 mars 1972	$25,000
15 mars 1973	30,000
15 mars 1974	32,000
15 mars 1975	35,000
15 mars 1976	39,000

bonds for an amount higher than $40,000, and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, on March 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tenders.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 582 — $140,000 — aqueduct, sewers; 591 — $165,000 — roads; 599 — $140,000 — aqueduct, sewers, roads and the purchasing of land.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 8, 1971, at 9:00 p.m., at the City Hall, 181 Lafontaine Street, Post Office Box 37, Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Rivière-du-Loup (County of Rivière-du-Loup), February 11, 1971.

RAOUL SAVARD,
Clerk.

City Hall, 181 Lafontaine Street, Post Office Box 37,
Rivière-du-Loup (Rivière-du-Loup), P.Q.
Telephone: 862-6303, code 418. 38771

Town of Saint-Hubert
County of Taillon

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Yvan Grenier, Town Clerk, until 5:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 7500 Chambly Road, Saint-Hubert, county of Taillon, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., at the hall of Notre-Dame-de-Lourdes School, 2525 Coderre Street, Saint-Hubert, county of Taillon, P.Q., Monday, March 8, 1971, for the purchase of a bond issue of $767,000, bonds of the town of Saint-Hubert, county of Taillon, dated March 15, 1971 and redeemable serially from March 15, 1972 to March 15, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 15th and September 15th each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from March 15, 1971.

Table of redemption — $767,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 15, 1972	$25,000
March 15, 1973	30,000
March 15, 1974	32,000
March 15, 1975	35,000
March 15, 1976	39,000

15 mars 1977	$12,000
15 mars 1978	13,000
15 mars 1979	14,000
15 mars 1980	16,000
15 mars 1981	16,000
15 mars 1982	13,000
15 mars 1983	14,000
15 mars 1984	16,000
15 mars 1985	17,000
15 mars 1986	19,000
15 mars 1987	21,000
15 mars 1988	24,000
15 mars 1989	25,000
15 mars 1990	27,000
15 mars 1991	359,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $46,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 mars 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 mars 1991 au montant de $359,000 comprend un solde de $330,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 mars 1992	$23,000
15 mars 1993	24,000
15 mars 1994	26,000
15 mars 1995	28,000
15 mars 1996	31,000
15 mars 1997	34,000
15 mars 1998	37,000
15 mars 1999	39,000
15 mars 2000	42,000
15 mars 2001	46,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé payable au pair à St-Hubert.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque

March 15, 1977	$12,000
March 15, 1978	13,000
March 15, 1979	14,000
March 15, 1980	16,000
March 15, 1981	16,000
March 15, 1982	13,000
March 15, 1983	14,000
March 15, 1984	16,000
March 15, 1985	17,000
March 15, 1986	19,000
March 15, 1987	21,000
March 15, 1988	24,000
March 15, 1989	25,000
March 15, 1990	27,000
March 15, 1991	359,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $46,000, and if greater than the latter amount, said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, the March 15, 2001 maturity of the renewable part hereinafter mentioned being excluded.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The March 15, 1991 maturity, in the amount of $359,000, covers a balance of $330,000 renewable for an additional 20-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
March 15, 1992	$23,000
March 15, 1993	24,000
March 15, 1994	26,000
March 15, 1995	28,000
March 15, 1996	31,000
March 15, 1997	34,000
March 15, 1998	37,000
March 15, 1999	39,000
March 15, 2000	42,000
March 15, 2001	46,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Hubert.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the

dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $359,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 212 — $20,000 — aqueduc et égouts; 258 — $13,000 — aqueduc et égouts; 259 — $4,000 — électricité; 261 — $10,000 — aqueduc, égouts; 262 — $46,000 — voirie; 293 — $19,000 — voirie, aqueduc, égouts, électricité; 303 (313) — $65,000 — machinerie et équipement; 304 — $25,000 — voirie, aqueduc, égouts, électricité; 308 — $125,000 — voirie, aqueduc et égouts; 312 — $317,000 — voirie, aqueduc et égouts; 329 — $100,000 — voirie; 335 — $23,000 — réclamations en dommages.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 8 mars 1971, à 8 heures du soir, salle de l'école Notre-Dame-de-Lourdes, 2525, rue Coderre, St-Hubert, comté de Taillon, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Hubert (Comté de Taillon), ce 10 février 1971.

Le greffier,
YVAN GRENIER.

Hôtel de Ville, 7500, Chemin Chambly,
St-Hubert (Comté de Taillon), P.Q.
Téléphone: 676-7744, code 514. 38772-o

loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $359,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on March 15th each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 212 — $20,000 — aqueduct and sewers; 258 — $13,000 — aqueduct and sewers; 259 — $4,000 — electricity; 261 — $10,000 — aqueduct and sewers; 262 — $46,000 — roads; 293 — $19,000 — roads, aqueduct, sewers, electricity; 303 (313) — $65,000 — machinery and equipment; 304 — $25,000 — roads, aqueduct, sewers, electricity; 308 — $125,000 — roads, aqueduct and sewers; 312 — $317,000 — roads, aqueduct and sewers; 329 — $100,000 — roads; 335 — $23,000 — claims for damage.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 8, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Hall of Notre-Dame-de-Lourdes School, 2525 Coderre Street, Saint-Hubert, county of Taillon, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Hubert (County of Taillon), February 10, 1971.

YVAN GRENIER,
Town Clerk.

Town Hall, 7500 Chambly Road,
Saint-Hubert (County of Taillon), P.Q.
Telephone: 676-7744, code 514. 38772

Ville de Mercier

Comté de Châteauguay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Raymond Bergevin, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 14, rue Vervais, Mercier, comté de Châteauguay, P.Q., jusqu'à 9 heures du soir, mardi, le 9 mars 1971, pour l'achat de $128,000 d'obligations de la ville de Mercier, comté de Châteauguay, datées du 15 mars 1971 et remboursables en série du 15 mars 1972 au 15 mars 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Town of Mercier

County of Châteauguay

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Raymond Bergevin, Secretary-Treasurer, Town Hall, 14 Vervais Street, Mercier, county of Châteauguay, P.Q., until 9:00 o'clock, p.m., on Tuesday, March 9, 1971, for the purchase of an issue of $128,000 of bonds for the town of Mercier, county of Châteauguay, dated March 15, 1971 and redeemable serially from March 15, 1972 to March 15, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 15th and September 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mars 1971.

Tableau d'amortissement — $128,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 mars 1972	$ 3,000
15 mars 1973	2,500
15 mars 1974	2,500
15 mars 1975	2,500
15 mars 1976	3,500
15 mars 1977	4,000
15 mars 1978	4,500
15 mars 1979	4,500
15 mars 1981	4,500
15 mars 1982	5,500
15 mars 1982	6,000
15 mars 1983	6,500
15 mars 1984	7,000
15 mars 1985	7,500
15 mars 1986	8,500
15 mars 1987	9,000
15 mars 1988	10,000
15 mars 1989	10,500
15 mars 1990	12,000
15 mars 1991	14,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $14,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 mars 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 mars 1991 au montant de $14,000 comprend un solde de $1,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 mars 1992	$100
15 mars 1993	100
15 mars 1994	100
15 mars 1995	100
15 mars 1996	100
15 mars 1997	100
15 mars 1998	100
15 mars 1999	100

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 15, 1971.

Table of redemption — $128,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 15, 1972	$ 3,000
March 15, 1973	2,500
March 15, 1974	2,500
March 15, 1975	2,500
March 15, 1976	3,500
March 15, 1977	4,000
March 15, 1978	4,500
March 15, 1979	4,500
March 15, 1981	4,500
March 15, 1982	5,500
March 15, 1982	6,000
March 15, 1983	6,500
March 15, 1984	7,000
March 15, 1985	7,500
March 15, 1986	8,500
March 15, 1987	9,000
March 15, 1988	10,000
March 15, 1989	10,500
March 15, 1990	12,000
March 15, 1991	14,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and as 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $14,000, and if greater than the latter amount, this surplus must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, the March 15, 1991 maturity excluded.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The March 15, 1991 maturity in the amount of $14,000 includes a balance of $1,000 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
March 15, 1992	$100
March 15, 1993	100
March 15, 1994	100
March 15, 1995	100
March 15, 1996	100
March 15, 1997	100
March 15, 1998	100
March 15, 1999	100

15 mars 2000	$100
15 mars 2001	100

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Martine.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $14,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 95 — $2,850 — acquisition de terrains; 104 — $500 — forage d'un puits; 111 — $350 — aqueduc; 137 — $17,300 — aqueduc, égouts, voirie; 142 — $26,800 — voirie; 145 — $10,200 — aqueduc et égouts; 150 — $70,000 — aqueduc, égouts, voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 9 mars 1971, à 9 heures du soir, Hôtel de Ville, 14, rue Vervais, Mercier, comté de Châteauguay, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Mercier (Comté de Châteauguay), ce 10 février 1971.

Le secrétaire-trésorier,
RAYMOND BERGERON.

Hôtel de Ville, 14, rue Vernais,
Mercier (Châteauguay), P.Q.
Téléphone: 691-1276, code 514. 38780-o

March 15, 2000	$100
March 15, 2001	100

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Martine.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation, save if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $14,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on March 15th of each for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 95 — $2,850 — acquisition of land; 104 — $500 — drilling of a well; 111 — $350 — aqueduct; 137 — $17,300 — aqueduct, sewers, roads; 142 — $26,800 — roads; 145 — $10,200 — aqueduct and sewers; 150 — $70,000 — aqueduct, sewers, roads.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 9, 1971, at 9:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 14 Vervais Street, Mercier, county of Châteauguay, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Mercier (County of Châteauguay), February 10, 1971.

RAYMOND BERGEVIN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 14 Vervais Street,
Mercier (Châteauguay), P.Q.
Telephone: 691-1276, code 514. 38780

Paroisse de Saint-Eustache

Comté de Deux-Montagnes

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Guy Prud'Homme, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Bureau de la corporation, 149, rue Saint-Eustache, Saint-Eustache, comté de Deux-Montagnes, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle paroissiale de Saint-Eustache, rue Saint-Louis, Saint-Eustache, comté de Deux-Montagnes, P.Q., mardi, le 9 mars 1971, pour l'achat de $371,000 d'obligations de la paroisse de Saint-Eustache, comté de Deux-Montagnes, datées du 15 mars 1971 et remboursables par série du 15 mars 1972 au 15 mars 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 mars et 15 septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission;

Parish of Saint-Eustache

County of Deux-Montagnes

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Guy Prud'Homme, Secretary-Treasurer, up to 5:00 p.m. at the "Bureau de la corporation", 149 Saint-Eustache Street, Saint-Eustache, county of Deux-Montagnes, P.Q., and afterwards up to 8:00 p.m., Parish Hall of Saint-Eustache, Saint-Louis Street, Saint-Eustache, county of Deux-Montagnes, P.Q., Tuesday, March 9, 1971, for the purchase of $371,000 of bonds for Saint-Eustache parish, county of Deux-Montagnes, dated March 15, 1971 and redeemable serially from March 15, 1972 to March 15, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 15 and September 15 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each

cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 mars 1971.

Tableau d'amortissement — $371,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 mars 1972	$ 2,000
15 mars 1973	2,000
15 mars 1974	2,000
15 mars 1975	2,000
15 mars 1976	2,000
15 mars 1977	2,000
15 mars 1978	2,000
15 mars 1979	3,000
15 mars 1980	3,000
15 mars 1981	3,000
15 mars 1982	3,000
15 mars 1983	3,000
15 mars 1984	4,000
15 mars 1985	4,000
15 mars 1986	4,000
15 mars 1987	4,000
15 mars 1988	5,000
15 mars 1989	6,000
15 mars 1990	6,000
15 mars 1991	309,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $29,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 mars 2011 de la partie renouvelable ci-après mentionnée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 mars 1991 au montant de $309,000 comprend un solde de $303,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 mars 1992	$ 6,000
15 mars 1993	7,000

different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 15, 1971.

Table of redemption — $371,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 15, 1972	$ 2,000
March 15, 1973	2,000
March 15, 1974	2,000
March 15, 1975	2,000
March 15, 1976	2,000
March 15, 1977	2,000
March 15, 1978	2,000
March 15, 1979	3,000
March 15, 1980	3,000
March 15, 1981	3,000
March 15, 1982	3,000
March 15, 1983	3,000
March 15, 1984	4,000
March 15, 1985	4,000
March 15, 1986	4,000
March 15, 1987	4,000
March 15, 1988	5,000
March 15, 1989	6,000
March 15, 1990	6,000
March 15, 1991	309,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to 10 years for the one part and as 20-year fixed-term bonds for the other.

However, for the latter terms and conditions, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $29,000 and if more than this latter amount, the said surplus must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities, excluding the maturity date of March 15, 2011 of the renewable part herein mentioned.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity date of March 15, 1991 in the amount of $309,000 includes a balance of $303,000 renewable for an additional period of 20 years, and maturing as follows:

Year	*Capital*
March 15, 1992	$ 6,000
March 15, 1993	7,000

15 mars 1994	$8,000
15 mars 1995	9,000
15 mars 1996	9,000
15 mars 1997	9,000
15 mars 1998	10,000
15 mars 1999	11,000
15 mars 2000	12,000
15 mars 2001	13,000
15 mars 2002	14,000
15 mars 2003	15,000
15 mars 2004	17,000
15 mars 2005	18,000
15 mars 2006	20,000
15 mars 2007	21,000
15 mars 2008	23,000
15 mars 2009	25,000
15 mars 2010	27,000
15 mars 2011	29,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Eustache.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $309,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 mars de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 359 — $13,500 — aqueduc, égouts; 364 — $107,500 — aqueduc, égouts; 377 — $250,000 — aqueduc, égouts, voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 9 mars 1971, à 8 heures du soir, Salle paroissiale de Saint-Eustache, rue Saint-Louis, Saint-Eustache, comté de Deux-Montagnes, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Eustache (Comté de Deux-Montagnes), ce 8 février 1971.

Le secrétaire-trésorier,
GUY PRUD'HOMME.

Bureau de la corporation, 149, rue Saint-Eustache,
Saint-Eustache, (Deux-Montagnes), P.Q.
Téléphone: 473-2452, code 514. 38781-o

Cité de Thetford Mines
Comté de Mégantic

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Sou-

March 15, 1994	$8,000
March 15, 1995	9,000
March 15, 1996	9,000
March 15, 1997	9,000
March 15, 1998	10,000
March 15, 1999	11,000
March 15, 2000	12,000
March 15, 2001	13,000
March 15, 2002	14,000
March 15, 2003	15,000
March 15, 2004	17,000
March 15, 2005	18,000
March 15, 2006	20,000
March 15, 2007	21,000
March 15, 2008	23,000
March 15, 2009	25,000
March 15, 2010	27,000
March 15, 2011	29,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Eustache.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation, save if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $309,000 and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, on March 15 of each year for the annual amount required to amortize the issue in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 359 — $13,500 — aqueduct, sewers; 364 — $107,500 — aqueduct, sewers; 377 — $250,000, aqueduct, sewers, roads.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 9, 1971, at 8:00 o'clock p.m., Parish Hall of Saint-Eustache, Saint-Louis Street, Saint-Eustache, county of Deux-Montagnes, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Eustache (County of Deux-Montagnes), this February 8, 1971.

GUY PRUD'HOMME,
Secretary-Treasurer.

"Bureau de la corporation", 149 Saint-Eustache Street,
Saint-Eustache, (Deux-Montagnes), P.Q.
Telephone: 473-2452, code 514. 38781

City of Thetford Mines
County of Mégantic

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be

missions pour obligations » seront reçues par le soussigné Yves Lamothe, greffier, Hôtel de ville, 144, rue Notre-Dame-Sud, Thetford Mines, comté de Mégantic, P.Q., jusqu'à 1.30 heures de l'après-midi, mardi, le 9 mars 1971, pour l'achat de $750,000 d'obligations de la cité de Thetford Mines, comté de Mégantic, datées du 1er avril 1971 et remboursables par série du 1er avril 1972 au 1er avril 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1971.

Tableau d'amortissement — $750,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1972	$ 7,000
1er avril 1973	7,000
1er avril 1974	8,000
1er avril 1975	8,000
1er avril 1976	9,000
1er avril 1977	10,000
1er avril 1978	11,000
1er avril 1979	11,000
1er avril 1980	12,000
1er avril 1981	13,000
1er avril 1982	14,000
1er avril 1983	15,000
1er avril 1984	17,000
1er avril 1985	18,000
1er avril 1986	19,000
1er avril 1987	21,000
1er avril 1988	23,000
1er avril 1989	25,000
1er avril 1990	26,000
1er avril 1991	476,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $62,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 2001 de la partie renouvelable ci-après mentionnée.

received by the undersigned, Yves Lamothe, City Clerk, at the City Hall, 144 Notre-Dame Street South, Thetford Mines, county of Mégantic, P.Q., until 1:30 o'clock in the afternoon, Tuesday, March 9, 1971, for the purchase of a bond issue of $750,000, bonds of the city of Thetford Mines, county of Mégantic, dated April 1, 1971 and redeemable serially from April 1, 1972 to April 1, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from April 1, 1971.

Table of redemption — $750,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1972	$ 7,000
April 1, 1973	7,000
April 1, 1974	8,000
April 1, 1975	8,000
April 1, 1976	9,000
April 1, 1977	10,000
April 1, 1978	11,000
April 1, 1979	11,000
April 1, 1980	12,000
April 1, 1981	13,000
April 1, 1982	14,000
April 1, 1983	15,000
April 1, 1984	17,000
April 1, 1985	18,000
April 1, 1986	19,000
April 1, 1987	21,000
April 1, 1988	23,000
April 1, 1989	25,000
April 1, 1990	26,000
April 1, 1991	476,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One-to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One-to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One-to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One-to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $62,000, and if greater that the latter amount, said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, the April 1, 2001 maturity of the renewable part hereinafter mentioned being excluded.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1991 au montant de $476,000 comprend un solde de $447,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er avril 1992	$31,000
1er avril 1993	33,000
1er avril 1994	36,000
1er avril 1995	39,000
1er avril 1996	42,000
1er avril 1997	45,000
1er avril 1998	49,000
1er avril 1999	53,000
1er avril 2000	57,000
1er avril 2001	62,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Thetford Mines.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $476,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumissions devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement suivant: 827 — $750,000 — aqueduc, égouts, pavage, etc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 9 mars 1971, à 1.30 heures de l'après-midi, Hôtel de ville, 144, rue Notre-Dame-Sud, Thetford Mines, comté de Mégantic, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Thetford Mines (Comté de Mégantic), ce 11 février 1971.

Le greffier,
YVES LAMOTHE.

Hôtel de ville, 144, rue Notre-Dame-Sud,
Thetford Mines (Mégantic), P.Q.
Téléphone: 335-2981, code 418. 38782-o

Cité de LaSalle

Comté de Marguerite-Bourgeoys

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumis-

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The April 1, 1991 maturity, in the amount of $476,000, covers a balance of $447,000 renewable for an additional 20-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
April 1, 1992	$31,000
April 1, 1993	33,000
April 1, 1994	36,000
April 1, 1995	39,000
April 1, 1996	42,000
April 1, 1997	45,000
April 1, 1998	49,000
April 1, 1999	53,000
April 1, 2000	57,000
April 1, 2001	62,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Thetford Mines.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $476,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st each year, for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued under the following by-law: 827 — $750,000 — aqueduct, sewers, pavement, etc.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Tuesday, March 9, 1971, at 1:30 o'clock in the evening, at the City Hall, 144 Notre-Dame Street South, Thetford Mines, county of Mégantic, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Thetford Mines (County of Mégantic), February 11, 1971.

YVES LAMOTHE,
City Clerk.

City Hall, 144 Notre-Dame Street South,
Thetford Mines (Mégantic), P.Q.
Telephone: 335-2981, code 418. 38782

City of LaSalle

County of Marguerite-Bourgeoys

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be

sions pour obligations » seront reçues par la soussignée Mlle Jacqueline Giguère, greffier, Hôtel de ville, 13, avenue Strathyre, LaSalle, comté de Marguerite-Bourgeoys, P.Q., jusqu'à 5 heures de l'après-midi, lundi, le 8 mars 1971, pour l'achat de $2,644,000 d'obligations de la cité de LaSalle, comté de Marguerite-Bourgeoys, datées du 1er avril 1971 et remboursables par série du 1er avril 1972 au 1er avril 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1971.

Tableau d'amortissement — $2,644,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1972	$ 57,000
1er avril 1973	58,000
1er avril 1974	63,000
1er avril 1975	67,000
1er avril 1976	68,000
1er avril 1977	68,000
1er avril 1978	74,000
1er avril 1979	84,000
1er avril 1980	91,000
1er avril 1981	87,000
1er avril 1982	94,000
1er avril 1983	97,000
1er avril 1984	108,000
1er avril 1985	115,000
1er avril 1986	116,000
1er avril 1987	126,000
1er avril 1988	129,000
1er avril 1989	131,000
1er avril 1990	140,000
1er avril 1991	871,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $90,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut

received by the undersigned Miss Jacqueline Giguère, Clerk, City Hall, 13 Strathyre Avenue, LaSalle, county of Marguerite-Bourgeoys, P.Q., up to 5:00 p.m., Monday, March 8, 1971, for the purchase of $2,644,000 of bonds for the city of LaSalle, county of Marguerite-Bourgeoys, dated April 1, 1971 and redeemable serially from April 1, 1972 to April 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The interest rate may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from April 1, 1971.

Table of redemption — $2,644,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1972	$ 57,000
April 1, 1973	58,000
April 1, 1974	63,000
April 1, 1975	67,000
April 1, 1976	68,000
April 1, 1977	68,000
April 1, 1978	74,000
April 1, 1979	84,000
April 1, 1980	91,000
April 1, 1981	87,000
April 1, 1982	94,000
April 1, 1983	97,000
April 1, 1984	108,000
April 1, 1985	115,000
April 1, 1986	116,000
April 1, 1987	126,000
April 1, 1988	129,000
April 1, 1989	131,000
April 1, 1990	140,000
April 1, 1991	871,000

Moreover, only the following terms and conditions shall be considered:

1. One to ten-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One to 10-year bonds with the balance as a 20-year fixed-term bond.

4. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to 10 years for the one part and 20-year fixed-term bond for the other part.

However, for the latter terms and conditions, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $90,000, and if more than this latter amount, the surplus must comprise one only or several complete annual amortizatons, taking into accont the table of maturities appearing in this notice, and starting with the last years of maturities to the exclusion of the maturity of April 1, 2001 of the renewable part hereafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only

et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1991 au montant de $871,000 comprend un solde de $728,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er avril 1992	$60,000
1er avril 1993	61,000
1er avril 1994	61,000
1er avril 1995	61,000
1er avril 1996	61,000
1er avril 1997	74,000
1er avril 1998	85,000
1er avril 1999	85,000
1er avril 2000	90,000
1er avril 2001	90,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à LaSalle.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $871,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'émprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements nos: 342 — $28,000 — renouvellement d'emprunt; 1185 — $132,600 — voirie; 1186 — $64,500 — voirie; 1190 — $212,300 — voirie; 1237 — $96,000 — aqueduc et égouts; 1238 — $134,700 — voirie; 1240 — $117,100 — aqueduc et égouts; 1242 — $360,600 — voirie; 1243 — $85,500 — voirie; 1244 — $46,400 — électricité; 1252 — $43,100 — aqueduc et égouts; 1261 — $1,021,500 — aqueduc et égouts; 1263 — $301,700 — services récréatifs et communautaires.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 8 mars 1971, à 5 heures de l'après-midi, Hôtel de ville, 13, avenue Strathyre, LaSalle, comté de Marguerite-Bourgeoys, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

LaSalle (Comté de Marguerite-Bourgeoys), ce 16 février 1971.

Le greffier,
MLLE JACQUELINE GIGUÈRE.

Hôtel de ville, 13, avenue Strathyre,
LaSalle, (Marguerite-Bourgeoys), P.Q.,
Téléphone: 366-7110, code 514. 38840-o

of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity date of April 1, 1991 in the amount of $871,000 comprises a balance of $728,000 renewable for an additional period of 10 years, and maturing as follows:

Year	*Capital*
April 1, 1992	$60,000
April 1, 1993	61,000
April 1, 1994	61,000
April 1, 1995	61,000
April 1, 1996	61,000
April 1, 1997	74,000
April 1, 1998	85,000
April 1, 1999	85,000
April 1, 2000	90,000
April 1, 2001	90,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at LaSalle.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued in part as 20-year fixed-term bonds for an amount superior to $871,000 and only this surplus will be redeemable by anticipation at par on April 1 of each year for the annual amount required for purposes of amortization of the issue in accordance with the table of redemption appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 342 — $28,000 — loan renewal; 1185 — $132,600 — roads; 1186 — $64,500 — roads; 1190 — $212,300 — roads; 1237 — $96,000 — aqueduct and sewers; 1238 — $134,700 — roads; 1240 — $117,100 — aqueduct and sewers; 1242 — $360,600 — roads; 1243 — $85,500 — roads; 1244 — $46,400 — electricity; 1252 — $43,100 — aqueduct and sewers; 1261 — $1,021,500 — aqueduct and sewers; 1263 — $301,700 — recreational and community services.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Monday, March 8, 1971, at 5:00 o'clock p.m., City Hall, 13 Strathyre Avenue, LaSalle, county of Marguerite-Bourgeoys, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

LaSalle (County of Marguerite-Bourgeoys), February 16, 1971.

MISS JACQUELINE GIGUÈRE,
Clerk.

City Hall, 13 Strathyre Avenue,
LaSalle, (Marguerite-Bourgeoys), P.Q.,
Telephone: 366-7110, code 514. 38840

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 366

Québec, le 27 janvier 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'article 2 de la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec (1969, chapitre 53) tel que modifié par l'article 81 de la Loi de l'assurance-maladie (1970, Bill 8).

ATTENDU QU'aux termes de l'article 2 de la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec (1969, chapitre 53), la Régie de l'assurance-maladie doit assumer, conformément aux règlements adoptés à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil, le coût des rémunérations qui sont payables par le gouvernement, ses ministères ou organismes aux professionnels de la santé, en vertu de toute loi du Québec autre que la Loi de l'assurance-maladie et qui sont déterminées par lesdits règlements;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 90 de la Loi de l'assurance-maladie (1970, Bill 8) tel que modifié par l'article 20 de la Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie (1970, Bill 39), ladite loi entre en vigueur le 1er novembre 1970;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 18*d*) de la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec (1969, chapitre 53) tel que modifié par l'article 84 de la Loi de l'assurance-maladie (1970, Bill 8), tout ministère ou organisme du gouvernement doit, lorsque la Régie assume le coût de rémunérations payables par lui à l'égard d'un professionnel de la santé, lui fournir, sur demande de son directeur général, les renseignements dont la Régie a besoin pour apprécier la rémunération des services fournis par un tel professionnel;

ATTENDU QUE pour les fins de l'article 81 de la Loi de l'assurance-maladie (1970, Bill 8), il y a lieu de déterminer parmi les rémunérations payables par le gouvernement, ses ministères ou organismes aux professionnels de la santé, en vertu d'une loi du Québec, celles dont le coût doit être assumé par la Régie;

ATTENDU QUE pour les fins dudit article 18*d*), il y a lieu de prescrire la forme et la teneur des formules permettant au directeur général de la Régie de l'assurance-maladie du Québec d'obtenir de tout ministère ou organisme du gouvernement, les renseignements dont la Régie a besoin pour apprécier la rémunération des services fournis par les professionnels de la santé;

ATTENDU QU'aux termes dudit article 18*d*), le chef ou le sous-chef du ministère ou de l'organisme dont il s'agit a aussi droit d'obtenir ces renseignements du professionnel en cause lorsqu'ils lui sont demandés;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Affaires sociales:

QUE soit approuvé le règlement ci-annexé et intitulé:

« Règlement prescrivant à la Régie de l'assurance-maladie du Québec d'assumer le coût de certaines

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 366

Québec, January 27, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING section 2 of the Québec Health Insurance Board Act (1969, chapter 53) as amended by section 81 of the Health Insurance Act (1970, Bill 8).

WHEREAS under section 2 of the Québec Health Insurance Board Act (1969, chapter 53), the Health Insurance Board, in accordance with the by-laws adopted for this purpose by the Lieutenant-Governor in Council, must assume the cost of the remunerations payable by the government, its departments or bodies, to health professionals, under any law of the Province of Québec other than the Health Insurance Act and which is fixed by the said by-laws;

WHEREAS under section 90 of the Health Insurance Act (1970, Bill 8) as amended by section 20 of the Act amending the Health Insurance Act (1970, Bill 39), the said Act comes into force on November 1, 1970;

WHEREAS in accordance with the terms of section 18*d*) of the Health Insurance Board Act (1969, chapter 53) as modified by section 84 of the Health Insurance Act (1970, Bill 8), when the Board assumes the cost of the remunerations payable by it with respect to a professional, every government department or body must furnish the Board, at the request of its General Manager, with such information as it needs to appraise the remuneration for the services furnished by such a professional;

WHEREAS for the purposes of section 81 of the Health Insurance Act (1970, Bill 8), it is necessary to determine among the remunerations payable by the government, its departments or bodies, to health professionals, by virtue of a law of the Province of Québec, of which remunerations the Board must assume the cost;

WHEREAS for the purposes of said section 18*d*), it is necessary to prescribe the form and tenure of the forms enabling the General Manager of the Québec Health Insurance Board to obtain, from any government department or body, the information required by the Board to appraise the remuneration of the services dispensed by the health professionals;

WHEREAS in accordance with the terms of said section 18*d*), the chief or the deputy-chief of the department or body in question is also entitled to obtain this information from the professional in question, when it is so required of him;

THEREFORE, it is ordered upon motion by the Minister of Social Affairs:

THAT approval be given the by-law annexed hereto and entitled:

"By-law prescribing that the Québec Health Insurance Board assume the cost of certain remunerations

rémunérations payables par le gouvernement, ses ministères ou organismes aux professionnels de la santé. »

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement prescrivant à la Régie de l'assurance-maladie du Québec d'assumer le coût de certaines rémunérations payables par le gouvernement, ses ministères ou organismes aux professionnels de la santé.

La Régie de l'assurance-maladie du Québec doit assumer, conformément au présent règlement, le coût des rémunérations qui sont payables par le gouvernement, ses ministères ou organismes aux professionnels de la santé pour services fournis en vertu des lois suivantes:

1. Loi de l'hygiène publique (S.R. 1964, ch. 161).
2. Loi des unités sanitaires (S.R. 1964, ch. 162).
3. Loi de l'assurance-hospitalisation (S.R. 1964, ch. 163).
4. Loi des institutions pour malades mentaux (S.R. 1964, ch. 166).
5. Loi des institutions psychiatriques pour détenus (S.R. 1964, ch. 167).
6. Loi de la clinique d'aide à l'enfance (S.R. 1964, ch. 221).
7. Loi des shérifs (S.R. 1964, ch. 27).
8. Loi des palais de justice et prisons (S.R. 1964, ch. 37).
9. Loi de l'Office de la prévention et du traitement de l'alcoolisme et des autres toxicomanies (1968, ch. 48).

Le coût des rémunérations que doit assumer la Régie relativement à la Loi de l'assurance-hospitalisation (S.R. 1964, ch. 163) est égal à 50% du coût desdites rémunérations. Le coût des rémunérations que doit assumer la Régie, relativement à une loi mentionnée au présent règlement autre que la Loi de l'assurance-hospitalisation, est égal à la totalité du coût des dites rémunérations.

Lorsque la Régie assume, conformément au présent règlement, le coût des rémunérations qui sont payables par le gouvernement, ses ministères ou organismes aux professionnels de la santé pour services fournis, tout ministère ou organisme du gouvernement, doit avant d'être remboursé par la Régie, lui fournir, sur demande de son directeur général:

a) À compter du 1er novembre 1970, un état de traitements versés aux professionnels de la santé, selon la forme et la teneur de la formule A. Cette formule doit être transmise trimestriellement à la Régie par le ministère ou organisme dont il s'agit, le ou avant le 15e jour du mois qui suit la fin d'un trimestre. Elle doit être également transmise annuellement le ou avant le 15 novembre, indiquant les traitements à être versés aux professionnels de la santé au cours de la prochaine année financière.

b) À compter du 1er avril 1971, un registre des exercices thérapeutiques, examens, visites et consultations rendus par les professionnels de la santé, suivant la forme et la teneur de la formule B. Cette formule doit être transmise mensuellement à la Régie par le

Clerk of the Executive Council.
JULIEN CHOUINARD,

By-law prescribing that the Québec Health Insurance Board assume the cost of certain remunerations payable by the government, its departments or bodies, to the health professionals.

The Québec Health Insurance Board must assume, in accordance with the present by-law, the cost of remunerations that are payable by the government, its departments or bodies, to the health professionals, for services dispensed under the following Acts:

1. Public Health Act (R.S. 1964, ch. 161).
2. Health Units Act (R.S. 1964, ch. 162).
3. Hospital Insurance Act (R.S. 1964, ch. 163).
4. Mental Patients Institutions Act (R.S. 1964, ch. 166).
5. Detained Persons Psychiatric Institutions Act (R.S. 1964, ch. 167).
6. Child Aid Clinic Act (R.S. 1964, ch. 221).
7. Sheriffs Act (R.S. 1964, ch. 27).
8. Court House and Gaol Act (R.S. 1964, ch. 37).
9. An Act to establish the Office for the Prevention and Treatment of Alcoholism and other Toxicomanias (1968, ch. 48).

The cost of the remunerations the Board must assume respecting the Health Insurance Act (R.S. 1964, ch. 163) is equal to 50% of the cost of the said remunerations. The cost of the remunerations the Board must assume respecting any one of the Acts mentioned in the present by-law, other than the Hospital Insurance Act, is equal to the total cost of the said remunerations.

When the Board assumes, in accordance with the present by-law, the cost of the remunerations that are payable by the government, its departments or bodies, to the health professionals for services dispensed, every government department or body must, before being reimbursed by the Board, supply to the Board, at the request or its General Manager:

(*a*) As of November 1, 1970, a statement of payments issued to the health professionals, following the form and tenure of form A. This form must be sent on a quarterly basis to the Board by the department or body in question, on or before the 15th day of the month following the end of the quarter. It must also be sent annually, on or before November 15th, showing the amounts to be paid to health professionals throughout the coming fiscal year.

(*b*) As of April 1, 1971, a record of the therapeutic services, examinations, visits and consultations, provided by the health professionals, following the form and tenure of form B. This form must be sent to the Board on a monthly basis by the department or body

ministère ou organisme dont il s'agit, le ou avant le 15e jour du mois suivant.

c) À compter du 1er janvier 1972, la formule B pourra être exigée pour les services diagnostiques demandés par les professionnels de la santé.

La Régie verse mensuellement au ministère ou organisme dont il s'agit, un montant provisoire égal au total du coût desdites rémunérations prévues pour l'année financière divisé par douze. Le versement mensuel est effectué le dernier jour ouvrable du mois suivant celui pour lequel le versement s'applique. Le versement pour le troisième mois de chaque trimestre est égal à la différence entre le total des traitements versés aux professionnels de la santé pour ce trimestre, tel qu'il appert sur la formule A produite pour ce trimestre, et le total des versements mensuels effectués au cours des deux premiers mois du trimestre. Le versement mensuel peut être retardé d'un nombre de jours ouvrables égal au nombre de jours de retard dans la réception par la Régie des formules A, B et C.

Au cours de l'année financière, les versements mensuels peuvent être ajustés selon l'écart entre les traitements versés à cette date aux professionnels de la santé et le montant provisoire établi selon les rémunérations prévues pour l'année financière.

Aux fins du présent règlement, l'année financière commence le 1er avril et se termine le 31 mars de l'année suivante.

Pour la période du 1er novembre 1970 au 31 mars 1971, la Régie effectue les versements mensuels comme suit:

a) Le 29 janvier 1971, sur réception de la formule A le ou avant le 15 janvier 1971, en remboursement des traitements versés aux professionnels de la santé pour les mois de novembre et décembre 1970.

b) Les 26 février, 30 mars et 30 avril 1971. Le montant provisoire de ces versements mensuels pour les mois de janvier et février est établi selon les renseignements contenus dans la formule A portant sur la période de novembre et décembre 1970. Cependant, le versement mensuel du 30 avril 1971 sera égal à la différence entre le total des versements mensuels effectués pour les mois de janvier et février 1971 et le total des traitements versés aux professionnels de la santé au cours de ce trimestre, tel qu'il appert sur la formule A produite pour ce trimestre.

Le chef ou le sous-chef du ministère ou organisme dont il s'agit est autorisé à obtenir du professionnel de la santé en cause les renseignements visés par les formules A, B et C.

FORMULES

A État des traitements versés aux professionnels de la santé.
B Registre des services rendus.
C Registre des services diagnostiques demandés.

in question, on or before the 15th day of the month following.

(*c*) As of January 1, 1972, form B may be demanded for diagnostic services requested by the health professionals.

The Board issues on a monthly basis, to the department or body in question, a provisional amount equal to the total cost of the said remunerations forecasted for the fiscal year divided by twelve. The monthly instalment is made on the last working day of the month following the month to which the instalment applies. The instalment for the third month of each quarter is equal to the difference between the total amounts issued to the health professionals for that quarter, as is shown on form A produced for that quarter, and the total monthly payments made throughout the first two months of the quarter. The monthly instalment may be delayed by a number of working days equal to the number of days of delay in receipt by the Board of forms A, B and C.

Throughout the fiscal year, the monthly instalments may be adjusted according to the difference between the amounts issued at that date to the health professionals and the provisional amount established according to the remunerations forecasted for the fiscal year.

For the purposes of the present by-law, the fiscal year begins on April 1 and terminates on March 31 of the following year.

For the period beginning November 1, 1970 and ending on March 31, 1971, the Board pays the monthly instalments as follows:

(*a*) On January 29, 1971, on receipt of form A, on or before January 15, 1971, in reimbursement of amounts paid to health professionals for the months of November and December 1970.

(*b*) On February 26, March 30 and April 30, 1971. The provisional amount of the annual instalments for the months of January and February is established according to the information contained in form A, regarding the period comprising November and December 1970. However, the monthly instalment of April 30, 1971, will be equal to the difference between the total of the monthly instalments made for the months of January and February 1971, and the total amounts paid to the health professionals throughout that quarter, as appearing on form A produced for that quarter.

The chief or deputy-chief of the department or body in question is authorized to obtain from the health professional in question the information contemplated in forms A, B and C.

FORMS

A Statement of payments issued to the health professionals.
B Register of services rendered.
C Record of diagnostic services requested.

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

QUÉBEC HEALTH INSURANCE BOARD

ÉTAT DES TRAITEMENTS VERSÉS AUX PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ
STATEMENT OF PAYMENTS ISSUED TO HEALTH PROFESSIONALS

FORMULE A

EMPLOYEUR - *EMPLOYER* CODE CLASSIFICATION LOCALISATION - *LOCATION* PÉRIODE - *PERIOD*

PAGE DE / OF

CODE	1 FONCTION *FUNCTION* 2 SPÉCIALITÉ *SPECIALTY*	TEMPS - *TIME* HRS SEM / HRS WEEK COMPLET *FULL*	PARTIEL *PART*	1 NOM - *NAME* 2 LIEU DE TRAVAIL *PLACE OF WORK*	% DU TEMPS CONSACRÉ À % *OF TIME DEVOTED TO* S.M.	A.H.	S.H.	E.U.	A	CODE	MODE ET MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION *TYPE AND AMOUNT OF REMUNERATION*	CODE	MODE ET MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION *TYPE AND AMOUNT OF REMUNERATION*	NOMBRE D'UNITÉS *NUMBER OF UNITS* PROF.	TECH	REMARQUES *REMARKS*
	1			1												
	2			2												
	1			1												
	2			2												
	1			1												
	2			2												
	1			1												
	2			2												
	1			1												
	2			2												
	1			1												
	2			2												
	1			1												
	2			2												
	1			1												
	2			2												
	1			1												
	2			2												
	1			1												
	2			2												
	1			1												
	2			2												

DATE _____

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE
SIGNATURE OF AUTHORIZED PERSON

S.M. - SOINS MÉDICAUX - *MEDICAL SERVICES*
A.H. - ASSURANCE-HOSPITALISATION - *HOSPITAL INSURANCE*
S.H. - SUBVENTIONS À L'HYGIÈNE - *HEALTH GRANTS*
E.U. - ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE - *UNIVERSITY TEACHING*
A. - AUTRES - *OTHERS*

CODE

1 - SALAIRE - *SALARY*
2 - ACTE - *FEE - FOR - SERVICE*
3 - VACATION - *SESSIONAL FEE*
4 - UNITÉ - *PER UNIT*
5 - LECTURE - *PER READING*
6 - CONTRAT - *CONTRACT*
7 - TEMPS SUPP. - *OVERTIME*
8 - AUTRES - *OTHERS*

ADFIN-6-5420-19

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

QUÉBEC HEALTH INSURANCE BOARD

REGISTRE DES SERVICES RENDUS
REGISTER OF SERVICES DISPENSED

FORMULE B

NOM DU PROFESSIONNEL / PROFESSIONAL'S NAME	CODE	CODE DE L'ÉTABLISSEMENT / INSTITUTION CODE	MOIS - MONTH / AN - YEAR	PAGE / DE / OF

NOM DU MALADE / PATIENT'S NAME	DATE DE NAISSANCE / DATE OF BIRTH	SEXE / SEX	NUMÉRO D'ASSURANCE-MALADIE / HEALTH INSURANCE NUMBER	DIAGNOSTICS PRINCIPAUX ET SECONDAIRES / PRINCIPAL AND SECONDARY DIAGNOSTICS	CODE C.I.M.A. / I.C.D.A. CODE	SERVICES RENDUS / SERVICES DISPENSED			ACTE ACCEPTÉ / ACCEPTED ACT
						DESCRIPTION	CODE	DATE	

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE / SIGNATURE OF AUTHORIZED PERSONNE

DATE

FIN-6-6430-41

38800-o

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

QUEBEC HEALTH INSURANCE BOARD

REGISTRE DES SERVICES DIAGNOSTIQUES DEMANDÉS
RECORD OF DIAGNOSTIC SERVICES REQUESTED

FORMULE C

NOM DU PROFESSIONNEL REQUÉRANT NAME OF PROFESSIONAL REQUESTING THE SERVICES	CODE DU PROFESSIONNEL PROFESSIONAL'S CODE	NOM DE L'ÉTABLISSEMENT NAME OF INSTITUTION	CODE DE L'ÉTABLISSEMENT INSTITUTION CODE	MOIS MONTH / ANNÉE YEAR	PAGE / DE OF

CODE EXAM. CODE	NOMBRE NUMBER	CODE EXAM. CODE	NOMBRE NUMBER	CODE EXAM. CODE	NOMBRE NUMBER	CODE EXAM. CODE	NOMBRE NUMBER	CODE EXAM. CODE	NOMBRE NUMBER	CODE EXAM. CODE	NOMBRE NUMBER	CODE EXAM. CODE	NOMBRE NUMBER	CODE EXAM. CODE	NOMBRE NUMBER	CODE EXAM. CODE	NOMBRE NUMBER	CODE EXAM. CODE	NOMBRE NUMBER	CODE EXAM. CODE	NOMBRE NUMBER

AUTRES EXAMENS DEMANDÉS OTHER EXAMINATIONS REQUESTED	NOMBRE NUMBER	CODE	AUTRES EXAMENS DEMANDÉS OTHER EXAMINATIONS REQUESTED	NOMBRE NUMBER	CODE	AUTRES EXAMENS DEMANDÉS OTHER EXAMINATIONS REQUESTED	NOMBRE NUMBER	CODE	AUTRES EXAMENS DEMANDÉS OTHER EXAMINATIONS REQUESTED	NOMBRE NUMBER	CODE

LE SYSTÈME DE CODIFICATION UTILISÉ EST CELUI DE LA RÉGIE D'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

THE CODE SYSTEM USED IS THAT OF QUEBEC HEALTH INSURANCE BOARD

ADFIN 6 7420-12

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE - SIGNATURE OF AUTHORIZED PERSON

DATE

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 482

Québec, le 3 février 1971.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le paiement des indemnités « *per diem* » pour frais de séjour.

ATTENDU QUE les arrêtés en conseil 2496 / 67, 1529 / 69, 1896 / 69, 3110 / 70 et leurs amendements stipulent qu'une indemnité « *per diem* » pour frais de séjour est payable, sans pièce justificative, pourvu qu'il y ait une preuve de voyage en qualité officielle;

ATTENDU QUE la durée d'un voyage peut être inférieure à 24 heures ou comprendre une période en excédent de 24 heures ou d'un de ses multiples;

ATTENDU QU'il y aurait avantage à préciser le sens de l'expression « preuve de voyage en qualité officielle », à déterminer ce qui peut être accepté comme tel et à fixer des conditions uniformes de fractionnement de l'indemnité « *per diem* ».

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre des Finances et président du Conseil de la trésorerie:

QUE seules les preuves de voyage suivantes soient considérées comme acceptables:

1. *Pour un voyage comportant un coucher:*

a) Lorsqu'il y a coucher dans un établissement hôtelier, le reçu officiel émis;

b) Lorsqu'il y a coucher ailleurs que dans un établissement hôtelier, l'indication par le réclamant de l'adresse et du moyen ou service de logement utilisé et l'addition à sa réclamation d'une ou de plusieurs des preuves de séjour suivantes, à condition qu'elles attestent de façon satisfaisante du lieu et de la durée du séjour.

— Billets aller et retour d'un transport public;
— Reçus de repas;
— Service à l'automobile;
— Reçu d'inscription à un congrès ou à une conférence;
— Programme d'activités dans lequel le réclamant est mentionné comme participant.

2. *Pour un voyage ne comportant pas de coucher:*

Pour tout déplacement de moins de 24 heures mais d'une durée suffisante pour le faire bénéficier du paiement total ou partiel de l'indemnité « *per diem* », le réclamant devra fournir la preuve de l'obtention d'un des services, ou de sa participation à des activités, selon l'énumération qui apparaît au paragraphe 1. *b*).

3. *Cas d'exception:*

Advenant l'impossibilité de fournir une des preuves mentionnées ci-dessus, le réclamant devra présenter un certificat spécifique émanant du chef du ministère ou du sous-chef, selon le cas, et attestant de façon satisfaisante du lieu et de la durée du séjour.

QUE, pour tout voyage d'une durée inférieure à 24 heures et pour toute période de voyage en excédent de 24 heures ou d'un de ses multiples, l'indemnité « *per*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 482

Québec, February 3, 1971.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the payment of "*per diem*" allowances for travelling expenses.

WHEREAS Orders in Council 2496 / 67, 1529 / 69, 1896 / 69, 3110 / 70 and amendments stipulate that a "*per diem*" allowance for travelling expenses is payable without vouchers being required, provided proof of travel in an official capacity exists.

WHEREAS a journey may last less than 24 hours or extend beyond 24 hours or a multiples thereof;

WHEREAS it would be advisable to specify the meaning of the expression "proof of travel in an official capacity", to determine what can be accepted as such and to fix standard conditions under which a "*per diem*" allowance may be split up;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Finance and Chairman of the Treasury Board:

THAT only the following proof of travel be considered acceptable:

1. *Overnight journeys:*

(*a*) For sleeping accomodation in a hotel establishment, an official receipt;

(*b*) For sleeping accomodation otherwise than in such an establishment, the applicant must state the address and the kind of accomodation, and add to his claim one or several of the following proofs of travel, profided they give satisfactory proof of the name of the place and the duration of the stay.

— Return tickets on a public transportation system;
— Receipts for meals;
— Receipts for curb service;
— Receipt of registration fees for a convention or conference;
— Programme of activities in which the claimant is named as having participated.

2. *Journeys involving no sleeping accommodation*

For any journey lasting less than 24 hours but long enough to allow him to take advantage of total or partial payment of the "*per diem*" allowance, the claimant must provide proof that he received one of the services or took part in certain activities enumerated in paragraph 1. (*b*).

3. *Exceptions:*

Should the claimant be unable to produce the abovementioned proof, he must submit a special certificate from the Head or the Deputy-head of his Department, as the case may be giving satisfactory proof of the place and duration of the stay.

THAT, for any journey lasting less than 24 hours and for any journey extending beyond 24 hours or a multiple thereof, the "*per diem*" allowance be payable

diem » soit payable en tout ou en partie, en la manière et aux conditions suivantes:

1° Période de voyage de 12 à 18 heures, sans coucher: la moitié du « *per diem* »;

2° Période de voyage de plus de 18 heures comprenant un coucher ou toute période d'au moins 12 heures comprenant la location d'une chambre d'hôtel pour les fins du service public et avec reçu à l'appui: le « *per diem* » en entier.

3° Période de voyage de moins de 12 heures: les frais raisonnables encourus seront remboursés.

QUE les arrêtés en conseil 2496/67, 1529/69, 1896/69, 3110/70 et leurs amendements soient modifiés en conséquence.

Le greffier du Conseil exécutif,
38835-o JULIEN CHOUINARD.

wholly or partly as follows, under the following conditions:

1. Journey of 12 to 18 hours, without sleeping accommodation: one-half of the "*per diem*" allowance;

2. Journey of more than 18 hours with sleeping accommodation, or journey of less than 12 hours involving use of hotel room for public service purposes, if receipt supplied: complete "*per diem*" allowance;

3. Journey of less than 12 hours: reasonable costs incurred will be reimbursed.

THAT Orders in Council 2496/67, 1529/69, 1896/69, 3110/70 and amendments be amended accordingly.

JULIEN CHOUINARD,
38835 *Clerk of the Executive Council.*

Vente par licitation

Cour Supérieure — District de Montréal

No 780-523. { EDMOND RIFFON, rentier, domicilié dans les cité et district de Montréal, demandeur, *vs* DAME GERTRUDE RIFFON *ET AL*, défendeurs et BANQUE DE MONTRÉAL, tiers-saisie.

Conformément au jugement de l'honorable juge F.R. Hannen de la Cour Supérieure du district de Montréal, en date du 11e jour de septembre 1970, ordonnant la licitation de l'immeuble ci-après décrit:

« Un emplacement situé en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cent un de la resubdivision numéro deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro douze (12-2-101) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis.

Avec les bâtisses dessus construites, portant les nos 380 à 384 ouest de la rue Fairmount. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 8 février 1971. 38837-o

Sale by Licitation

Superior Court — District of Montreal

No. 780-523. { EDMOND RIFFON, annuitant, domiciled in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* DAME GERTRUDE RIFFON *ET AL*, defendants and BANK OF MONTREAL, garnishee.

In accordance with the judgment rendered by the Honourable Mr. Justice F.R. Hannen of the Superior Court of Montreal on the 11th day of September, 1970, ordering the sale by licitation of the immovable property described hereafter:

"A site situated in the city of Montreal known and designated as being lot No. one hundred and one of resubdivision No. two of the official subsivision of the original lot No. twelve (12-2-101) on the official plan and reference book of the village corporate of "la côte St-Louis".

With the buildings thereon erected, bearing Nos 380 to 384 west of Fairmount Street."

To be sold at the Office of the Prothonotary, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the TWENTY-THIRD day of MARCH, 1971, at TWO p.m.

Office of the Sheriff, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, February 8, 1971. 38837

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Joliette

No 23,002. J. RENÉ DUHAIME, arpenteur-géomètre, de la cité de St-Jérôme, district de Terrebonne, demandeur, *vs* LES IMMEUBLES CHERTSEY LTÉE, corps politique dûment et légalement constitué, ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, défenderesse.

a) « Les lots numéros trois cent cinquante-huit, trois cent cinquante-neuf, cinq cent quarante-sept, cinq cent cinquante, cinq cent cinquante et un, de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-neuf dans le rang sept (19-358, 359, 547, 550 et 551, Rg. VII) aux plan et livre de renvoi officiel du canton de Chertsey, division d'enregistrement de Montcalm.

b) Les lots numéros quatre-vingt-onze, quatre-vingt-douze, cent trente-deux, cent trente-trois, cent quarante-neuf, cent cinquante, cent cinquante-six, deux cent quatre, quatre cent sept, et quatre cent quarante-neuf, de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-quatre dans le rang sept, (24-91, 92, 132, 133, 149, 150, 156, 204, 407 et 449 Rg. VII) auxdits plan et livre de renvoi officiels. »

Pour être vendus au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, à Sainte-Julienne, JEUDI, le PREMIER jour d'AVRIL 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JEAN-MARC MARION.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 11 février 1971. 38828-o

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Joliette

No. 23,002. J. RENÉ DUHAIME, land-surveyor, of the city of St-Jérôme, district of Terrebonne, plaintiff, *vs* LES IMMEUBLES CHERTSEY LTÉE, a body politic duly and legally constituted, having its head office in the city and district of Montreal, defendant.

a) "Lots three hundred and fifty-eight, three hundred and fifty-nine, five hundred and forty-seven, five hundred and fifty, five hundred and fifty-one of the official subdivision of original lot number nineteen on Range seven (19-358, 359, 547, 550 and 551, R. VII) on official plan and book of reference for the township of Chertsey, Montcalm Registration Division.

b) Lots numbers ninety-one, ninety-two, one hundred and thirty-two, one hundred and thirty-three, one hundred and forty-nine, one hundred and fifty, one hundred and fifty-six, two hundred and four, four hundred and seven, and four hundred and forty-nine of the official subdivision of original lot number twenty-four on Range seven (24-91, 92, 132, 133, 149, 150, 156, 204, 407 and 449 R. VII) on said official plan and book of reference."

To be sold at the registration division office of Montcalm, in Sainte-Julienne, THURSDAY, the FIRST day of APRIL, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-MARC MARION,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, February 11, 1971. 38828

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 800-582. SUN LIFE DU CANADA, COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE, corps politique et constituée en corporation, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans la ville de Montréal, demanderesse, *vs* DAVID C. WADSWORTH, de la ville de Montréal-Ouest, district de Montréal, et y résidant au numéro 132, avenue Percival, défendeur.

« Un certain emplacement situé dans la ville de Montréal-Ouest, donnant sur l'avenue Percival, comprenant une largeur de 30 pieds sur une profondeur de 120 pieds, mesure anglaise et plus ou moins et représentant la moitié nord-ouest de la subdivision de lot numéro cent seize de la subdivision du lot original cent trente-huit (138-N.O. ½ 116) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal et borné ledit emplacement en front au nord-est par l'avenue Percival, à l'arrière au sud-ouest par partie de la re-subdivision de lot numéro cinq de la subdivision de lot numéro cent dix-sept dudit lot original numéro cent trente-

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 800-582. SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Montreal, plaintiff, *vs* DAVID C. WADSWORTH, of the city of Montreal-West, district of Montreal, and there residing at civic number 132 Percival Avenue, defendant.

"A certain emplacement situate in the town of Montreal-West fronting on Percival Avenue containing a width of 30 feet by a depth of 120 feet, English measure and more or less and being the northwesterly half of subdivision lot number one hundred and sixteen of the subdivision of the original lot number one hundred and thirty-eight (138-N.W. ½ 116) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal and being bounded said emplacement in front to the northeast by Percival Avenue, in rear to the southwest by part of resubdivision lot number five of subdivision lot number one hundred and seventeen of said original

huit (138-117-P. 5) audit plan officiel, d'un côté au sud-est par la partie sud-est ou le résidu dudit lot numéro 138-116 et de l'autre côté au nord-ouest par la subdivision de lot numéro cent dix-neuf dudit lot original (138-119).

Avec la maison d'habitation jumelle en brique, « encaissée », y érigée, portant le numéro 132 de ladite avenue Percival, et dont le mur sud-est est mitoyen à l'immeuble voisin. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, dans la ville de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS 1971, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 9 février 1971. 38838

Fieri Facias de Terris
Cour Provinciale — District de Montréal

No 286-458. { CAISSE D'ÉCONOMIE DE LA FONCTION PUBLIQUE, demanderesse, *vs* PIERRE DESROCHERS,

autrefois domicilié au 4555, rue Bonnavista, Apt. #101, dans les cité et district de Montréal, défendeur.

« Un emplacement situé dans la cité de Saint-Laurent, district de Montréal, ayant front sur la rue Marcel, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre cent deux de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-huit (88-402) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, ledit emplacement mesurant soixante pieds de largeur sur cinq cents pieds de profondeur, mesure anglaise plus ou moins; et contenant une superficie de (6,300) six mille trois cents pieds carrés avec maison et bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 2835 à 2841 Marcel.

Ainsi que le tout se trouve présentement, sans exception ni réserve. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la Ville de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 9 février 1971. 38844-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 484-285. { JOHN GULIK, épicier-boucher, domicilié au numéro 169 est, rue Ontario, Montréal, district de Montréal, demandeur originaire et en reprise d'instance, *vs* MARIA MARANDO, veuve de Joseph Seminaro, domiciliée au numéro 2009 rue de Bullion, à Montréal, district de Montréal, et ASSUNTA SEMINARO, épouse de Philip Chive, et ce dernier pour l'autoriser aux fins des présentes domiciliée au numéro 2011 rue de Bullion, à Montréal, district de Montréal, défenderesses en reprise d'instance.

lot number one hundred and thirty-eight (138-117-Pt. 5) on the said official plan, on one side to the southeast by the southeasterly portion or residue of said lot number 138-116 and on the other side to the northwest by subdivision lot number one hundred and nineteen of said original lot (138-119).

With the semi-detached brick encased dwelling thereon erected bearing civic number 132 of said Percival Avenue, the southeast wall whereof is mitoyen with the adjoining premises."

To be sold at the Prothonotary's Office, Rooom #129, in the Old Court House, in the city of Montreal, the TWENTY-FOURTH day of MARCH 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, February 9, 1971. 38838-o

Fieri Facias de Terris
Provincial Court — District of Montreal

No. 286-458. { CAISSE D'ÉCONOMIE DE LA FONCTION PUBLIQUE, plaintiff, *vs* PIERRE DESROCHERS, formerly domiciled at 4555 Bonnavista Street, Apt. #101, in the city and district of Montreal, defendant.

"An emplacement situated in the city of Saint-Laurent, district of Montreal, fronting on Marcel Street, known and designated as being lot number four hundred and two of the official subdivision of lot number eighty-eight (88-402) on official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Saint-Laurent, the said emplacement measuring sixty feet in width by five hundred feet in depth, English Measure, more or less; and containing an area of (6,300) six thousand three hundred square feet, with a house and buildings thereon erected and bearing civic numbers 2835 to 2841 Marcel Street.

As the whole now subsists, without exception of reserve."

To be sold at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the TWENTY-FOURTH day of MARCH, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, February 9, 1971. 38844

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 484-285. { JOHN GULIK, grocer-butcher domiciled at number 169 Ontario Street East, Montreal, judicial district of Montreal, original plaintiff and in continuance of suit, *vs* MARIA MARANDO, widow of Joseph Seminaro, domiciled at number 2009 de Bullion Street, in Montreal, judicial district of Montreal, and ASSUNTA SEMINARO, wife of Philip Chive, and the latter to authorize his wife for the purposes of these presents, domiciled at number 2011 de Bullion Street, in Montreal, district of Montreal, defendant in continuance of suit.

« Un certain emplacement ayant front sur la rue Ontario est, coin de la rue de Bullion, en la cité de Montréal, de forme irrégulière et composé:

De la partie sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro sept cent soixante-trois (ptie S.E.-763) auxdits plan et livre de renvoi officiels du Quartier St-Louis, mesurant cettedite partie quarante-deux pieds de largeur en front sur la rue de Bullion et en arrière sur cent sept pieds et six pouces de profondeur dans la ligne nord-ouest et cent six pieds de profondeur dans la ligne sud-est, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée de la manière suivante: en front vers le sud-ouest par la rue de Bullion; en arrière vers le nord-est par une partie du lot numéro 761 des mêmes plan et livre de renvoi officiels; d'un côté vers le sud-est par le lot ci-dessus décrit numéro 764; et de l'autre côté vers le nord-ouest par le résidu dudit lot numéro 763.

Avec toutes les bâtisses y élevées portant les numéros 2009-2011 et 2017 de ladite rue de Bullion et autres dépendances y construites, dont les murs nord-ouest sont mitoyens.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes constituées sur ledit immeuble et sujet notamment à un droit de passage établi aux termes de l'acte enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal-Est, sous le numéro 45,681.

Un certain emplacement ayant front sur la rue Clark, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie nord-ouest du lot de terre numéro quatre cent quarante-six, de la subdivision officielle du lot numéro onze (11-ptie No 446) aux plan et livre de renvoi officiels du Village de la Côte St-Louis, mesurant cettedite partie vingt-cinq pieds de largeur sur quatre-vingt-huit pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée de la manière suivante: en front vers le nord-est par la rue Clark; en arrière vers le sud-ouest par une ruelle; d'un côté vers le sud-est par le résidu dudit lot numéro 11-446; et de l'autre côté vers le nord-ouest par le lot numéro 11-447 des mêmes plan et livre de renvoi officiels.

Avec une maison y élevée portant les numéros 5316, 5318, 5320, 5324 et 5326 de ladite rue Clark, et autres dépendances y construites.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes constituées sur ledit immeuble, et sujet notamment à la servitude de droit de vue établie aux termes de l'acte enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal, sous le numéro 1,128,434. »

Pour être vendu « séparément » au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la Ville de Montréal, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 8 février 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
38845-o

"A certain emplacement fronting on Ontario Street, East, de Bullion Street corner, in the city of Montreal, of irregular figure and composed:

Of the southeast part of the lot of land known and designated under number seven hundred and sixty-three (S.E. Pt.-763) on said official plan and book of reference for St-Louis Ward, this said part measuring forty-two feet in width in front de-Buillion Street and in rear by one hundred seven feet and six inches in depth in its northwest line and one hundred and six feet in depth in its southwest line, English measure and more or less, and bounded as follows: In front towards southwest by the de Bullion Street; in rear towards northeast by a part of lot number 761 on the same official plan and book of reference; on a side towards southeast by the lot hereinabove described number 764; and on the other side, towards northwest by the residue of said lot number 763.

With all the buildings thereon erected and bearing civic numbers 2009-2011 and 2017 on the said de Bullion Street and other dependencies thereon erected, the northwest walls of which are mitoyen.

As the whole now subsists, with all the servitudes established on the said immoveable and subject in particular to a right of passage established by the terms of the deed registered at the Registry Office for Montreal-East Division, under number 45,681.

A certain emplacement fronting on Clark Street, in the city of Montreal, known and designated as being the northwest part of the lot of land number four hundred and forty-six of the official subdivision of lot number eleven (Pt. 11-No. 446) on official plan and book of reference for the village of Côte St-Louis, the said part measuring twenty-five feet in width by eighty-feet in depth, English measure and more or less, and bounded as follows:

In front towards northeast by Clark Street; in rear towards southwest by a lane; on a side towards south-east by the residue of said lot number 11-446; and on the other side towards northwest by lot number 11-447 on the same official plan and book of reference.

With a house thereon erected, bearing numbers 5316, 5318, 5320, 5324 and 5326 on said Clark Avenue and other dependencies thereon erected.

As the whole now subsists, with all the servitudes constituted on the said immoveable, and subject in particular to the servitude of right of view established by the terms of the deed registered at the Registry Office of Montreal Division, under number 1,128,434."

To be sold separately at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the TWENTY-THIRD day of MARCH, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, February 8, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
38845

NICOLET

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Drummond

Cour Supérieure, No 2082. { DUBEAU & LAPOINTE LTÉE, corporation légalement constituée ayant son siège social à 2400 boul. Lemire, Drummondville, demanderesse, *vs* AUTODROME TROIS-RIVIÈRES LTÉE, corporation légalement constituée ayant son siège social à 144 rue Dorion, Drummondville, défenderesse.

A) Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Grégoire, dans le comté de Nicolet, (division d'enregistrement no 2 à Nicolet), comme étant la partie sud-est du lot numéro soixante-quatre, mesurant dans ses lignes nord-est et sud-ouest, mille cinq cents pieds, plus ou moins, mesure anglaise, et borné comme suit: au nord-ouest par le rang Ste-Anne, au nord-est par partie du lot numéro 63 appartenant à M. Armand Gauthier, au sud-est par le rang Ste-Marie, au sud-ouest par partie du lot numéro 65 ci-après décrit en second lieu, (Partie S.E. 64).

B) Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Grégoire, dans le comté de Nicolet, (division d'enregistrement no 2 à Nicolet), comme étant la partie sud-estest du lot numéro soixante-cinq, mesurant dans ses lignes nord-ouest et aud-est un arpent et cinq perches, dans sa ligne nord-est mille cinq cents pieds et dans sa ligne sud-ouest mille sept cents pieds, plus ou moins, mesure anglaise, et borné comme suit: au nord-ouest par le rang Ste-Anne, au nord-est par la partie ci-dessus désignée en premier lieu, au sud-est par le rang Ste-Marie, au sud-ouest par une partie du lot numéro 66 66 appartenant à M. Oscar Labarre. (Partie S.E. 65).

Pour être vendu « en bloc » au bureau d'enregistrement de la division numéro 2, situé au Palais de Justice de Nicolet, district de Nicolet, MERCREDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
GEORGES DOUCET.

Bureau du Shérif,
Nicolet, ce 12 février 1971.

38829-o

NICOLET

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Drummond

Superior Court, No. 2082. { DUBEAU & LAPOINTE LTÉE, a corporation legally constituted, having its head office at 2400 Lemire Blvd., Drummondville, plaintiff, *vs* AUTODROME TROIS-RIVIÈRES LTÉE, a corporation legally constituted, having its head office at 144 Dorion Street, Drummondville, defendant.

(A) An emplacement known and designated on official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Saint-Grégoire in the county of Nicolet, (Registration Division No. 2 in Nicolet), as being the southeast part of lot number sixty-four, measuring in its northeast and southwest lines one thousand five hundred feet, more or less English measure, and bounded as follows: On the northwest by Ste-Anne Range, on the northeast by part of lot number sixty-three belonging to Mr. Armand Gauthier, on the southeast by Ste-Marie Range, on the southwest by part of lot number 65 hereinafter secondly described (S.E. Part 64).

(B) An emplacement known and designated on official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Saint-Grégoire in the county of Nicolet, (Registration Division No. 2 in Nicolet), as being the southeast part of lot number sixty-five, measuring in its northwest and southeast lines one arpent and five perches, in its northeast line one thousand five hundred feet and its southwest line one thousand seven hundred feet, more or less, English meaure, and bounded as follows: On the northwest by Ste-Anne Range, on the northeast by the part hereinabove firstly described, on the southeast by Ste-Marie Range, on the southwest by a part of lot number sixty-six belonging to Mr. Oscar Labarre. (S.E. Part 65).

To be sold (en bloc) at the Registration Division Office number 2, situated at Nicolet Court House, district of Nicolet, WEDNESDAY, the TWENTY-FOURTH day of MARCH, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DOUCET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Nicolet, February 12, 1971.

38829

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 65136. { LA CAISSE POPULAIRE DE ST-CHARLES, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à St-Charles, comté Bellechasse, *vs* PAUL-ÉMILE PICARD, résidant à St-Charles, comté Bellechasse.

« 1. Un terrain de dix arpents en superficie, faisant partie du lot numéro trente-six, cadastre de St-Charles, comté de Bellechasse, avec toutes bâtisses dessus cons-

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Provincial Court, No. 65136. { LA CAISSE POPULAIRE DE ST-CHARLES, corporation legally constituted having its principal place of business at St-Charles, county of Bellechasse, *vs* PAUL-ÉMILE PICARD, residing at St-Charles, county of Bellechasse.

"1. A piece of land measuring ten acres in area, forming part of lot No. thirty-six, on the official cadastre of St-Charles, county of Bellechasse, with all the

truites, circonstances et dépendances, y compris dans les bornes suivantes: au nord et à l'ouest, Henri Labrie, à l'est, Onésime Lachance et au sud, le chemin public.

2. Une partie du lot numéro trois cent dix-huit sur le plan cadastral de St-Charles, comté de Bellechasse, borné au sud, à Johny Lemelin au sud du ruisseau, au nord à la lisière du bois, au sud-ouest à Joseph Roy, au nord-est à Louis Prévost au nord du ruisseau et Johnny Lemelin au sud du ruisseau, ou leur représentant, avec toutes maisons et bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Bellechasse, à St-Raphaël, comté Bellechasse, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Québec, le 16 février 1971.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

38839-o

buildings thereon erected, circumstances and dependencies, including the following boundaries: in the north and to the west, Henri Labrie, in the east, Onésime Lachance and in the south, the public road.

2. Part of lot No. three hundred and eighteen on the cadastral plan of St-Charles, county of Bellechasse, bounded in the south by the property of Johny Lemelin south of the stream, in the north by the edge of the wood, in the southwest by the property of Joseph Roy, in the northeast by the property of Louis Prévost north of the stream and Johnny Lemelin south of the stream, or his representative, with all the houses and buildings thereon erected, circumstances and dependences."

To be sold at the registry office of Bellechasse, at St-Raphaël, county of Bellechasse, the TWENTY-THIRD day of MARCH 1971, at TEN a.m.

Québec, February 16, 1971.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

38839

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 6418. } CAISSE POPULAIRE DE GIFFARD, corporation légalement constituée en vertu de la Loi des syndicats coopératifs et ayant son siège social à 3261, Loyola, Giffard, *contre* MICHEL ROY, domicilié à 695, boul. des Chutes, Courville.

« Le lot 340-17-63-2, municipalité de ville Villeneuve, paroisse de Beauport, borné au nord-est par le lot 340-17-59, au sud-est par le lot 340-17-63-1, au sud-ouest par le lot 341-6-54-2 et au nord-ouest par le lot 340-17-64. Mesurant soixante-dix pieds (70′) de largeur par soixante-quinze pieds (75′) de profondeur. Contenant en superficie cinq mille deux cent cinquante pieds carrés mesure anglaise (5,250 p.c.).

Le lot 341-6-54-2, municipalité de villeVilleneuve, paroisse de Beauport, borné au nord-est par le lot 340-17-63-2, au sud-est par le lot 341-6-54-1, au sud-ouest par le lot 341-6-39 rue et au nord-ouest par le lot 341-6-55. Mesurant soixante-dix pieds (70′) de largeur par vingt pieds (20′) de profondeur. Contenant en superficie mille quatre cent pieds carrés mesure anglaise (1,400 p.c.). »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 10 avenue Chauveau, Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 16 février 1971.

38843-o

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 6418. } CAISSE POPULAIRE DE GIFFARD, a corporation legally constituted pursuant to the Cooperative Syndicates Act, and having its head office at 3261 Loyola, Giffard, *against* MICHEL ROY, domiciled at 695 des Chutes Boulevard, Courville.

"Lot 340-17-63-2, municipality of Villeneuve town, parish of Beauport, bounded on the northeast by lot 340-17-59, on the southeast by lot 340-17-63-1, on the southwest by lot 341-6-54-2 and on the northwest by lot 340-17-64. Measuring seventy feet (70′) in width by seventy-five (75′) feet in depth. Containing in area five thousand two hundred and fifty square feet English measure (5,250 s.f.).

Lot 341-6-54-2, municipality of Villeneuve town, parish of Beauport, bounded on the northeast by lot 340-17-63-2, on the southeast by lot 341-6-54-1, on the southwest by lot 341-6-39 (street) and on the northwest by lot 341-6-55. Measuring seventy feet (70′) in width by twenty feet (20′) in depth. Containing in area one thousand four hundred English measure (1,400 s.f.)."

To be sold at the registry office of Québec, 10 Chauveau Avenue, Québec, the TWENTY-FOURTH day of MARCH, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, February 16, 1971.

38843

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Roberval

No 34,601. ROLAND LAPOINTE, restaurateur, demeurant et résidant à Chibougamau, demandeur, *vs* GRÉGOIRE DUMAIS, hôtelier, demeurant à Dolbeau, comté Roberval, défendeur.

Avis de vente

1. « Un emplacement, situé en la paroisse d'Albanel, mesurant quatre-vingt-dix pieds de front ou largeur sur cent vingt-cinq pieds de profondeur, mesures anglaises, faisant partie du lot numéro un (Ptie. 1) du Rang B du cadastre du canton Albanel, et borné comme suit: vers le nord-est, à la route régionale No. 55; vers le sud-ouest, à une partie de l'emplacement ci-dessous en deuxième lieu décrit; vers le nord-ouest, à une rue projetée de cinquante pieds de largeur; et vers le sud-est, au terrain de P.-Henri Richer ou représentants; avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Un emplacement, situé en la paroisse d'Albanel, mesurant cent pieds de front ou largeur sur cent quatre-vingts pieds de profondeur, mesures anglaises, faisant partie du lot numéro un (Ptie. 1), du Rang B du cadastre du canton Albanel, et borné comme suit: en front, vers le sud-est, à la rue qui s'y trouve; vers le sud-ouest, à une rue projetée; vers le nord-ouest, à une autre partie du terrain appartenant à M. Réal Leboeuf; et vers le nord-est, partie au terrain de P.-Henri Richer et partie au terrain ci-dessus en premier lieu décrit; avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sauf à distraire les servitudes concédées. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest à Roberval, district de Roberval, le VINGT-CINQUIÈME jour de MARS 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif*,
Palais de Justice, LÉON-MAURICE LAVOIE.
Roberval, le 11 février 1971. 38830-o

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Roberval

No. 34,601. ROLAND LAPOINTE, restaurateur, domiciled and residing in Chibougamau, plaintiff, *vs* GRÉGOIRE DUMAIS, hotelkeeper, domiciled in Dolbeau, county of Roberval, defendant,

Notice of Sale

1. "An emplacement situated in the parish of Albanel, measuring ninety feet in front or width by one hundred and twenty-five feet in depth, English measures, forming part of lot number one (Pt. 1) on Range B of the cadastre for the township of Albanel, and bounded as follows: towards northeast by the regional route No. 55; towards southwest by a part of the emplacement hereunder secondly described; towards northwest by a planned street of fifty feet wide; and towards southeast, by the lot of land of P.-Henri Richer or representatives; with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. An emplacement situated in the parish of Albanel, measuring one hundred feet in front or width by one hundred and eighty feet in depth, English measures, forming part of lot number one (Pt. 1), on Range B of the cadastre for the township of Albanel and bounded as follows: In front, towards southeast, by the street being there; towards southwest by a planned street; towards northwest by another part of the lot of land belonging to Réal Leboeuf; and towards northeast, partly by Paul-Henri Richer lot of land and partly by the lot of land hereinabove firstly described; with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Save and to withdraw the servitudes granted."

To be sold at the registry office of the registration division of Lake St-John-West, in Roberval, district of Roberval, the TWENTY-FIFTH day of MARCH, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, LÉON-MAURICE LAVOIE,
Court House, *Sheriff*.
Roberval, February 11, 1971. 38830

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Provinciale, No 14,891. SALON McGUIRE INC., corps politique et incorporé ayant place d'affaires à Ste-Adèle, district de Terrebonne, demanderesse, *vs* HÉRITIERS DE LA SUCCESSION DE FEU EMERY DAGENAIS, rue Principale, Ste-Marguerite du Lac Masson, district de Terrebonne, défendeurs.

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
District of Terrebonne

Provincial Court, No. 14,891. SALON McGUIRE INC., body politic and corporate having its place of business at Ste-Adèle, district of Terrebonne, plaintiff, *vs* HÉRITIERS DE LA SUCCESSION DE FEU EMERY DAGENAIS, Principale Street, Ste-Marguerite du Lac Masson, district of Terrebonne, defendants.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et en possession des défendeurs:

« Un emplacement situé à Ste-Marguerite du Lac Masson, dans le comté de Terrebonne, connu et désigné comme étant le lot numéro quarante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-quatre (24-49), dans le septième (7ième) rang du canton Wexford, au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Marguerite du Lac Masson.

Avec la maison y érigée, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, situé Chambre 106, Palais de Justice, 400, rue Laviolette, St-Jérôme, MARDI le VINGT-TROISIÈME jour de MARS 1971 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le Shérif intérimaire,
GABRIELLE FOURNELLE.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, février 1971. 38831-o

Notice of Sale

The immovable property hereafter described and the property of the defendants:

"A site situated at Ste-Marguerite du Lac Masson, in the county of Terrebonne, known and designated as being lot No. forty-nine of the official subdivision of the original lot No. twenty-four (24-49), in the seventh (7th) range of the township of Wexford, on the official cadastre of Ste-Marguerite du Lac Masson parish.

With the house thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office of the county of Terrebonne, situated at Room 106, Court House, 400 Laviolette Street, St-Jérôme, TUESDAY the TWENTY-THIRD day of MARCH, 1971 at TWO p.m.

Conditions: cash.

GABRIELLE FOURNELLE,
Sheriff ad interim.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, February 1971. 38831

INDEX No 8

ARRÊTÉS EN CONSEIL — *ORDERS IN COUNCIL*

366 — Assurance-maladie du Québec, concernant article 2 de la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec (*Modifications*) 1931
366 — Health Insurance Act, concerning section 2 of the Québec Health Insurance Board Act (*Amendments*) 1931
460 — Commission de Police du Québec (*Approbation du règlement numéro 5-1 modifiant le règlement numéro 5 relatif aux uniformes des corps de police municipaux*) 1844
460 — Québec Police Commission (*Approuval of by-law number 5-1 amending by-law number 5 relating to the uniforms of the municipal police forces*) 1844
461 — Commission de Police du Québec (*Approbation du règlement numéro 7 relatif aux normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux*) 1845
461 — Québec Police Commission (*Approval of by-law number 7 respecting standards for hiring constables and cadets of the Québec Police Force and of municipal police force*) 1845
482 — Frais de séjour, (*Concernant le paiement des indemnités « per diem »*) 1937
482 — Travelling expenses, (*Concerning the payment of "per diem" allowances*) 1937
1752 — (1970) Bureau d'aménagement et de gestion du complexe scientifique de Sainte-Foy (institution d'un bureau rattaché à l'Office de planification et de développement du Québec) 1851
1752 — (1970) Development and Management Office for the Ste. Foy Scientific Complex attached to the Québec Planning and Development Bureau 1851

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES — *COOPERATIVE ASSOCIATIONS*

Association coopérative étudiante de l'école polyvalente de Carleton (*Formation*) 1868
Club coopératif de consommation centre-sud de Montréal (*Formation*) 1868
Association coopérative des loisirs Cioriara de Montréal (*Formation*) 1868

AVIS DIVERS — *MISCELLANEOUS NOTICES*

Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal (Le) (*Rachat d'obligations*) 1908
Estate of Armand Berthiaume (*Benefit of inventory*) 1868
Estate of Armand Dufresne (*Renunciation of Benefit of Inventory*) 1869
Maple-Grove, ville-town (*Requête-Petition*) 1869
Protestant School Board of Greater Montreal (The) (*Redemption of Bonds*) 1908
Succession Armand Berthiaume (*Bénéfice d'inventaire*) 1868
Succession Armand Dufresne (*Renonciation de bénéfice d'inventaire*) 1869

CHANGEMENT DE NOM — Loi du / ***CHANGE OF NAME ACT***

Demandes: / *Applications:*

Addis, Paul Rickey ... 1909
Carrière, Joseph Alfred Jean Guy ... 1909
Malouin dit Rinfret, Marie-Louise, Cécile, Annette ... 1910
Molijn (Molyn), Johan Paul ... 1910
Nikolits, Émilia ... 1910
Proterman, Martin ... 1909
Schwartz, Abie ... 1910

CHANGEMENT DE NOM — Loi du / ***CHANGE OF NAME ACT***

Accordés: / *Granted:*

Engels, Harry ... 1910
Erdell, Mickey ... 1911
Holt, David ... 1911
Weigen, Elmer ... 1911

BILLS / ***BILLS***

Privés (*Présentation*) ... 1854
Private (*Presentation*) ... 1854

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT / ***SAVING AND CREDIT UNIONS***

Caisse d'économie des travailleurs de la cité de St-Jérôme (*Ch. Nom-Name*) ... 1864

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES / ***EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES***

Changement d'agent: / *Change of agent:*

Compagnie générale de géophysique ... 1912

Permis: / *Licenses:*

Continental Motors Corporation ... 1911
Descon/Concordia Systems Ltd. ... 1911
Green Heights Properties Inc. ... 1911

COMPAGNIES — LOI DES / ***COMPANIES ACT***

Demandes d'abandon de charte / ***Applications for Surrender of Charter***

Baillar Investments Ltd ... 1867
Beau-Der Inc. ... 1866
Ben Younger Incorporated ... 1866
Davidson (W. K.) & Company Limited ... 1865
Développement Maska inc. ... 1866
Dorsin Inc. ... 1866
Fega Insurance Claims Inc. ... 1865
Harvey (Mederic) ltée ... 1864
Immeubles Ste-Victoire inc. ... 1867
Lacroix (Jean Thomas) limitée ... 1867
Laurier Finance Inc. ... 1865
Longueuil Auto Salvage Inc. ... 1865
Moulin à fuseaux inc. (Le) ... 1865
National Industries Incorporated ... 1866
Placements Baillar ltée (Les) ... 1867
Plâtrage St-Laurent (1963) Inc. ... 1866
Premier Aluminum Products Ltd. ... 1867
Produits d'aluminium premier ltée (Les) ... 1867
Réclamations d'assurances Fega inc. ... 1865
Société de prêts Laurier inc. ... 1865
Temple de Québec inc. (Le) ... 1867
Vertu Winding Ltd. ... 1867

Dissoutes / ***Dissolved***

Association générale des étudiants du collège de Chicoutimi ... 1837
Darby Investments Inc. ... 1837
Degmey Investment Corporation ... 1837
Joly-Mont Construction ltée ... 1837
Langlois funérailles Longueuil limitée ... 1838
Métropolitain provincial inc. ... 1838
Metropolitan Provincial Inc. ... 1838
Métropolitain-Sud inc. ... 1838
Modern Poultry Inc. ... 1838
Pointe Claire Shopping Centre Inc. ... 1838
Sanrube Investment Company ... 1839
Troysco Mines Limited (No personal liability) 1839
United Auto Parts (Demontigny) Ltd. ... 1839
Upper Trafalgar Place Corp. ... 1839

Divers / ***Miscellaneous***

Association des collèges du Québec (ACQ) (*Règl.-By-laws*) ... 1873
Association des institutions d'enseignement secondaire (ATES) (*Règl.-By-laws*) ... 1873
Association des parents des élèves de la paroisse de Ste-Maria-Goretti de Charlesbourg (L') (*Règl.-By-laws*) ... 1870
Avanti Furniture Mfg. Ltd. (*Dir.*) ... 1869
Autoski inc. (*Dir.*) ... 1874
Baril (R.F.) Incorporated (*Dir.*) ... 1872
C.M. Importing Ltd. (*Dir.*) ... 1873
Central Art Service Inc. (*Name ch.*) ... 1870
Club social de Wickham inc. (*Règl.-By-laws*) ... 1872
Commerce Label & Litho Inc. (*Dir.*) ... 1869
Conseil supérieur du livre (*Règl.-By-laws*) ... 1873
Coupal (O.) inc. (*Dir.*) ... 1869
Elsona Realties Inc. (*Name ch.*) ... 1870
Elvis Electric Inc. (*Dir.*) ... 1871
Gémobel Électronique inc. (*Règl.-By-laws*) ... 1871
Immeubles Elsona inc. (*Les*) (*Nom ch.*) ... 1870

Divers *Miscellaneous*

(*suite*) (*continued*)

Importations C.M. ltée (Les) (*Dir.*) 1873
Importations C.M. (Ville-Émard) ltée (Les) (*Dir.*) 1873
Integrated Development Ltd. (*Dir.*) 1871
Krohn & Co. (*Nom-Name ch.*) 1871
Lamothe Québec Inc. (*Nom-Name ch.*) 1870
Maguire Electric Limited (*Dir.*) 1873
Nesbitt, Thomson and Company, Limited (*Dir.*) 1871
Nesbitt, Thomson et compagnie, limitée (*Dir.*) 1871
Pageau, Morel & associés inc. (*Nom-Name ch.*) 1871
Placements Sénécal inc. (*Nom-Name ch.*) 1872
Rouette Holding Inc. (*Nom-Name ch.*) 1872
Service d'art central inc. (*Nom ch.*) 1870
Shirley K. Fashions Inc. (*Dir.*) 1872
Shirley K. Maternité inc. (*Dir.*) 1872
Shirley K. Maternity Inc. (*Dir.*) 1872
Tricots Pierre Marquez ltée (Les) (*Dir.*) 1870
Viens (Paul) Assurance inc. (*Dir.*) 1873

Lettres patentes *Letters Patent*

A. & F. Investment Inc. 1785
A. T. V. distributions inc. 1785
Acoust-Iso inc. 1785
Aliments congelés Surgelex inc. (Les) 1786
Anglo-Canadian Investment Group Limited .. 1786
Arisnet Company Ltd. 1798
As de Noranda inc. (Les) 1786
Assurances Brazeau inc. 1787
Assurances Leblanc-Duclos inc. (Les) 1787
Assurances Tremblay & Levesque inc. (Les) .. 1788
Aubel inc. 1788
Ava Creations Inc. 1800
Baronet (R.) Enterprises Ltd. 1788
Beaulac automobile inc. 1789
Beaulieu & Gladu (1970) Inc. 1789
Bell Auto Electric Inc. 1790
Béton préparé K.R.T. inc. 1814
Blanchet (Gérard) inc. 1790
Botond Industries Inc. 1813
Boutique Bruno-Laurent ltée 1790
Boutique La Galère III inc. 1791
Boutique Lorne Pelletier inc. (La) 1791
Bright Cleaners Inc. 1792
Brunet (Roger) Travel Inc. 1833
C.C. électric inc. 1792
Campings Solair ltée (Les) 1792
Carnival Popcorn Inc. 1793
Cayer (Marc) inc. 1793
Centre de santé mentale communautaire de Montréal 1793
Cercle des cadres de la publicité (du Québec) (Le) 1794
Champion Recreation Equipment Inc. 1794
Cima Leather Inc. 1795
Club Courcelles Frontenac Québec inc. 1795
Club d'Auto-neige St-Colomban inc. 1796
Club d'auto-neige La Grande Vallée inc. 1796
Club Guillaume-Tell inc. 1797
Club optimiste La Prairie inc. 1797
Club optimiste de Verdun, Québec 1822
Club 406 (Le) 1797
Compagnie Arisnet ltée (La) 1798
Compagnie Cha-Ric inc. (La) 1798
Comptamatic inc. 1798
Conseil de la famille du diocèse de Saint-Hyacinthe (Le) 1799
Construction Medaillon Inc. 1818
Continental Baths (Montreal) Ltd. 1799
Cowansville Dactylo Service Inc. 1800
Créations Ava inc. 1800
Dallaire (J.E.) auto inc. 1800
De Lyon Inc. 1801
Dessins de structures de Québec inc. 1801
Dolyn ltée 1802
Dorbeau Diamond Drilling Inc. 1802
Dorgard Construction Inc. 1802
Edelweiss Lounge Inc. 1803
Éditions Berima inc. (Les) 1803
Entreprises Henri Richard inc. 1803
Entreprises Jean-Paul Roberge inc. (Les) 1804
Entreprises L.H.R. inc. (Les) 1804
Entreprises Raicek limitée 1805
Entreprises Trixie inc. (Les) 1805
Estoptic inc. 1805
Etmo Catering Services Ltd. 1806
Fashion Wig Designs of Québec Ltd. 1806
Fecteau (Armand) inc. 1807
Ferronnerie du Saguenay inc. 1807
Festival international de cinéma amateur St-Jean, inc. 1807
First-Capital Securities Inc. 1808
Fleurent (Léon) inc. 1808
Fondation pour les enfants handicapés du Cap-de-la-Madeleine inc. 1809
406 Club (The) 1797
Garage Gabelier & Cremey ltée 1809
Giclan inc. 1809
Giguère (Clermont) inc. 1810
Golden Knitting Mills Inc. 1810
Grand Prix Distributor Ltd. 1811
Groleau (Marcel C.) inc. 1811
Guérin, éditeur ltée 1811
Habitations populaires Drummond inc. (Les) 1812
Hôtel Acadia Ste-Agathe inc. 1812
Huiles Orléans limitée (Les) 1812
Importation de tissus Panache inc. 1822
Industries Botond inc. 1813
Installations électriques Gagnon & fils inc. (Les) 1813
Investissements Northbank inc. (Les) 1821
Josée-Nat inc. 1814
K.R.T. Ready Mix Inc. 1814
Kronos Drafting Services Ltd. 1814
Labodent incorporée 1815
LeBlanc (E.) & Fils Renovations Inc. 1827
Leblanc-Dublos Insurance Inc. 1787
Leisure Time of Holy Family 1815
Lemoyne (Roy-Émile) inc. 1816
Lessard (M.) ltée 1816
Librairie du Vieux Montréal inc. 1816
Loisirs Immaculée Conception de Granby inc.

Lettres patentes (*suite*) — *Letters Patent* (*continued*)

(Les) 1817
Marché Jean Renaud, inc. 1817
Mathieu & Nadeau inc. 1817
Médaillon construction inc. 1818
Metropolitan Bookkeeping Service Ltd. 1818
Meubles P.R. Tremblay inc. 1819
ML Air Driven Tools and Equipment Inc. 1819
Mo-De construction inc. 1819
Monte Vista Holdings Inc. 1820
Montreal Community Mental Health Center 1793
Motel Jann inc. 1820
Multiservices Saguenay-Lac St-Jean inc. 1820
Nadeau, (D. L.) inc. 1821
National Metal Spinning and Stamping Industries Inc. (*Correction*) 1864
Noranda Aces Inc. 1786
Northbank Investments Inc. 1821
Optimist Club of Verdun, Québec (The) 1822
Outils activés à air et équipement ML inc. 1819
P.R.B. inc. 1822
Panache Import Textiles Inc. 1822
Peinture Tony J. inc. 1831
Perron, (J. A.) inc. 1823
Pierland inc. 1823
Placements Monte Vista inc. (Les) 1820
Placements Roger Beaudry ltée (Les) 1823
Plaza Pizzeria Marieville inc. 1824
Plaza Pizzeria St-Césaire inc. 1824
Portigal Sales Agency Inc. 1825
Productive Advertising Inc. 1825
Promotion touristique St-Jean inc. 1825
Prud'homme (Claude) construction inc. 1826
Québec Structural Draftings Inc. 1801
Quehondo inc. 1826
Raicek's Enterprises Limited 1805
Regil Transport Inc. 1826
Relais des Buttes, inc. 1827
Rénovations E. LeBlanc & fils inc. (Les) 1827
Restaurant Le Grand Montréal inc. 1828
Richard (Henri) Enterprises Inc. 1803
St-Denis automobile inc. 1828
Sand West Industrial Mining Ltd. 1828
Rolly Sarault Manufacturing Limited 1829
Scierie Martel ltée (La) 1829
Sijan construction inc. 1830
Société du vieux presbytère de Deschambault inc. (La) 1830
Société générale des bois ltée (La) 1830
Télé-Câbles de la Mauricie inc. 1831
Télé-Câbles de l'Estrie inc. 1831
Tony J. Painting Inc. 1831
Tremblay (P. R.) Furniture Inc. 1819
Tremblay & Levesque Insurance Inc. 1788
Trixie Enterprises Inc. 1805
Twin Boutique Inc. 1832
Uni-Cast Corp. 1832
Venco inc. 1833
Vitrerie Houle (1971) limitée 1833
Voyages Roger Brunet inc. 1833
W.J.N. Incorporated 1834

Lettres patentes supplémentaires — *Letters Patent supplementary*

Ciné-Parc Champlain ltée 1834
Colonie Terre des Jeunes inc. 1834
Estampillages R. B. inc. (Les) 1836
Landry Automobiles ltée 1835
Major & Filiault inc. 1835
Monarch Preco Limited 1835
National Spring Works Ltd. 1835
Preco Monarque limitée 1835
R.B. Stamping Inc. 1836
Selected Realties Limited 1836
Silab inc. 1836
Soudure Universelle de Pipeline ltée 1836
Station de Service Claude Pelletier inc. 1837
Universal Pipe Line Welding Ltd. 1836

Sièges sociaux — *Head Offices*

Autoski inc. 1879
Bernard Armature inc. 1877
Carré d'art inc. (Le) 1878
Copilia Design Inc. 1879
Gestion V.P.D. Inc. 1878
Pavillon Claude inc. 1879
Petites soeurs de Jésus 1880
Pik-O-Pak Ltd. 1877
Placements Reino ltée 1878
Raftery Caterers (Montreal) Ltd. 1879
Reino Investments Ltd. 1878
Renoir Textile Mills 1879
Silver Provisions Inc. 1880
Ternac inc. 1878
Traiteurs Raftery (Montréal) ltée (Les) 1879

Curatelle publique — *Public Curatorship*

Succession vacante: — *Vacant Estate:*

Lefebvre, Jean-Louis 1908

DEMANDES À LA LÉGISLATURE — *APPLICATIONS TO LEGISLATURE*

Commission d'écoles pour la municipalité scolaire de ville d'Anjou 1875
Congregation Avath Scholom Nusoch Haori. 1875
Corporation municipale de St-Donat (La) 1875
Municipal Corporation of St-Donat (The) 1875
School Commissioners for the municipality of ville d'Anjou 1875

DÉPUTÉ ÉLU — *MEMBER ELECTED*

Chambly: Cournoyer (Jean) 1875

LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la — *WINDING-UP ACT*

Caisse d'épargne et d'aide financière de Montréal et Laval 1874
Compagnie de téléphone de St-Adrien de Ham (La) 1874
Magasin co-op de Ste-Agathe 1874

MINISTÈRES *DEPARTMENTS*

Éducation *Education*

Municipalité scolaire de: *School Municipality of:*

Beauport, diss. (*Dem.-Appl.*) 1913
Farnham (Prot.) (*Dem.-Appl.*) 1913
Ireland North, diss. (*Dem.-Appl.*) 1912
Lévis, diss. (*Dem.-Appl.*) 1912
Loretteville, diss. (*Dem.-Appl.*) 1913
Salaberry de Valleyfield (*Prot.*) (*Dem.-Appl.*) .. 1913
Stoneham, diss. (*Dem.-Appl.*) 1914
St. Dunstan, diss. (*Dem.-Appl.*) 1914
St-Raymond, diss. (*Dem.-Appl.*) 1913
St-Rodrigue, diss. (*Dem.-Appl.*) 1913

Institutions financières, compagnies et coopératives *Financial Institutions, Companies and Cooperatives*

Assurances: *Insurance:*

Équitable, compagnie d'assurances générales (L') (*Annul.*) 1880
Equitable General Insurance Company (The) (*Annul.*) 1880

Terres et forêts *Lands and Forests*

Cadastre: *Cadastre:*

La Pointe aux Trembles, par. 1854
Lévis, ville-town (Quartier-Ward Lauzon) ... 1854
Lussier, canton-township 1855
Rouyn, canton-township 1855
Ste-Famille de Boucherville, par. 1855
Ste-Flore, par 1855
St-Joseph des Cèdres, par. 1855

Travail et de la Main-d'oeuvre *Labour and Manpower*

Industrie ou métiers de: *Industry or Trades of:*

Chemise, Province (*Mod.*) 1856
Métal en feuille (*Appr. Règl. et Const.*) 1856
Sheet Metal (*Appr. of By-laws and Const.*) 1856
Shirt, Province (*Amend.*) 1856

NOMINATION *APPOINTMENT*

Prénoveau, Conrad (*juge de la Cour provinciale-Judge of the Provincial Court*) 1876

PROCLAMATION *PROCLAMATION*

Convocation de la législature 1877
Convocation of the Legislature 1877

Régie des marchés agricoles du Québec *Québec Agricultural Marketing Board*

Milk Producers (Québec) Joint Plan (*Correction*) 1876
Producteurs de lait du Québec, plan conjoint (*Correction*) 1876

SOUMISSIONS — demandes de *TENDERS — Requests for*

Beloeil, c.s.-s.c. 1914
Chomedey, c.s.c.-c.s.c. 1915
Drummondville, cité-city 1916
LaSalle, cité-city 1928
Mercier, ville-town 1922
Rivière-du-Loup, cité-city 1918
St-Eustache, par. 1924
St-Hubert, ville-town 1920
Thetford Mines, cité-city 1926

Sociétés agricoles et laitières *Farmers' and Dairymen's Associations*

Cercle d'amélioration du bétail d'Acton Vale (*Formation*) 1881
Cercle d'amélioration du bétail d'Amqui (*Formation*) 1881
Cercle d'amélioration du bétail de Bic (*Formation*) 1881
Cercle d'amélioration du bétail de Cacouna (*Formation*) 1881
Cercle d'amélioration du bétail de Coaticook (*Formation*) 1882
Cercle d'amélioration du bétail de Granby (*Formation*) 1882
Cercle d'amélioration du bétail de La Pocatière (*Formation*) 1882
Cercle d'amélioration du bétail de Marieville (*Formation*) 1882
Cercle d'amélioration du bétail de Matane (*Formation*) 1882
Cercle d'amélioration du bétail de Mont-Joli (*Formation*) 1883
Cercle d'amélioration du bétail de Richmond (*Formation*) 1883
Cercle d'amélioration du bétail de Sainte-Brigide (*Formation*) 1883
Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Clément (*Formation*) 1883
Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Hermas (*Formation*) 1884
Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Malo (*Formation*) 1884
Cercle d'amélioration du bétail de Sainte-Martine (*Formation*) 1884
Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Pascal (*Formation*) 1884
Cercle d'amélioration du bétail de Saint-Sébastien (*Formation*) 1885
Cercle d'amélioration du bétail de Salaberry (*Formation*) 1885
Cercle d'amélioration du bétail de Sherbrooke (*Formation*) 1885
Cercle d'amélioration du bétail de Stanstead (*Formation*) 1886
Cercle d'amélioration du bétail de Trois-Pistoles (*Formation*) 1886
Cercle d'amélioration du bétail de Weedon (*Formation*) 1886
Cercle d'amélioration du bétail de Wotton (*Formation*) 1886

VENTES *SALES*

Effets non réclamés *Unclaimed Baggage*

Canadian National Railway Company..... 1907
Canadian Pacific Railway Company..... 1907
Compagnie du chemin de fer canadien Pacifique..... 1907
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada..... 1907

Licitation *Licitation*

Riffon *vs* Riffon et *al*..... 1939

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Joliette *Joliette*

Duhaime *vs* Immeubles Chertsey ltée (Les).. 1939

Montréal *Montreal*

Caisse d'économie de la fonction publique *vs* Desrochers..... 1940
Gulik *vs* Marando et *al*..... 1940
Sun life Assurance Company of Canada *vs* Wadsworth..... 1939
Sun Life du Canada *vs* Wadsworth 1939

Nicolet *Nicolet*

Dubeau & Lapointe ltée *vs* Autodrome Trois-Rivières ltée et *al*..... 1942

Québec *Québec*

Caisse populaire de Giffard *vs* Roy 1943
Caisse populaire de St-Charles (La) *vs* Picard 1942

Roberval *Roberval*

Lapointe *vs* Dumais 1944

Terrebonne *Terrebonne*

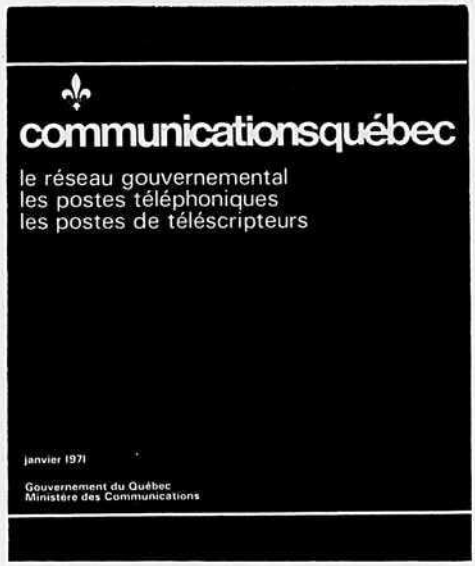
Salon McGuire inc. *vs* Héritiers-Heirs Dagenais 1944

Taxes *Taxes*

Abitibi, comté-county..... 1839
Cabano, ville-town 1906
Pointe-aux-Trembles, cité-city 1887
Québec, comté-county (*Correction*)..... 1906
Shefford, comté-county (*Erratum*)..... 1843

gouvernement du québec

annuaire téléphonique



$1.00

MAINTENANT EN VENTE

Toute commande est payable d'avance. Les versements se font par mandat-poste ou chèque à l'ordre du ministre des Finances du Québec, adressés à :

L'Editeur officiel du Québec,
Hôtel du gouvernement,
Québec.

NOW ON SALE

Prepayment is required with each order. Money orders or cheques should be made payable to the Minister of Finance, Québec, and sent to :

The Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec.